

**BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**



**RAPPORT ANNUEL**

**2011**



# SOMMAIRE

CARTE DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE .....	15
ORGANES STATUTAIRES DE DECISION ET DE CONTROLE .....	16
ORGANIGRAMME DE LA BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE .....	27
LE MOT DU GOUVERNEUR .....	31

## TITRE I

<b>EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE</b>	<b>37</b>
<b>Chapitre I : Environnement International</b> .....	<b>39</b>
A. Vue générale.....	39
B. Conjoncture économique des principaux partenaires des États membres de la CEMAC .....	41
1. Conjoncture économique dans les pays industrialisés .....	41
2. Conjoncture économique dans les autres régions.....	43
C. Evolution des marchés financiers, des changes et de l'or.....	46
1. Marchés monétaires .....	46
2. Marchés obligataires.....	46
3. Marchés boursiers .....	46
4. Marchés des changes.....	46
5. Marchés de l'or .....	46
D. Evolution des marchés des matières premières.....	47

<b>Chapitre II : Evolution économique et financière des pays de la CEMAC</b>	<b>51</b>
A. Vue générale .....	51
B. Croissance économique .....	51
1. Evolution de la demande globale .....	52
1.1. Demande intérieure .....	52
1.2. Demande extérieure nette.....	55
2. Evolution de l'offre globale.....	56
3. Répartition du Produit Intérieur Brut de la CEMAC entre les Etats membres.....	62
C. Salaires - Prix .....	64
D. Finances publiques.....	67
1. Orientation générale.....	67
2. Exécution des budgets par État.....	68
E. Secteur extérieur.....	72
1. Balance des paiements.....	72
2. Dette publique extérieure.....	74
3. Compétitivité extérieure.....	74

## TITRE II

### MONNAIE, CREDIT, RESERVES EXTERIEURES, SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER

<b>Chapitre I : Mise en œuvre de la Politique monétaire.....</b>	<b>83</b>
A. Fixation des objectifs monétaires et de crédit .....	83
B. Evolution des concours de la BEAC aux Trésors Publics .....	84
C. Evolution des taux d'intervention de la BEAC .....	84
D. Evolution des réserves obligatoires.....	90

<b>Chapitre II : Evolution du marché des capitaux .....</b>	<b>95</b>
A. Evolution du Marché Monétaire .....	95
1- Evolution des interventions de la Banque Centrale .....	95
1.1- Injections de liquidités .....	95
1.1.1 Evolution du Guichet A .....	95
1.1.2. Evolution du Guichet B.....	96
1.2- Ponctions de liquidités .....	96
2- Evolution du compartiment interbancaire .....	97
2.1- Evolution des transactions.....	97
2.2- Evolution des taux d'intérêt .....	97
B. Evolution du Marché des titres publics.....	98
1. Point sur le fonctionnement des deux compartiments du marché des titres publics émis par adjudication au cours de la période 2011 .....	98
1-1 Le marché primaire .....	98
1-2 Le marché secondaire.....	99
2. Point sur les opérations post-marchés .....	99
C. Evolution du marché financier : Activités de la bourse des valeurs mobilières de l'Afrique Centrale .....	99
<b>Chapitre III : Evolution des agrégats monétaires.....</b>	<b>101</b>
A. Evolution de la masse monétaire (M2) et de ses composantes.....	102
1. Evolution de la monnaie fiduciaire .....	103
2. Evolution de la monnaie scripturale .....	104
3. Evolution de la quasi-monnaie .....	106
B. Evolution des contreparties de la masse monétaire .....	107

1. Avoirs extérieurs nets du système monétaire , .....	107
1.1. Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC .....	108
1.2. Evolution des engagements officiels extérieurs .....	109
1.3. Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC .....	109
1.4. Evolution de la position extérieure nette des établissements de crédit .....	110
2. Crédit intérieur net .....	111
2.1. Crédits à l'économie .....	111
2.1.1. Crédits à court terme.....	113
2.1.2. Crédits à moyen terme .....	114
2.1.3. Crédits à long terme .....	115
2.2. Créances nettes sur les États .....	116
<b>Chapitre IV : Situation du système bancaire et du secteur de la microfinance</b> .....	119
A. Situation du Système Bancaire .....	119
1. Vue d'ensemble .....	119
2. Situation par pays .....	120
B. Activités de la Microfinance .....	126
1. Présentation de secteur.....	126
2. Supervision de l'activité de la microfinance.....	127
<b>Chapitre V : Gestion des réserves extérieures</b> .....	129
A. Gestion des réserves de change et de l'or.....	129
1. Position de change globale .....	129
2. Gestion du portefeuille.....	131
3. Gestion du stock d'or .....	131
4. Gestion des risques.....	131
B. Résultats de la Salle des Marchés .....	133

## TITRE III

### ORGANISATION, ACTIVITES, COMPTES ET RESULTATS FINANCIERS DE LA BANQUE

137

<b>Chapitre I : Organisation de la Banque</b> .....	139
A. Activités des Organes de Décision .....	139
1. Comité Ministériel .....	139
2. Conseil d'Administration .....	139
3. Comité de Politique Monétaire .....	140
4. Comités Monétaires et Financiers Nationaux .....	141
B. Activités des Organes de Contrôle .....	143
1. Collège des Censeurs .....	143
2. Comité d'Audit .....	143
3. Commissariat aux comptes .....	143
C. Fonctionnement des Comités Nationaux des Balances des Paiements .....	144
<b>Chapitre II : Activités et projets par métier de la Banque</b> .....	145
A. Elaboration de la politique monétaire .....	145
B. Emission monétaire et gestion de la circulation fiduciaire .....	145
1. Gestion du matériel monétaire .....	145
2. Activité générale des caisses .....	145
3. Activités des salles de tri .....	146
4. Niveau des stocks .....	146
5. Billets exportés hors de leur territoire d'origine .....	146
C. Gestion et contrôle des systèmes de paiement et de règlement .....	147
D. Système d'information comptable .....	147

E.	Ressources humaines .....	148
	1. Gestion du personnel.....	148
	2. Formation.....	151
F.	Caisse de retraite.....	151
G.	Informatique et télécommunications .....	151
H.	Investissement - patrimoine et gestion .....	151
I.	Affaires juridiques .....	152
J.	Planification des moyens budgétaires .....	152
K.	Audit et contrôle interne.....	152
L.	Sécurité physique .....	153
 <b>Chapitre III : Surveillance multilatérales .....</b>		<b>155</b>
A.	Critères de la surveillance multilatérale .....	155
B.	Résultats de la surveillance multilatérale.....	155
 <b>Chapitre IV : Comptes et résultats financiers de la Banque .....</b>		<b>161</b>
A.	Bilan .....	161
	1. Actif.....	161
	1.1. Avoirs extérieurs à vue.....	161
	1.2. Autres avoirs extérieurs .....	161
	1.3. Encaisse-or .....	162
	1.4. Fonds Monétaire International .....	162
	1.5. Créances sur les Banques.....	162
	1.6. Créances sur les Trésors Nationaux .....	162
	2. Passif .....	163
	2.1. Billets et monnaies en circulation.....	163
	2.2. Trésors et Comptables Publics Nationaux.....	163
	2.3. Comptes des banques et institutions financières.....	163
	2.4. FMI-Allocations de DTS .....	164
	2.5. Emprunts et dettes à long terme.....	164
	2.6. Résultat de l'exercice .....	164
	2.7. Réserves.....	164
	2.8. Capital, primes et fonds de dotation .....	164

B.	Compte de Resultat .....	166
	1. Produits.....	166
	1.1. Produits sur avoirs extérieurs.....	166
	1.2. Produits sur opérations avec la clientèle.....	166
	1.3. Produits sur opérations avec les institutions financières.....	166
	1.4. Autres produits financiers d'exploitation et produits exceptionnels.....	166
	2. Charges .....	167
	2.1. Charges sur avoirs extérieurs .....	167
	2.2. Charges sur opérations avec clientèle .....	167
	2.3. Charges sur opérations avec les institutions financières .....	167
	3. Résultat de l'exercice .....	167
	<b>Rapport des Commissaires aux Comptes .....</b>	<b>169</b>

## ANNEXES

Annexes Economiques .....	171
Annexes Monétaires.....	267
Autres Annexes.....	287

## LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Cadre institutionnel et stratégie de la politique monétaire de la BEAC.....	85
Encadré 2 : Instruments de la politique monétaire de la BEAC .....	86
Encadré 3 : Politique des taux d'intérêt de la BEAC .....	90
Encadré 4: Modalités d'application des réserves obligatoires.....	94

## LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Principaux indicateurs des marchés financiers
- Tableau 2 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle
- Tableau 3 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel
- Tableau 4 : Evolution du Produit Intérieur Brut par pays aux prix courants du marché
- Tableau 5 : Evolution des objectifs monétaires et de crédit au 31 décembre 2011
- Tableau 6 : Plafonds des avances aux Trésors Nationaux, Objectifs de refinancements aux banques et utilisations
- Tableau 7 : Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque
- Tableau 8 : Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires
- Tableau 9 : Comparaison du TIMP de la CEMAC et des taux d'intérêts interbancaires dans la Zone Euro
- Tableau 10 : Situation monétaire résumée
- Tableau 11 : Évolution de la masse monétaire
- Tableau 12 : Évolution des composantes de la masse monétaire
- Tableau 13 : Évolution de la monnaie fiduciaire
- Tableau 14 : Évolution de la monnaie scripturale
- Tableau 15 : Évolution de la quasi-monnaie
- Tableau 16 : Evolution des Avoirs Extérieurs Nets du système monétaire
- Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC
- Tableau 18 : Evolution des engagements officiels extérieurs
- Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC
- Tableau 20 : Évolution de la position extérieure nette des Banques
- Tableau 21 : Évolution du crédit intérieur
- Tableau 22 : Evolution des crédits à l'économie
- Tableau 23 : Evolution des crédits à court terme
- Tableau 24 : Évolution des crédits à moyen terme
- Tableau 25 : Évolution des crédits à long terme
- Tableau 26 : Évolution des créances nettes sur les trésors nationaux
- Tableau 27 : Évolution des créances nettes sur les Etats
- Tableau 28 : Evolution de la situation bilantielle des banque de la CEMAC
- Tableau 29 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Cameroun
- Tableau 30 : Evolution de la situation bilantielle des banques de la République Centrafricaine
- Tableau 31 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Congo
- Tableau 32 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Gabon
- Tableau 33 : Evolution de la situation bilantielle des banques de la Guinée Equatoriale



Tableau 34 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Tchad  
Tableau 35 : Répartition des établissements de microfinance par catégorie dans la CEMAC  
Tableau 36 : Position de change globale  
Tableau 37 : Position de change par devise  
Tableau 38 : Part (en %) des réserves de changes gérées par la Salle des Marchés  
Tableau 39 : Résultats des activités de la salle des marchés en FCFA  
Tableau 40 : Évolution des effectifs par pays  
Tableau 41 : Répartition des effectifs par centre  
Tableau 42 : Résultats d'exécution de la surveillance multilatérale dans la CEMAC  
Tableau 43 : Evolution du bilan de la Banque  
Tableau 44 : Evolution des produits (en francs CFA)  
Tableau 45 : Evolution des charges (en francs CFA)  
Tableau 46 : Compte de résultat

## LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international
- Graphique 2 : Indice composite des cours des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC
- Graphique 3 : Croissance en termes réels des Etats membres de la CEMAC
- Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC en 2006 et 2011
- Graphique 5 : Répartition du PIB de la CEMAC - secteurs pétrolier et non pétrolier en 2006 et 2011
- Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC
- Graphique 7 : Evolution du solde budgétaire, base engagements (hors dons)
- Graphique 8 : Evolution du solde extérieur courant (transferts officiels inclus)
- Graphique 9 : Taux d'endettement public extérieur
- Graphique 10 : Ratio du service de la dette (En pourcentage des exportations)
- Graphique 11 : Ratio du service de la dette (En pourcentage des recettes budgétaires)
- Graphique 12 : Variation (en %) des taux de change des principales devises par rapport au franc CFA (Cotation au certain)
- Graphique 13 : Taux d'inflation des pays partenaires ou concurrents de la CEMAC
- Graphique 14 : Evolution de l'indice du Taux de Change Effectif Réel des pays de la CEMAC
- Graphique 15 : Comparaison du TIMP de la CEMAC et des taux d'intérêts interbancaires dans la Zone Euro
- Graphique 16 : Évolution de la monnaie fiduciaire
- Graphique 17 : Évolution de la monnaie scripturale
- Graphique 18 : Évolution de la quasi-monnaie (en milliards de FCFA)
- Graphique 19 : Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire
- Graphique 20 : Évolution des crédits à l'économie
- Graphique 21 : Evolution des créances nettes sur les Etats

# CARTE DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)



# ORGANES STATUTAIRES DE DECISION ET DE CONTROLE

## 1 - LE COMITE MINISTERIEL

---

(au 31 décembre 2011)

### PRESIDENT

- M. **Gilbert ONDONGO**  
Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public de la République du Congo

### MEMBRES

Ministres représentant la République du Cameroun

- M. **ALAMINE OUSMANE MEY**  
Ministre des Finances
- M. **Emmanuel NGANOU DJOUMESSI**  
Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Ministres représentant la République Centrafricaine

- M. **Sylvain NDOUTINGAI**  
Ministre d'Etat, Ministre des Finances et du Budget
- M. **Sylvain MALIKO**  
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

Ministres représentant la République du Congo

- M. **Gilbert ONDONGO**  
Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public
- M. **Pierre MOUSSA**  
Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire

Ministres représentant la République Gabonaise

- M. **Magloire NGAMBIA**  
Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
- M. **Emmanuel ISSOZE NGONDET**  
Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique, Chargé de la Réforme de l'Etat

Ministres représentant la République de Guinée Equatoriale

- M. **Martin Crisanto EBE MBA**  
Ministre des Finances et du Budget
- M. **Baltasar ENGONGA EDJO'O**  
Ministre Conseiller à la Présidence, Chargé de l'Intégration Régionale

Ministres représentant la République du Tchad

- M. **Christian Georges DIGUIMBAYE**  
Ministre des Finances et du Budget
- M. **MAHAMAT ALI HASSAN**  
Ministre de l'Economie et du Plan

## OBSERVATEURS

(au 31 décembre 2011)

- M. **Antoine Louis NTSIMI,**  
Président de la Commission de la CEMAC
- M. **IDRISS AHMED IDRISS,**  
Secrétaire Général de la COBAC
- M. **Alexandre GANDOU**  
Président de la Commission de Supervision du Marché Financier  
de l'Afrique Centrale
- M. **Brahim MAHAMAT TIDDEI**  
Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment  
d'Argent en Afrique Centrale

## RAPPORTEUR DU COMITE MINISTERIEL

(au 31 décembre 2011)

- M. **Lucas ABAGA NCHAMA,**  
Gouverneur de la BEAC

Suppléant :

**TAHIR HAMID NGUILIN,**  
Vice-Gouverneur de la BEAC

## 2 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 décembre 2011)

Président : M. **Gilbert ONDONGO**,  
Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public  
de la République du Congo

Rapporteur : M. **Lucas ABAGA NCHAMA**, Gouverneur de la BEAC

### *Administrateurs représentant la République du Cameroun*

Titulaires : Poste vacant

M. **Sylvester MOH TAGONGHO**,  
Directeur Général du Trésor et de la Coopération Financière  
et Monétaire par intérim - Ministère des Finances

Suppléants : M. **Jean TCHOFFO**,  
Secrétaire Général du Ministère des Finances

M. **Henri NONO**,  
Directeur des Affaires Générales – Ministère des Travaux  
Publics

### *Administrateurs représentant la République Centrafricaine*

Titulaires : M. **Augustin FEÏGOUTO**  
Chargé de Mission Banque et Institutions Financières  
Internationales – Ministère des Finances et du Budget

M. **Félix MOLOUA**,  
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, du Plan et  
de la Coopération Internationale

Suppléants : Poste vacant

M. **André SERBOUA**,  
Directeur Général des Politiques et Stratégies – Ministère de  
l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

### *Administrateurs représentant la République du Congo*

Titulaires : M. **Jean Raymond DIRAT**,  
Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et  
du Portefeuille Public

M. **Albert NGONDO**,  
Directeur Général du Trésor – Ministère des Finances, du  
Budget et du Portefeuille Public

Suppléants : M. **Jean-Claude NGAMBOU**,  
Conseiller aux Institutions financières du Ministre des  
Finances, du Budget et du Portefeuille Public

M. **Félix BOUENO**  
Economiste

***Administrateurs représentant la République Gabonaise***

Titulaires : M. **René Hilaire ADIAHENO**,  
Secrétaire Général Adjoint à la Présidence de la République

M. **Jean-Baptiste NGOLO ALLINI**,  
Conseiller Technique du Ministre de l'Economie,  
du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

Suppléants : M. **Richard MBOUMBA**,  
Chargé d'Etudes au Cabinet du Ministre de l'Economie,  
du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

M. **MEYE BEKOUROU**,  
Directeur de Cabinet Adjoint du Premier Ministre

***Administrateurs représentant la République de Guinée Equatoriale***

Titulaires : M. **Ambrosio ESONO ANGUE**,  
Trésorier Payeur Général - Ministère des Finances et  
du Budget

M. **Miguel ENGONGA OBIANG**,  
Directeur Général du Budget et des Retraités et Pensionnés  
de l'Etat – Ministère des Finances et du Budget

Suppléants : M. **Marcelo BETA ECHUACA**,  
Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Budget

M. **José-Domingo NDONG BAKALE**,  
Inspecteur Général des Finances – Ministère des Finances et  
du Budget

***Administrateurs représentant la République du Tchad***

Titulaires : M. **DJIMET NGOUTINE**,  
Directeur Général du Trésor – Ministère des Finances et  
du Budget

M. **TAHIR SOULEYMANE HAGGAR**,  
Secrétaire Général - Ministère des Finances et du Budget

Suppléants : Poste vacant

Mme **Popée NEPIDE DOSSOUM**,  
Adjoint du Directeur du Trésor – Ministère des Finances et  
du Budget

***Administrateurs représentant la République Française***

Titulaires : Mme **Delphine d'AMARZIT**,  
Chef du Service des Affaires Multilatérales et  
du Développement au sein de la Direction Générale du Trésor  
et de la Politique Economique – Ministère de l'Economie, des  
Finances et de l'Emploi

M. **Pierre JAILLET**,  
Directeur Général des Etudes et des relations Internationales  
Banque de France

Suppléants : M. **Frédéric CHOBLET**,  
Chef du Bureau Afrique Subsaharienne et Agence Française  
de Développement au sein du Service des Affaires  
Multilatérales et du Développement – Direction Générale du  
Trésor et de la Politique Economique, Ministère de  
l'Economie, des Finances et de l'Emploi

M. **Bruno CABRILLAC**,  
Directeur des Etudes et des Relations Internationales et  
Européennes – Banque de France

**SECRETARIAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

M. **Nicaise NGUEMA OBIANG**,  
Responsable du Secrétariat des Conseils, Chef de  
Département de l'Organisation, des Affaires Administratives,  
de la Réglementation et de la Cellule de Gestion  
Administrative des Marchés

### 3 - LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

(au 31 décembre 2011)

- Président : M. **Lucas ABAGA NCHAMA**, Gouverneur de la BEAC
- Suppléant : M. **TAHIR HAMID NGUILIN**, Vice-Gouverneur de la BEAC
- Rapporteur : M. **Joachim LEMA OKILI**, Directeur Général des Etudes, Finances et Relations Internationales de la BEAC

#### MEMBRES DELIBERANTS

##### *Membres délibérants représentant la République du Cameroun*

- M. **Jean Marie Benoît MANI**,  
Directeur National de la BEAC pour le Cameroun
- M. **Lazare BELA**,  
Directeur des Affaires Economiques – Ministère des Finances

##### *Membres délibérants représentant la République Centrafricaine*

- M. **Camille KELEFIO**,  
Directeur National de la BEAC pour la Centrafrique
- M. **Parfait OUANFIO**,  
Secrétaire Général du Comité Technique Permanent de Suivi des Programmes d'Ajustement Structurel – Ministère des Finances et du Budget

##### *Membres délibérants représentant la République du Congo*

- M. **Cédric Jovial ONDAYE EBAUH**,  
Directeur National de la BEAC pour le CONGO
- M. **Roger GOSSAKI**,  
Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public

##### *Membres délibérants représentant la République Gabonaise*

- M. **Denis MEPOREWA**,  
Directeur National de la BEAC pour le Gabon
- M. **Bernard BOROBO**,  
Professeur d'Economie – Université Omar BONGO ONDIMBA de Libreville

***Membres délibérants représentant la République de Guinée Equatoriale***

- Mme **EBE MOLINA Ivan Bacale**,  
Directeur National de la BEAC pour la Guinée Equatoriale
- M. **Hermes ELA MIFUMU**,  
Ministère des Finances et du Budget

***Membres délibérants représentant la République du Tchad***

- M. **Christian NGARDOUM MORNONDE**,  
Directeur National de la BEAC pour le TCHAD
- Mme **ASSADYA MAHAMAT NOUR**,  
Conseillère Technique aux Affaires Economiques, Financières et  
Budgétaires – Présidence de la République

***Membres délibérants représentant la République Française***

- M. **Stéphane REZETTE**,  
Conseiller financier pour l’Afrique – Direction Générale du Trésor et  
de la Politique Economique – Ministère de l’Economie, des Finances  
et de l’Emploi
- M. **Emmanuel ROCHER**,  
Chef de Service de la Zone Franc, Secrétaire du Comité Monétaire  
de la Zone Franc – Banque de France

## 4 - LE COLLEGE DES CENSEURS

(au 31 décembre 2011)

- Titulaires : Poste vacant
- M. **Louis ALEKA-RYBERT**,  
Conseiller du Ministre de l'Economie, du Commerce,  
de l'Industrie et du Tourisme de la République Gabonaise
- M. **Stéphane REZETTE**,  
Conseiller Financier pour l'Afrique à la Direction Générale du  
Trésor et de la Politique Economique – Ministère de  
l'Economie, des Finances et de l'Emploi de la République  
Française.
- Suppléants : M. **Salomon Francis MEKE**,  
Trésorier Payeur Général – Ministère des Finances  
de la république du Cameroun
- Mme **Natacha OYOUOMI**,  
Chef de Service de la Qualité Comptable à la Trésorerie  
Générale
- M. **Xavier GELOT**,  
Adjoint au chef du Bureau « Afrique Subsaharienne et  
Agence Française de Développement » au sein du Service  
« Affaires Multilatérales et du Développement » – Direction  
Générale du Trésor et de la Politique Economique, Ministère  
de l'Economie, des Finances et de l'Emploi de la République  
Française

## 5 - LE COMITE D'AUDIT

(au 31 décembre 2011)

### PRÉSIDENT

- M. **Augustin FEÏGOUTO**  
Chargé de Mission Banque et Institutions Financières  
Internationales de la République Centrafricaine

### MEMBRES

#### *Représentant la République Centrafricaine*

Titulaire : Poste vacant

Suppléant : M. **Félix MOLOUA**  
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, du Plan et de  
la Coopération Internationale

#### *Représentant la République du Congo*

Titulaire : M. **Jean Raymond DIRAT**,  
Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et  
du Portefeuille Public

Suppléant : M. **Jean-Claude NGAMBOU**,  
Conseiller aux Institutions Financières du Ministre des  
Finances, du Budget et du Portefeuille Public

#### *Représentant la République de Guinée Equatoriale*

Titulaire : M. **Miguel ENGONGA OBIANG**,  
Directeur Général du Budget et des retraités et des  
Pensionnés de l'Etat

Suppléant : M. **José-Domingo NDONG BACALE**,

#### *Représentant la République du Tchad*

Titulaire : M. **TAHIR SOULEYMANE HAGGAR**,  
Secrétaire Général du ministère des Finances et du Budget

Suppléant : Poste vacant

## MEMBRES INDEPENDANTS

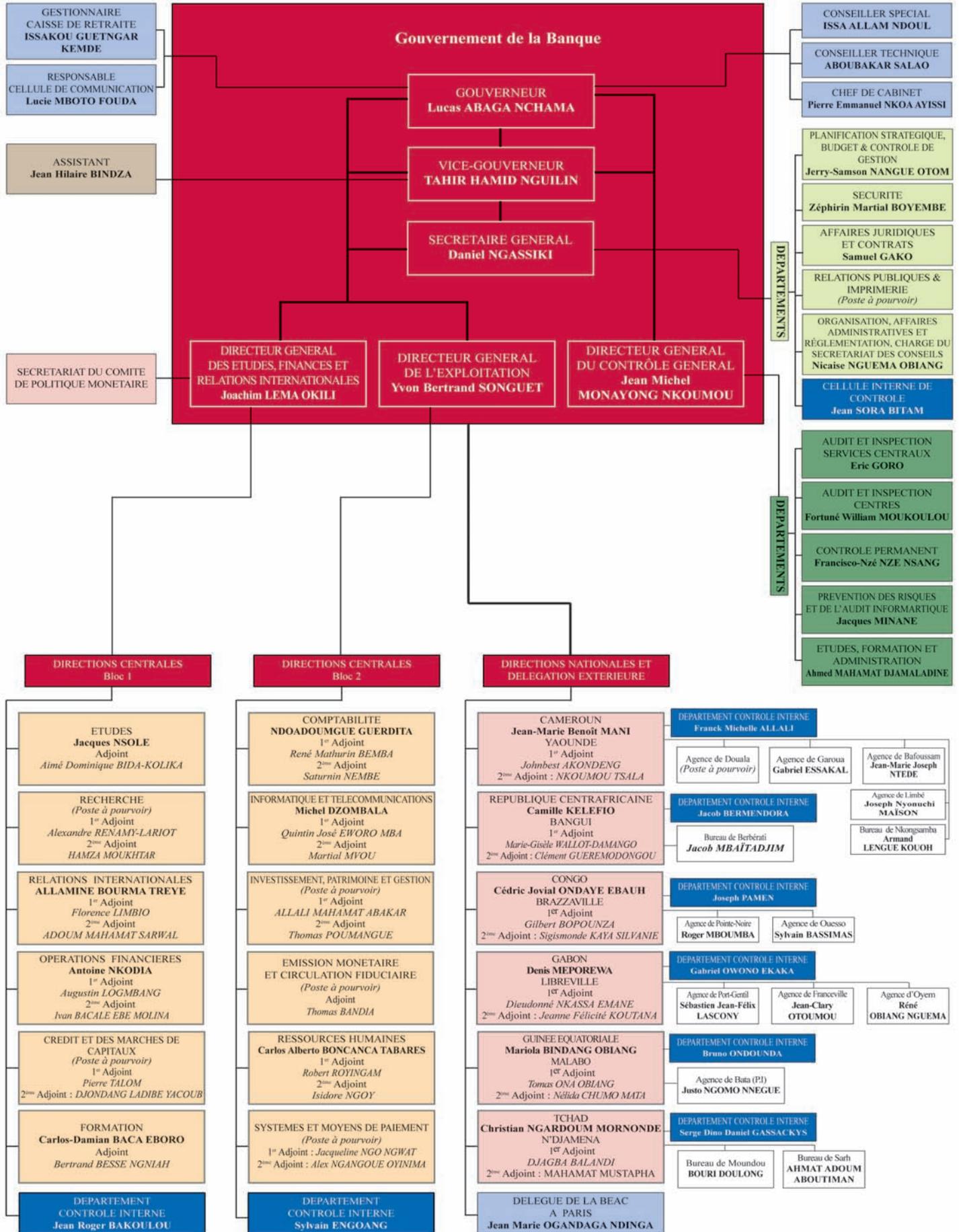
- Titulaire : M. Philippe AGOUTIN,  
Inspecteur à la Banque de France
- Suppléant : M. Jérôme SCHMIDT,  
Inspecteur à la Banque de France

## OBSERVATEURS

- Titulaire : Poste vacant
- Suppléant : M. **Salomon Francis MEKE**,  
Agent Comptable Central du Trésor – Ministère des Finances  
de la République du Cameroun
- Titulaire : M **Louis ALEKA-RYBERT**,  
Conseiller Technique du Ministre de l’Economie, du  
Commerce, de l’Industrie et du Tourisme de la République  
Gabonaise
- Suppléant : M **Juste-Valère OKOLOGO**,  
Directeur Général de la Société Nationale Immobilière de la  
République Gabonaise
- Titulaire : M. **Stéphane REZETTE**,  
Conseiller Financier pour l’Afrique – Direction Générale du  
Trésor et de la Politique Economique, Ministère de  
l’Economie, des Finances et de l’Emploi – République  
Française
- Suppléant : M. **Xavier GELOT**,  
Adjoint au Chef du Bureau « Afrique Subsaharienne et  
Agence Française de Développement » au sein du Service  
« Affaires Multilatérales et du Développement » – Direction  
Générale du Trésor et de la Politique Economique, Ministère  
de l’Economie, des Finances et de l’Emploi – République  
Française



# ORGANIGRAMME DE LA BEAC au 31 décembre 2011



# BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

---

## SIEGE SOCIAL ET SERVICES CENTRAUX

B.P. 1917 - Yaoundé - Cameroun

Indicatif international 237

Téléphone : 22 23 40 30 ; 22 23 40 60 ; 22 23 35 73

Télex : 88343 KN - 88505 KN ; Télécopie : 22 23 33 29 ; 22 23 33 50

www.beac.int

E-mail : beac@beac.int

---

### **CAMEROUN**

Indicatif international 237

#### **Yaoundé** (Direction Nationale)

B.P. 83 - Tél. 22 23 39 39 ; 22 23 05 11 ;  
22 23 33 90

Télécopie : 22 23 33 80

Télex : 88204 KN et 88556 KN

E-mail : beacyde@beac.int

#### **Douala**

B.P. 1747 - Tél. 33 42 33 24 ; 33 42 36 55 ;  
33 42 31 65

Télécopie : 33 42 36 47

Télex : 55257 KN ; 55003 KN

E-mail : beacdla@beac.int

#### **Garoua**

B.P. 105 - Tél. 22 27 13 45 ; 22 27 14 99

Télécopie : 22 27 30 72

Télex : 70602 KN et 70786

E-mail : beacgou@beac.int

#### **Bafoussam**

B.P. 971 - Tél. 33 44 17 57 ; 33 44 14 32

Télécopie : 33 44 29 84 ; 33 44 36 62

Télex : 40044 KN ; 40045 KN

E-mail : beacbaf@beac.int

#### **Limbé**

B.P. 50 - Tél. 33 33 22 30 ; 33 33 24 88

Télécopie : 33 33 25 93

Télex : 30243 KN et 30302

E-mail : beaclim@beac.int

### **Nkongsamba**

B.P. 242 - Tél. 33 49 13 98 ; 33 49 34 68

Télécopie : 33 49 40 72

Télex : 62285 KN et 62406 KN

E-mail : beacnkg@beac.int

### **REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Indicatif international 236

#### **Bangui** (Direction Nationale)

B.P. 851 - Tél. 21 61 24 00 ; 21 61 24 05 ;  
21 61 24 10

Télécopie : 21 61 19 95 ; 21 61 58 53

Télex : 5236 RC

E-mail : beacbfg@beac.int

#### **Berberati**

B.P. 190 - Tél. 22 21 93 33

Télécopie : 22 21 93 45

E-mail : beacbti@beac.int

### **CONGO**

Indicatif international 242

#### **Brazzaville** (Direction Nationale)

B.P. 126 - Tél. 222 81 36 84 ; 222 81 10 73 ;  
81 10 93 ; 044 55 65 55 ; 069 65 65 16

Télécopie : 222 81 10 94

Télex : 5313 KG

E-mail : beacbzv@beac.int

#### **Pointe-Noire**

B.P. 751 - Tél. 222 94 07 68 ; 222 94 13 68 ;  
222 94 30 18

Télécopie : 222 94 11 76

Télex : 8444 KG et 8212 KG

E-mail : beacpnr@beac.int

---

---

**Ouesso**

B.P. 05 – Tél. 066 00 0909 ; 055 47 0091  
055 47 00 92  
Télécopie : 7098 (VSAT BEAC)  
Télex : 7098 (VSAT BEAC)  
E-mail : beacouesso@beac.int

**GABON**

Indicatif international 241

**Libreville** (Direction Nationale)

B.P. 112 - Tél. 76 13 52 ; 76 02 06 ;  
76 11 05  
Télécopie : 74 45 63 ; 77 54 06  
Télex : 5215 GO  
E-mail : beaclbv@beac.int

**Port-Gentil**

B.P. 540 - Tél. 55 00 74 ; 55 00 73  
Télécopie : 55 59 67  
Télex : 8215 GO  
E-mail : beacpog@beac.int

**Franceville**

B.P. 129 - Tél. 67 70 40  
Télécopie : 67 74 57  
Télex : 6704 GO  
E-mail : beacfcv@beac.int

**Oyem**

B.P. 489 - Tél. 98 65 45 ; 98 65 46  
Télécopie : 98 65 47  
Télex : 7705 GO  
E-mail : beacoye@beac.int

**GUINEE EQUATORIALE**

Indicatif international 240

**Malabo** (Direction Nationale)

B.P. 501 – Tél. 333 09 20 10 ; 333 09 20 11 ;  
Télécopie : 333 09 20 06  
Télex : 5407 EG  
E-mail : beacmal@beac.int

---

**Bata**

B.P. 21 – Tél. 333 08 24 75 ; 333 08 26 52  
Télécopie : 333 08 23 60  
Télex : 5202 EG  
E-mail : beacbat@beac.int

**TCHAD**

Indicatif international 235

**N'Djamena** (Direction Nationale)

B.P. 50 - Tél. 52 41 76 ; 52 33 97 ;  
52 26 71  
Télécopie : 52 44 87  
Télex : 5220 KD ; 5353 KD  
E-mail : beacndj@beac.int

**Moundou**

B.P. 149 - Tél. 69 14 16  
Télécopie : 69 13 98  
Télex : 6205 KD  
E-mail : beacmdo@beac.int

**Sarh**

B.P. 241 - Tél. 68 14 01  
Télex : 7204 KD  
Télécopie : 68 11 22  
E-mail : beacsrh@beac.int

**FRANCE**

Indicatif international 33

**Paris** (Bureau Extérieur)

48, avenue Raymond POINCARE  
Tél. (1) 56 59 65 96 ; (1) 56 59 65 93  
Télécopie : (1) 42 25 63 95  
Télex (0420) 641 541 BACENAC  
E-mail : beacbep@beac.int



## LE MOT DU GOUVERNEUR

### Président du Comité de Politique Monétaire



*Monsieur le Gouverneur de la BEAC*

En 2011, l'activité de la BEAC s'est déroulée dans un environnement international caractérisé par le ralentissement de la croissance économique dans les pays industrialisés et les économies émergentes à la suite des remous sur les marchés financiers et du renchérissement des cours du pétrole. Ainsi, la croissance économique mondiale s'est située à 3,9 % en 2011, contre 5,3 % en 2010. Reflétant cette évolution, la progression des échanges commerciaux a fortement ralenti, de + 12,7 % en 2010 à + 5,3 % en 2011.

Le ralentissement de la croissance économique s'est accompagné d'une accentuation des tensions inflationnistes, en liaison avec la hausse des cours des produits alimentaires et du pétrole, en particulier dans les pays émergents. Toutefois, le rythme des créations d'emplois s'est accéléré et le chômage a amorcé une relative décroissance, notamment aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, dans les économies de la Zone-Euro.

Dans ce contexte, la plupart des banques centrales ont poursuivi la politique monétaire accommodante amorcée à la fin de l'année 2008, en vue de soutenir l'activité économique. A cet égard, elles ont renforcé les mesures exceptionnelles d'assouplissement quantitatif prises auparavant.

L'indice des cours des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC a enregistré une évolution haussière au cours de la période sous revue. En effet, les marchés mondiaux se sont caractérisés par une hausse des cours du pétrole et des produits agricoles (+ 32,6 % et + 19,1 % respectivement), suite à l'accroissement de la demande mondiale, face à une offre contrainte. Toutefois, les prix du cacao et du coton ont évolué à la baisse, sous l'effet d'un accroissement de la production. Sur les marchés des minerais, les cours du manganèse et de l'aluminium ont également régressé en 2011.

Au plan sous-régional, l'expansion économique s'est poursuivie, le taux de croissance réel étant ressorti à 5,2 % en 2011, contre 4 % en 2010. Cette évolution a résulté principalement de la vigueur du secteur non pétrolier, dont la contribution à la croissance s'est située à 5,2 points en 2011 contre 4,7 point en 2010, sous l'effet de l'accroissement de l'activité dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services. La contribution du secteur pétrolier a été nulle en 2011, après une participation négative de 0,7 point en 2010, en liaison principalement avec la baisse sensible de la production dans plusieurs pays.

La croissance économique dans la CEMAC a été essentiellement tirée en 2011 par la demande intérieure qui y a contribué à hauteur de 9,9 % en 2011, contre 11,2 % en 2010. Le dynamisme de la consommation finale et la bonne tenue des investissements bruts dans plusieurs pays expliquent cette évolution.

L'accentuation des tensions inflationnistes au plan international a favorisé le retour de l'inflation dans la zone CEMAC. En effet, l'indice global des prix à la consommation des ménages de la Sous-région a progressé de 2,7 % en moyenne annuelle, contre 1,6 % en 2010. Cette tendance est plus fortement marquée en glissement annuel, avec un taux de 3,9 % en décembre 2011 contre 2,3 % un an plus tôt. Cette recrudescence des pressions inflationnistes s'explique par la fermeté de la demande intérieure au Cameroun, au Congo et en Guinée Equatoriale, l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires et du pétrole, les problèmes d'approvisionnement des villes en République Centrafricaine, la faiblesse de l'offre de produits agricoles au Tchad et des produits halieutiques au Gabon.

En relation principalement avec un gain de positions compétitives sur le plan des exportations, la compétitivité des pays de la CEMAC a connu une légère amélioration. De la sorte, l'indice composite du taux de change effectif réel s'est déprécié de 0,3 %, contre une baisse de 8,1 % en 2010.

S'agissant des comptes extérieurs de la Communauté, les principaux soldes de la balance des paiements se sont améliorés. En effet, le déficit des transactions extérieures courantes est revenu de 4,1 % du PIB en 2010 à 3,3 % du PIB en 2011. L'environnement international globalement porteur, avec notamment une nette progression des termes de l'échange (+ 18,5 %), a permis d'augmenter sensiblement l'excédent de la balance commerciale. Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a presque doublé, s'établissant à 3 187,8 milliards contre

1 828,4 milliards l'année précédente. Ces évolutions ont favorisé la consolidation de la balance des paiements avec un excédent global de 1 369,6 milliards en 2011, qui a principalement servi à l'accumulation des réserves officielles d'environ 1 345,5 milliards.

En liaison avec le contexte extérieur, les finances publiques des Etats membres de la CEMAC ont continué de se redresser. Ainsi, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons est passé de 1,5 % du PIB en 2010 à 2,4 % du PIB en 2011. Cette performance s'explique principalement par l'augmentation des recettes budgétaires de 20,5 % du fait de l'accroissement des recettes pétrolières (+ 25,9 %) qui a supplanté celui des dépenses publiques (+ 16,8 %). Bien que la gestion de leurs finances publiques ait été satisfaisante, les pays de la CEMAC ont continué à mobiliser d'importantes ressources extérieures qui ont contribué à améliorer les trésoreries publiques et à renforcer les placements des Etats auprès du système monétaire.

En cohérence avec toutes ces évolutions, les agrégats monétaires ont dégagé les grandes tendances suivantes :

- les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont accrus de 18,9 % en passant de 6 702,7 milliards en décembre 2010 à 7 970,9 milliards en décembre 2011 ;
- le crédit intérieur net a progressé de 8,4 % en relation avec l'accroissement des concours bancaires à l'économie (+ 26,9 %) qui ont plus que compensé la baisse des créances nettes sur les Etats (- 39 %) ;
- les réserves brutes de change, en mois d'importations de biens et services, ont évolué de 5,2 mois au 31 décembre 2010 à 5,5 mois au 31 décembre 2011. Toutefois, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est légèrement détérioré sur la période, revenant de 100,3 % à fin décembre 2010 à 98,7 % à fin décembre 2011 ;
- reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 18,4 % (après + 24,6 % en 2010), à un rythme supérieur à celui du PIB nominal non pétrolier de l'année 2011 qui a été de 9,4 %.

S'agissant du système bancaire de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale au 31 décembre 2011, il comptait 48 banques en activité, dont 14 au Cameroun, 4 en République Centrafricaine, 9 au Congo, 9 au Gabon, 4 en Guinée Equatoriale et 8 au Tchad. Leur volume d'activité a poursuivi sa tendance haussière et s'est caractérisé par :

- la consolidation de l'activité bancaire, avec une progression de 18,2 % du total des bilans, de 19,7 % des dépôts de la clientèle et une expansion de 25,6 % des crédits bruts à la clientèle ;
- l'amélioration de la qualité apparente du portefeuille, en dépit de l'augmentation des provisions pour dépréciation des comptes clientèle de 20,5%. En effet, les créances en souffrance ont représenté 8,9 % des crédits bruts, contre 10,2 %

douze mois auparavant, ce qui a permis de porter le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions de 75,1 % en décembre 2010 à 83,1 % en décembre 2011 ;

- le renforcement de la rentabilité, avec un résultat net en hausse de 58,2 %, passant de 67,1 milliards en 2010 à 106,2 milliards en 2011 ;
- et, le respect des principales normes prudentielles édictées par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC).

La surliquidité des banques de la Sous-région est restée un sujet de préoccupation des Autorités Monétaires, principalement du point de vue de l'approfondissement du secteur financier et du financement adéquat de l'économie, notamment des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (PME/PMI).

Quant au secteur de la micro-finance dans la CEMAC, la croissance observée en 2010 s'est poursuivie ; le nombre d'établissements ayant reçu l'avis conforme de la COBAC étant passé de 758 en 2010 à 778 à fin décembre 2011. L'activité du secteur a été par ailleurs marquée en 2011 par la poursuite de l'amélioration de l'ensemble des indicateurs. Cette performance a toutefois été altérée par des insuffisances et dysfonctionnements au niveau de la gouvernance et de l'application des dispositions réglementaires.

En matière de conduite de la politique monétaire, en cohérence avec un contexte extérieur marqué par un ralentissement de l'activité économique mondiale et une évolution haussière des cours des matières premières, le Comité de Politique Monétaire a adopté en 2011 une attitude accommodante en vue de soutenir davantage l'activité économique. Cette orientation de la politique monétaire a été par ailleurs favorisée par le fait que les risques pesant sur la stabilité monétaire étaient globalement maîtrisés. A cet égard, les principales conditions d'intervention de la BEAC ont été maintenues à leur niveau de 2010.

Il s'agit notamment du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) qui est resté à 4,0 % à l'instar de tous ses autres instruments de politique monétaire. C'est le cas notamment des taux de prises en pension et des avances aux Trésors Nationaux, des taux de rémunération et des coefficients des réserves obligatoires ainsi que du Taux Créditeur Minimum. Bien que le Comité de Politique Monétaire ait, à deux reprises, modifié les taux de rémunération des placements publics, ils ont été maintenus au 31 décembre 2011 à leur niveau de fin décembre 2010.

Malgré un contexte international incertain, les résultats de la gestion d'une partie des réserves de change officielles par la Salle des Marchés de la BEAC se sont légèrement améliorés en 2011, en relation avec la hausse des rendements réalisés sur le compartiment obligataire, laquelle a été toutefois tempérée par les pertes enregistrées sur le change. En effet, le rendement financier intermédiaire et le rendement comptable des activités de la Salle se sont établis à 1,9 %, contre 1,4 % un an plus tôt.

Au plan de sa gestion interne, la BEAC a renforcé son équilibre financier, le bénéfice net avant affectation s'étant chiffré à 23,1 milliards contre 7,9 milliards en 2010. Au plan des autres missions et activités de la BEAC, l'année 2011 a été marquée par le renforcement des systèmes de paiement et de règlement dans la CEMAC, dont le volume des échanges a vigoureusement progressé de 15,3 %, passant de 2 527 821 transactions en 2010 à 2 915 092 en 2011. Dans le même temps, les premières émissions de titres publics par voies d'adjudications ont été enregistrées. La Banque a également poursuivi la mise en œuvre de plusieurs projets importants inscrits dans son plan de réforme et de modernisation-horizon 2013.

En 2012, la croissance économique devrait rester soutenue dans les pays de la CEMAC, grâce notamment au dynamisme du secteur non pétrolier et à la vigueur des investissements publics. Dans l'ensemble, la situation macroéconomique de la CEMAC se caractériserait par : i) une hausse du PIB réel de 5,2 % comme en 2011, ii) une accentuation des pressions inflationnistes à 3,8 % comparé à 2,7 % un an plus tôt ; iii) une orientation expansionniste des politiques budgétaires se traduisant par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 1,5 % du PIB en 2012 contre un excédent de 2,4 % du PIB un an plus tôt ; et iv) une aggravation du déficit extérieur courant de 3,3 % du PIB en 2011 à 5,1 % du PIB en 2012.

Ces perspectives économiques et financières encourageantes ne sauraient cependant faire oublier la fragilité des économies de la CEMAC, eu égard à l'étroitesse de leur base productive et d'exportations, au déficit énergétique, ainsi qu'au faible développement et au manque de profondeur de leur système financier. Pour faire face à ces défis, les pays de la Communauté devraient poursuivre la gestion prudente de leurs finances publiques, accélérer la mise en œuvre des réformes devant permettre d'améliorer le climat général des affaires, renforcer leur gouvernance économique, accélérer la mise en œuvre du Programme Economique Régional (PER) et mettre en place des mécanismes innovants de financement devant permettre au système financier de soutenir plus activement le développement économique.



**Lucas ABAGA NCHAMA**



TITRE I :

# Evolution Economique et Financière





# CHAPITRE I

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### A. VUE GENERALE

Le rythme d'expansion de l'activité économique mondiale a été soutenu au premier semestre 2011, grâce au dynamisme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine et en Inde. Au second semestre, l'activité économique a ralenti à la suite des remous sur les marchés financiers et du renchérissement des cours du pétrole.

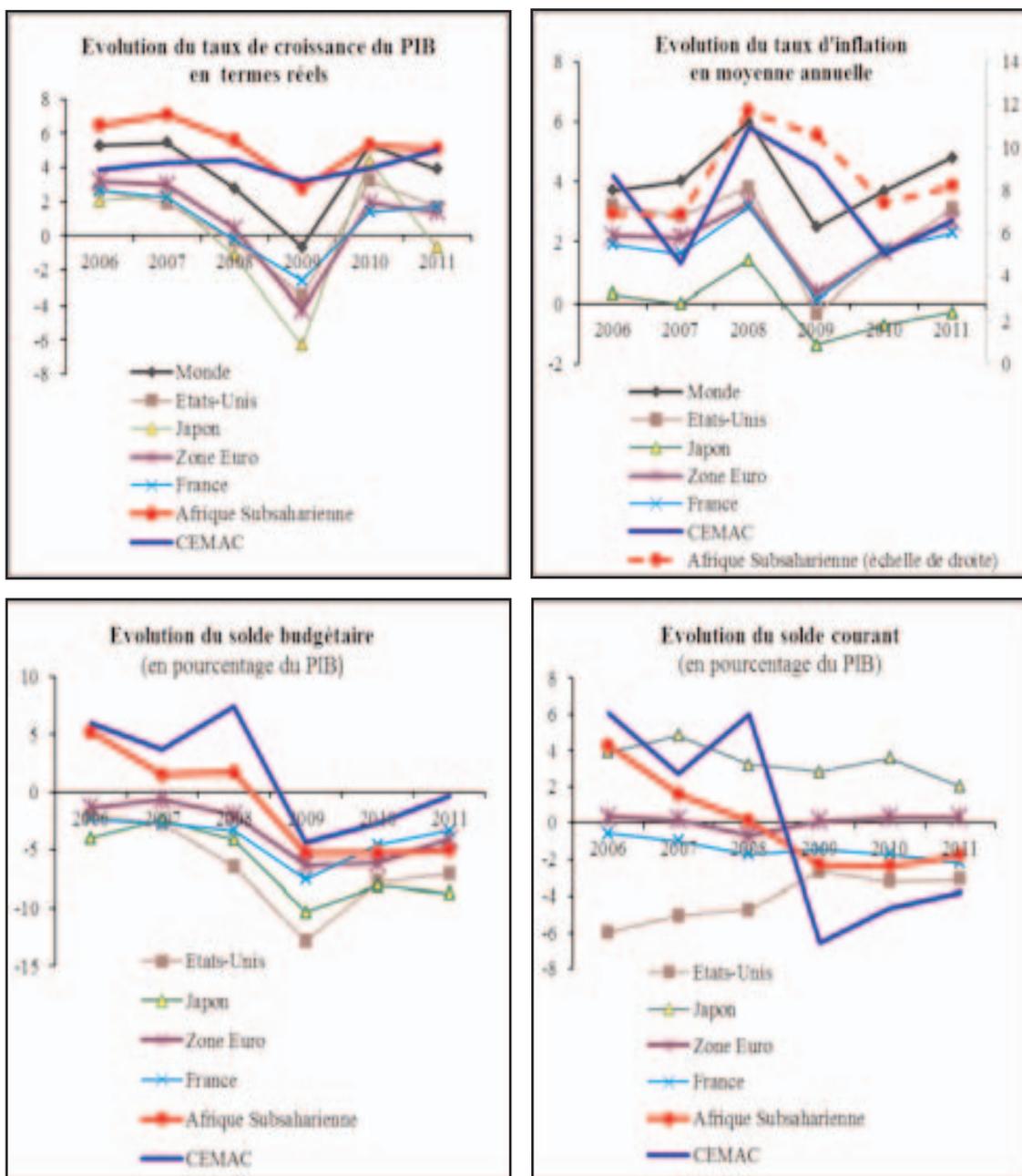
La croissance économique mondiale s'est située à 3,9 % en 2011, contre 5,3 % en 2010. Représentant cette évolution, la progression des échanges commerciaux a fortement ralenti, de +12,7 % en 2010 à + 5,3 % en 2011.

Les tensions inflationnistes ont augmenté au niveau mondial, en particulier dans les pays émergents, en liaison avec la hausse des cours des produits alimentaires et du pétrole. Sur le marché du travail, le rythme des créations d'emplois s'est accéléré et le chômage a amorcé une relative décrue, notamment aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, dans les économies de la Zone-Euro.

Dans ce contexte, la plupart des Banques Centrales ont poursuivi la politique monétaire accommodante amorcée à la fin de l'année 2008, en vue de soutenir l'activité économique. A cet effet, elles ont renforcé les mesures exceptionnelles d'assouplissement quantitatif prises au cours des années précédentes.

L'indice des cours des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC a enregistré une évolution haussière au cours de la période sous revue. En effet, les marchés mondiaux se sont caractérisés par une hausse des cours du pétrole et des produits agricoles (+ 32,6 % et + 19,1 % respectivement), suite à l'accroissement de la demande mondiale, face à une offre contrainte. Toutefois, les prix du cacao et du coton ont évolué à la baisse, sous l'effet d'un accroissement de la production. Sur les marchés des minerais, les cours du manganèse et de l'aluminium ont également régressé en 2011.

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international



## B. CONJONCTURE ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PARTENAIRES DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC

### 1. Conjoncture économique dans les pays industrialisés

En 2011, dans la plupart des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), la croissance économique a été soutenue au premier semestre, avant de ralentir au second semestre, en raison essentiellement de la contraction de l'activité économique dans la Zone-Euro et au Japon.

Pour l'ensemble des pays membres, le taux de croissance du PIB est revenu à 1,8 % en 2011 après 3,2 % en 2010, en liaison principalement avec la détérioration des conditions financières. Le taux de chômage est revenu de 8,3 % à 8,0 %. Le déficit financier des administrations publiques s'est contracté à 6,3 % du PIB en 2011, contre 7,5 % en 2010, du fait des mesures de consolidation budgétaire mise en œuvre. Le solde négatif de la balance des opérations courantes est resté stable à 0,6 % du PIB.

Le taux d'inflation, mesuré par la variation du déflateur du PIB, est passé de 1,8 % en 2010 à 1,9 % en 2011, en liaison avec la hausse des cours des matières premières et de la demande intérieure induite par la baisse du chômage.

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique a ralenti au cours du premier semestre 2011, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie et du tassement des dépenses de consommation. Au second semestre, la croissance économique a rebondi, reflétant l'accélération des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement privé. Au total, la croissance du PIB réel est revenue de 3,0 % en 2010 à 1,7 % en 2011. Le taux de chômage s'est situé à 8,9 % en 2011 après 9,6 % en 2010. Le déficit financier des administrations publiques s'est réduit, revenant de 10,7 % du PIB en 2010, à

9,7 % en 2011. Concernant le solde négatif de la balance extérieure courante, il s'est maintenu autour de 3,1 % du PIB.

Les tensions inflationnistes se sont accentuées en 2011, le taux d'inflation progressant de 1,6 % en 2010 à 3,1 % en 2011, en relation avec la hausse des cours du pétrole.

**Au Japon**, l'activité économique s'est contractée au cours de l'année 2011, principalement sous l'effet du séisme qui a ravagé le nord-est du pays au mois de mars. Au total, le taux de croissance s'est replié à - 0,7 % en 2011, contre 4,4 % en 2010. Le taux de chômage est revenu à 4,6 % en 2011, contre 5,1 % en 2010, en dépit de la détérioration de l'activité économique.

Le déficit financier des administrations publiques s'est aggravé à 10,1 % du PIB en 2011 contre 9,4 % en 2010, en rapport avec l'accroissement des dépenses publiques pour soutenir la reconstruction. Quant à l'excédent de la balance extérieure courante, il s'est amoindri en 2011, revenant de 3,6 % du PIB en 2010 à 2,0 %, en rapport avec la contraction des exportations.

La politique monétaire accommodante mise en œuvre par la Banque du Japon a contribué à atténuer la déflation, le taux d'inflation passant de -0,7 % en 2010 à - 0,3 % en 2011.

**Au Canada**, l'activité économique a ralenti tout au long de l'année 2011, sous l'effet des mesures d'austérité budgétaire et de l'affaiblissement de la demande extérieure. Le taux de croissance du PIB réel est revenu de 3,2 % en 2010 à 2,5 % en 2011. Le taux de chômage a légèrement reculé, de 8,0 % en 2010 à 7,5 % en 2011, en relation avec les créations d'emplois principalement dans le com-

merce de détail et de gros. Le déficit budgétaire s'est réduit, de 5,6 % du PIB en 2010 à 4,5 % en 2011, en relation avec les mesures de consolidation budgétaire. De même, le déficit des transactions extérieures courantes s'est légèrement résorbé, revenant de 3,1 % du PIB en 2010, à 2,8 % en 2011.

Partant de 1,8 % en 2010, le taux d'inflation s'est établi à 2,9 % en 2011, soit la variation annuelle moyenne des prix à la consommation la plus élevée depuis 1991. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse du coût de l'énergie.

Dans l'**Union Européenne**, la croissance économique s'est repliée au cours de l'exercice sous revue, se situant à 1,6 % en 2011, contre 2,0 % en 2010. En particulier dans la Zone Euro, le taux de croissance du PIB réel est revenu à 1,4 % en 2011, contre 1,9 % en 2010, en liaison avec le fléchissement de la demande intérieure. Dans ce contexte, le taux de chômage s'est inscrit en légère hausse, se situant à 10,0 % en 2011 après 9,9 % en 2010. Le déficit budgétaire s'est réduit, revenant de 6,3 % du PIB en 2010 à 4,1 % en 2011, sous l'effet de la maîtrise des dépenses publiques dans la plupart des pays de la Zone. Le solde excédentaire de la balance extérieure courante s'est maintenu autour de 0,3 % du PIB en 2011.

Sur le front des prix, le taux d'inflation est passé de 1,6 % en 2010 à 2,7 % en 2011, en raison principalement du renchérissement du coût de l'énergie et des autres matières premières.

Au **Royaume-Uni**, la croissance économique a ralenti en 2011, en relation avec la poursuite des mesures d'assainissement budgétaire. Ainsi, la progression du PIB réel est revenue de 2,1 % en 2010 à 0,7 % en 2011. Le taux de chômage s'est inscrit en hausse à 8,1 % en 2011, contre 7,9 % en 2010, en raison essen-

tiellement des suppressions de postes dans l'administration publique. Le besoin de financement des administrations publiques a reculé de 10,3 % du PIB en 2010 à 8,4 % en 2011, en rapport avec la contraction des dépenses publiques. Le déficit de la balance extérieure courante s'est allégé, de 3,3 % du PIB en 2010 à 1,9 % en 2011, suite à un accroissement des exportations.

Les tensions inflationnistes ont augmenté, sous l'effet de l'accroissement des impôts et des prix des produits de base. La hausse du niveau général des prix à la consommation a atteint 4,5 % en 2011, contre 3,3 % en 2010.

En **Allemagne**, l'expansion de l'activité économique s'est poursuivie tout au long de l'année 2011, du fait de l'accroissement des exportations et du renforcement de la demande intérieure. Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 3,4 % en 2011, après 3,6 % en 2010. Le taux de chômage a baissé de 6,8 % en 2010 à 5,7 % en 2011, compte tenu de la vigueur de l'activité économique. Le déficit financier des administrations publiques a fortement diminué, de 4,3 % du PIB en 2010 à 1,0 % en 2011, en raison des mesures d'assainissement budgétaires. L'excédent de la balance extérieure courante a légèrement diminué, revenant de 6 % du PIB en 2010 à 5,7 % en 2011.

Le taux d'inflation s'est inscrit en hausse à 2,5 % en 2011, contre 1,2 % en 2010, en raison notamment du renchérissement des matières premières conjugué avec la fermeté de la demande intérieure.

En **France**, la croissance économique s'est consolidée en 2011, en relation avec la vigueur des investissements des entreprises et des exportations portées notamment par les niveaux exceptionnels des ventes de matériel aéronautique. Le taux de croissance du PIB réel s'est relevé de 1,4 % en 2010 à 1,7 % en 2011. Le

taux de chômage a stagné autour de 9,3 %. Le besoin de financement des administrations publiques a reculé, de 7,1 % du PIB en 2010 à 5,3 % en 2011, en liaison avec les mesures d'assainissement budgétaire. Par contre, le déficit de la balance extérieure courante s'est aggravé, passant de 1,7 % du PIB en 2010 à 2,2 % du PIB l'année suivante, en relation avec la hausse des importations des produits manufacturés.

S'agissant des prix à la consommation, le taux d'inflation a augmenté sensiblement, compte tenu principalement de la forte hausse des prix de l'énergie observée au cours de l'année. Ainsi, le taux d'inflation est passé de 1,7 % en 2010 à 2,3 % en 2011.

En **Italie**, l'activité économique a été soutenue au premier semestre 2011, avant de connaître une récession au second semestre, en raison de la mise en œuvre des mesures d'assainissement des finances publiques et de l'affaiblissement de la demande extérieure, notamment en provenance des économies européennes. Ainsi, le taux de croissance du PIB s'est situé à 0,4 % en 2011, contre 1,8 % en 2010. Le taux de chômage est resté stable à 8,4 %. Le déficit budgétaire s'est réduit, passant de 4,5 % du PIB en 2010 à 3,8 % en 2011. De même, le déficit des transactions extérieures courantes s'est allégé de 3,5 % du PIB en 2010 à 3,1 % en 2011.

Les pressions inflationnistes se sont accentuées, en relation avec la hausse des prix du pétrole et le relèvement des taux de TVA. Le taux d'inflation a progressé de 1,6 % en 2010 à 2,9 % en 2011.

En **Espagne**, l'activité économique s'est redressée au cours de l'année 2011, en relation avec l'amélioration de la pro-

duction industrielle et la bonne tenue des exportations de services. Le taux de croissance du PIB réel s'est inscrit en hausse de 0,7 % en 2011, contre une baisse de 0,1 % l'année précédente. Quant au taux de chômage, il s'est détérioré, passant de 20,1 % en 2010 à 21,6 % en 2011, reflétant une accélération des pertes d'emplois. Le déficit financier des administrations publiques est revenu de 9,3 % du PIB en 2010 à 8,5 % en 2011, en rapport avec les mesures d'assainissement budgétaire. Le déficit de la balance extérieure courante s'est allégé, revenant de 4,5 % du PIB en 2010 à 3,5 % en 2011.

Sur le front des prix, le taux d'inflation a progressé de 2,0 % en 2010 à 3,1 % en 2011, compte tenu du renchérissement du coût de l'énergie et du prix des denrées alimentaires, ainsi que du relèvement des taux de TVA.

## 2. Conjoncture économique dans les autres régions

En **Russie**, la croissance économique est restée stable à 4,3 %, grâce au niveau soutenu de la demande intérieure et des exportations, dopées par la hausse des cours du pétrole. Le solde budgétaire est passé d'un déficit de 3,5 % du PIB en 2010 à un excédent de 1,6 % du PIB en 2011, en liaison avec l'accroissement des recettes pétrolières. Le solde excédentaire des transactions extérieures courantes a augmenté de 4,7 % du PIB en 2010 à 5,4 % en 2011, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange.

Le taux d'inflation a connu une hausse significative, de 6,9 % en 2010, à 8,4 % en 2011, en liaison essentiellement avec la flambée des prix des produits alimentaires.

Dans les **Pays d'Europe Centrale<sup>1</sup> et Orientale**, (PECO), l'activité écono-

<sup>1</sup> Albanie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Pologne, République tchèque, Roumanie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie.

mique s'est accélérée au premier semestre 2011, en raison de la vigueur de la demande intérieure. Cette embellie a connu une décélération au second semestre suite aux mesures d'assainissement budgétaires et à l'affaiblissement de la demande extérieure. La croissance du PIB réel s'est établie à 5,3 % en 2011, contre 4,5 % en 2010. Le déficit financier des administrations publiques s'est allégé, de 4,9 % du PIB en 2010 à 2,2 % en 2011, tandis que celui de la balance extérieure courante a progressé, de 4,7 % en 2010 à 6,0 % en 2011.

Le taux d'inflation s'est maintenu autour de 5,3 % en 2011.

Dans les **pays émergents d'Asie**<sup>2</sup>, la croissance économique a ralenti en 2011, en liaison principalement avec le tassement des exportations induit par le fléchissement de la demande extérieure en provenance des pays industrialisés. Le taux de croissance du PIB réel s'est situé à 7,8 % en 2011, contre 9,7 % en 2010. Le déficit financier des administrations publiques a reculé de 3,5 % du PIB en 2010 à 2,6 % en 2011, en rapport avec la mise en œuvre des politiques de resserrement budgétaire. Le solde excédentaire de la balance extérieure courante a fortement reculé, de 3,2 % du PIB en 2010 à 1,8 % du PIB en 2011, comme conséquence de la baisse des exportations. Le taux d'inflation s'est situé à 6,5 % en 2011, contre 5,7 % en 2010, en relation avec la hausse des prix des denrées alimentaires.

En **Chine**, après une croissance vigoureuse au premier semestre 2011, l'activité économique a connu un léger ralentissement au second semestre, suite à la détérioration de la demande extérieure et au durcissement des conditions monétaires. Le taux de croissance annuelle du

PIB réel est revenu de 10,4 % en 2010 à 9,2 % en 2011. Le taux de chômage est resté quasiment stable, autour de 4 % en 2011. Le solde financier public s'est amélioré, passant d'un déficit de 0,7 % du PIB en 2010 à un excédent de 0,1 % du PIB en 2011, suite à la contraction des dépenses publiques. L'excédent de la balance extérieure courante s'est amoindri, de 4,0 % du PIB en 2010 à 2,8 % du PIB en 2011.

Le taux d'inflation s'est accéléré en 2011 pour s'établir à 5,5 %, contre 3,2 % en 2010.

En **Inde**, le taux de croissance du PIB réel a reculé, de 10,6 % en 2010 à 7,2 % en 2011. Le déficit financier des administrations publiques s'est réduit, de 8,2 % du PIB en 2010 à 8,0 % en 2011, en dépit d'un accroissement des dépenses affectées aux subventions énergétiques. Le solde négatif du compte extérieur courant est resté stable à 3,2 % du PIB en 2011. Le taux d'inflation s'est situé à 8,9 % en 2011, contre 12,0 % en 2010, dans un contexte d'accélération des prix des produits non alimentaires.

En **Amérique Latine**, la croissance économique a été robuste au premier semestre 2011, en liaison principalement avec le niveau élevé des prix des produits de base. L'activité économique s'est ensuite ralentie au second semestre, en raison du resserrement des politiques économiques et de la détérioration des conditions extérieures. Sur l'ensemble de l'année 2011, le taux de croissance réel de la région a reculé, de 6,2 % en 2010 à 4,5 % en 2011. Le déficit de la balance extérieure courante s'est stabilisé autour de 1,2 % du PIB. Le taux d'inflation a progressé, de 6,0 % en 2010 à 6,6 % en 2011, suite à la hausse de la demande intérieure.

<sup>2</sup> Bangladesh, Bhutan, Myanmar, Mongolie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Iles Salomon, Sri Lanka, Taiwan, Chine, Thaïlande, Tonga, Vanuatu, Vietnam, Cambodge.

Au **Brésil**, le taux de croissance du PIB réel s'est situé à 2,7 % en 2011, contre 7,5 % en 2010. Quant au taux d'inflation, il est ressorti à 6,6 % en 2011 contre 5,0 % en 2010.

Au **Mexique**, le taux de croissance s'est établi à 4,0 % en 2011, contre 5,5 % en 2010. En dépit de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, le taux d'inflation est revenu de 4,2 % en 2010 à 3,5 % en 2011, du fait essentiellement de l'appréciation de la monnaie nationale.

En **Argentine**, le taux de croissance s'est fixé à 8,9 % en 2011, contre 9,2 % en 2010. Le taux d'inflation est demeuré à un niveau élevé, à 9,8 % en 2011, après 10,5 % en 2010, traduisant les tensions sur la demande, conjuguées avec la hausse des cours des matières premières.

En **Afrique subsaharienne**, le taux de croissance du PIB réel est resté soutenu en 2011 à 5,1% contre 5,3 % un an plus tôt, reflétant la vigueur de la demande internationale des matières premières et le dynamisme de la demande intérieure. Le solde déficitaire des administrations publiques s'est allégé, de 3,8 % du PIB en 2010 à 1,4 % en 2011. Quant au déficit du compte extérieur courant, il a reculé de 2,4 % du PIB en 2010 à 1,8 % en 2011. Enfin, le taux d'inflation a progressé, de 7,4 % en 2010 à 8,2 % en 2011.

Dans les **pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, l'activité économique a connu un net ralentissement en raison du maintien à un niveau élevé des cours du pétrole, nonobstant les bonnes performances enregistrées dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services marchands. L'accroissement du PIB réel

est ressorti à 1,9 % en 2011, contre 4,6 % en 2010. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, s'est accentué, de 5,3 % en 2010 à 7,5 % du PIB en 2011, en rapport avec la contraction des recettes budgétaires conjuguée avec la hausse des dépenses publiques. De même, le déficit des transactions extérieures courantes s'est aggravé, passant de 3,7 % du PIB en 2010 à 5,6 % en 2011, traduisant une hausse sensible des importations. Le taux d'inflation a atteint 3,0 % en 2011, contre 1,2 % en 2010, en liaison avec le renchérissement des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers.

Au **Nigeria**, le taux de croissance du PIB réel est revenu de 8,7 % en 2010 à 6,9 % en 2011. Le solde financier public s'est amélioré, passant d'un déficit de 8,5 % du PIB en 2010 à un excédent de 0,4 % du PIB en 2011, suite à la hausse des recettes de l'Etat. De même, le solde positif du compte extérieur courant a progressé, de 8,4 % du PIB en 2010, à 13,5 % en 2011. Reflétant la baisse de la demande intérieure, le taux d'inflation a reculé, revenant de 13,7 % en 2010 à 10,6 % en 2011.

En **Afrique du Sud**, la hausse du PIB réel est ressortie à 3,4 % en 2011, contre 2,8 % en 2010. Le solde budgétaire déficitaire des administrations publiques s'est replié à 4,3 % du PIB en 2011, contre 5,1 % en 2010, en liaison avec la contraction des dépenses publiques. Le déficit du compte extérieur courant s'est stabilisé à 2,8 % du PIB.

L'inflation s'est située à 5,9 % en 2011, contre 4,3 % en 2010, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

## C. EVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS, DES CHANGES ET DE L'OR

En 2011, l'économie mondiale a été frappée par une conjonction de chocs politiques et économiques qui ont eu un impact considérable sur les marchés financiers.

### 1. Marchés monétaires

Aux **États-Unis**, la Réserve Fédérale (FED) n'a pas procédé à une modification de sa politique monétaire et s'est engagée à maintenir une politique de faible taux d'intérêts sur une longue période. Ainsi, en dépit d'un taux d'inflation qui a atteint un pic de 3,9 % en septembre 2011, la FED a laissé son principal taux directeur dans la fourchette de 0,0 % - 0,25 % et son taux d'escompte à 0,75 %.

Dans la **Zone Euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu ses taux à leur niveau de fin 2010, soit 1,00 % pour le taux principal de refinancement, 1,75 % pour celui de la facilité de prêt marginal et 0,25 % pour le taux de la facilité de dépôts.

Au **Royaume-Uni**, la Banque d'Angleterre (BoE) a maintenu inchangé son taux directeur à 0,50 %, niveau le plus bas depuis la création de l'institution.

Au **Japon**, la Banque Centrale a conservé une politique monétaire accommodante, avec le maintien de taux quasi nuls.

### 2. Marchés obligataires

Au 31 décembre 2011, le taux de rendement du titre d'État américain à 10 ans (T-Notes) a baissé de 141,80 points de base à 1,877 %. En zone euro, les taux du Bund allemand et de l'OAT française se sont respectivement détendus de

113,50 points de base à 1,825 % et de 22,30 points de base à 3,137 %. Les taux de rendement ont évolué au rythme des soubresauts de la crise des dettes souveraines.

### 3. Marchés boursiers

La plupart des places boursières ont clôturé l'année en forte baisse : - 17,34 % pour la bourse de Tokyo, - 17,05 % pour l'indice européen DJ Eurostoxx 50 et - 16,95 % pour la bourse de Paris. Par contre, la bourse de New York a fait preuve de résistance, avec un indice Dow Jones en hausse de 5,53 % malgré la perte de la note « AAA » des Etats-Unis et les craintes sur la soutenabilité de la dette publique américaine.

### 4. Marchés des changes

L'euro a relativement bien résisté à la crise des dettes souveraines au cours du premier semestre, avant de se replier au second semestre, suite aux risques de contagion de la crise et à la réduction du différentiel de taux d'intérêt par rapport au dollar. La parité EUR/USD a atteint un pic de 1,4874 dollar pour un euro le 02 mai 2011, avant de se replier à 1,2958 dollar au 30 décembre 2011, accusant une baisse de 3,05 % par rapport au 31 décembre 2010. Le taux de change moyen sur l'année a été de 1,3924 dollar pour un euro (471 FCFA).

### 5. Marchés de l'or

Le cours de l'once d'or a tiré profit des crises géopolitiques et des tensions observées sur les marchés financiers. En effet, il a frôlé la barre des 2000 dollars au plus fort de la crise de la dette, avant de terminer l'année à 1 531 dollars (+ 8,93 % de hausse sur l'année).

**Tableau 1 : Principaux indicateurs des marchés financiers**

	31/12/2010	31/03/2011	30/06/2011	30/09/2011	31/12/2011	Variations en % déc. 10 - déc. 11	
CHANGE	EUR/USD	1,3366	1,4126	1,4476	1,3387	1,2958	- 3,05 %
	EUR/GBP	0,8574	0,8833	0,9043	0,8590	0,8335	- 2,79 %
	EUR/CHF	1,2482	1,3012	1,2075	1,2157	1,2164	- 2,55 %
	EUR/JPY	108,51	117,69	116,43	103,12	99,66	- 8,16 %
	1 EUR en FCFA	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	0,00 %
	1 USD en FCFA	490,77	464,36	453,13	489,99	506,22	3,15 %
	1 GBP en FCFA	765,10	708,75	725,40	763,66	787,04	2,87 %
	1 CHF en FCFA	525,52	504,10	543,23	539,59	539,28	2,62 %
	1 JPY en FCFA	6,05	5,57	5,63	6,36	6,58	8,88 %
	TAUX (en %)	Taux refinancement (BCE)	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Taux prêt marginal (BCE)		1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	-
Fed Funds		0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	-
EONIA		0,82	0,90	1,72	1,46	0,63	- 19,00
T-Notes 10 ans		3,300	3,472	3,161	1,916	1,877	- 141,80
Bund 10 ans		2,960	3,352	3,023	1,885	1,825	- 113,50
OAT 10 ans		3,360	3,710	3,404	2,596	3,137	- 22,30
INDICES	DOW JONES	11577,51	12319,73	12414,34	10913,38	12217,69	5,53 %
	NASDAQ COMPOSITE	2652,87	2781,07	2773,52	2415,40	2605,15	- 1,80 %
	NIKKEI-225	10228,92	9755,10	9796,14	8700,29	8455,35	- 17,34 %
	CAC-40	3804,78	3989,18	3982,21	2981,96	3159,81	- 16,95 %
	DJ-EUROSTOXX 50	2792,82	2910,91	2848,53	2179,66	2316,55	- 17,05 %
	Or (\$/ once)	1405,50	1439,00	1505,50	1620,00	1531,00	8,93 %
	Brent (\$/ baril)	94,75	117,36	112,48	102,76	107,38	13,33 %

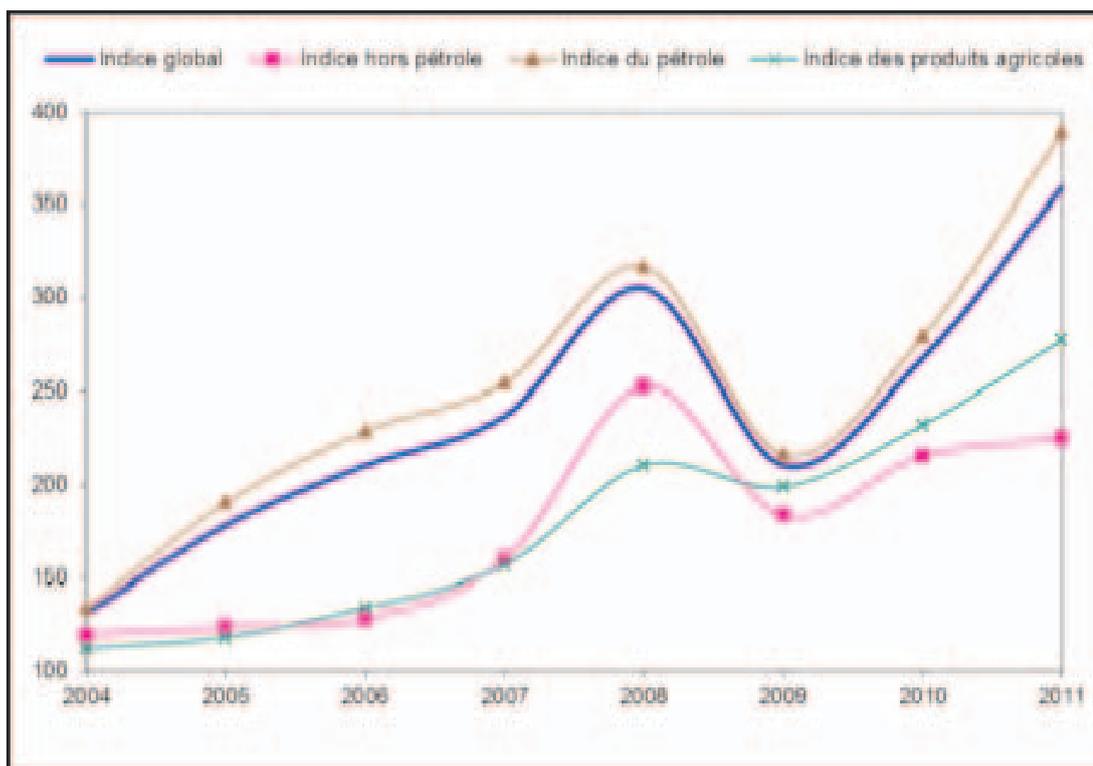
Sources : Salle des Marchés de la BEAC, principales places financières internationales.

## D. EVOLUTION DES MARCHES DES MATIERES PREMIERES

En 2011, l'indice composite des cours mondiaux des principales matières premières exportées par les pays de la

CEMAC s'est accru de 34,2 % en moyenne annuelle, contre une hausse de 26,9 % un an plus tôt.

Graphique 2 : Indice composite des cours des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC



Source : BEAC

Sur le marché du **cacao**, les cours mondiaux se sont repliés tout au long de l'année 2011. Le prix moyen mensuel a reculé de 28,2 %, passant de 3,06 dollars/kg en décembre 2010 à 2,20 dollars/kg à fin 2011. Le recul des cours du cacao est attribuable à l'arrivée massive sur le marché de la production de la Côte d'Ivoire suite au dénouement de la crise politique dans ce pays.

Après une forte augmentation au premier semestre 2011, les cours mondiaux du **café arabica** se sont repliés au second semestre. En définitive, les prix ont crû de 5,1 % entre fin 2010 et fin 2011 pour s'établir à 2,17 dollars/kg. Cette évolution s'explique par l'accroissement de 2,5 % de la consommation mondiale.

Sur le marché européen de la **banane africaine**, les prix ont reculé de

11,2 %, revenant de 0,80 euro/kg en décembre 2010 à 0,71 euro/kg en décembre 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement de l'offre en provenance de l'Equateur et de l'Afrique, en particulier de l'Ouganda et du Ghana, conjugué avec une baisse de la consommation européenne.

Les cours ont baissé de 16,4 % sur le marché international de l'**huile de palme**, s'établissant à 1,03 dollars/kg à fin 2011, contre 1,23 dollar/kg fin 2010. Les prix de l'huile de palme, et plus généralement des oléagineux, ont subi l'effet d'une augmentation de la production plus forte que celle de la demande.

Sur le marché international du **sucre**, le prix moyen mensuel s'est replié de 17,7 % pour s'établir à 0,51 dollar/kg en décembre 2011, contre 0,62 dollar/kg

douze mois plus tôt. L'évolution des cours sur ce marché est la conséquence d'une offre excédentaire.

Sur le marché mondial du **coton**, les prix ont chuté en décembre 2011 de 43,4 % en glissement annuel, l'indice A de « Cotton-Outlook » (qualité du coton d'Afrique du Centre et de l'Ouest) se repliant à 2,10 dollar/kg. Cette forte baisse s'explique principalement par la morosité de la demande des pays de l'OCDE.

Les prix se sont inscrits en baisse de 29,5 % sur le marché mondial du **caoutchouc naturel**, le prix moyen mensuel s'établissant à 3,35 dollars/kg à fin 2011. Ce repli des cours est le corollaire d'une baisse de la demande mondiale.

Sur le marché des **bois tropicaux**, les prix ont connu une évolution contrastée au cours de l'année 2011. En ce qui concerne les sciages, les prix du sapelli du Cameroun ont régressé de 9,1 % pour s'établir à 572 euros/m<sup>3</sup> en décembre 2011. En revanche, les prix des grumes d'Okoumé ont atteint 249,6 euros/m<sup>3</sup> en fin 2011, contre 230,5 euros/m<sup>3</sup> en fin 2010. L'appréciation des grumes d'Okou-

mé est attribuable à sa raréfaction sur le marché mondial suite aux restrictions à l'exportation de grumes en Afrique Centrale.

Le marché du **pétrole brut** a été marqué par une appréciation de 17,6 % des prix qui ont atteint 107,9 dollars/baril à fin 2011. Cet envol des cours s'explique essentiellement par les perturbations de l'offre suite aux troubles socio-politiques au Maghreb et au Moyen orient, conjuguées avec la crise du nucléaire iranien.

Le marché mondial de l'**aluminium** a été marqué en 2011 par une contraction des cours. De la sorte, le prix moyen mensuel de l'aluminium a reculé de 2,35 dollar/kg en décembre 2010 à 2,02 dollars/kg en décembre 2011. Cette morosité du marché est la conséquence du ralentissement de la demande chinoise, associé au niveau record des stocks détenus par la London Metal Exchange.

Les cours ont reculé en glissement annuel de 22,6 % sur le marché du **manganèse** entre décembre 2010 et décembre 2011, revenant à 0,20 euro/kg.



## CHAPITRE II

# EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS DE LA CEMAC

### A. VUE GENERALE

La situation économique des pays membres de la CEMAC a été marquée en 2011 par : (i) une progression de la croissance économique ; (ii) l'accentuation des tensions inflationnistes ; (iii) une amélioration des finances publiques ; et (iv) une réduction du déficit du compte extérieur courant.

En résumé :

- le taux de croissance réel est ressorti à 5,2 % en 2011, contre 4 % en 2010 ;
- le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'est situé à 2,7 % en 2011, contre 1,6 % en 2010 ;
- l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons est passé de 1,5 % du PIB en 2010 à 2,4 % du PIB en 2011 ;
- le déficit du compte extérieur courant est revenu de 4,1 % du PIB en 2010 à 3,3 % en 2011.

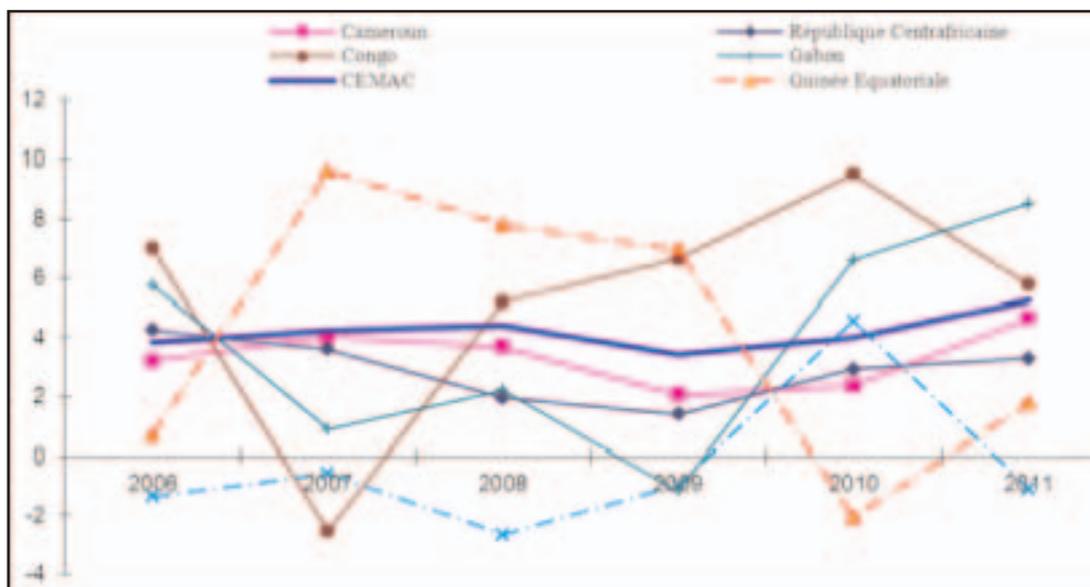
### B. CROISSANCE ECONOMIQUE

En 2011, la situation économique de la CEMAC a été caractérisée par un accroissement sensible de l'activité économique, avec une hausse du PIB réel estimée à 5,2 %, contre 4 % en 2010. De ce fait, le revenu réel par habitant s'est accru de 2,5 %.

Cette embellie économique résulte essentiellement de la vigueur du sec-

teur non pétrolier, sous l'effet de l'accroissement de l'activité dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier a été nul en 2011, après une contribution négative de 0,7 point en 2010, et celui du secteur non pétrolier a augmenté, se situant à 5,2 points en 2011, contre 4,7 points en 2010.

**Graphique 3 : Croissance en termes réels des Etats membres de la CEMAC**  
(variation annuelle en %)



### 1. Evolution de la demande globale

En 2011, la croissance dans la Communauté a été essentiellement tirée par la demande intérieure.

#### 1.1. Demande intérieure

La demande intérieure a contribué à la croissance économique réelle à hauteur de 9,9 % en 2011, contre 11,2 % en 2010, en raison principalement du dynamisme de la consommation finale (+ 5,9 points) et de la bonne tenue des investissements bruts (+ 4,0 points).

**Tableau 2 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle**

	(En pourcentage)					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>5,2</b>
<b>Demande intérieure</b>	<b>11,2</b>	<b>7,2</b>	<b>8,8</b>	<b>7,2</b>	<b>11,2</b>	<b>9,9</b>
Consommation	4,5	1,5	4,4	0,5	2,9	5,9
Publique (Etat)	0,7	1,2	0,7	0,3	1,0	0,2
Privée	3,9	0,3	3,8	0,2	1,9	5,7
Investissements bruts	6,7	5,7	4,4	6,6	8,4	4,0
Formation brute de capital fixe	4,7	4,4	4,2	6,2	5,2	3,1
Publique (Etat et Ad. publiques)	1,8	1,4	1,0	4,1	0,0	1,5
Privée (Entreprises et ménages)	2,9	3,1	3,1	2,1	5,2	1,6
Secteur pétrolier	2,3	2,6	2,2	0,7	4,3	0,9
Secteur non pétrolier	0,6	0,5	0,9	1,4	0,8	0,7
Variation des stocks	2,0	1,3	0,2	0,4	3,2	0,9
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>- 7,3</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 3,7</b>	<b>- 7,3</b>	<b>- 4,6</b>
Exportations des biens et services non facteurs	- 0,7	1,2	0,7	0,5	- 0,7	- 0,1
Importations des biens et services non facteurs	- 6,6	- 4,1	- 5,1	- 4,3	- 6,6	- 4,5

Sources : Administrations nationales et BEAC

### • Consommation globale

La consommation globale a contribué pour 5,9 points à la croissance, en raison de la vigueur de la consommation privée, qui a enregistré une participation à hauteur de 5,7 points. Quant à la consommation publique, sa contribution à la croissance réelle n'a été que de 0,2 point.

### • Investissements bruts

Les investissements bruts ont participé pour 4,0 points à la croissance en 2011, du fait de la hausse notable des dépenses d'équipement dans les secteurs privé et public.

La contribution des investissements publics à la croissance a été de 1,5 point contre une contribution nulle en 2010,

en liaison avec une augmentation des dépenses en capital de l'ensemble de la sous-région, à l'exception de la République Centrafricaine.

Au **Cameroun**, les dépenses d'équipement de l'Etat, dont l'apport à la croissance a été nul en 2011 contre une contribution de - 1,0 point en 2010, se sont situées à 618,1 milliards et ont pour l'essentiel porté sur les travaux de construction des infrastructures portuaires, énergétiques et routières.

En **République Centrafricaine**, les investissements publics ont obéré la croissance à hauteur de 1,1 point, en liaison notamment avec un recul des ressources affectées aux dépenses d'investissement de 56,2 milliards à 41,0 milliards entre 2010 et 2011, suite à la baisse sensible

des appuis extérieurs. Les dépenses d'équipement de l'Etat ont été consacrées essentiellement à : i) la réhabilitation de la route Bouar-Garoua-Boulaï ; ii) la finition des travaux de construction de l'hôpital de Bimbo ; et iii) la réhabilitation des infrastructures et services urbains.

Au **Congo**, la formation brute de capital fixe du secteur public a contribué à la croissance pour 5,0 points en 2011, en relation avec un accroissement des ressources budgétaires affectées aux dépenses d'investissement, qui ont évolué de 656 milliards à 1 083,9 milliards entre 2010 et 2011. Les dépenses d'équipement de l'Etat ont été consacrées en priorité aux projets d'investissements dans le cadre de la municipalisation accélérée du département de la Cuvette Ouest, à la réhabilitation et à la construction des infrastructures de base et au désenclavement de certains départements.

Au **Gabon**, la contribution des investissements publics a été de 1,6 point en 2011 contre 2,9 points en 2010. Toutefois, les dépenses en capital ont enregistré une hausse de 28,4 % à 1 096,9 milliards, et ont essentiellement porté sur la poursuite des travaux engagés en 2010 notamment : i) la finalisation des chantiers de la CAN 2012, ii) les travaux de construction de trois échangeurs sur la voie express de Libreville, iii) l'aménagement des voiries urbaines, iv) le renforcement des infrastructures portuaires et aéroportuaires, v) la restructuration du secteur de l'eau et de l'énergie, et vi) la poursuite des travaux de construction du barrage de Grand Poubara.

En **Guinée Equatoriale**, les investissements publics ont contribué positivement à la croissance en 2011 (2,3 points) contre une contribution négative de 12,9 points en 2010, en liaison avec la poursuite des chantiers publics, notamment dans le domaine des infrastructures, de

l'énergie, de l'éducation, de la santé, du sport, des communications et de l'agriculture.

Au **Tchad**, l'apport des investissements publics à la croissance a été de 2,8 points, contre + 6,2 points en 2010, en rapport avec la progression des dotations budgétaires sur ressources propres.

S'agissant de la FBCF du secteur privé non pétrolier, son concours a été de 0,7 point, à la faveur d'une bonne tenue des investissements dans l'ensemble de la sous-région, à l'exception du Tchad.

Au **Cameroun**, la participation des investissements privés non pétroliers à la croissance a été de 0,2 point, contre - 1,7 point en 2010, en relation principalement avec les investissements engagés dans les secteurs de l'électricité et de la téléphonie mobile.

En **République Centrafricaine**, les investissements privés se sont maintenus, avec une contribution à la croissance de 0,8 point, contre 0,9 point en 2010. Cette situation a été essentiellement soutenue par les dépenses d'équipements réalisées dans les secteurs minier, industriel et des services.

Au **Congo**, la contribution des investissements du secteur non pétrolier à la croissance est ressortie à 0,7 point en 2011 contre 0,2 point une année auparavant. Cette évolution est en relation avec les investissements réalisés par les sociétés de téléphonie mobile et les industries agroalimentaires.

Au **Gabon**, les investissements privés non pétroliers ont contribué à la croissance à hauteur de 5,0 points, sous l'effet de la poursuite des travaux de construction du complexe métallurgique de Moanda par la COMILOG et de la

mise en place par le gouvernement des zones économiques spéciales de Nkok et de Port-Gentil, en partenariat avec le groupe singapourien OLAM.

En **Guinée Equatoriale**, la contribution des investissements du secteur non pétrolier a légèrement régressé en 2011 à 1,6 point contre 1,9 point l'année précédente, compte tenu du tassement des capacités de production des entreprises de BTP.

Au **Tchad**, la participation à la croissance des investissements privés non pétroliers s'est élevée à 0,7 point comme en 2010. Ces derniers ont essentiellement concerné le secteur de la téléphonie mobile avec l'extension du réseau et la finalisation des travaux d'installation de la fibre optique. Le secteur de l'industrie manufacturière y a également participé avec la construction de la cimenterie de Baoré et d'une usine de fabrique de jus de fruits à Doba.

S'agissant des investissements du secteur pétrolier dans la CEMAC, leur contribution à la croissance a reculé de 4,3 points en 2010 à 0,9 point en 2011.

Au **Cameroun**, la contribution des investissements pétroliers a été nulle, contre -0,1 point en 2010, en dépit de la poursuite des travaux d'optimisation des puits en déplétion.

Au **Congo**, la contribution des investissements pétroliers à la croissance s'est fortement contractée, de 38,3 points à 9,1 points entre 2010 et 2011. Cette évolution traduit la fin du développement du projet Moho Bilondo et l'arrivée à maturité de la plupart des champs majeurs.

Au **Gabon**, les investissements pétroliers ont contribué à la croissance à hauteur de 0,6 point, en baisse par

rapport à l'année précédente (1,2 point), en dépit d'importants investissements de maintenance, d'entretien et d'exploration des permis existants.

En **Guinée Equatoriale**, la contribution des investissements du secteur pétrolier a été de 0,8 point, en recul par rapport à l'année précédente (+ 12,5 points), en relation avec le faible dynamisme des activités dans le secteur.

Au **Tchad**, les investissements du secteur pétrolier ont fortement obéré la croissance à hauteur de 20,6 points, en dépit de la poursuite des constructions de la raffinerie de Djermaya et des forages en vue d'améliorer les rendements des puits dans la zone pétrolifère de Doba.

## 1.2. Demande extérieure nette

La demande extérieure nette a pesé sur la croissance à hauteur de 4,6 points, en liaison avec l'impact récessif des importations de biens et services (- 4,5 points). Celles-ci ont sensiblement progressé, sous l'effet de l'augmentation des commandes à l'extérieur dans le cadre des projets tant publics que privés, notamment en Guinée Equatoriale, au Congo et au Tchad. Pour leur part, les exportations de biens et services ont eu un apport négatif de 0,1 point.

Au **Cameroun**, la demande extérieure nette a obéré la croissance à hauteur de 1,6 point, principalement sous l'effet négatif des importations de biens et services (- 1,2 point). La hausse des achats de produits pétroliers et des biens d'équipement nécessaires à la réalisation des investissements publics est à l'origine de cette évolution. Pour leur part, les exportations de biens et services ont eu un apport négatif de 0,4 point sur la croissance, en raison de la baisse des volumes de pétrole brut exportés.

En **République Centrafricaine**, la demande extérieure nette a renforcé la croissance à hauteur de 1,7 point, du fait de l'impact positif des importations de biens et services (+ 1,4 point). Celles-ci ont reculé sous l'effet du repli des achats de produits pétroliers et des investissements publics. Par ailleurs, les exportations de biens et services ont renforcé cette dynamique à hauteur de 0,3 point, en liaison avec l'accroissement en volume des exportations de bois, de diamants et de coton.

Au **Congo**, la demande extérieure nette a fortement grevé la croissance à hauteur de 17,2 points, dont 15,8 points imputables aux importations de biens et services non facteurs. Les commandes à l'extérieur, en particulier dans le secteur pétrolier, sont à l'origine de cette évolution. Pour leur part, les exportations de biens et services ont eu une contribution négative de 1,4 point.

Au **Gabon**, la demande extérieure nette a pesé sur la croissance à hauteur de 1,7 point, en liaison avec l'impact régressif des importations de biens et services (- 2,4 points). Cette évolution est imputable à l'augmentation des importations dans les secteurs des BTP et des industries de transformation. En revanche,

les exportations de biens et services ont eu un apport positif de 0,7 point en rapport avec la hausse des volumes de manganèse exportés (+ 18,7 %).

En **Guinée Equatoriale**, la demande extérieure nette a significativement pesé sur la croissance à hauteur de 20,2 points, sous l'effet principalement de la hausse des importations de biens et services non facteurs, en particulier dans les secteurs public et pétrolier.

Au **Tchad**, la demande extérieure nette a consolidé la croissance à hauteur de 1,9 point, en liaison avec l'impact positif des importations de biens et services (+ 2,0 points). Cette évolution résulte de la baisse des importations de services non facteurs. En revanche, la contribution des exportations de biens et services a été négative de 0,1 point sur la croissance, du fait du recul de 5,6 % des volumes de pétrole brut exportés.

## 2. Evolution de l'offre globale

En 2011, l'offre globale a été soutenue par les secteurs secondaire et tertiaire, à hauteur de 2,3 points et 3,4 points respectivement. En revanche, le secteur primaire a obéré la croissance réelle de - 0,4 point.

**Tableau 3 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel**

	(En pourcentage)					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,1</b>	<b>- 0,4</b>
Agriculture, élevage, chasse et pêche	0,4	0,5	0,4	0,5	1,2	- 0,1
Sylviculture	0,3	0,4	- 0,4	- 0,3	0,1	0,0
Industries extractives	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>3,5</b>	<b>0,5</b>	<b>2,3</b>
Industries manufacturières	0,0	0,3	0,5	0,2	0,6	0,9
Bâtiments et travaux publics	0,5	0,5	0,3	0,6	0,4	0,7
Autres	0,3	1,6	2,0	2,6	- 0,5	0,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>2,2</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>3,4</b>
Services marchands	1,5	1,5	1,8	1,5	1,4	1,7
Services non marchands	1,1	0,0	0,4	- 0,7	1,0	1,7
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,8</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>5,2</b>
Droits et taxes à l'importation	0,2	0,0	- 0,4	- 0,5	0,0	0,1
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>5,2</b>
PIB du secteur pétrolier	- 0,2	0,4	1,1	1,3	- 0,7	0,0
PIB du secteur non pétrolier	4,1	3,8	3,2	2,2	4,7	5,2

Sources : Administrations nationales et BEAC

Par pays, la contribution des différents secteurs à la croissance économique se présente comme suit :

Au **Cameroun**, le PIB réel s'est accru de 4,7 % en 2011 contre 2,4 % en 2010. Le rebond de la croissance économique en 2011 est imputable essentiellement au dynamisme du secteur tertiaire (+ 2,9 points au lieu de 2,3 points en 2010) et, dans une moindre mesure, à celui du secteur secondaire (0,9 point, contre 0,5 point en 2010).

Dans le secteur primaire, l'agriculture vivrière a contribué à la croissance à hauteur de 0,4 point, suite à la poursuite des divers programmes mis en place pour relancer la production agricole et créer les conditions de l'autosuffisance alimentaire.

La contribution de l'agriculture industrielle d'exportation a été de 0,1 point, en liaison avec l'accroissement des quantités récoltées pour l'ensemble des cultures de rente. Ainsi, pour la campagne 2010/2011, les productions se sont établies à 63 800 tonnes contre 62 500 tonnes la campagne précédente pour le café, 136 000 tonnes contre 120 600 tonnes pour le coton, 220 000 tonnes en 2011 contre 194 100 pour le cacao, 244 300 tonnes contre 241 800 tonnes pour la banane, et 62 400 tonnes contre 60 000 tonnes pour le caoutchouc naturel.

L'apport des filières Elevage, chasse et piégeage a été nul en 2011 après + 0,1 point en 2010, tandis que celui de la pêche s'est maintenu à 0,1 point, grâce au Projet d'Appui au Développement de

la Pêche Artisanale Maritime (PADPAM).

En rapport avec la contraction de la production de grumes (- 2,9 %, à 2,46 millions de m<sup>3</sup>), la contribution de la sylviculture a été nulle, après une participation positive de 0,1 point en 2010. De leur côté, les exportations de bois ont baissé de 6,6 % pour s'établir à 429 200 tonnes.

La filière des Hydrocarbures a obéré la croissance de 0,3 point. Cette contre-performance s'explique principalement par la baisse sensible de la production de pétrole (- 7,3 %, à 3 millions de tonnes).

Dans le **secteur secondaire**, les Industries manufacturières ont stimulé la croissance à hauteur de 0,8 point comme en 2010, en relation principalement avec la poursuite du programme d'urgence pour accroître l'offre énergétique. L'apport de la branche électricité, gaz et eau à la croissance s'est maintenu à 0,1 point comme en 2010 ; la branche des bâtiments et travaux publics a contribué à la croissance à hauteur de 0,1 point après un apport négatif (- 0,4 point) en 2010, favorisée par les programmes de mise à niveau des infrastructures routières urbaines dans les chefs-lieux de la plupart des régions et la poursuite du programme de réhabilitation des pistes cacaoyères.

Dans le **secteur tertiaire**, les branches Commerce, hôtels et restauration et Transports et télécommunication ont été les principaux leviers de l'activité en 2011, avec des contributions respectives de 0,7 et 0,3 point. Cette évolution est en grande partie due à l'expansion de la téléphonie mobile et à l'amélioration substantielle de la qualité des services dans les hôtels. L'apport des autres services marchands à la croissance a été de 0,2 point contre une contribution nulle en

2010. Quant aux Services non marchands, ils ont contribué à la croissance à hauteur de 1,8 point en 2011.

En **République Centrafricaine**, l'activité économique a progressé de 3,3 % en 2011 après 2,9 % l'année précédente. Cette consolidation de l'activité économique en 2011 est imputable à l'ensemble des secteurs, en particulier le secteur primaire dont l'apport a été de 2,2 points contre 0,9 point un an plus tôt.

Dans le **secteur primaire**, le soutien de l'agriculture vivrière à la croissance s'est maintenu à 0,9 point en 2011, en liaison avec la bonne pluviométrie et la reprise de la coopération avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Ainsi, au cours de la campagne 2011/2012, la production vivrière est estimée à 1,172 million de tonnes contre 1,148 million de tonnes à la campagne précédente.

S'agissant des Cultures de rente, leur participation à la croissance est restée marginale, en raison de la faiblesse de leur poids (0,4 % du PIB), et des contre-performances enregistrées dans certaines filières. Dans la filière coton, la production de coton graine a augmenté de 4,1 %, à 11 972 tonnes, en relation avec les actions d'amélioration de la productivité mises en œuvre par le Gouvernement et le renouvellement des matériels roulants pour le transport du coton graine. Quant à la production de café, elle a progressé de 1,4 % pour se situer à 5 275 tonnes en 2011.

La participation à la croissance de la branche Elevage, chasse et pêche s'est maintenue à 0,4 point, en liaison avec le retour progressif des éleveurs dans les zones d'élevage ainsi qu'aux appuis financier et technique octroyés aux opérateurs de la filière par l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE).

Pour l'année 2011, le cheptel s'élève à 17 679 têtes contre 17 121 têtes, soit une hausse de 3,3 %.

La contribution à la croissance de la Sylviculture est redevenue positive pour s'inscrire à 0,8 point, après quatre années consécutives d'apport négatif. Ce renversement de tendance est imputable à la timide reprise de l'activité sur le marché international, notamment en Asie. Ainsi, la production totale de bois s'est établie à 478 600 m<sup>3</sup> contre 366 000 m<sup>3</sup> en 2010. Les productions de grumes et de sciages-contreplaqués ont atteint respectivement 424 400 m<sup>3</sup> (+ 30,9 %) et 54 200 m<sup>3</sup> (+ 29,8 %).

En ce qui concerne la contribution à la croissance des Industries extractives, elle a été positive (0,1 point), après un apport négatif de 0,1 point en 2010, grâce au respect, par les bureaux d'achat, de la performance minimale mensuelle d'exportation imposée par les Autorités de tutelle, ainsi qu'à l'entrée en activité de trois nouveaux bureaux d'achat (ADAMS SWISS, SINO SANGO S.A. et SUD AZUR). Ainsi, la production de diamant brut a augmenté de 7,5 %, à 323 575 carats.

Le concours du **secteur secondaire** à la croissance est revenu à 0,3 point, contre 0,8 point en 2010. Ce repli est essentiellement en relation avec la baisse de l'activité dans la branche des Bâtiments et Travaux Publics, du fait de la diminution des investissements publics. En effet, la participation des Bâtiments et Travaux Publics à la croissance est devenue négative (- 0,1 point), après avoir été positive en 2010 (+ 0,4 point).

L'apport des Industries manufacturières à la croissance a été de 0,4 point, sous l'effet du dynamisme de la consommation privée. Par contre, la contribution à la croissance de la branche énergie et eau est restée marginale, en liaison avec

son faible poids dans la structure du PIB (0,6 %). Toutefois, les productions de l'eau et de l'électricité se sont légèrement améliorées en 2011, grâce à la poursuite des projets appuyés par les partenaires extérieurs (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement et Agence Française de Développement).

Dans le **secteur tertiaire**, la branche Commerce, transports et télécommunications a soutenu la croissance à hauteur de 0,4 point, en liaison avec la vigueur des activités commerciales et des services de téléphonie mobile. De même, l'apport des services non marchands à la croissance s'est établi à 0,4 point, en rapport avec l'augmentation des dépenses de transferts et subventions effectuées par les administrations publiques.

Au **Congo**, la croissance économique réelle est ressortie à 5,8 % en 2011 contre 9,5 % en 2010. Cette évolution s'explique notamment par la baisse de la production pétrolière, en dépit des performances du secteur non pétrolier et la bonne orientation du marché pétrolier international.

Dans le **secteur primaire**, la contribution de la branche Agriculture, élevage et pêche à la croissance a été positive (+ 0,2 point), en rapport avec la relance des cultures vivrières et maraîchères consécutive à la mise en œuvre du Fonds de Soutien à l'Agriculture (FSA). Elle a également bénéficié de l'amélioration de l'approvisionnement de la ville de Brazzaville en produits vivriers, favorisée par la régularité du trafic ferroviaire.

L'apport de la Sylviculture à la croissance a reculé de 0,3 point, pour s'établir à 0,6 point, sous l'effet de la baisse de la production de copeaux (- 8,1 %). La production de grumes est quant à elle passée de 1 023 200 tonnes en 2010 à 1 341 700 tonnes en 2011.

Le Secteur pétrolier a obéré la croissance de 1,2 point, contre une contribution positive de 4,3 points en 2010, en raison de la baisse de 3,7 % de la production de brut à 14,9 millions de tonnes, liée au déclin des champs majeurs de Nkossa, Moho Bilondo et Mboundi et aux difficultés techniques enregistrées sur le champ d'Azurite.

Au niveau du **secteur secondaire**, les Industries manufacturières ont contribué pour 0,6 point à la croissance. Cette évolution est en rapport avec les investissements réalisés visant à : i) accroître les capacités de production et de distribution des unités industrielles de production des boissons gazeuses et de jus de fruits ; et ii) consolider le retour à un équilibre précaire de la MINOCO. La légère amélioration du trafic ferroviaire a également favorisé ce mouvement d'ensemble.

L'apport de la branche Electricité, gaz et eau a été positif (+ 0,1 point), suite aux investissements engagés au cours des années précédentes dans les secteurs de l'énergie et de la distribution d'eau (mise en fonctionnement de la Centrale à gaz de Djéno et du barrage hydroélectrique d'Imboulou, réfection en cours des réseaux de distribution d'électricité de Brazzaville et Pointe-Noire).

La participation de la branche Bâtiments et travaux publics à la croissance a enregistré un regain de vigueur, avec 0,9 point de participation contre 0,2 point en 2010. Cette branche a poursuivi son expansion, à la faveur des investissements publics réalisés dans le cadre des travaux dits de « municipalisation accélérée » du département de la Cuvette Ouest.

Dans le **secteur tertiaire**, la contribution de la branche Transports et télécommunications a été positive à hauteur de 1,2 point contre 0,9 point un an plus tôt. Cet apport est essentiellement dû au dynamisme de la branche de la téléphonie mobile, et à la redynamisation du Port

maritime. Pour sa part, la filière Commerce, restaurants et hôtels a apporté 0,8 point à la croissance, sous l'effet de la consolidation des revenus des ménages et le dynamisme des activités hôtelières, notamment à Pointe Noire.

Au **Gabon**, l'expansion de l'activité économique est essentiellement due aux performances des secteurs secondaire et tertiaire. Le taux de croissance en termes réel est ainsi passé de 6,6 % en 2010 à 8,5 % en 2011.

Dans le **secteur primaire**, les Industries extractives ont connu une légère embellie. La branche a ainsi contribué à la croissance à hauteur de 0,2 point grâce à une conjoncture internationale favorable et une hausse de 11,3 % la production de manganèse.

La branche Exploitation forestière a obéré la croissance à concurrence de 0,8 point, suite à la mise en œuvre de la décision du Gouvernement d'interdire les exportations de grumes.

L'agriculture, l'élevage et la pêche ont participé positivement à la croissance à hauteur de 0,3 point, grâce à la poursuite du plan d'urgence de sécurité alimentaire 2009-2013 axé sur la promotion d'exploitations agropastorales (manioc, banane, riz, volaille et porc, légumes) et du Programme National de Développement de l'Élevage (PNDE).

Dans le **secteur secondaire**, les Industries manufacturières et énergies ont soutenu la croissance à hauteur de 1,7 point, en liaison notamment avec la relance des activités de la raffinerie, la bonne conjoncture dans le secteur primaire et la vigueur de la demande sur le marché local.

L'activité des industries de Transformation du bois a participé à la croissance à hauteur de 0,1 point, grâce à l'émergence des structures industrielles qui viennent renforcer les faibles capacités

existantes, dans un contexte marqué par la perte de compétitivité extérieure des bois ouvrés gabonais, en particulier le contreplaqué<sup>3</sup>.

Le secteur du Bâtiment et des travaux publics a contribué à la croissance à hauteur de 1,9 point, en relation avec la poursuite des travaux d'aménagement et de réhabilitation du réseau routier, ainsi que le lancement de nouveaux projets de construction des infrastructures dans les domaines de l'énergie et des transports.

La contribution du **secteur tertiaire** s'est accrue de 4,3 points en 2011 contre 1,5 point en 2010, en raison du dynamisme des services (1,8 point), du commerce (0,7 point) et des transports (0,6 point).

En **Guinée Equatoriale**, l'amélioration de l'activité économique découle principalement du secteur secondaire, notamment de la hausse de la production de gaz et, dans une moindre mesure, de la bonne tenue du secteur des bâtiments et travaux publics. Le taux de croissance réel a évolué, de - 0,8 % en 2010 à + 7,7 % en 2011.

Dans le **secteur primaire**, la contribution de l'Agriculture vivrière est restée stable à 0,1 point, en raison l'insuffisance de l'encadrement et de soutien matériel aux paysans.

Quant aux Cultures de rente, leur apport a été négatif (- 0,1 point), malgré l'intensification du soutien des Autorités aux paysans et la revalorisation des prix aux producteurs au cours de la campagne précédente.

La Sylviculture a obéré la croissance de 0,1 point, en liaison avec la forte baisse de la production d'okoumé et des bois divers.

Quant à la Filière pétrolière, elle a grevé la croissance de 0,5 point, sous l'effet du tassement des champs CEIBA et OKUME induite par la poursuite des difficultés techniques enregistrées en fin 2010 et la baisse de la production. En effet, la production globale s'est contractée de 2,3 % à 13,9 millions de tonnes.

Dans le **secteur secondaire**, la production de méthanol et des autres gaz, principal moteur de la croissance, a contribué à celle-ci à hauteur de 4,2 points. La production a évolué de 9,6 % pour s'établir à 8,5 millions tonnes en 2011.

Le secteur de l'énergie, a enregistré des difficultés tout au long de la période sous revue. Toutefois, la contribution à la croissance de ce secteur a été de 0,3 point, en liaison avec le renforcement de la capacité de production des centrales électriques.

Les Bâtiments et Travaux Publics ont contribué à la croissance réelle à hauteur de 2,4 points, compte tenu de l'accroissement des ressources allouées à la construction des infrastructures.

La **participation du secteur tertiaire** à la croissance est restée stable à 1,5 point. Les activités du Commerce, de la restauration et de l'hôtellerie n'ont contribué à la croissance globale qu'à hauteur de 0,3 point tandis que la contribution des Transports et télécommunications a été de 0,1 point.

Au **Tchad**, la forte décélération de l'activité économique, en dépit du dynamisme du secteur non pétrolier, est essentiellement due à la contre-performance du secteur pétrolier. Le taux de croissance en termes réels est revenu de 13,7 % en 2010 à 1,4 % en 2011.

<sup>3</sup> Les exportations de contreplaqués en Europe sont soumises à une surtaxe douanière de 6,5 % depuis janvier 2008, en raison de la non ratification par le Gabon de l'accord de partenariat économique (APE).

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture a obéré la croissance à hauteur de 5,5 points, traduisant essentiellement une contribution négative des Cultures vivrières (5,7 points), sous l'effet d'une mauvaise pluviométrie et une contraction de 36,6 % des surfaces cultivées et des rendements suite aux attaques acridiennes. En revanche, les Cultures industrielles ont apporté 0,2 point à la croissance en 2011 du fait du redressement de 50 % de la production de coton graine. La contribution de l'Élevage est restée stable à 0,2 point.

La Production pétrolière s'est contractée de 5,6 % par rapport à l'année 2010 pour se situer à 5,9 millions de tonnes en 2011, se traduisant par une contribution négative à la croissance (- 1,1 point). Cette situation est imputable essentiellement au déclin naturel de la production de certains champs.

L'apport du **secteur secondaire** à la croissance a été positif (1,9 point), soutenu principalement par les contributions des industries manufacturières et du secteur des BTP, respectivement de 0,7 point et 0,8 point.

Pour sa part, la contribution de la branche Eau et électricité à la croissance a été de 0,2 point, en rapport avec l'amélioration de la production énergétique, grâce à la mise en service de la raffinerie de Djermaya.

La contribution du **secteur tertiaire** a été substantielle avec 5,5 points contre 3,8 points en 2010. La branche Transports et télécommunications a affiché un apport positif de 0,6 point. La branche Commerce a elle aussi contribué à hauteur de 0,6 point à la croissance, en liaison notamment avec le redressement de la distribution pétrolière et pharmaceutique.

S'agissant des Services non marchands, leur contribution à la croissance

a été de 3,3 points en 2011, contre un concours négatif de 0,1 point en 2010.

### 3. Produit Intérieur Brut des Etats de la CEMAC

En valeur nominale, le PIB de chaque Etat membre de la CEMAC aux prix courants du marché a évolué comme suit :

Le PIB du **Cameroun** s'est accru de 9,2 %, pour s'élever à 13 014,7 milliards, représentant 30,9 % du PIB total de la Communauté en 2011, contre 32,8 % en 2010.

Le PIB de la **République Centrafricaine** a progressé de 6,1 %, pour atteindre 1 122,9 milliards en 2011, soit 2,7 % du PIB total de la Communauté, après 2,9 % en 2010.

Le PIB du **Congo** a augmenté de 18,4 %, pour se situer à 6 581,1 milliards, correspondant à 15,6 % du PIB total de la Communauté en 2011, contre 15,3 % en 2010.

Le PIB du **Gabon** s'est accru de 21,3 %, pour se chiffrer à 8 303,7 milliards ; équivalant à 19,7 % du PIB total de la Communauté en 2011, contre 18,8 % en 2010.

Le PIB de la **Guinée Equatoriale** a progressé de 28,0 %, pour s'inscrire à 8 489,7 milliards, représentant 20,1 % du PIB total de la Communauté en 2011, contre 18,2 % en 2010.

Le PIB du **Tchad** a progressé de 6,9 %, pour se situer à 4 635,8 milliards, comptant pour 11,0 % du PIB total de la Communauté en 2011, contre 11,9 % en 2010.

Enfin, la part relative du secteur pétrolier dans le revenu total de la Sous-région a été de 43,6 % en 2011, contre 40,7 % en 2010.

**Tableau 4 : Evolution du Produit Intérieur Brut par pays aux prix courants du marché**

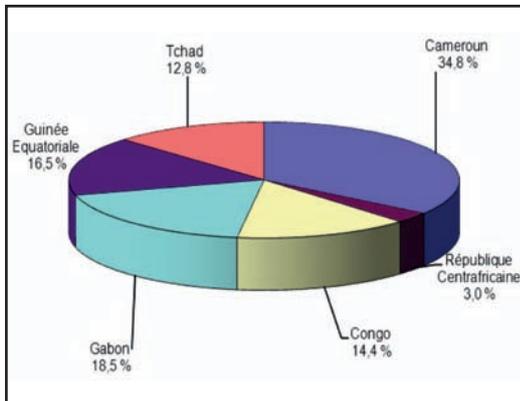
(En milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PIB AUX PRIX COURANTS</b>						
Cameroun	9 387,2	9 908,0	11 064,5	11 289,3	11 920,1	13 014,7
République Centrafricaine	816,8	860,2	945,9	999,7	1 058,1	1 122,9
Congo	3 893,8	3 645,0	4 661,8	4 123,0	5 560,2	6 581,1
Gabon	4 991,5	5 478,1	6 454,2	5 130,8	6 844,3	8 303,7
Guinée Equatoriale	4 464,2	5 189,2	7 332,4	5 252,0	6 632,7	8 489,7
Tchad	3 450,2	3 454,5	3 735,0	3 407,7	4 334,7	4 635,8
<b>CEMAC</b>	<b>27 003,6</b>	<b>28 535,0</b>	<b>34 193,8</b>	<b>30 202,5</b>	<b>36 350,1</b>	<b>42 147,9</b>
(Part relative en pourcentage)						
Cameroun	34,8	34,7	32,4	37,4	32,8	30,9
République Centrafricaine	3,0	3,0	2,8	3,3	2,9	2,7
Congo	14,4	12,8	13,6	13,7	15,3	15,6
Gabon	18,5	19,2	18,9	17,0	18,8	19,7
Guinée Equatoriale	16,5	18,2	21,4	17,4	18,2	20,1
Tchad	12,8	12,1	10,9	11,3	11,9	11,0
<b>CEMAC</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

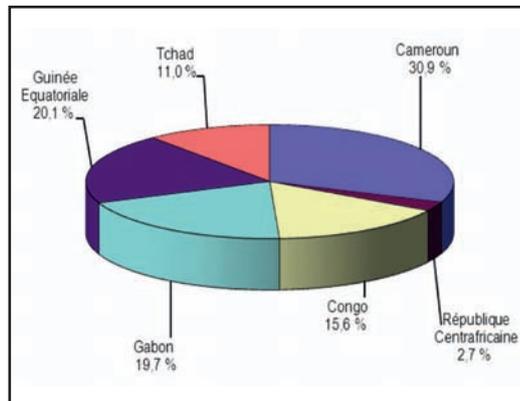
Sources : Administrations nationales et BEAC

**Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC en 2006 et 2011**

Répartition du PIB de la CEMAC en 2006

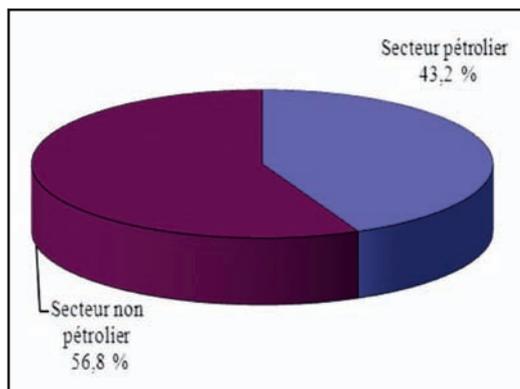


Répartition du PIB de la CEMAC en 2011

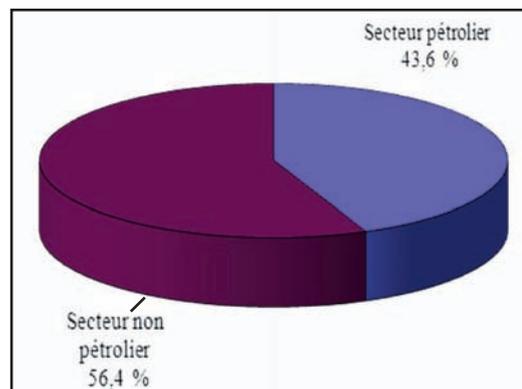


**Graphique 5 : Répartition du PIB de la CEMAC : secteurs pétrolier et non pétrolier en 2006 et 2011**

Répartition du PIB de la CEMAC : secteur pétrolier et non pétrolier en 2006



Répartition du PIB de la CEMAC : secteur pétrolier et non pétrolier en 2011



## C. SALAIRES - PRIX

A fin 2011, l'indice global des prix à la consommation des ménages de la Sous-région a progressé de 2,7 % en moyenne annuelle<sup>4</sup>, contre 1,6 % en 2010. Cette tendance est plus fortement marquée en glissement annuel<sup>5</sup>, le taux d'inflation atteignant 3,9 % en décembre 2011 contre 2,3 % un an plus tôt.

La recrudescence des pressions inflationnistes s'explique par : i) le rebond de l'activité économique au Cameroun, ii) la fermeté de la demande intérieure au Congo et en Guinée Equatoriale, iii) l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires et du pétrole, iv) les problèmes d'approvisionnement des villes en République Centrafricaine, et v) la faiblesse de l'offre locale de produits agricoles au Tchad et de poissons au Gabon.

Au **Cameroun**, sur la base des données fournies par l'Institut National de la Statistique (INS), l'inflation en moyenne annuelle est restée en 2011 sous la norme communautaire. Elle s'est relevée pour s'établir à 2,9 % au 31 décembre 2011, contre 1,2 % en décembre 2010. En glissement annuel, la tendance est plutôt baissière, le taux d'inflation revenant à 2,7 % en décembre 2011, après 3,1 % un an plus tôt.

Le retour des pressions inflationnistes observé depuis le début de l'année 2011 résulte du dynamisme de l'activité économique, associé à la hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux.

La hausse des prix en glissement annuel est liée au renchérissement des

<sup>4</sup> Le taux d'inflation exprimé en moyenne annuelle permet d'apprécier les performances enregistrées sur une période de douze mois, tout en effectuant un lissage des phénomènes saisonniers. Par contre, la variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation est un indicateur de l'évolution de l'inflation à un mois donné, comparativement à la même période de l'année précédente. Dans ce cas, l'inflation est fortement dépendante des fluctuations mensuelles (ou saisonnières) des prix des biens et services.

<sup>5</sup> Pour le calcul du taux d'inflation de la CEMAC, le PIB nominal est retenu à titre de pondération.

postes « Habillement et chaussures » (+ 4,4 %), « Produits alimentaires » (+ 3,9 %), « Boissons et tabac » (+ 2,8 %) et « Dépenses de maison » (+ 2,4 %). En revanche, les postes « Education et loisirs » (- 0,3 %), « Santé et soins personnels » (+ 0,1 %) et « Transports et communications » (+ 0,2 %) ont atténué la hausse des prix.

En **République Centrafricaine**, selon les données publiées par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), le taux d'inflation s'est inscrit en légère baisse en 2011. Au 31 décembre 2011, la progression des prix en moyenne annuelle s'est établie à 1,2 %, contre 1,5 % un an plus tôt. En revanche, le taux d'inflation en glissement annuel est remonté à 4,3 % en décembre 2011, contre 2,3 % douze mois plus tôt.

Le retour des pressions inflationnistes au quatrième trimestre est la conséquence des difficultés croissantes d'approvisionnement des zones urbaines, en liaison avec les grèves des bouchers et des éleveurs, ainsi que la recrudescence de l'insécurité dans l'arrière-pays. La hausse des cours mondiaux du pétrole et la hausse de la masse salariale ont contribué à amplifier cette tendance.

Les principales fonctions à l'origine de la hausse du niveau général des prix en glissement annuel en République Centrafricaine au cours du quatrième trimestre 2011 sont les postes « Biens et services divers » (+ 12,8 %), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+ 12,6 %), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+ 7,5 %) et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 4,9 %). En revanche, les postes « Santé »

« Transports », « Communications », « Loisirs et culture » n'ont pas connu d'évolution particulière.

Au **Congo**, sur la base des données fournies par le Centre National de la Statistique et des Études Économiques<sup>6</sup> (CNSEE), l'année 2011 a été marquée par une légère remontée du niveau moyen des prix. L'indice synthétique des prix à la consommation s'est accru de 2,2 % en moyenne annuelle au 31 décembre 2011 contre + 0,4 % en décembre 2010. En revanche, en glissement annuel, le taux d'inflation est revenu à 2,2 % en décembre 2011 contre 2,4 % douze mois plus tôt.

En glissement annuel en effet, la hausse du niveau général des prix résulte de l'évolution des postes « Restaurants et hôtels » (+ 6,5 %), « Logement, eau, gaz et électricité » (+ 6,4 %), « Enseignement » (+ 3,1 %), « Santé » (+ 2,8 %), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+ 2,7 %) et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 2,4 %). En revanche, les postes « Communications » (- 7,4 %), « Articles d'habillement et chaussures » (- 2,4 %), « Biens et services divers » (- 1,6 %) et « Loisirs et culture » (- 0,2 %) ont contribué à ralentir la progression de l'indice des prix.

Dans l'ensemble, les pressions inflationnistes relevées au Congo sont liées aux tensions permanentes sur l'offre locale face à une demande ferme. Toutefois, le niveau modéré de l'inflation s'explique d'une part par les améliorations progressives du réseau de distribution d'eau et d'électricité et, d'autre part, par la poursuite des travaux d'aménagement et de bitumage des routes dans l'ensemble du pays.

<sup>6</sup> Depuis le mois de juillet 2010, le Congo produit l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, suivant la méthodologie proposée par Afristat.

Au **Gabon**, l'atténuation des tensions inflationnistes, amorcée depuis fin 2008, s'est poursuivie en 2011, selon les données fournies par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques (DGSEE). En effet, la variation en moyenne annuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation est revenue de + 1,5 % en décembre 2010 à + 1,3 % en décembre 2011. En glissement annuel, l'inflation est remontée à + 2,3 % au 31 décembre 2011, contre + 0,7 % douze mois plus tôt.

Le ralentissement en moyenne annuelle du rythme de progression du niveau général des prix s'explique par la forte concurrence dans le secteur de la communication et de l'internet, associée au maintien des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère. Toutefois, la légère remontée du taux d'inflation en glissement annuel résulte principalement de la hausse des prix des céréales sur les marchés internationaux, conjuguée avec la baisse de l'offre locale de poissons suite à une pluviométrie abondante.

A fin décembre 2011, les pressions inflationnistes en glissement annuel résultent de la hausse des prix moyens dans les postes de consommation « Restaurants et hôtels » (+ 8,1 %), « Articles d'habillement et chaussures » (+ 5 %), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 4,9 %), « Loisirs et culture » (+ 4,7 %) et « Transports » (+ 3,5 %). Toutefois, les postes « Enseignement » (- 10,6 %), « Communications » (- 8,5 %), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (- 6,5 %) et « santé » (- 1,9 %) ont atténué la progression de l'inflation.

En **Guinée Equatoriale**, selon les statistiques officielles<sup>7</sup> publiées par la Direction Générale des Statistiques et des

Comptes Nationaux (DGSCN), l'inflation a légèrement reculé à fin 2011, tout en restant largement au-dessus de la norme communautaire. En moyenne annuelle, la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation est revenue de + 5,6 % en décembre 2010 à + 4,8 % en décembre 2011. En glissement annuel, l'inflation s'est établie à + 4,9 % au 31 décembre 2011, contre + 5,4 % douze mois plus tôt.

La persistance des tensions inflationnistes s'explique par la fermeté de la demande intérieure dans un contexte marqué par l'organisation à Malabo des sommets de l'Union Africaine et de l'Afrique-Amérique Latine, conjuguée aux travaux préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations de janvier 2012.

A fin décembre 2011, l'inflation en glissement annuel a été entretenue par les postes de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 7,1 %), « santé » (+ 5,4 %), « Restaurants et hôtels » (+ 4,6 %), « Biens et services divers » (+ 3,2 %), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+ 2,8 %), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+ 2,6 %), « Articles d'habillement et chaussures » (+ 2,4 %), et « Boissons alcoolisées et tabacs » (+ 2,3 %). En revanche, les postes « Communications » (0 %), « Enseignement » (0 %), « Loisirs et culture » (+ 0,3 %) et « Transports » (+ 0,4 %) ont atténué la progression de l'inflation.

Au **Tchad**, sur la base des statistiques fournies par l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'année 2011 a été marquée par une forte hausse des prix. Au 31 décembre 2011, le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à + 2 %, contre - 2,1 % en décembre

<sup>7</sup> La Direction Générale des Statistiques et des Comptes Nationaux (DGSCN) suit depuis janvier 2009 l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, construit avec la méthodologie d'AFRISTAT qui retient 12 postes de consommation. Les données sont collectées dans les 5 principales villes du pays : Malabo, Bata, Ebibiyin, Mongomo et Evinayong.

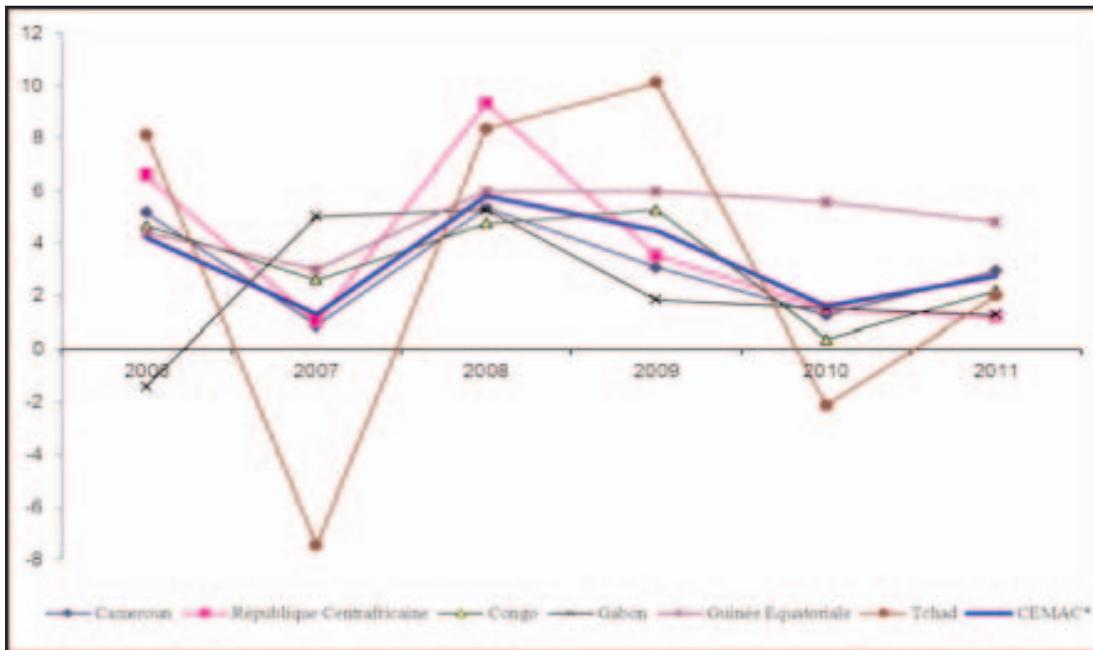
2010. En glissement annuel, cette tendance est plus marquée, le taux d'inflation remontant à + 10,8 % en décembre 2011 contre - 2,2 % douze mois plus tôt.

La remontée des prix est attribuable à la faiblesse de l'offre agricole, dans un contexte marqué par la fermeté de la demande.

En glissement annuel, les principales composantes à l'origine de l'accroissement de l'indice des prix à la consommation sont les postes suivants « Biens et

services divers » (+ 26,8 %), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+ 15,8 %), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 14 %), « Restaurants et hôtels » (+ 9,1 %), « Enseignement » (+ 6,6 %), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+ 4,9 %), « santé » (+ 4 %), et « Boissons alcoolisées et tabacs » (+ 3,4 %). En revanche, le poste « Communications » (- 7,3 %) a contribué à atténuer les pressions sur les prix.

**Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC**  
(variation en % de l'indice des prix à la consommation)



## D. FINANCES PUBLIQUES

### 1. Orientation générale

En 2011, l'évolution des finances publiques des Etats membres de la CEMAC s'est caractérisée par une augmentation des recettes budgétaires, plus forte que celle des dépenses publiques. En conséquence, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, s'est accru, passant de 1,5 % du PIB (544,7

milliards) en 2010, à 2,4 % du PIB (995 milliards) en 2011.

Les grandes tendances observées ont été les suivantes :

- une augmentation de 20,5 % des recettes budgétaires, représentant 28,1 % du PIB en 2011, contre une

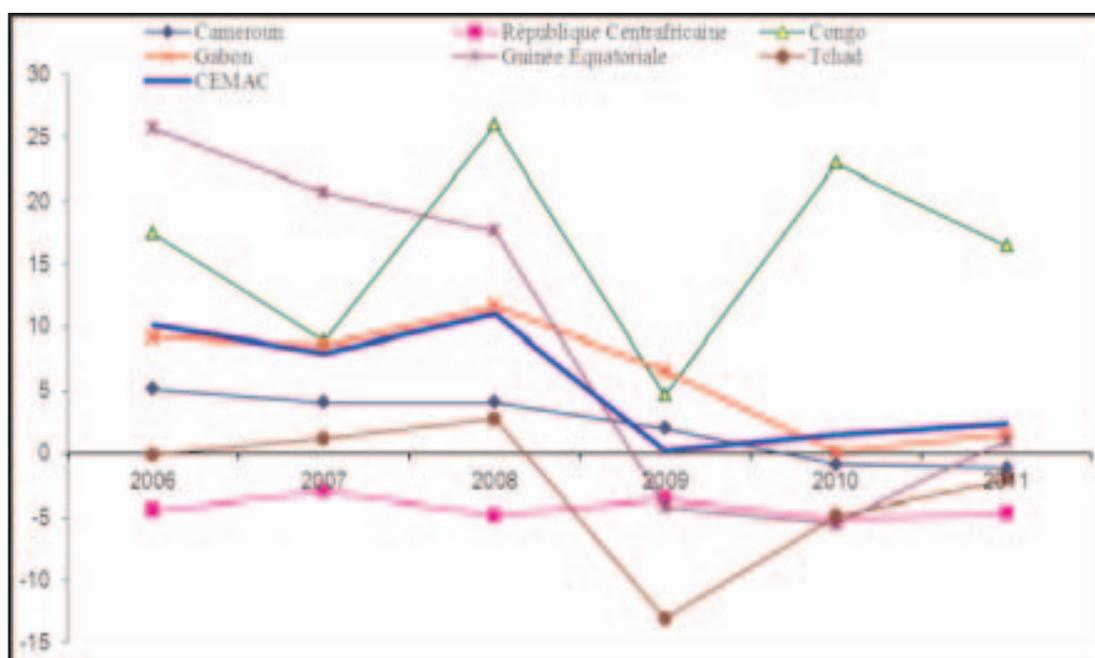
hausse de 16,4 % en 2010 (27,0 % du PIB). Cette évolution est essentiellement imputable à l'accroissement des recettes pétrolières (+ 25,9 %), en raison de la hausse des cours internationaux du pétrole par rapport à la moyenne de 2010 ;

- un accroissement de 16,8 % des dépenses publiques, soit 25,7 % du PIB en 2011, contre une

augmentation de 10,7 % en 2010, soit 25,5 % du PIB. Cette situation est en relation principalement avec la progression des dépenses en capital (+ 21,9 %) et des dépenses courantes (+ 11,6 %);

- un accroissement de l'excédent budgétaire primaire qui est passé de 3,9 % du PIB en 2010 (1 431,3 milliards) à 4,8 % du PIB en 2011 (2 030,1 milliards).

**Graphique 7 : Evolution du solde budgétaire, base engagements (hors dons)**  
(en pourcentage du PIB)



## 2. Exécution des budgets par Etat

Au **Cameroun**, l'exécution du budget de l'Etat s'est caractérisée par une augmentation des recettes et des dépenses budgétaires. Ainsi, les recettes totales se sont inscrites en hausse de 7,8 % à 2 228,6 milliards en 2011, soit 621,6 milliards de recettes pétrolières et 1 607 milliards de recettes non pétrolières. Par rapport à l'année 2010, les recettes pétrolières ont sensiblement augmenté, de 22,8 %, en dépit de la baisse de la pro-

duction pétrolière. Quant aux recettes non pétrolières, elles ont cru de 3,0 %, en raison de la poursuite des mesures prises sur le plan administratif pour accroître et sécuriser les recettes dans les Administrations des impôts et de la douane.

Les dépenses budgétaires totales sont passées de 2 172,8 milliards en 2010 à 2 380,6 milliards, progressant ainsi de 9,6 %. Les dépenses courantes ont augmenté de 9,5 %, à 1 762,5 milliards en 2011. Les traitements et salaires, qui

constituent le principal poste des dépenses courantes primaires, ont augmenté de 7,5 % passant de 634 milliards en 2010 à 681,6 milliards en 2011, imputable à la prise en solde de 25 000 nouveaux fonctionnaires. Les dépenses de biens et services se sont contractées de 11,5 % pour atteindre 542,5 milliards contre 613,0 milliards l'année précédente. Les dépenses en capital ont augmenté de 9,8 % pour atteindre 618,1 milliards en 2011 contre 562,8 milliards en 2010, en liaison avec le lancement des grands projets structurants dans les domaines des infrastructures, des mines, de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie.

Au total, la gestion des finances publiques en 2011 s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 152 milliards, équivalant à 1,2 % du PIB. En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure (58 milliards), la réduction des arriérés de paiements de 96,2 milliards et le désengagement vis-à-vis du système non bancaire (12,4 milliards), le besoin de financement global de l'Etat s'est établi à 318,7 milliards. Il a été couvert par des concours extérieurs comprenant 66,3 milliards de dons et 86,6 milliards de tirages sur prêts. Le reste a été fourni par le secteur bancaire à hauteur de 165,8 milliards.

En **République Centrafricaine**, les recettes budgétaires ont atteint 111,8 milliards, soit une baisse de 2,1 % par rapport au niveau de 2010 (114,2 milliards). Cette contre-performance est imputable essentiellement à la contraction des recettes fiscales (87,1 milliards contre 91,9 milliards en 2010), en dépit de la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées par les régies financières. Par contre, les recettes non fiscales ont augmenté de 10,8 %, s'inscrivant à 24,7 milliards, contre 22,3 milliards en 2010.

En ce qui concerne les dépenses publiques, elles se sont contractées de 2,3 %, à 164,3 milliards contre 168,1

milliards en 2010, sous l'effet de la diminution des dépenses en capital (- 27,0 %, à 41 milliards), induite par le faible niveau de décaissements des appuis extérieurs destinés aux projets publics. En revanche, les dépenses courantes ont progressé de 10,2 %, ressortant à 123,3 milliards contre 111,9 milliards en 2010, en relation essentiellement avec la hausse des dépenses de biens et services (+ 9,1 % à 36,1 milliards), de transferts et subventions (+ 9,8 %, à 32,5 milliards) et des salaires (+ 7,5 %, à 46 milliards).

En définitive, la gestion des finances publiques s'est soldée en 2011 par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 52,4 milliards (4,7 % du PIB), en amélioration par rapport aux 53,9 milliards atteints en 2010 (5,1 % du PIB). En y intégrant l'amortissement de la dette extérieure de 14,2 milliards et le désengagement net vis-à-vis du secteur non bancaire de 4,6 milliards, le besoin global de financement de l'Etat est ressorti à 71,3 milliards. Il a été couvert par les dons (26,3 milliards), les tirages projets (4 milliards), les concours du système bancaire (32,3 milliards) ainsi qu'une accumulation d'arriérés sur la dette intérieure (2,4 milliards) et extérieure (6,3 milliards).

Au **Congo**, les recettes budgétaires ont été recouvrées, à fin 2011, à hauteur de 2 858,6 milliards, en hausse de 8,7 %, par rapport à l'année précédente. Les recettes pétrolières ont augmenté de 4,4 %, compte tenu de l'évolution favorable des cours du brut pour s'établir à 2 282,8 milliards. Les recettes non pétrolières, quant à elles, se sont établies à 575,8 milliards en 2011, contre 442,0 milliards en 2010, soit un accroissement de 30,3 %, sous l'impulsion d'un meilleur recouvrement des impôts et des taxes.

Les dépenses budgétaires ont atteint 1 774,6 milliards en 2011, contre 1 353,4 milliards en 2010, soit une hausse de 31,1 %. Les dépenses courantes se sont repliées de 1 % à 690,7 milliards, sous

l'effet notamment de la baisse des dépenses relatives au paiement des intérêts sur la dette publique (- 83,3 %), consécutive aux allègements de dette obtenus à l'issue de l'accession du Congo au Point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE). En revanche, les dépenses relatives aux salaires et traitements ont enregistré une hausse de 14,8 % à 206,7 milliards. De même, les subventions et transferts ont crû de 7,8 % à 291,1 milliards. Pour leur part, les dépenses en capital se sont établies à 1 083,9 milliards à fin 2011 contre 656,0 milliards, un an auparavant, soit un bond de 65,2 %, en liaison particulièrement avec les travaux de construction d'infrastructures réalisés à travers le pays.

En définitive, la gestion des finances publiques s'est soldée par un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 1 084,0 milliards, soit 16,5 % du PIB, contre un excédent de 1 275,6 milliards correspondant à 22,9 % du PIB en 2010. Cet excédent a servi à l'amortissement de la dette extérieure (85,8 milliards), la réduction des arriérés de 151,1 milliards ; le reste ayant été placé en réserves.

Au **Gabon**, les recettes totales de l'Etat se sont élevées à 2 495,9 milliards en 2011, contre 1 838,8 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 35,7 %, sous l'impulsion des recettes pétrolières (39,9 % à 1 385,7 milliards) et des recettes non pétrolières (30,9 % à 1 110,2 milliards), en liaison respectivement avec la fermeté des cours des matières premières exportées et le bon recouvrement des recettes fiscales.

Concernant les dépenses, elles se sont accrues de 29,0 % à 2 364,9 milliards. Les dépenses courantes ont progressé de 29,5 % à 1 268,0 milliards, en rapport avec l'accroissement des dépenses de biens et services (+ 25,0 % à 298,7 milliards) ainsi que celles des subventions et transferts (+ 87,0 % à 440,2 milliards). S'agissant des traitements et salaires, ils ont progressé de 9,1 % à 450,1 milliards en 2011 contre 412,4 milliards en 2010. Les dépenses en capital se sont inscrites en forte hausse de 28,4 % à 1 096,9 milliards.

En définitive, la gestion des finances publiques s'est soldée par un excédent, base ordonnancements, hors dons, de 131,0 milliards (1,6 % du PIB), contre 5,0 milliard (0,1 % du PIB) en 2010. En intégrant l'amortissement de la dette extérieure de 139,3 milliards et le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système non bancaire de 147,5 milliards, le besoin de financement global de l'Etat s'est élevé à 272,0 milliards. Il a été couvert par des ressources extérieures comprenant 249,8 milliards de tirages sur prêts et 22,2 milliards de concours bancaires.

En **Guinée Equatoriale**, les recettes budgétaires totales se sont situées à 2 849,0 milliards au 31 décembre 2011 contre 2 150,9 milliards un an auparavant, soit une hausse de 32,5 %. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de 36,2 % des recettes pétrolières, soit 2 639,4 milliards en 2011 contre 1 938,5 milliards en 2010. Les recettes non pétrolières ont pour leur part reculé de 1,3 %, revenant de 212,4 milliards en 2010 à 209,6 milliards un an plus tard.

Les dépenses totales se sont accrues de 9,9 % en 2011 à 2 767,0 milliards contre 2 516,8 milliards en 2010. Plus spécifiquement, les salaires et traitements ont augmenté de 2,6 %, passant de 77,8 milliards en 2010 à 79,8 milliards en 2011. Les dépenses de biens et services se sont accrues de 12,9 %, passant de 186,6 milliards en 2010 à 210,6 milliards en 2011, tandis que les subventions et transferts se sont établis à 182,4 milliards, soit une hausse de 7,3 %. S'agissant des dépenses d'investissements, intégralement financées sur ressources propres, elles ont progressé de 9,9 % ressortant à 2 266,4 milliards contre 2 062,9 milliards en 2010.

En définitive, la gestion des finances publiques au cours de l'année 2011 a enregistré un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 82,0 milliards, soit 1,0 % du PIB, contre un déficit de 365,9 milliards un an auparavant (- 5,5 % du PIB). Cet excédent a servi à renforcer la position créditrice de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

Au Tchad, les recettes budgétaires totales se sont établies à 1 228,8 milliards en 2011, contre 1 020,4 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 26,2 %. Cette situation est principalement imputable à la hausse des recettes pétrolières (965,2 milliards contre 649,9 milliards en 2010), du fait de l'envolée des cours du pétrole. S'agissant des recettes non pétrolières, elles ont baissé de 12,9 % pour se situer à 322,8 milliards en 2011 contre 370,5 milliards en 2010, en rapport avec la

contraction simultanée des recettes fiscales et des recettes non fiscales.

Les dépenses budgétaires totales sont passées de 1 230,5 milliards en 2010 à 1 385,5 milliards en 2011, soit une progression de 12,6 %. Les dépenses courantes se sont accrues de 5,0 % pour s'établir à 734,9 milliards en 2011, contre 700,1 milliards en 2010. Les traitements et salaires du personnel civil ont progressé, de 137,8 milliards en 2010 à 175,6 milliards en 2011, en liaison avec la mesure de revalorisation des salaires. Les dépenses de biens et services se sont établies à 57,4 milliards en 2011, contre 83,6 milliards en 2010. De même, les transferts et subventions ont augmenté de 2,3 %, passant de 355,9 milliards en 2010 à 364,0 milliards en 2011, en relation avec les subventions versées à la STEE et à la COTONTCHAD. Les dépenses en capital ont enregistré une progression (+ 22,7 %), passant de 530,4 milliards en 2010 à 650,6 milliards en 2011.

Au total, la gestion des finances publiques s'est soldée en 2011 par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 97,5 milliards (- 2,1 % du PIB), en amélioration par rapport au déficit de 210,1 milliards enregistré en 2010 (- 4,8 % du PIB). En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure (37,1 milliards) et la réduction des arriérés intérieurs de 33 milliards, le besoin de financement de l'Etat s'est situé à 167,6 milliards. Il a été couvert par la mobilisation de ressources extérieures.

## E. SECTEUR EXTERIEUR

### 1. Balance des paiements

Les comptes extérieurs de la CEMAC en 2011 ont fait ressortir une amélioration du solde des transactions extérieures courantes, dont le déficit est revenu de 4,1 % du PIB en 2010 (- 1 489,9 milliards) à 3,3 % du PIB en 2011 (- 1 405,9 milliards). Cette évolution est en rapport avec l'augmentation de l'excédent commercial qui s'est chiffré à 12 060,0 milliards en fin 2011, soit une croissance de 28,0 % essentiellement liée à une amélioration des termes de l'échange (+ 18,5 %). En revanche, elle a été obérée par la progression des déficits des balances des services et des revenus qui se sont creusés respectivement à - 5 665,4 milliards et -6 796,5 milliards contre - 5 247,1 milliards et - 4 916,2 milliards un an plus tôt. Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a presque doublé, s'établissant à 3 187,8 milliards contre 1 828,4 milliards l'année précédente. Il a été influencé par le repli significatif du déficit des autres investissements dont le solde s'est fixé à - 246,5 milliards en 2011 contre - 2 478,7 milliards en 2010, conjugué avec la nette amélioration du solde excédentaire des investissements directs de l'étranger (+ 13,5 %).

En définitive, l'excédent du solde global de la balance des paiements s'est consolidé à 1 369,6 milliards en 2011 contre un léger déficit de 0,6 milliard en 2010. Il s'est traduit par une accumulation des réserves officielles de 1 345,5 milliards ainsi que le paiement de 53,2 milliards d'arriérés extérieurs, en partie financé à hauteur de 29,2 milliards par des allègements de dette extérieure.

Au **Cameroun**, le déficit des transactions extérieures courantes s'est accru de 17,6 % en 2011, représentant - 2,3 % du PIB, contre -2,1 % en 2010. Cette évolution est à relier à un repli de l'excédent commercial qui s'est établi à 17,3

milliards en 2011 contre 29,6 milliards en 2010. Elle tient également à l'aggravation du déficit des transactions sur les services qui est passé de - 198,4 milliards en 2010 à - 213,6 milliards en 2011. Dans le même temps, le déficit de la balance des revenus s'est légèrement creusé passant de - 230,8 milliards à - 237,1 milliards en 2011 et le solde positif des transferts courants s'est réduit de 10,7 milliards pour s'établir à 136,6 milliards en 2011. S'agissant des ressources financières et en capital, leur évolution s'est traduite par un recul de 62,9 %, pour s'établir à 203,6 milliards en 2011 contre 548,8 milliards en 2010, principalement sous l'effet des importantes sorties de capitaux qui ont totalement annihilé la progression des investissements directs étrangers.

Reflétant ces évolutions, les comptes extérieurs ont affiché un solde global négatif (- 159,3 milliards contre - 12,5 milliards en 2010) qui s'est traduit par une diminution de même ampleur des réserves de change officielles.

En **République Centrafricaine**, le déficit des transactions extérieures courantes s'est contracté de 21,2 milliards en 2011. Il s'est établi à - 7,0 % du PIB, contre - 9,5 % du PIB un an plus tôt. Malgré le recul du solde excédentaire des transferts courants (30,3 milliards en 2011 contre 39,6 milliards un an plus tôt), cette évolution est le résultat d'une amélioration des soldes déficitaires du commerce extérieur (- 33,5 %) et des transactions sur les services avec l'extérieur (- 6,0 %). En revanche, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est stabilisé autour de 64,7 milliards en 2011.

En définitive, le déficit du solde global de la balance des paiements s'est amélioré, s'établissant à - 10,7 milliards en 2011 contre - 41,3 milliards en 2010. Cette évolution s'est traduite par une diminution des réserves officielles de

change de 4,4 milliards ainsi que par une accumulation des arriérés de paiements vis-à-vis de l'extérieur de l'ordre de 6,3 milliards.

Au **Congo**, le solde déficitaire du compte des transactions extérieures courantes a enregistré une amélioration, passant de - 748,5 milliards en 2010 (- 13,5 % du PIB) à - 690,5 milliards en 2011 (- 10,5 % du PIB). Cette situation a résulté de la progression de l'excédent commercial (2 989,9 milliards en 2011 contre 2 622,7 milliards en 2010), qui a permis de compenser l'accroissement du déficit de la balance des services (- 2 353,2 milliards contre - 2 207,8 milliards en 2010) et des revenus des facteurs (- 1 306,2 milliards en 2011 contre - 1 142,4 milliards en 2010). L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est raffermi grâce à la diminution des sorties de capitaux au titre des autres investissements et à l'augmentation des investissements directs en provenance de l'étranger.

Au terme de l'exercice sous revue, l'excédent du solde global est ressorti en hausse, passant de 429,0 milliards en 2010 à 734,4 milliards en 2011. Il a servi à la consolidation des réserves officielles de change à hauteur de 704,1 milliards et à la résorption des arriérés extérieurs.

Au **Gabon**, l'excédent des transactions extérieures courantes a enregistré une progression modérée, s'établissant à 843,0 milliards (10,2 % du PIB), contre 670,2 milliards en 2010 (9,8 % du PIB). L'augmentation de l'excédent commercial, qui s'est chiffré à 3 441,6 milliards contre 2 677,1 milliards un an plus tôt, a permis de couvrir l'augmentation du déficit des services (+ 2,3 %) et la détérioration de la balance des revenus qui s'est établi à - 1 576,0 milliards contre - 1 024,8 milliards un an auparavant. Le déficit du compte de capital et d'opérations financières est revenu de - 493,2 milliards en 2010 à - 124,7 milliards en 2011, en raison essentiellement du solde des autres

investissements, qui s'est établi à - 243,6 milliards en 2011 contre - 652,3 milliards en 2010.

En définitive, le solde global de la balance des paiements est revenu d'un déficit de 54,4 milliards en 2010 à un excédent de 240,9 milliards en 2011, qui a permis de renforcer le niveau des réserves officielles de change.

En **Guinée Equatoriale**, le solde déficitaire des transactions extérieures courantes s'est aggravé passant de - 13,1 % du PIB en 2010 à - 14,1 % du PIB en 2011. Malgré la progression de 35,4 % à 4 832,4 milliards du solde de la balance commerciale, cette évolution a résulté d'un creusement du déficit des balances des revenus et des services, qui ont atteint respectivement - 4 774,0 milliards et - 1 204,5 milliards en 2011 contre - 3 430,4 milliards et -966,3 milliards en 2010. S'agissant des opérations financières, leur solde a presque triplé, s'établissant à 1 441,8 milliards en 2011 contre 520,5 milliards en 2010. Cette évolution est principalement liée aux autres investissements qui se sont soldés par un résultat positif (+ 620,7 milliards en 2011 contre - 124,3 milliards en 2010) et au raffermissement du solde net des investissements directs de l'étranger (821,1 milliards).

En définitive, la balance des paiements s'est soldée par un excédent global de 395,4 milliards, contre un déficit de 326,7 milliards un an auparavant, consolidant d'autant le niveau des réserves officielles de change.

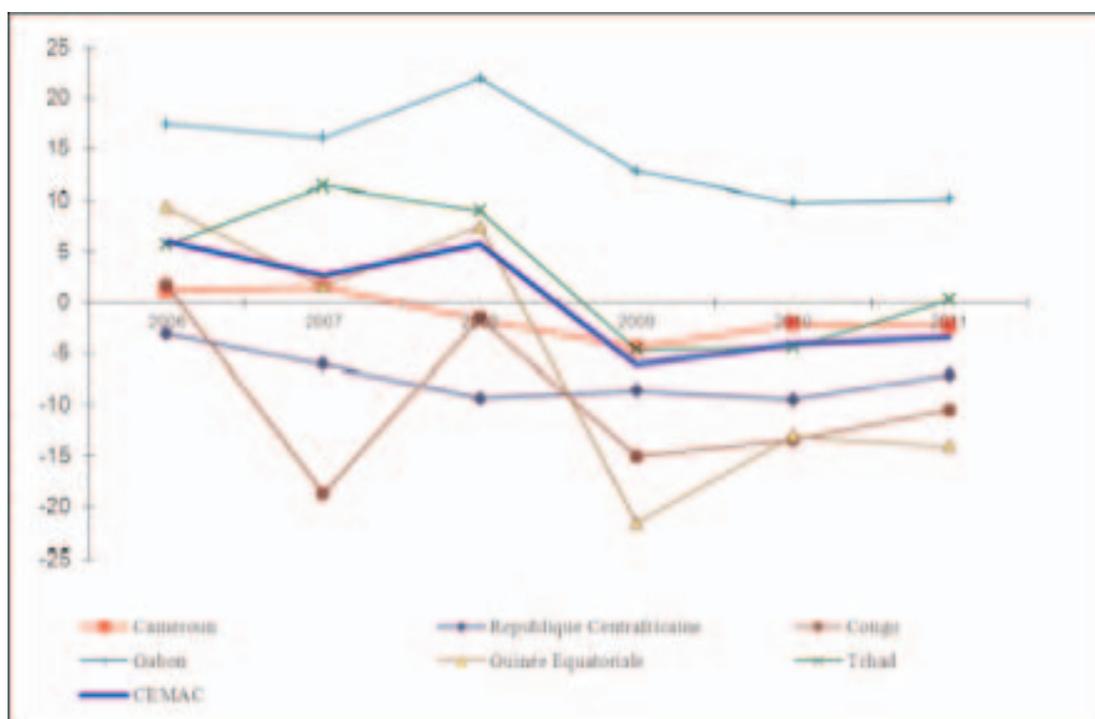
Au **Tchad**, le solde du compte des transactions extérieures courantes s'est redressé, passant d'un déficit de - 191,0 milliards en 2010 (- 4,4 % du PIB) à un excédent de 13,9 milliards en 2011 (+ 0,3 % du PIB), grâce notamment à la hausse de l'excédent commercial (+ 37,7 % à 832,7 milliards) et au recul du déficit de la balance des revenus, qui est passé de - 176,1 milliards en 2010 à

- 148,4 milliards en 2011. Cette évolution a pu compenser la diminution du solde excédentaire des transferts courants (- 15,4 % à + 266,8 milliards), ainsi que la légère aggravation de la balance déficitaire des services à 937,2 milliards en 2011, contre - 934,9 milliards en 2010. Le solde net des flux de capitaux est quant à lui ressorti positif à hauteur de 145,0 milliards, contre - 30,4 milliards en 2010,

du fait de la contraction du déficit des autres investissements nets (- 74,7 milliards en 2011 contre - 246,4 milliards en 2010).

En conséquence, le solde global a enregistré un excédent de 168,8 milliards contre 5,3 milliards en 2010, induisant une consolidation des réserves officielles de change de la même ampleur.

**Graphique 8 : Evolution du solde extérieur courant (transferts officiels inclus)**  
(en % du PIB)



## 2. Dette publique extérieure

Au cours de l'année 2011, l'encours global de la dette publique extérieure des Etats de la CEMAC s'est accru de 16,7 %, pour se situer à 5 693,2 milliards en 2011 contre 4 878,9 milliards en 2010. Il a représenté 13,5 % du PIB contre 13,4 % du PIB un an plus tôt. Cette progression a résulté principalement de la hausse des tirages sur les nouveaux emprunts,

soit 816,8 milliards en 2011 contre 581,1 milliards en 2010.

Au **Cameroun**, le stock de la dette extérieure a augmenté de 2,9 %, pour s'établir à 1 008,9 milliards (7,8 % du PIB), contre 980,3 milliards (8,2 % du PIB) un an auparavant. Cette hausse a résulté des tirages nets réalisés au cours de la période.

En **République Centrafricaine**, le stock de la dette publique extérieure a diminué de 1,3 % pour s'établir à 288,1 milliards, soit 25,7 % du PIB en 2011 contre 27,6 % du PIB un an plus tôt. La baisse du stock de la dette extérieure a été due principalement au remboursement des échéances courantes.

Au **Congo**, l'encours total de la dette extérieure a progressé de 427,4 milliards passant de 1 248,2 milliards en 2010 (22,4 % du PIB) à 1 675,6 milliards en 2011 (25,5 % du PIB). Cette évolution résulte principalement des tirages nets effectués au cours de la période.

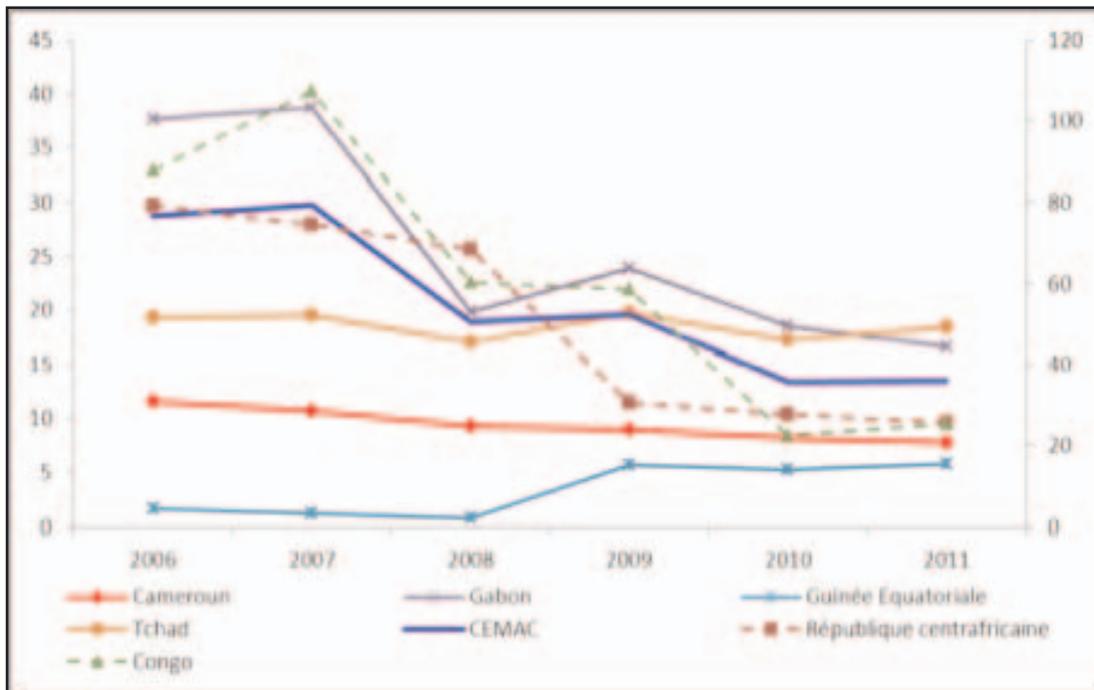
Au **Gabon**, le stock de la dette a enregistré une légère hausse, s'affichant à 1 377,5 milliards en 2011 (16,6 % du PIB), contre 1 267,0 milliards un an auparavant (18,5 % du PIB). En dépit du remboursement des engagements extérieurs

de l'ordre de 205,0 milliards au cours de l'année, cette évolution a découlé surtout des nouveaux emprunts extérieurs qui ont été contractés à hauteur de 249,8 milliards.

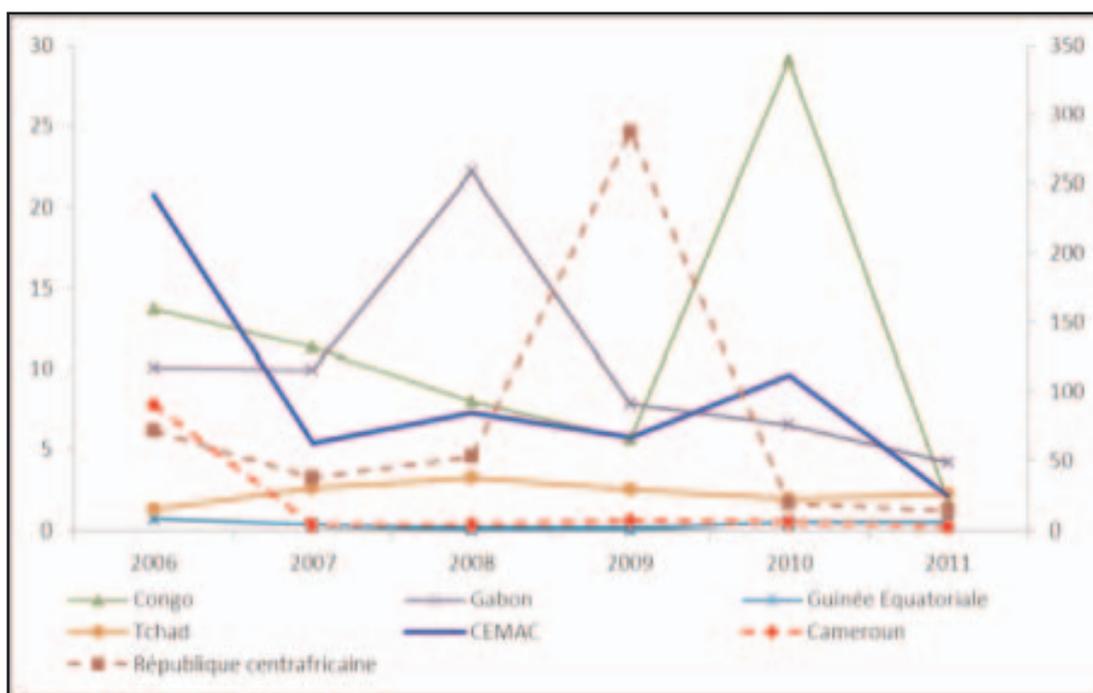
En **Guinée Equatoriale**, le stock de la dette publique extérieure est passé de 344,5 milliards en 2010 (5,2 % du PIB) à 488,0 milliards en 2011 (5,7 % du PIB), soit une augmentation de 41,7 % en rapport principalement avec les nouveaux tirages effectués pendant l'année.

Au **Tchad**, l'encours total de la dette en fin 2011 a représenté 18,4 % du PIB contre 17,2 % du PIB l'année précédente, se chiffrant à 855,2 milliards contre 746,9 milliards en 2010. Cette croissance de 14,5 % de l'encours de la dette extérieure reflète le niveau des tirages nets réalisés au cours de la période.

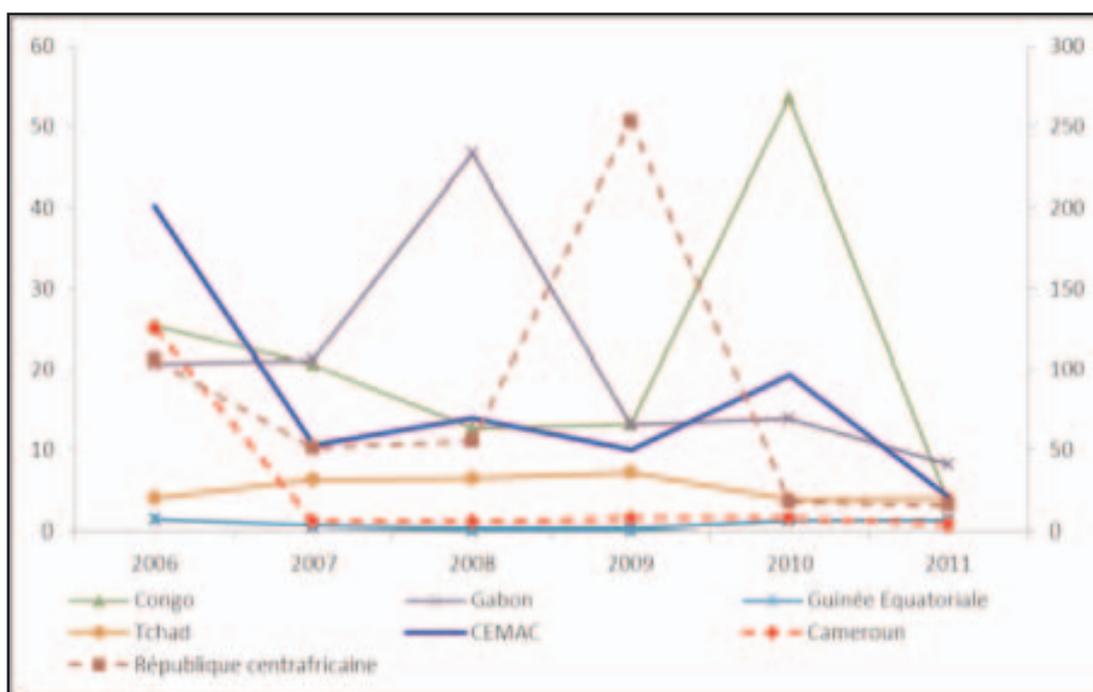
**Graphique 9 : Taux d'endettement public extérieur (en % du PIB)**



**Graphique 10 : Ratio du service de la dette (en % des exportations)**



**Graphique 11 : Ratio du service de la dette (en % des recettes budgétaires)**



### 3. Compétitivité extérieure

En 2011, la compétitivité des pays de la CEMAC, mesurée par l'évolution de l'indice du taux de change effectif réel composite (TCER), s'est légèrement améliorée.

Le TCER a baissé de 0,3 % en 2011, contre - 8,1 % en 2010. Cette évolution est la conséquence d'un gain de positions compétitives sur le plan des exportations (- 0,7 %), supérieur à une perte de positions compétitives sur le front des importations (+ 1,0 %)<sup>8</sup>.

La contre-performance sur le volet des importations est consécutive au retour des pressions inflationnistes, dans un contexte marqué par l'évolution défavorable du franc CFA par rapport aux monnaies de certains partenaires et concurrents commerciaux. Ainsi, le différentiel d'inflation en glissement annuel de la CEMAC a été défavorable avec l'UEMOA (+ 1,5 %), la France (+ 1,5 %), la zone Euro (+ 1,2 %), et les Etats-Unis (+ 0,7 %). En revanche, il a été favorable avec la République Démocratique du Congo (- 12,2 %), le Nigéria (- 6,4 %) et la Chine (- 0,9 %). Parallèlement, le taux de change effectif nominal s'est apprécié de 1,3 % par rapport à 2010, sous l'effet de l'évolution de la roupie, du dollar et du rand.

S'agissant des exportations, la Zone CEMAC a enregistré un gain de posi-

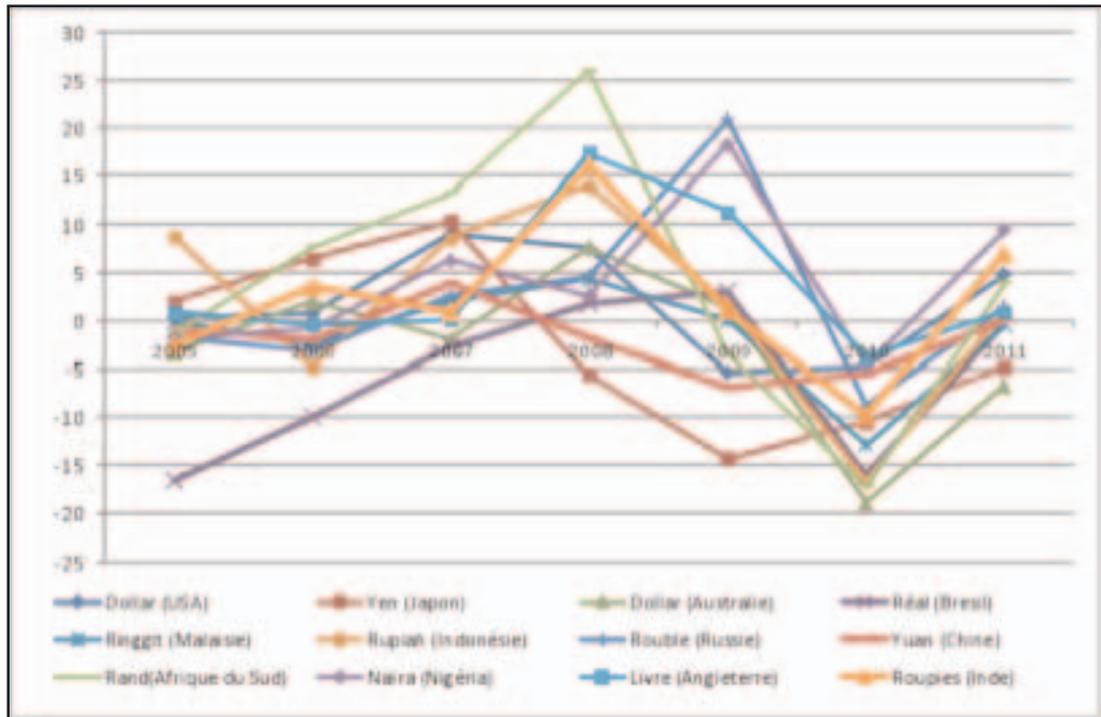
tions concurrentielles, avec une baisse de 0,7 % du TCER des exportations, en dépit de la dépréciation du dollar américain par rapport au Franc CFA. En effet, l'année 2011 a été marquée par une dépréciation du F CFA par rapport aux monnaies de certains des principaux concurrents de la Zone, à l'instar du dollar australien (- 6,8 %), du yen japonais (- 4,8 %), du réal brésilien (- 0,4 %), du ringgit malais (- 0,4 %) et du pesos chilien (- 0,1 %). Toutefois, cette évolution a été atténuée par l'appréciation du FCA par rapport aux monnaies de certains pays concurrents, notamment le cedi ghanéen (+ 14,6 %) et le naira nigérian (+ 9,5 %).

En 2011, l'ensemble de la Communauté a connu un gain de compétitivité cumulé de 13,7 % depuis la dévaluation du F CFA, comme en 2010. Le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, le Gabon et le Tchad ont dégagé des gains de positions concurrentielles respectivement de 0,2 %, 1,9 %, 1,5 %, 1,4 % et 0,6 %. A l'inverse, la Guinée Equatoriale a enregistré des pertes de positions concurrentielles (- 3,2 %).

En définitive, la détérioration de la compétitivité des économies de la CEMAC s'est poursuivie, sur la base du TCER, bien que le taux de change d'équilibre de la Sous-région reflétant les fondamentaux économiques demeure satisfaisant.

<sup>8</sup> La compétitivité extérieure de la CEMAC est évaluée hors secteur pétrolier en raison du poids important du pétrole dans les exportations et du fait que cette activité, à forte intensité capitalistique, est entièrement off-shore (avec des effets de diffusion en grande partie limités uniquement aux ressources publiques qui en sont tirées et des marges de manœuvre faibles pour accroître la compétitivité de ce secteur). L'influence de l'exploitation pétrolière sur l'indicateur de compétitivité extérieure ainsi calculé est implicite et s'apprécie par le biais des évolutions des prix domestiques.

**Graphique 12 : Variation en % des taux de change des principales devises par rapport au Franc CFA (cotation au certain)**



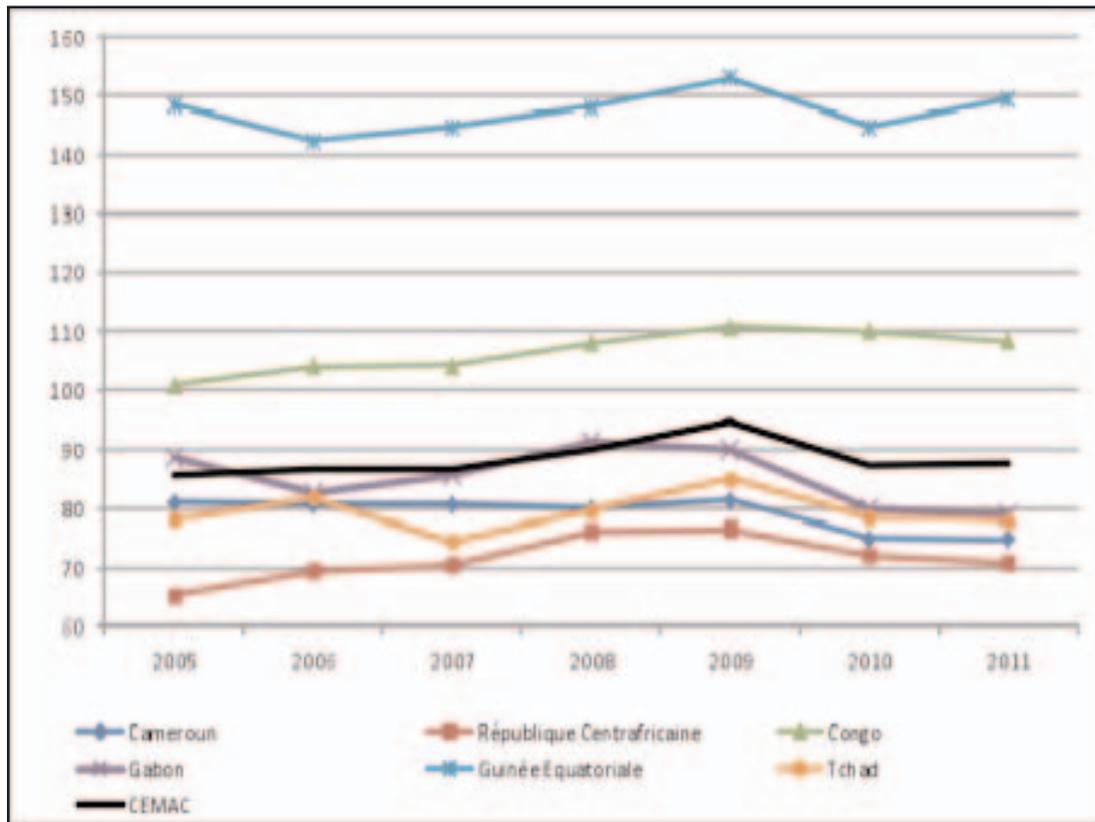
**Graphique 13 : Taux d'inflation des pays partenaires ou concurrents de la CEMAC**



Australie, Brésil, Chine, République Sud-Africaine, Indonésie, Russie et Nigéria : échelle de droite



**Graphique 14 : Evolution du taux de change effectif réel des pays de la CEMAC (base 100 : 1993)**





TITRE II :

**Monnaie, Crédit,  
Système Bancaire et  
Financier,  
Réserves Extérieures**





# CHAPITRE I

## POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année 2011, la politique monétaire commune a été mise en œuvre dans un contexte extérieur marqué par un ralentissement de l'activité économique mondiale, associé à une évolution haussière des cours des matières premières. Au plan interne, l'année 2011 a été caractérisée par une accélération de la croissance économique. Les risques pesant sur la stabilité monétaire étant globalement maîtrisés, le Comité de Politique Monétaire a adopté une approche accommodante en vue de soutenir davantage l'activité économique.

### A. Fixation des objectifs monétaires et de crédit

Dans le cadre de l'exercice de programmation monétaire, la Banque a

déterminé des objectifs monétaires et de crédit pour la période allant de janvier à décembre 2011. Ainsi, les objectifs de refinancement ont été établis à 51,5 milliards au premier trimestre 2011, élevés à 66,5 milliards et 71,5 milliards respectivement au deuxième et au troisième trimestre 2011 avant d'être ramenés à 61,5 milliards au quatrième trimestre de l'année.

Les résultats de la programmation monétaire au cours de l'exercice 2011 pour les six Etats membres de la CEMAC sont présentés comme suit :

**Tableau 5 : Evolution des objectifs monétaires et de crédit au 31 décembre 2011**

AGREGATS	Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
<b>Masse monétaire</b> (Variation en %)	8,8 % - 10,8 %	18,4 %-20,4 %	16,7 %-18,7 %	12,3 % - 14,3 %	7,4 % - 9,4 %	14,2 % - 16,2 %
Réalisations	9,7 %	15,1 %	34,5 %	29,9 %	6,1 %	12,8 %
<b>Crédit à l'économie</b> (Variation en %)	6,6 %-8,6 %	12 %-14 %	40,3 %-42,3 %	5,7 % - 7,7 %	5,8 % - 7,8 %	18,1 % -20,1 %
Réalisations	21,9 %	18,6 %	37,6 %	39,6 %	26,1 %	19,4 %
<b>Taux de couverture de la monétaire (en %)</b>	93,5 %-95,5 %	73,4 %-75,4 %	100,5 %-102,5 %	94,9 %-96,9 %	102,9 %-104,9 %	62,1 %-64,1 %
Réalisations	94,1 %	70 %	101,18 %	88,96 %	101,83 %	69,6 %
<b>Objectifs de refinancement</b> (en millions de FCFA)	15 000	8 000	16 000	2 000	500	20 000
<b>Pointes d'utilisation de la période<sup>1</sup></b> (en millions de FCFA)	3 984	Néant	7 640	Néant	Néant	5 650
<b>Taux d'utilisation</b>	26,6 %	0 %	47,8 %	0 %	0 %	28,3 %

<sup>1</sup> Au Congo, ce montant inclut l'encours de l'utilisation de la ligne de refinancement accordée à la BDEAC  
Source : BEAC

## B. Evolution des concours de la BEAC aux Trésors Publics

Au 31 décembre 2011, les possibilités de tirage des Etats auprès de la BEAC sont demeurées inchangées, se situant à 1 978,1 milliards, comme au 31 décembre 2010. Cette stagnation résulte de la décision du Comité de Politique Monétaire de geler les plafonds à leur niveau constaté au 31 décembre 2010.

En revanche, les avances consenties aux Trésors nationaux par l'Institut d'Émission se sont repliées à 469,6 milliards au 31 décembre 2011 contre 513,6 milliards une année auparavant. Ce repli est la conséquence de la bonne tenue de

la trésorerie publique dans la plupart des Etats membres de la CEMAC.

Traduisant principalement la baisse du recours au financement monétaire, les marges de tirages des Trésors Nationaux ont augmenté à fin décembre 2011, s'élevant à 1 508,5 milliards contre 1 464,5 milliards un an auparavant.

Par ailleurs, l'encours des crédits consolidés s'est accru, s'établissant à 79,3 milliards au 31 décembre 2011 contre 72,7 milliards un an plus tôt. Cet accroissement est dû au rééchelonnement des arriérés en capital et intérêts accumulés par la République du Tchad.

## Encadré n° 1: « Cadre institutionnel et stratégie de la politique monétaire de la BEAC »

### 1. Cadre institutionnel

La Convention régissant l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale<sup>9</sup> (UMAC) et les Statuts de la BEAC confèrent à l'Institut d'Emission commun les pouvoirs de formulation et de mise en œuvre de la politique monétaire dans le cadre général des dispositions de la Zone Franc.

Les accords de coopération monétaire entre les six pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale et entre les six pays et la France reposent sur quatre principes de base :

- une parité fixe entre le franc CFA (franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale) et l'euro<sup>10</sup> ;
- une convertibilité du franc CFA garantie par la France ;
- une liberté totale des transferts entre les pays de la Zone Franc ;
- et, la mise en commun des réserves de change.

### 2. Stratégie et orientation de la politique monétaire

En vertu de l'article 1er de ses Statuts, l'objectif final de la politique monétaire de la BEAC est d'assurer la stabilité monétaire. De façon opérationnelle, cet objectif signifie un taux de couverture extérieure de la monnaie d'au moins 20 % et une faible progression du niveau général des prix, la norme communautaire étant fixée à 3 % au maximum.

A cette fin, la BEAC suit l'évolution des agrégats monétaires au regard des objectifs arrêtés dans le cadre des exercices annuels de programmation monétaire, ainsi qu'une large gamme d'indicateurs économiques et financiers.

<sup>9</sup> La Convention régissant l'UMAC est entrée en vigueur le 25 juin 1999 lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEMAC à Malabo. Les nouveaux statuts de la BEAC sont, quant à eux, entrés en vigueur le 02 octobre 2010.

<sup>10</sup> Depuis le 1er janvier 1999, la parité est de 655,957 francs CFA pour un (1) euro.

## Encadré n° 2: « Instruments de la politique monétaire de la BEAC »

Depuis l'instauration du marché monétaire en juillet 1994, l'action de politique monétaire de la BEAC s'exerce sur la liquidité bancaire, à travers le refinancement (Objectif de refinancement et taux d'intérêt) et les réserves obligatoires.

### 1-1. Politique de refinancement

La politique de refinancement constitue le principal mode d'intervention de la BEAC. Mise en œuvre sous forme d'avances sur titres, elle revêt deux formes : une action par les quantités (objectif de refinancement) et une action par les taux d'intérêt dans le cadre du marché monétaire sous-régional.

En ce qui concerne l'action par les quantités, la BEAC s'appuie sur l'exercice de la programmation monétaire pour arrêter les objectifs de croissance des agrégats monétaires et de refinancement compatibles avec la réalisation des objectifs finals de la politique monétaire.

L'action par les taux d'intérêt s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique des taux de la Banque. Ainsi, les avances sont accordées au Taux d'Intérêt des Appels d'Offre (TIAO) fixé par le Comité de Politique Monétaire.

Par ailleurs, la BEAC ponctionne la liquidité, par le biais des appels d'offres négatifs, à un taux d'intérêt fixé par le Comité de Politique Monétaire (Taux d'Intérêts sur les Placements ou TISP).

### 1-2. Politique des réserves obligatoires

L'article 20 des Statuts de la BEAC prévoit que le Comité de Politique Monétaire peut prendre toutes les dispositions pour imposer aux établissements de crédit la constitution des réserves obligatoires. Le recours aux réserves obligatoires vise à « mettre en banque » le système bancaire, c'est-à-dire à le contraindre au refinancement lorsque les facteurs autonomes de la liquidité bancaire engendrent un excédent de monnaie centrale pour les établissements de crédit. Ainsi, les réserves obligatoires, par leur action structurelle, sont un complément à la politique du refinancement.

**Tableau 6 : Plafonds des avances aux Trésors Nationaux, Objectifs de refinancements aux banques et utilisations**

(Situation de fin de période en millions de franc CFA)

PAYS	2008		2009		2010		Taux d'utilisation au 31/12/11 (b)/(a) en %						
	Décembre		Mars		Juin			Septembre		Décembre			
	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/12/2010	Utilisations au 31/12/10	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/03/2011	Utilisations au 31/03/2011	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 30/06/2011	Utilisations au 31/06/2011		Plafonds et Objectifs de Refinancement au 30/09/2011	Utilisations au 30/09/2011	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/12/2011 (a)	Utilisations au 31/12/2011 (b)		
<b>A - CAMEROUN</b>													
1 - Trésor	418,900	0	418,900	0	418,900	0	418,900	0	418,900	0	418,900	0	0,00 %
2 - Banques	10,000	594	10,000	567	15,000	527	15,000	522	15,000	497	15,000	497	3,31 %
<b>B - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>													
1 - Trésor	18 489	18 489	18 489	14 791	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	100,00 %
2 - Banques	8 000	0	8 000	0	8 000	0	8 000	0	8 000	0	8 000	0	0,00 %
<b>C - CONGO</b>													
1 - Trésor	492 273	42 000	492 273	0	492 273	0	492 273	0	492 273	0	492 273	0	0,00 %
2 - Banques	16 000	7 640	16 000	7 640	16 000	6 956	16 000	6 956	16 000	6 272	16 000	6 272	39,20 %
<b>D - GABON</b>													
1 - Trésor	378 055	244 500	370 497	244 500	378 055	244 500	378 055	242 500	378 055	244 500	378 055	244 500	64,14 %
2 - Banques	2 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000	0	0,00 %
<b>E - GUINEE EQUATORIALE</b>													
1 - Trésor	461 705	0	461 705	0	461 705	0	461 705	0	461 705	0	461 705	0	0,00 %
2 - Banques	500	0	500	0	500	0	500	0	500	0	500	0	0,00 %
<b>F - TCHAD</b>													
1 - Trésor	208 672	208 601	208 672	166 938	208 672	208 601	208 672	208 601	208 672	208 601	208 672	208 601	99,97 %
2 - Banques	15 000	0	15 000	5 100	25 000	2 300	25 000	3 150	25 000	2 450	25 000	2 450	9,80 %
<b>ENSEMBLE CEMAC</b>													
1 - Trésor	1 978 994	513 590	1 970 536	426 229	1 978 094	471 590	1 978 094	469 590	1 978 094	469 590	1 978 094	469 590	23,74 %
2 - Système bancaire	51 500	8 234	51 500	13 307	66 500	9 783	66 500	10 628	66 500	6 219	66 500	9 219	13,86 %

### C. Evolution des taux d'intervention de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire n'a pas modifié les taux d'injection de liquidités au cours de l'année 2011. Ainsi, le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) est resté à 4,00 % et le Taux d'Intérêt des Prises en Pension à 5,75 %. De même, le taux de ponctions des liquidités à 7 jours est demeuré à 0,60 %.

Le taux des avances aux Trésors Nationaux à l'intérieur des plafonds statutaires, aligné sur le taux directeur, est également demeuré inchangé à 4,00 % depuis le 29 juillet 2010.

Le Taux de Pénalité aux établissements de crédit, arrimé à celui appliqué aux avances consenties aux Trésors Nationaux en dépassement des plafonds statutaires, est resté à 10 % à fin décembre 2011.

En revanche, le Comité de Politique Monétaire a modifié, à deux reprises

(1er novembre et 19 décembre), les taux de rémunération des placements publics au cours de l'année 2011. Ces taux ont évolué comme suit :

- 1- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les Générations Futures : de 1,25 %, à 1,50 % avant de revenir à 1,25 %;
- 2- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires: de 0,85 % à 1,10 % avant de retomber à 0,85 % ;
- 3- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux: de 0,60 % à 0,85 % avant de redescendre à 0,60 %.

S'agissant du taux créditeur minimum, il est resté inchangé au cours de la période sous revue à 3,25 %.

**Tableau 7 : Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque**

(en pourcentage)

	03.03.06 26.03.06	27.03.06 08.06.06	09.06.06 31.08.06	01.09.06 09.10.06	10.10.06 10.12.06	11.12.06 12.03.07	13.03.07 13.06.07	14.06.07 02.07.08	03.07.08 22.10.08	23.10.08 17.12.08	18.12.08 25.03.09	26.03.09 01.07.09	02.07.09 28.07.10	29.07.10 31.10.11	01.11.11 18.12.11	19.12.11 An.....
<b>RUBRIQUES</b>																
<b>I - LES OPERATIONS DES TRESORS</b> <i>(Hors Marché)</i>																
· Taux des avances aux Trésors	5,25 10,00	5,50 10,00	5,50 10,00	4,75 10,00	4,50 10,00	4,25 10,00	4,00 10,00	4,00 10,00	4,00 10,00							
· Taux de pénalité aux Trésors	1,55	Supprimé	Supprimé													
<b>- Taux des dépôts spéciaux des Organismes Publiques</b>																
· Taux d'intérêt sur Placements Publics (TISP) Le TISP a 4 composantes, à savoir :																
· Taux d'intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	-	1,90	2,15	2,85	3,05	3,15	3,30	3,45	3,65	3,35	2,20	1,90	1,25	1,50	1,25	1,25
· Taux d'intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP)	-	1,70	1,95	2,65	2,85	2,95	3,10	3,25	3,45	3,15	2,00	1,70	1,05	1,10	0,85	0,85
· Taux d'intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	-	1,40	1,65	2,35	2,55	2,65	2,80	2,95	3,15	2,65	1,40	1,10	0,85	0,85	0,85	0,60
· Taux d'intérêt sur Placement Public lorsque l'Etat concerné recourt aux avances de la BEAC	-	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,65	Supprimé	Supprimé						
<b>II - MARCHÉ MONÉTAIRE</b>																
<b>A- Injections de liquidités</b>																
<b>J- Guichet "A"</b>																
· Taux des appels d'offres (TIAO)	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,50	5,50	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00
· Taux des prises en pension (TIPP)	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,25	7,25	6,50	6,25	6,00	5,75	5,75	5,75
· Taux des Interventions Ponctuelles (TISP)	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,25-12	7,25-12	6,5-12	6,25-12	6,0-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0
· Taux des Av <sup>1</sup> except.s/Cert.de Plac.(TACP)*	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,50	5,50	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00
· Taux de pénalité aux banques (TPB)	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	10,00	10,00	10,00	10,00
<b>2- Guichet "B"</b>																
· Taux s/nouveaux crédits d'invest.productifs **	5,7500	5,7500	5,7500	5,7500	5,7500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	4,2500	4,00	4,00	4,00
· Taux effectifs s/anciens CMT irrévocables	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35
<b>B- Ponctions de liquidités</b> <i>(Appels d'offres négatifs)</i>																
· Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	1,5500	1,5500	1,5500	1,5500	1,5500	1,6500	1,7000	1,9500	2,2000	2,2000	1,3000	1,0000	0,8500	0,6000	0,6000	0,6000
· Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	1,6125	1,6125	1,6125	1,6125	1,6125	1,7125	1,7625	2,0125	2,2625	2,2625	1,3625	1,0625	0,9125	0,6625	0,6625	0,6625
· Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	1,6750	1,6750	1,6750	1,6750	1,6750	1,7750	1,8250	2,0750	2,3250	2,3250	1,4250	1,1250	0,9750	0,7250	0,7250	0,7250
<b>III - CONDITIONS DE BANQUE</b>																
<b>- Libres, avec 2 bornes :</b>																
1. Taux Débitur Maximum (TDM)	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00
2. Taux Créateur Minimum (TCM)	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25

\* Le taux des avances exceptionnelles garanties par la remise des Certificats de Placement est égal au TIAO.

\*\* Le taux applicable sur les nouveaux crédits est le TIAO en vigueur lors de la mise en place du crédit (TIAO initial). Il peut être revu à la baisse, ainsi qu'à la hausse (TIAO Pondéré) sans pouvoir dépasser le TIAO initial.

\*\*\* Le taux applicable sur les nouveaux crédits est le TIAO en vigueur lors de la mise en place du crédit (TIAO initial). Il peut être revu à la baisse, ainsi qu'à la hausse (TIAO Pondéré) sans pouvoir dépasser le TIAO initial.

Le TIAO pondéré du quatrième trimestre 2011 est de 4,00 %.

## D. Evolution des réserves obligatoires

L'encours des réserves obligatoires est passé de 651,2 milliards au 31 décembre 2010 à 835,1 milliards en décembre 2011. Cet accroissement a été induit par la progression des dépôts de la clientèle.

Les coefficients de réserves obligatoires n'ont pas été modifiés depuis le

1<sup>er</sup> juillet 2009. En outre, la mesure exemptant les banques centrafricaines de la constitution des réserves obligatoires est demeurée en vigueur pendant la période sous-revue.

S'agissant du taux de rémunération des réserves obligatoires, il a été maintenu à 0,05 % au 31 décembre 2011.

### Encadré n° 3 : « Politique des taux d'intérêt de la BEAC »

La structure des taux d'intérêt sur le marché monétaire de la CEMAC est la suivante :

- A.** Taux du marché interbancaire (Niveau 1 du marché monétaire) totalement libres et déterminés par la loi de l'offre et de la demande, sans intervention de la BEAC.
- B.** Taux du compartiment des interventions de la BEAC (Niveau 2 du marché monétaire)

S'agissant du compartiment des interventions de la BEAC, il existe deux mécanismes qui sont les interventions en faveur des établissements de crédit et celles en faveur des Etats.

#### 1. Interventions en faveur des établissements de crédit

##### 1.1. Injections de liquidités

###### 1.1.1. Sur le guichet A :

les taux pratiqués sont les suivants :

- le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) est fixé par le Comité de Politique Monétaire dans le cadre des opérations sur appels d'offres « à la française », en tenant compte de la conjoncture tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la Banque ;
- le taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) est égal au taux des appels d'offres majoré de 150 à 300 points de base ;

- le taux de pénalité (TP) est supporté par les établissements de crédit en cas de manquements graves à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et, à titre exceptionnel, dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible ;
- le taux d'intérêt sur les interventions ponctuelles (TISIP) est inférieur au taux de pénalité (TP) et supérieur ou égal au taux d'intérêt sur les prises en pension (TIPP) ;
- le taux d'intérêt sur les avances exceptionnelles garanties par la remise des certificats de placement est égal au TIAO.

#### *1.1.2. Sur le guichet B :*

Le Guichet B est réservé au refinancement des crédits à moyen terme destinés à l'investissement productif. En raison du caractère irrévocable (taux, durée ou quotité de refinancement) des crédits qui y sont mobilisés, il se caractérise par une multitude de taux d'intérêt.

#### **1.2. Ponctions de liquidités**

Le Taux d'Intérêt sur les Placements (TISP) des établissements de crédit est fixé par le Comité de Politique Monétaire, dans le cadre des opérations sur appels d'offres négatifs « à la française », en prenant en compte l'évolution des facteurs tant internes qu'externes, de manière à limiter les sorties de capitaux, sans pour autant créer une déprime au niveau des transactions interbancaires. Ce taux varie selon les échéances (7, 28 et 84 jours).

#### **2. Taux des avances aux Trésors Nationaux**

Depuis le Conseil d'Administration du 18 novembre 1998, les taux des avances aux Trésors sont manipulés dans les mêmes conditions que les taux des avances aux établissements de crédit. On distingue trois types de taux d'intérêt sur les concours aux Etats :

- le taux des avances aux Trésors à l'intérieur des plafonds statutaires, qui est égal au TIAO ;
- le taux des avances en dépassement des plafonds statutaires (taux de pénalité aux Trésors) ;
- et, le taux d'intérêt applicable aux concours consolidés sur les Etats.

### 3. Taux des placements des Trésors Nationaux

#### 3.1. Caractéristiques des produits

Les produits de placement public et leurs caractéristiques sont les suivants :

- (i) Fonds de réserve pour les Générations Futures : la maturité minimale est de cinq ans, la périodicité d’approvisionnement du compte est annuelle et les intérêts sont calculés annuellement en fin de période et capitalisés.
- (ii) Dépôts au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires : la maturité minimale est de six mois, la périodicité d’approvisionnement du compte est mensuelle et les intérêts sont calculés semestriellement et reversés au compte courant du Trésor.
- (iii) Dépôts spéciaux classiques des Trésors et Comptables Publics : la maturité minimale est d’un mois, la périodicité d’approvisionnement du compte est décadaire, les intérêts sont calculés mensuellement et reversés au compte courant du Trésor.

#### 3.2. Grille de rémunération des dépôts publics

La rémunération des dépôts publics est indexée sur le rendement du Compte d’Opérations. Selon la maturité du placement, une hiérarchie des taux d’intérêt servis a été définie par la BEAC comme suit :

- (i) Fonds de réserve pour les Générations Futures

Le Taux d’Intérêt Sur Placement Public au titre du Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP0) est fixé pour une année.

- (ii) Dépôts au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires

Le Taux d’Intérêt Sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires est le TISPP1 qui dérive du TISPP0.

- (iii) Dépôts spéciaux classiques

Le Taux d’Intérêt Sur Placement Public à servir au titre des dépôts spéciaux est le TISPP2 dérivant toujours du TISPP0.

**Tableau 8 : Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires**

RUBRIQUES	01.09.01 30.12.01	31.12.01 31.07.02	01.08.02 11.12.02	12.12.02 10.03.03	11.03.03 30.06.04	01.07.04 19.01.05	20.01.05 02.03.06	03.03.06 12.03.07	13.03.07 19.03.08	20.03.08 02.07.08	03.07.08 17.12.08	18.12.08 25.03.09	26.03.09 01.07.09	02.07.09 au.....
<b>I - COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES (2)</b>														
- <i> Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante*  (Congo et Guinée Equatoriale)(3)</i>														
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	-	-	-	-	-	-	7,75	10,00	12,50	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	-	-	-	-	-	-	5,75	7,00	9,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
- <i> Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante  (Cameroun et Gabon)</i>														
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	1,00	2,50	3,50	6,00	7,75	7,75	7,75	7,75	10,25	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	0,50	1,50	2,50	4,00	5,75	5,75	5,75	5,75	8,25	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25
- <i> Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile  (Tchad)</i>														
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	-	-	2,00	3,00	5,00	5,00	5,00	5,00	7,50	9,00	9,00	9,00	7,75	7,75
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	-	-	1,00	1,75	3,00	3,00	3,00	3,00	5,50	6,50	6,50	6,50	5,25	5,25
<b>II - TAUX DE REMUNERATION DES RESERVES OBLIGATOIRES</b>	1,20	1,10	1,10	0,80	0,70	0,55	0,40	0,30	0,35	0,35	0,50	0,15	0,10	0,05

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité.

Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été unifié depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 7%.

(3) Les banques du Congo appartiennent désormais au Groupe I depuis le 03 juillet 2008 (Décision N° 02/CPM/2008)

## Encadré n°4 : « Modalités d'application des réserves obligatoires »

Le 1er septembre 2001, le Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, agissant par délégation du Conseil d'Administration, a décidé de soumettre les banques de la Zone d'Emission à la constitution des réserves obligatoires.

Les établissements financiers et les institutions financières publiques sont exclus du champ d'application des réserves obligatoires, lequel ne concerne que les banques qui collectent des dépôts.

### 1 - Calcul des réserves obligatoires

#### 1.1 - Assiette des réserves obligatoires

L'assiette des réserves obligatoires minimales comprend :

- les dépôts à vue, à savoir les soldes des comptes créditeurs à vue (résidents et non-résidents)
- les dépôts à terme et d'épargne, à savoir :
  - les comptes de dépôts à régime spécial ;
  - les comptes de dépôts à terme (résidents et non-résidents).

Le calcul du niveau réglementaire des réserves obligatoires se base sur les encours des dépôts aux dates des 10, 20 et 30 (ou 31) du mois de référence.

#### 1.2 - Coefficient des réserves obligatoires

Compte tenu de l'asymétrie des chocs entre les pays de la Zone d'Emission, le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en sa séance du 1er juillet 2002, a adopté une politique différenciée des réserves obligatoires. En fonction de la situation de liquidité du système bancaire, trois groupes de pays sont constitués. Le Groupe I correspond aux pays à situation de liquidité abondante, le Groupe II comprend les pays à situation de liquidité satisfaisante et le Groupe III est constitué des pays à situation de liquidité fragile.

Les coefficients des réserves obligatoires sont fixés et modifiés par le Comité de Politique Monétaire, dans les mêmes conditions que les taux d'intervention de l'Institut d'Emission.

Les réserves obligatoires sont rémunérées à un taux fixé par la Comité de Politique Monétaire de la BEAC dans les mêmes conditions que les taux d'intervention de la BEAC.

## CHAPITRE II

# EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE

En 2011, l'évolution des marchés de capitaux a été marquée par un léger regain des activités du marché monétaire, l'entrée en activité du marché des titres publics et une stagnation du marché financier

### A. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE

Au cours de l'année 2011, l'activité du Marché Monétaire a connu un accroissement du volume moyen des liquidités injectées par l'Institut d'Emission, une chute de l'encours moyen des placements des banques à la Banque Centrale et une évolution erratique des transactions sur le compartiment interbancaire, par rapport à l'année précédente.

#### 1. Evolution des interventions de la banque centrale

##### 1.1 Injections de liquidités

En décembre 2011, l'encours moyen des avances de la Banque Centrale aux établissements de crédit a atteint 11,5 milliards contre 9,5 milliards un an plus tôt, soit une croissance de 21,0 %. Cette hausse traduit la progression des emplois bancaires qui a accru les besoins de refinancement des établissements de crédit.

##### 1.1.1 Evolution du Guichet A

Le volume moyen des liquidités injectées par la BEAC à travers le Guichet A a fortement augmenté, s'élevant à 5,1 milliards en décembre 2011 contre 1,6 milliard un an auparavant.

Plus de la moitié des concours sur ce principal Guichet des interventions de la Banque Centrale s'est effectuée par la procédure des appels d'offres positifs.

#### • *Interventions au titre des appels d'offres positifs*

Le montant moyen des facilités accordées par la BEAC au titre de la procédure des appels d'offres positifs a fortement augmenté, évoluant de 349 millions en décembre 2010 à 5,1 milliards en décembre 2011.

Au **Cameroun**, le niveau moyen des interventions de la Banque Centrale au titre des appels d'offres positifs a considérablement progressé, s'établissant à 2,6 milliards à fin décembre 2011 contre 349 millions un an auparavant.

Au **Tchad**, le montant moyen des concours de l'Institut d'Emission dans le cadre des appels d'offres positifs s'est sensiblement accru, passant d'un montant nul en décembre 2010 à 2,5 milliards en décembre 2011.

En **République Centrafricaine**, au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale, en raison de l'aisance de la

trésorerie des différents systèmes bancaires, les établissements de crédit n'ont pas soumissionné aux appels d'offres positifs au cours de la période sous revue.

#### • *Interventions au titre des prises en pension*

Au 31 décembre 2011, l'encours moyen des prises en pension a été nul après un montant de 7 millions un an plus tôt, avec une pointe de 1,5 milliard en mars 2011.

Au **Cameroun**, les concours consentis aux établissements de crédit ont été nuls en décembre 2011 contre un montant de 7 millions en décembre 2010.

Au **Tchad**, le système bancaire a recouru de manière erratique à cette facilité pour faire l'appoint de sa trésorerie. Un plancher de 148 millions a été observé en février 2011 et une pointe de 1,5 milliard en mars 2011.

En **République centrafricaine**, au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale, aucun établissement de crédit n'a sollicité l'intervention de l'Institut d'Emission au titre des prises en pension, au cours de la période considérée.

#### • *Autres interventions*

Parallèlement aux interventions classiques, la Banque Centrale a accordé au système bancaire deux avances exceptionnelles garanties par des certificats de placement et une avance au taux de pénalité. Ces deux opérations, d'un montant de 129 millions chacune, ont été accordées en mai 2011 à des banques implantées au Cameroun et au Tchad.

Par ailleurs, une partie des avances accordées à un établissement de crédit implanté au Cameroun, au titre des

appels d'offres positifs, d'un encours moyen de 1 million, a été placée au taux de pénalité pendant 3 jours suite à la baisse de ses facultés d'avance.

#### 1.1.2. Evolution du Guichet B

L'encours moyen des liquidités injectées par la BEAC sur le Guichet B s'est contracté, se situant à 6,4 milliards en décembre 2011 contre 7,9 milliards un an plus tôt. La quasi-totalité du montant injecté par la Banque Centrale sur ce guichet spécial a bénéficié à la BDEAC.

#### 1.2. Ponctions de liquidités

Le niveau moyen des placements bancaires auprès de la Banque Centrale à travers la procédure d'appels d'offres négatifs s'est effondré, se situant à 42,8 milliards en décembre 2011 contre 926,3 milliards douze mois auparavant.

Au **Cameroun**, le montant moyen des placements bancaires à la Banque Centrale est revenu de 370,0 milliards à décembre 2010 à 19,3 milliards en décembre 2011.

En **République Centrafricaine**, le volume moyen des liquidités ponctionnées par l'Institut d'Emission a été nul en décembre 2011 contre 4,0 milliards un an plus tôt.

Au **Congo**, le niveau moyen des placements des établissements de crédit à la BEAC s'est établi à 13,5 milliards en décembre 2011 contre 192,9 milliards en décembre 2010.

Au **Gabon**, l'encours moyen des reprises de liquidités effectuées par la Banque Centrale a fortement diminué, revenant de 166,6 milliards en décembre 2010 à 10,0 milliards un an plus tard.

En **Guinée Equatoriale**, le volume des liquidités ponctionnées par l'Institut d'Emission a été nul en décembre 2011 contre un montant moyen de 191,6 milliards en décembre 2010.

Au **Tchad**, l'encours moyen des placements est ressorti nul au 31 décembre 2011 contre un volume de 1,2 milliard à fin décembre 2010.

## 2. Evolution du compartiment interbancaire

### 2.1. Evolution des transactions

Le montant cumulé des transactions interbancaires a chuté à 56,5 milliards au cours de l'année 2011 contre 110,2 milliards en 2010. Les transactions sur le

compartiment interbancaire ont essentiellement impliqué les établissements de crédit implantés au Cameroun.

Les transactions nationales ont représenté 50,4 % contre 49,6 % pour les opérations sous régionales. Les taux pratiqués ont oscillé entre 1,56 % et 4,00 %.

### 2.2. Evolution des taux d'intérêt

En dépit de l'abondance des ressources bancaires, le Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) a progressé, passant de 2,62 % en 2010 à 2,99 % en 2011. Cette évolution a été largement influencée par la hausse du coût du loyer de l'argent entre les établissements de crédit de la CEMAC qui n'appartiennent pas au même réseau bancaire.

**Tableau 9 : Comparaison du TIMP de la CEMAC et des taux d'intérêts interbancaires dans la Zone Euro**

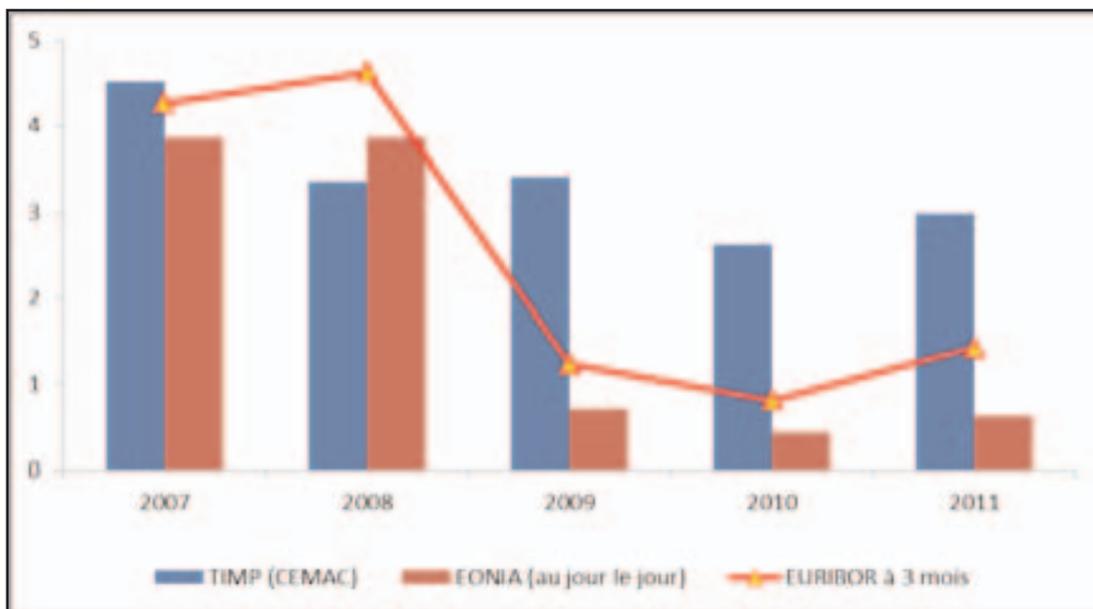
	( En moyenne annuelle)				
	2007	2008	2009	2010	2011
<b>TIMP (CEMAC)</b>	4,51	3,36	3,42	2,62	2,99
<b>EONIA</b> <sup>11</sup> (au jour le jour)	3,86	3,86	0,71	0,43	0,62
<b>EURIBOR</b> à 3 mois <sup>12</sup>	4,27	4,63	1,23	0,81	1,43

Source : BEAC, Bloomberg

<sup>11</sup> EONIA : Euro Overnight Index Average où taux au jour le jour des échanges réalisés sur le marché interbancaire de la Zone Euro.

<sup>12</sup> EURIBOR : Euro Interbank Offered Rate : moyenne arithmétique des taux auxquels les banques sont disposées à prêter de l'argent sur le marché interbancaire pour les échéances de un à douze mois

**Graphique 15 : Comparaison du TIMP de la CEMAC et des taux d'intérêts interbancaires dans la Zone Euro**



Compte tenu de la forte hausse enregistrée par l'EURIBOR en 2011 et la hausse modérée du TIMP, le spread entre

les deux taux s'est resserré, revenant de 1,81 % en 2010 à 1,56 % en 2011.

## B. EVOLUTION DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

Le mécanisme d'émission des titres publics à souscription libre est entré dans sa phase active à partir du 17 novembre 2011, avec le lancement, par le Cameroun et la république centrafricaine, des premières adjudications organisées par l'Institut d'Émission.

### 1. Fonctionnement du marché des titres publics émis par adjudication

Conformément aux dispositions du Règlement n° 3/08/CEMAC/CM du 06 octobre 2008, relatif aux titres publics émis par les Etats membres de la CEMAC, le Ministre des Finances du Cameroun a publié, le 25 octobre 2011,

le calendrier des émissions des titres publics à souscription libre de l'État du Cameroun<sup>13</sup> pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2011.

#### 1.1. Le marché primaire

Au cours de la période sous revue, et conformément à son calendrier d'émission, le Trésor public du Cameroun a procédé à quatre émissions, pour un montant global de 50 milliards de FCFA.

Ce montant a été réparti entre des émissions de Bons du Trésor Assimilables (BTA) à 13 et 26 semaines. Si le montant sollicité par le Trésor public pour la première émission n'a pas été entièrement levé, 8 milliards au lieu de 10 milliards

<sup>13</sup> Les Trésors Publics de la République Centrafricaine, du Congo, du Gabon, de Guinée Équatoriale du Tchad n'ont pas publié de calendrier d'émission de titres au cours de la période de référence.

prévus, au cours de toutes les autres émissions, le Trésor public a levé la totalité des fonds sollicités.

Le taux d'intérêt moyen pondéré minimal au cours de cette période pour le Trésor public du Cameroun s'est situé entre 1,75 % et 2,78 %. Par ailleurs, le taux de soumission quant à lui s'est situé entre 216,52 % et 296,20 %.

Sur le plan de la participation, la grande majorité des Spécialistes en Valeur du Trésor (SVT) a participé aux adjudications conformément aux exigences du cahier de charges signé avec le Ministère en charge des Finances du Cameroun.

De même, le Trésor public de la République Centrafricaine, bien que n'ayant pas publié son calendrier prévisionnel d'émission, a procédé à une émission de BTA. L'intention du Trésor public centrafricain pour sa première émission était de lever un montant de 4 milliards. Cependant, il n'a pu lever que 1,56 milliard, à un taux moyen pondéré de 4,66 %. Le taux

de soumission a été de 43,75 %. Cette opération a connu la participation de trois SVT sur les quatre que compte le réseau du Trésor public centrafricain.

### 1.2. Le marché secondaire

Le marché secondaire des titres publics à souscription libre est demeuré atone durant la période de référence. En effet, le marché naissant n'a enregistré aucune transaction sur les titres (achat/vente, transfert, mise en pension, gage, prêt/emprunt, etc.).

### 2. Les opérations post-marché

Les opérations de règlement/livraison des émissions de la République du Cameroun et de la République Centrafricaine se sont déroulées sans incident.

Au cours de la période sous revue, aucune opération n'a été enregistrée dans le cadre de l'administration des titres (opération de remboursement des titres échus, etc.).

## C. EVOLUTION DU MARCHE FINANCIER : ACTIVITES DE LA BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE L'AFRIQUE CENTRALE (BVMAC)

Au cours de l'exercice 2011, la BVMAC n'a enregistré l'introduction en bourse d'aucun titre de capital d'entreprise privée ou publique. Seule la valeur mobilière ETAT TCHADIEN 6 % NET 2011-2016, pour un montant initial de 100 milliards de franc CFA, a été introduite à la cote de la BVMAC, portant ainsi le nombre de valeurs cotées à six.

Sur la période sous revue, six (06) transactions émanant de la société de bourse BGF I BOURSE et six (06) autres émanant d'EDC-IC ont été enregistrées sur la plate-forme de négociation. Le total des transactions a porté sur 37 547 titres pour une valeur globale de 734 818 000 FCFA représentant un montant total de commissions de courtage s'élevant à 2 204 454 FCFA.



# CHAPITRE III

## EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des agrégats monétaires de la CEMAC au cours de l'année 2011 a été influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- la hausse continue, depuis le deuxième trimestre 2011, des cours internationaux des principales matières premières, en particulier le pétrole ;
- les entrées nettes de capitaux extérieurs, tant publics que privés, et l'amélioration des termes de l'échange ;
- la bonne tenue de la trésorerie publique dans la plupart des Etats pétroliers ;
- le raffermissement des activités non pétrolières dans plusieurs pays ;
- et une amélioration du niveau de rapatriement des recettes d'exportation.

En relation avec la conjoncture économique internationale, les avoirs extérieurs

nets du système monétaire ont connu une augmentation de 1 268 milliards évoluant de 6 702,7 milliards en décembre 2010 à 7 970,9 milliards en décembre 2011, soit une hausse de 18,9 % sur la période, après +1,3 % en 2010. En outre, le crédit intérieur net a progressé de 8,4 % en relation avec l'accroissement des concours bancaires à l'économie (+ 26,9 %) qui ont plus que compensé la baisse des créances nettes sur les Etats (- 39 %).

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) a enregistré une croissance de 18,4 % (après + 24,6 % en 2010), supérieure à celle du PIB nominal non pétrolier de l'année 2011, qui est de 9,4 %.

Quant aux réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services (CAF), elles ont évolué de 5,2 mois au 31 décembre 2010 à 5,5 mois au 31 décembre 2011, et le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est détérioré sur la période, revenant de 100,25 % à fin décembre 2010 à 98,72 % à fin décembre 2011.

**Tableau 10 : Situation Monétaire résumée**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>6 619 875</b>	<b>6 702 673</b>	<b>7 970 926</b>	<b>1,3</b>	<b>18,9</b>
<b>Crédit intérieur net</b>	<b>320 917</b>	<b>1 438 292</b>	<b>1 559 606</b>	<b>348,2</b>	<b>8,4</b>
Créances nettes sur les Etats	- 2 713 281	- 2 189 465	- 3 042 754	19,3	- 39,0
dont PNG	- 2 459 479	- 1 880 542	- 2 730 706	23,5	- 45,2
Crédits à l'économie	3 034 198	3 627 757	4 602 360	19,6	26,9
<b>Masse monétaire</b>	<b>5 838 980</b>	<b>7 275 431</b>	<b>8 617 137</b>	<b>24,6</b>	<b>18,4</b>
<b>Autres ressources</b>	<b>1 101 812</b>	<b>865 534</b>	<b>913 395</b>	<b>- 21,4</b>	<b>5,5</b>
Fonds propres	1 347 121	1 503 764	1 622 377	11,6	7,9
Divers	- 245 309	- 638 230	- 708 982	- 160,2	- 11,1

## A. EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE ET DE SES COMPOSANTES

L'accélération de l'expansion monétaire observée en 2010 s'est poursuivie en 2011 quoiqu'à un rythme moindre. En effet, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires dans la CEMAC ont connu une augmentation de 18,4 % en 2011, relativement plus faible que celle observée en 2010 (+ 24,6 %). Cette

croissance est imputable principalement au développement soutenu de l'activité économique dans le secteur non pétrolier. Ainsi, la masse monétaire (M2) de la CEMAC a évolué de 7 275,4 milliards en 2010 à 8 617,1 milliards en 2011, soit un accroissement de 1 341,7 milliards sur la période.

**Tableau 11 : Evolution de la masse monétaire**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	2 299 804	2 625 411	2 880 922	14,2	9,7
République Centrafricaine	156 372	179 232	206 124	14,6	15,0
Congo	1 028 585	1 414 969	1 902 698	37,6	34,5
Gabon	1 171 512	1 402 845	1 822 734	19,7	29,9
Guinée Equatoriale	695 250	1 035 101	1 098 315	48,9	6,1
Tchad	476 189	600 050	676 765	26,0	12,8
Ajustements intra-communautaires	11 268	17 823	29 579	58,2	66,0
<b>CEMAC</b>	<b>5 838 980</b>	<b>7 275 431</b>	<b>8 617 137</b>	<b>24,6</b>	<b>18,4</b>

L'analyse par pays révèle que cet agrégat a augmenté dans tous les Etats de la Zone, à des amplitudes variables. Le Congo, le Gabon et le Cameroun ont enregistré les plus fortes contributions à la progression de M2 (6,7 points, 5,8 points et 3,5 points respectivement), tandis que le Tchad, la Guinée équatoriale et la République Centrafricaine ont concouru respectivement à hauteur de 1,1 point, 0,9 point, et 0,4 point.

Au niveau des contreparties monétaires<sup>14</sup>, cet accroissement de M2 a été principalement tiré par la tendance haussière des avoirs extérieurs nets et des concours bancaires à l'économie dont les contributions à la croissance se sont établies à 17,4 points et 13,4 points respectivement en 2011. Quant aux créances nettes sur les Etats, elles ont obéré la croissance de l'agrégat monétaire à hauteur de 11,7 points après une contribution positive de 9 points en 2010.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, la monnaie scripturale a été le principal facteur de la croissance annuelle de la masse monétaire avec une contribution de 11,7 points après 16,2 points en 2010. Les contributions de la quasi-monnaie et de la monnaie fiduciaire à l'accroissement annuel de M2 ont été de 3,4 points chacune.

Reflétant ces évolutions, l'analyse de la structure de la masse monétaire, entre décembre 2010 et décembre 2011, met en exergue une hausse de la part relative de la monnaie scripturale qui est passée de 50,8 % en 2010 à 52,8 % en 2011. A contrario, les parts relatives de la monnaie fiduciaire et de la quasi-monnaie se sont effritées, revenant de 23,7 % à 22,9 % et de 25,4 % à 24,3 % respectivement sur la période d'analyse.

**Tableau 12 : Evolution des composantes de la masse monétaire**  
Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de FCFA)			Structure (en %)	
	2009	2010	2011	2010	2011
A. Disponibilités monétaires	4 276 234	5 425 625	6 522 430	74,6	75,7
dont :					
Monnaie fiduciaire	1 524 433	1 727 089	1 971 567	23,7	22,9
Monnaie scripturale	2 751 801	3 698 536	4 550 863	50,8	52,8
B. Quasi-monnaie	1 562 746	1 849 806	2 094 707	25,4	24,3
<b>Masse monétaire</b>	<b>5 838 980</b>	<b>7 275 431</b>	<b>8 617 137</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

### 1. Evolution de la monnaie fiduciaire

Le stock des billets et pièces en circulation dans le public est passé de 1 727,1 à 1 971,6 milliards entre 2010 et 2011, soit un accroissement annuel de 14,2 %,

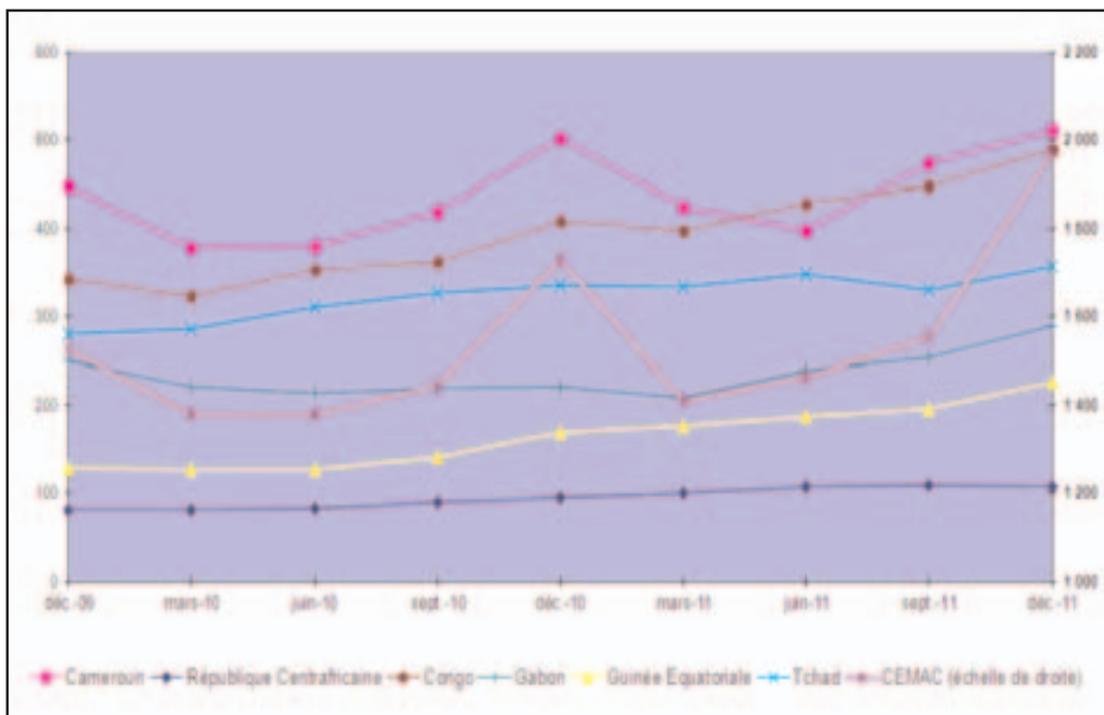
après 13,3 % en 2010. La hausse de la monnaie fiduciaire est observée dans tous les pays de la zone à des degrés divers, en raison d'une demande soutenue en billets et pièces de la part des agents économiques.

<sup>14</sup> Le total des contributions des différentes contreparties monétaires n'est pas strictement égal à la croissance de M2, car il n'intègre pas l'incidence des autres postes nets qui n'ont pas de signification monétaire.

**Tableau 13 : Evolution de la monnaie fiduciaire**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	447 561	500 532	509 160	11,8	1,7
République Centrafricaine	78 710	94 408	105 428	19,9	11,7
Congo	342 217	408 440	488 213	19,4	19,5
Gabon	248 492	221 158	288 655	-11,0	30,5
Guinée Equatoriale	127 353	168 613	225 076	32,4	33,5
Tchad	280 100	333 938	356 206	19,2	6,7
<b>CEMAC</b>	<b>1 524 433</b>	<b>1 727 089</b>	<b>1 971 567</b>	<b>13,3</b>	<b>14,2</b>

**Graphique 16 : Évolution de la monnaie fiduciaire**  
 (en milliards de FCFA)



## 2. Évolution de la monnaie scripturale

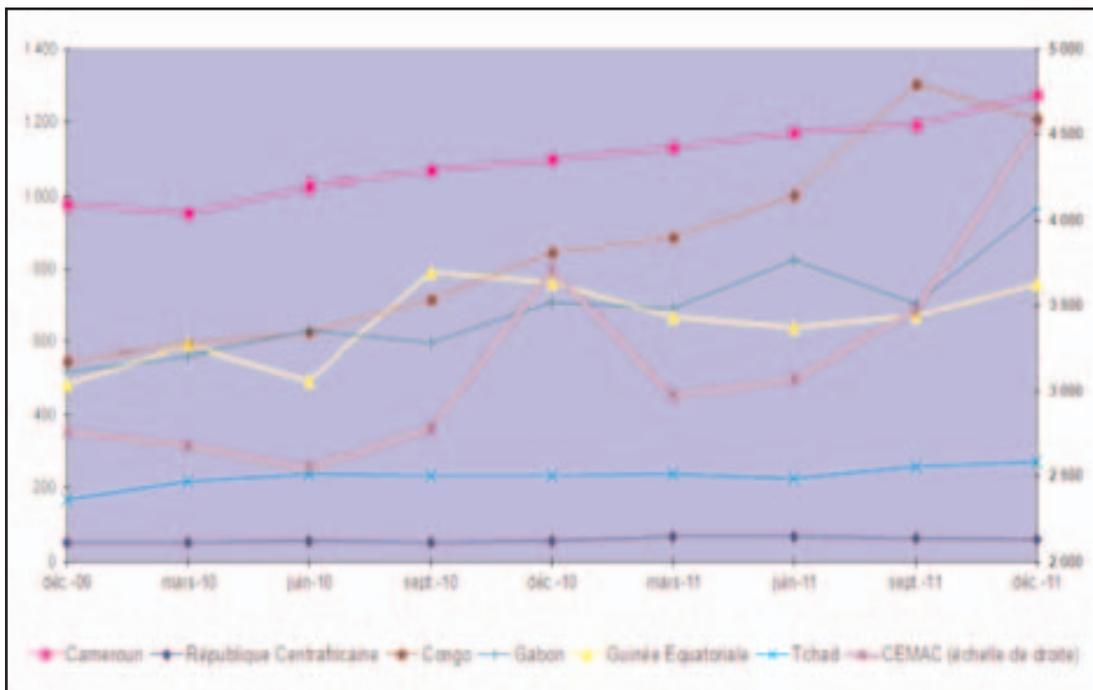
Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 23 % à fin décembre 2011 après 34,4 % à fin décembre 2010, évoluant de 3 698,5 milliards à 4 550,9 milliards entre 2010 et 2011. Cette

croissance, qui est observée au niveau de tous les pays de la CEMAC, à l'exception de la Guinée Equatoriale, s'explique par le niveau soutenu de l'activité économique, et par la bonne tenue des cours des principales matières premières, particulièrement à partir du deuxième trimestre 2011.

**Tableau 14 : Evolution de la monnaie scripturale**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	976 757	1 091 818	1 272 143	11,8	16,5
République Centrafricaine	52 806	55 018	61 691	4,2	12,1
Congo	548 956	843 353	1 205 310	53,6	42,9
Gabon	520 328	706 641	964 773	35,8	36,5
Guinée Equatoriale	483 794	758 837	756 218	56,9	-0,3
Tchad	163 020	230 768	269 651	41,6	16,8
Ajustements intracommunautaires	6 140	12 101	21 077	97,1	74,2
<b>CEMAC</b>	<b>2 751 801</b>	<b>3 698 536</b>	<b>4 550 863</b>	<b>34,4</b>	<b>23,0</b>

**Graphique 17 : Evolution de la monnaie scripturale**  
 (en milliards de FCFA)



### 3. Evolution de la quasi-monnaie

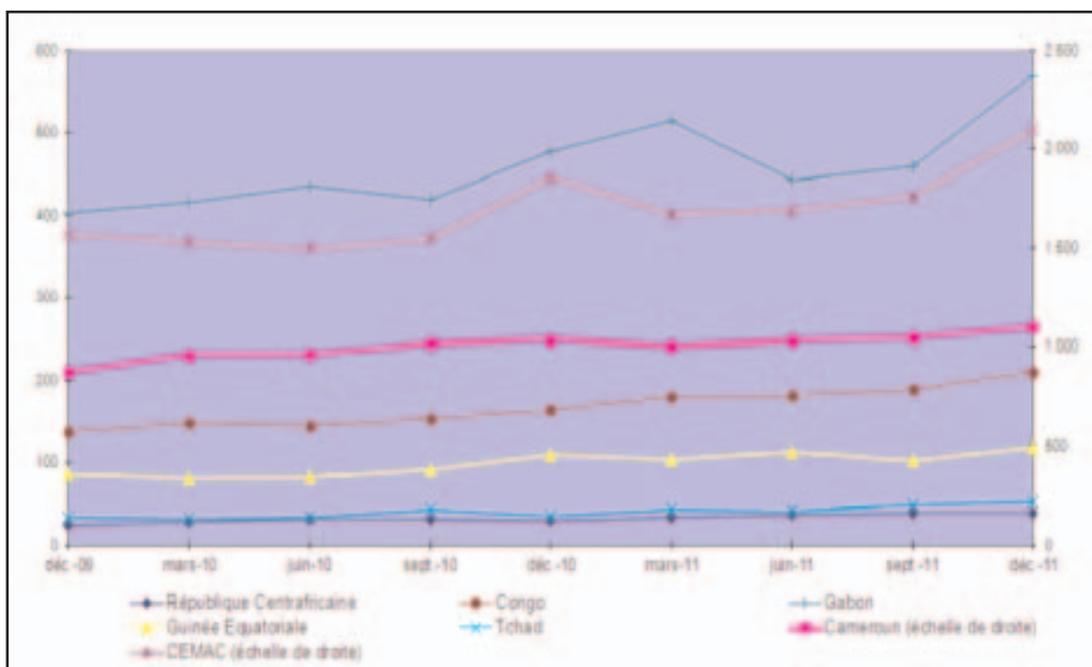
L'encours des dépôts à terme et d'épargne est passé de 1 849,8 milliards en décembre 2010 à 2 094,7 milliards en décembre 2011, soit un accroisse-

ment de 13,2 %, confirmant la bonne tenue de cet agrégat en relation avec le développement de l'activité économique. Cette évolution positive a été enregistrée dans tous les Etats membres de la CEMAC.

**Tableau 15 : Evolution de la quasi-monnaie**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	875 486	1 033 061	1 099 619	18,0	6,4
République Centrafricaine	24 856	29 806	39 005	19,9	30,9
Congo	137 412	163 176	209 175	18,7	28,2
Gabon	402 692	475 046	569 306	18,0	19,8
Guinée Equatoriale	84 103	107 651	117 021	28,0	8,7
Tchad	33 069	35 344	50 908	6,9	44,0
Ajustements intracommunautaires	5 128	5 722	9 673	11,6	69,0
<b>CEMAC</b>	<b>1 562 746</b>	<b>1 849 806</b>	<b>2 094 707</b>	<b>18,4</b>	<b>13,2</b>

**Graphique 18 : Evolution de la quasi-monnaie**  
**(en milliards de FCFA)**



## B. EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

### 1. Avoirs extérieurs nets du système monétaire

La position extérieure nette globale des pays de la CEMAC est passée de 6 702,7 milliards à fin décembre 2010 à 7 970,9 milliards à fin décembre 2011, soit une progression de 18,9 %, plus forte que celle observée il y a un an (+ 1,3 %

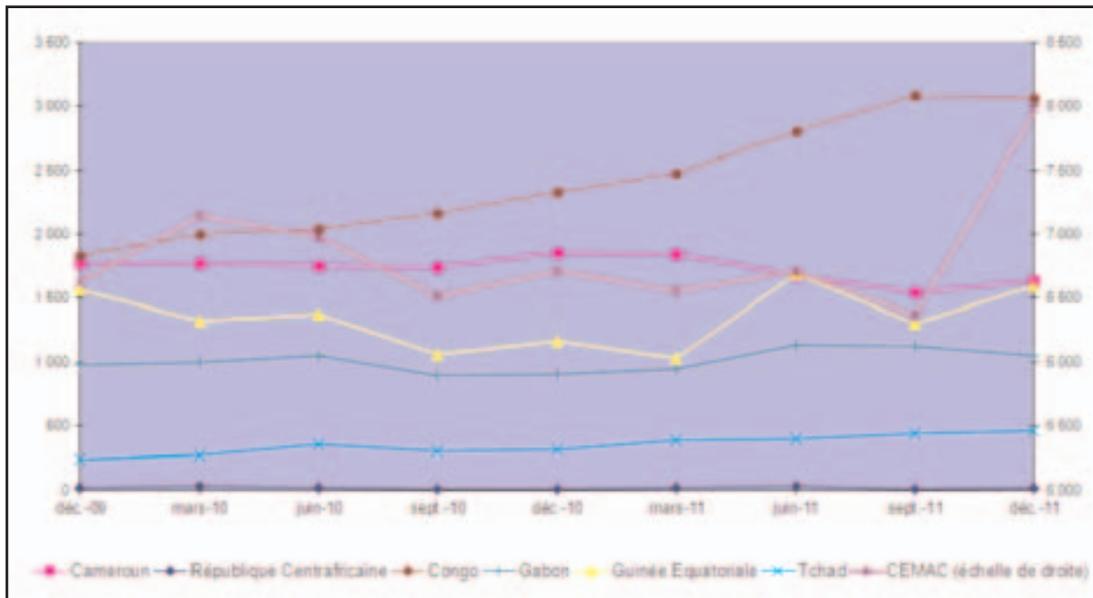
en 2010). Cette performance est consécutive aux facteurs suivants : i) l'impact favorable de la bonne tenue des cours des principales matières premières sur les recettes d'exportation en 2011; ii) l'amélioration du niveau de rapatriement des recettes d'exportation ; et enfin, iii) les entrées nettes de capitaux extérieurs, notamment le FMI.

**Tableau 16 : Evolution des avoirs Extérieurs Nets du système monétaire  
Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	1 769 653	1 845 375	1 627 286	4,3	- 11,8
République Centrafricaine	19 131	10 029	13 316	- 47,6	32,8
Congo	1 831 275	2 325 208	3 056 241	27,0	31,4
Gabon	972 958	896 269	1 046 464	- 7,9	16,8
Guinée Equatoriale	1 561 361	1 156 706	1 588 327	- 25,9	37,3
Tchad	237 541	302 444	455 713	27,3	50,7
Services Centraux	324 484	321 460	353 539	- 0,9	10,0
Ajustements intracommunautaires	- 96 528	- 154 818	- 169 960	- 60,4	- 9,8
<b>CEMAC</b>	<b>6 619 875</b>	<b>6 702 673</b>	<b>7 970 926</b>	<b>1,3</b>	<b>18,9</b>

(1) ( ) Avoirs Extérieurs (-) Engagements Extérieurs

**Graphique 19 : Évolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire  
(en milliards de FCFA)**



Au **Cameroun**, après une hausse de 4,3 % en 2010, la position extérieure nette créditrice s'est repliée de 11,8 % en 2011, revenant de 1 845,4 milliards à fin décembre 2010 à 1 627,3 milliards un an après. Cette contraction s'explique essentiellement par la réalisation des grands travaux structurants.

En **République Centrafricaine**, les avoirs extérieurs nets du système monétaire sont passés de 10 milliards à fin décembre 2010 à 13,3 milliards à fin décembre 2011, soit un accroissement de 32,8 % après - 47,6 % en 2010. Cette embellie est en relation avec l'amélioration des recettes d'exportations.

Au **Congo**, la position extérieure nette créditrice s'est accrue de 31,4 % en 2011, évoluant de 2 325,2 à 3 056,2 milliards entre décembre 2010 et décembre 2011. Cette bonne tenue résulte de l'appréciation substantielle des termes de l'échange liée à la hausse des cours internationaux des principaux produits exportés par le Congo, notamment le pétrole dont le cours est demeuré au-dessus de 100 dollars le baril depuis le deuxième trimestre 2011, couplée à un meilleur rapatriement des recettes d'exportation.

Au **Gabon**, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 16,8 % en 2011 après - 7,9 % en 2010, évoluant ainsi de 896,3 milliards à fin décembre 2010 à 1 046,5 milliards un an plus tard. Cette situation résulte de la hausse des cours du pétrole sur les marchés internationaux et de l'accroissement des exportations de bois débités.

En **Guinée Equatoriale**, la position extérieure nette a enregistré une augmentation de 431,6 milliards pour se

situer à 1 588,3 milliards à fin décembre 2011, soit une croissance de 37,3 % en 2011 après - 25,9 % en 2010. Cette performance résulte de la bonne tenue des cours des principales matières premières exportées conjuguée avec une amélioration du niveau de rapatriement des recettes d'exportation.

Au **Tchad**, la hausse des avoirs extérieurs a été plus forte en 2011 (+ 50,7 % après + 27,3 % un an plus tôt). En effet, ils ont évolué de 302,4 milliards à 455,7 milliards entre 2010 et 2011. Ce résultat provient essentiellement de l'accroissement des revenus pétroliers couplé à une baisse des engagements du pays vis-à-vis du FMI.

### 1.1. Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC

Les avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale ont connu une croissance de 20,2 %, relativement plus forte que celle observée il y a un an (+ 3,4 %), passant de 6 748,2 milliards à 8 112,5 milliards entre 2010 et 2011. Cette bonne performance est liée à l'évolution positive de plusieurs composantes : (i) la position de réserve au FMI s'est accrue de 320,9 % après + 6,5 % en 2010 ; (ii) le stock d'or non placé par la Salle des Marchés est passé de 33,5 à 138,2 milliards sur la période ; (iii) les avoirs au Trésor français, composante principale des réserves de change, se sont accrus de 29 % pour se situer à 6 108,2 milliards en décembre 2011, après une baisse de 13,6 % en 2010. Toutefois, les autres avoirs en devises se sont repliés de 7,1 % et les avoirs en DTS ont connu une relative stabilité sur la période d'analyse.

**Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC**  
 Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Encaisse-Or	0	33 539	138 239	-	312,2
Compte d'Opérations	5 483 168	4 736 760	6 108 160	- 13,6	29,0
Avoirs en DTS	338 120	354 597	352 071	4,9	- 0,7
Position de réserve au FMI	1 758	1 873	7 883	6,5	320,9
Autres avoirs en devises (1)	703 660	1 621 442	1 506 134	130,4	- 7,1
<b>CEMAC</b>	<b>6 526 706</b>	<b>6 748 211</b>	<b>8 112 487</b>	<b>3,4</b>	<b>20,2</b>

(1) Y compris les avoirs extérieurs bruts non repartis des Services Centraux

## 1.2. Évolution des engagements officiels extérieurs

Les engagements officiels extérieurs sont revenus de 654,9 milliards à fin décembre 2010 à 641,5 milliards douze mois plus tard, soit un repli de 2 % après une

hausse de 12,5 % en 2010. Cette baisse est consécutive à la diminution des engagements extérieurs de la BEAC (- 3 %) qui a plus que compensé la légère hausse des recours aux concours du FMI (+ 1,2 %).

**Tableau 18: Evolution des engagements officiels extérieurs**  
 Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Recours aux crédits du FMI	433 829	503 884	488 768	16,1	- 3,0
Autres engagements extérieurs	148 386	150 983	152 732	1,8	1,2
<b>TOTAL</b>	<b>582 215</b>	<b>654 867</b>	<b>641 500</b>	<b>12,5</b>	<b>- 2,0</b>

(1) Y compris éventuellement les engagements non répartis des Services Centraux

## 1.3. Évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC

Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont connu une augmentation de 1 377,6 milliards pour atteindre 7 471 milliards à fin décembre 2011, soit une variation de + 22,6 %. Cette performance d'ensemble

est consécutive à la bonne tenue des avoirs extérieurs au Tchad (+ 64,5 %), en Guinée Equatoriale (+ 35,1 %) au Congo (+ 34,1 %) et au Gabon (+ 32,4 %). En revanche, les avoirs extérieurs nets de la BEAC se sont détériorés au Cameroun (- 10,1 %) et en République centrafricaine (- 910,2 %).

**Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2011-2012
Cameroun	1 463 669	1 577 542	1 418 192	7,8	-10,1
République Centrafricaine	11 841	-480	-4 849	- 104,1	-910,2
Congo	1 655 702	2 061 900	2 765 958	24,5	34,1
Gabon	797 448	743 078	983 967	- 6,8	32,4
Guinée Equatoriale	1 455 149	1 128 148	1 523 686	- 22,5	35,1
Tchad	226 674	261 696	430 514	15,5	64,5
Services Centraux	324 484	321 460	353 539	- 0,9	10,0
<b>CEMAC</b>	<b>5 944 491</b>	<b>6 093 344</b>	<b>7 470 987</b>	<b>2,5</b>	<b>22,6</b>

#### 1.4. Évolution de la position extérieure nette des établissements de crédit

La position extérieure nette des banques s'est située sur une tendance baissière. En effet, elle a diminué de 18 % en 2011 après - 9,8 % en 2010, pour revenir à 499,9 milliards à fin décembre 2011. De l'analyse par pays, il ressort que la baisse générale est imputable au

repli de la position extérieure nette des banques au Cameroun (- 21,9 % après - 12,5 % en 2010), au Gabon (- 59,2 % après - 12,7 % une année plus tôt) et au Tchad (-38,2 % en 2011 après + 275 % en 2010). En revanche, cet agrégat s'est accru en République Centrafricaine (+ 72,9 % après + 44,2 % un an auparavant), au Congo (+ 10,2 % après + 50 % en 2010) et en Guinée Equatoriale (+ 126,3 % après - 73,1 % un an plus tôt).

**Tableau 20 : Evolution de la position extérieure nette (1) des Banques**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Avoirs extérieurs bruts	956 848	894 411	916 296	- 6,5	2,4
Engagements extérieurs (2)	281 464	285 082	416 357	1,3	46,0
<b>CEMAC (Solde net)</b>	<b>675 384</b>	<b>609 329</b>	<b>499 939</b>	<b>- 9,8</b>	<b>- 18,0</b>
Cameroun	305 984	267 833	209 094	- 12,5	- 21,9
République Centrafricaine	7 290	10 509	18 165	44,2	72,9
Congo	175 573	263 308	290 283	50,0	10,2
Gabon	175 510	153 191	62 497	- 12,7	- 59,2
Guinée Equatoriale	106 212	28 558	64 641	- 73,1	126,3
Tchad	10 867	40 748	25 199	275,0	- 38,2
Ajustements intracommunautaires	- 106 052	- 154 818	- 169 940	- 46,0	- 9,8

(1) ( ) Avoirs extérieurs

(-) Engagements extérieurs

(2) Y compris la dette postale

## 2. Crédit intérieur net

Le crédit intérieur a enregistré un accroissement de 8,4 % en 2011, plus faible que celle observée un an plus tôt (+ 348,2 %). Il est ainsi passé de 1 438,3 à 1 559,6 milliards sur la période. Cette évolution est imputable à l'augmentation des concours bancaires à l'économie couplée à l'amélioration de la position nette créditrice des Etats vis-à-vis du système bancaire.

- Les crédits à l'économie dans la CEMAC se sont accrus de 26,9 %

en 2011 après + 19,6 % en 2010, en rapport avec le développement de l'activité économique dans la sous-région ;

- La position nette créditrice des Etats membres de la CEMAC est passée de 2 189,5 milliards au 31 décembre 2010 à 3 042,7 milliards douze mois plus tard, soit une hausse de 39 % après - 19,3 % en 2010, traduisant la bonne tenue de la trésorerie publique dans la plupart des Etats, notamment au Tchad, en Guinée Equatoriale et au Congo.

**Tableau 21 : Evolution du crédit intérieur**  
Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Créances nettes sur les Etats	- 2 713 281	- 2 189 465	- 3 042 754	19,3	- 39,0
Crédits à l'économie	3 034 198	3 627 757	4 602 360	19,6	26,9
<b>CEMAC</b>	<b>320 917</b>	<b>1 438 292</b>	<b>1 559 606</b>	<b>348,2</b>	<b>8,4</b>
Cameroun	799 720	954 395	1 424 633	19,3	49,3
République Centrafricaine	161 199	187 225	225 470	16,1	20,4
Congo	- 726 616	- 972 752	- 1 212 655	- 33,9	- 24,7
Gabon	433 691	708 138	979 002	63,3	38,3
Guinée Equatoriale	- 698 559	84 350	- 289 246	112,1	- 442,9
Tchad	266 302	348 981	280 589	31,0	- 19,6
Ajustements intracommunautaires	85 180	127 955	151 813	50,2	18,6

### 2.1. Crédits à l'économie

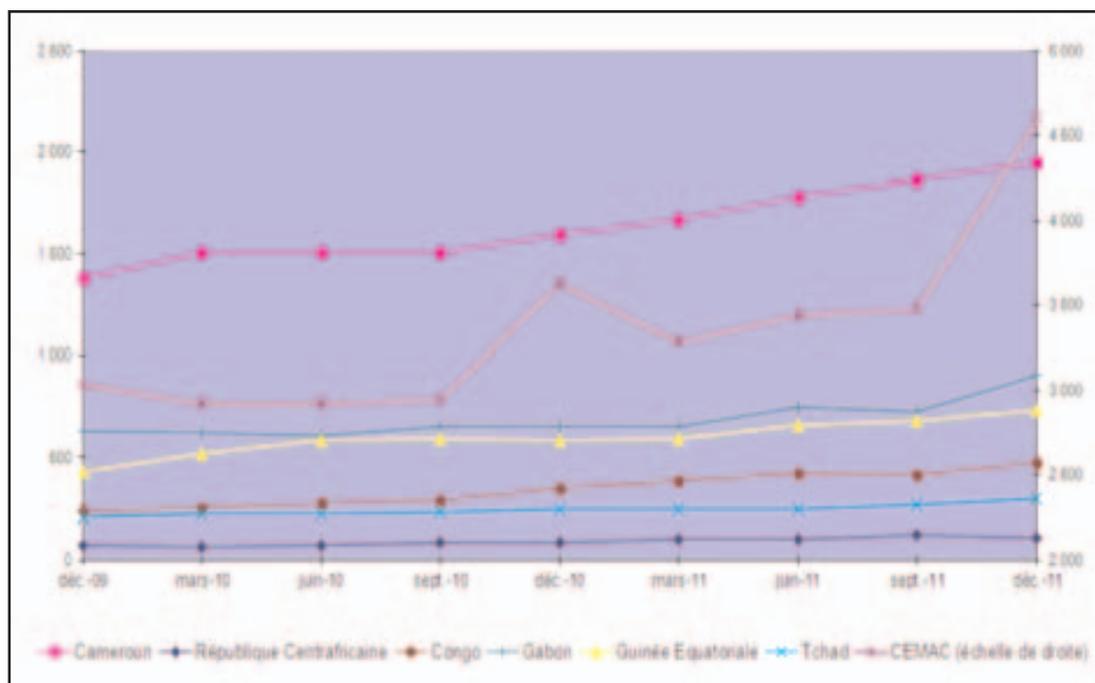
Les concours bancaires à l'économie dans la CEMAC se sont inscrits en hausse, atteignant 4 602,4 milliards en décembre 2011 contre 3 627,7 milliards douze mois plus tôt, soit un accroissement annuel de 26,9 %, reflétant la bonne tenue des activités économiques notam-

ment dans les secteurs du BTP, du commerce général et des services. Cette hausse résulte de l'accroissement des concours bancaires à moyen terme (+ 29,7 % après +17,1 % en 2010) et à court terme (+ 26,4 % après + 22,2 % en 2010) et dans une moindre mesure des crédits à long terme (+ 2,5 % après + 0,1 % en 2010).

**Tableau 22 : Evolution des crédits à l'économie**  
**Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Crédits à court terme	1 823 039	2 227 835	2 816 139	22,2	26,4
Crédits à moyen terme	1 102 747	1 291 380	1 674 999	17,1	29,7
Crédits à long terme	108 412	108 542	111 222	0,1	2,5
<b>CEMAC</b>	<b>3 034 198</b>	<b>3 627 757</b>	<b>4 602 360</b>	<b>19,6</b>	<b>26,9</b>
Cameroun	1 378 971	1 593 986	1 943 291	15,6	21,9
République Centrafricaine	67 636	88 683	105 220	31,1	18,6
Congo	235 401	343 506	472 829	45,9	37,6
Gabon	625 564	647 381	904 002	3,5	39,6
Guinée Equatoriale	426 100	581 299	732 964	36,4	26,1
Tchad	204 080	243 868	291 197	19,5	19,4
Ajustements intracommunautaires	96 446	129 034	152 857	33,8	18,5

**Graphique 20 : Evolution des crédits à l'économie (en milliards de FCFA)**



### 2.1.1. Crédits à court terme

Les concours bancaires à court terme ont évolué sur une tendance haussière, avec un taux d'accroissement annuel de 26,4 % en 2011 après + 22,2 % en 2010.

Ils ont progressé de 2 227,8 à 2 816,1 milliards sur la période de référence, suite à l'accroissement de cet agrégat dans tous les Etats membres de la CEMAC à des amplitudes variant cependant de 7,9 % (en République Centrafricaine) à 32,1 % (au Congo).

**Tableau 23 : Evolution des crédits à court terme**

Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	825 814	986 804	1 269 743	19,5	28,7
République Centrafricaine	53 734	68 147	73 545	26,8	7,9
Congo	122 060	186 000	245 737	52,4	32,1
Gabon	271 491	285 580	370 559	5,2	29,8
Guinée Equatoriale	374 650	489 952	615 970	30,8	25,7
Tchad	154 917	179 696	197 750	16,0	10,0
Ajustements intracommunautaires	20 373	31 656	42 835	55,4	35,3
<b>CEMAC</b>	<b>1 823 039</b>	<b>2 227 835</b>	<b>2 816 139</b>	<b>22,2</b>	<b>26,4</b>

Au **Cameroun**, les concours bancaires à l'économie à court terme se sont accrus de 28,7 % après + 19,5 % en 2010, évoluant de 986,8 au 31 décembre 2010 à 1 269,7 milliards à fin décembre 2011. Cette évolution est consécutive à une demande de plus en plus soutenue de crédits destinés au financement des besoins des entreprises, notamment dans le secteur de l'énergie, des télécommunications et du commerce.

En **République Centrafricaine**, les crédits à court terme se sont accrus de 7,9 % en 2011, après un bond de 26,8 % en 2010, passant de 68,1 milliards à 73,5 milliards. Les concours octroyés par les banques centrafricaines en 2011 ont été principalement destinés au financement des campagnes d'hydrocarbures, aux crédits à la consommation des ménages et aux secteurs de l'hôtellerie, des télécommunications, et du commerce général.

Au **Congo**, le volume des concours bancaires à court terme à l'économie est passé de 186 milliards au 31 décembre 2010 à 245,7 milliards à fin décembre 2011, soit un accroissement de 32,1 %, après une hausse de 52,4 % en 2010. Cette évolution est à mettre en relation avec les crédits bancaires accordés aux entreprises du secteur pétrolier, de l'immobilier, de l'énergie, des télécommunications, de l'hôtellerie et du BTP.

Au **Gabon**, l'encours des crédits bancaires à court terme est passé de 285,6 à 370,5 milliards entre décembre 2010 et décembre 2011, soit un accroissement de 29,8 %, après + 5,2 % un an plus tôt, imputable en grande partie aux crédits de trésorerie et d'équipement qui ont bénéficié principalement aux branches « transport et télécommunication », « distribution d'électricité, gaz et eau », « industries extractives » et « production de services destinés à la collectivité ».

En **Guinée Equatoriale**, le volume des concours bancaires à court terme a connu un accroissement de 25,7 % en 2011 après + 30,8 % en 2010, évoluant de 489,9 milliards à 616 milliards. Cet accroissement des financements bancaires à court terme est à mettre en relation avec le financement de l'activité économique, particulièrement dans les secteurs des BTP, du commerce et de l'hôtellerie.

Au **Tchad**, les concours bancaires à court terme à l'économie ont connu une croissance moins soutenue (+ 10 % en 2011 après + 16 % en 2010). Ils ont été accordés principalement aux entreprises bénéficiant des marchés publics et dans

une moindre mesure aux ménages et au financement de la campagne agricole 2011.

### 2.1.2. Crédits à moyen terme

La hausse des concours bancaires à moyen terme se confirme dans la CEMAC et apparaît plus prononcée en 2011. En effet, après + 17,1 % en 2010, les crédits à moyen terme ont enregistré un accroissement de 29,7 % en 2011, atteignant 1 675 milliards à fin décembre 2011. Ces concours ont été principalement orientés vers le financement des investissements dans les secteurs du BTP, de l'hôtellerie, des services, des télécommunications et des transports.

**Tableau 24 : Evolution des crédits à moyen terme**  
Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	495 723	548 469	635 894	10,6	15,9
République Centrafricaine	11 316	17 062	28 997	50,8	70,0
Congo	101 387	146 378	210 810	44,4	44,0
Gabon	329 893	344 547	506 394	4,4	47,0
Guinée Equatoriale	49 459	88 032	104 850	78,0	19,1
Tchad	40 935	52 079	79 478	27,2	52,6
Ajustements intracommunautaires	74 034	94 813	108 576	28,1	14,5
<b>CEMAC</b>	<b>1 102 747</b>	<b>1 291 380</b>	<b>1 674 999</b>	<b>17,1</b>	<b>29,7</b>

Au **Cameroun**, les concours bancaires à moyen terme ont connu une hausse de 15,9 % après + 10,6 % en 2010, évoluant de 548,5 à 635,9 milliards sur la période d'analyse. Cet accroissement découle des financements importants accordés pour le développement des entreprises des secteurs de l'énergie, des BTP et des télécommunications.

En **République Centrafricaine**, les crédits à moyen terme sont restés sur une tendance haussière, passant de 17,1 milliards à 29 milliards entre décembre

2010 et décembre 2011, en relation avec la hausse des investissements dans les secteurs des hydrocarbures, de l'hôtellerie, de la téléphonie mobile, du commerce général et des services.

Au **Congo**, l'encours des concours bancaires à moyen terme s'est accru de 44 % en 2011 après + 44,4 % un an plus tôt, évoluant de 146,4 à 210,8 milliards, en relation avec l'intensification de la concurrence bancaire. Ces financements ont été orientés principalement vers les entreprises des secteurs du commerce,

de la restauration, des télécommunications, des BTP, de l'énergie, ainsi que du secteur pétrolier.

Au **Gabon**, après une hausse de 4,4 % en 2010, les crédits à moyen terme ont connu un rebond significatif (+ 47 %) pour atteindre 506,4 milliards à fin décembre 2011 après 344,5 milliards douze mois plus tôt. Cette situation résulte essentiellement des financements accordés aux entreprises privées des secteurs des BTP et de l'hôtellerie dans le cadre des préparatifs de la CAN 2012.

En **Guinée Equatoriale**, l'accroissement des crédits à moyen terme a connu une décélération en 2011 avec un taux de croissance annuel de 19,1 % en 2011 après + 78 % l'année antérieure. Les concours bancaires sont ainsi passés de 88 milliards à fin décembre 2010 à 104,8

milliards un an plus tard, résultant de l'accroissement des crédits d'investissement et d'équipement dans les secteurs des BTP, des services, et dans une moindre mesure dans le secteur para-pétrolier.

Au **Tchad**, l'accélération du rythme de croissance des concours bancaires à moyen terme a atteint 52,6 % à 79,5 milliards après + 27,2 % en 2010. Cette tendance s'explique par les investissements réalisés dans les secteurs des services, des BTP, des télécommunications et des transports.

### 2.1.3. Crédits à long terme

Les concours bancaires à long terme ont connu une croissance de 2,5 % en 2011 après + 0,1 % en 2010, atteignant 111,2 milliards à fin décembre 2011.

**Tableau 25 : Evolution des crédits à long terme**  
Décembre 2009 - Décembre 2011

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	57 434	58 713	37 654	2,2	- 35,9
République Centrafricaine	2 586	3 474	2 678	34,3	- 22,9
Congo	11 954	11 128	16 282	- 6,9	46,3
Gabon	24 180	17 254	27 049	- 28,6	56,8
Guinée Equatoriale	1 991	3 315	12 144	66,5	266,3
Tchad	8 228	12 093	13 969	47,0	15,5
Ajustements intracommunautaires	2 039	2 565	1 446	25,8	- 43,6
<b>CEMAC</b>	<b>108 412</b>	<b>108 542</b>	<b>111 222</b>	<b>0,1</b>	<b>2,5</b>

## 2.2. Créances nettes sur les Etats

Après la détérioration observée en 2010, la position nette créditrice des Etats vis-à-vis du système monétaire a connu une nette amélioration en 2011, avec un taux d'accroissement annuel de + 39 % après - 19,3 % en 2010, en liaison avec la bonne tenue de la trésorerie publique dans les pays producteurs de pétrole de la CEMAC. Cette amélioration de la position nette créditrice résulte de la croissance des dépôts des Etats (+ 15,2 % en 2011 après + 7,4 % en 2010) et des encaisses des Trésors nationaux

(+ 30,2 % après - 6,1 % douze mois plus tôt) couplée à la baisse des avances en comptes courants (- 9,6 % en 2011 après + 78 % en 2010) et des créances brutes de la BEAC (- 8,1 % en 2011 après + 62,6 % un an plus tôt). En particulier, la Position Nette créditrice des Gouvernements (PNG) s'est sensiblement améliorée, passant de 1 897,2 milliards au 31 décembre 2010 à 2 737,1 milliards à fin décembre 2011, soit une croissance annuelle de 44,3 % après - 23,2 % en 2010.

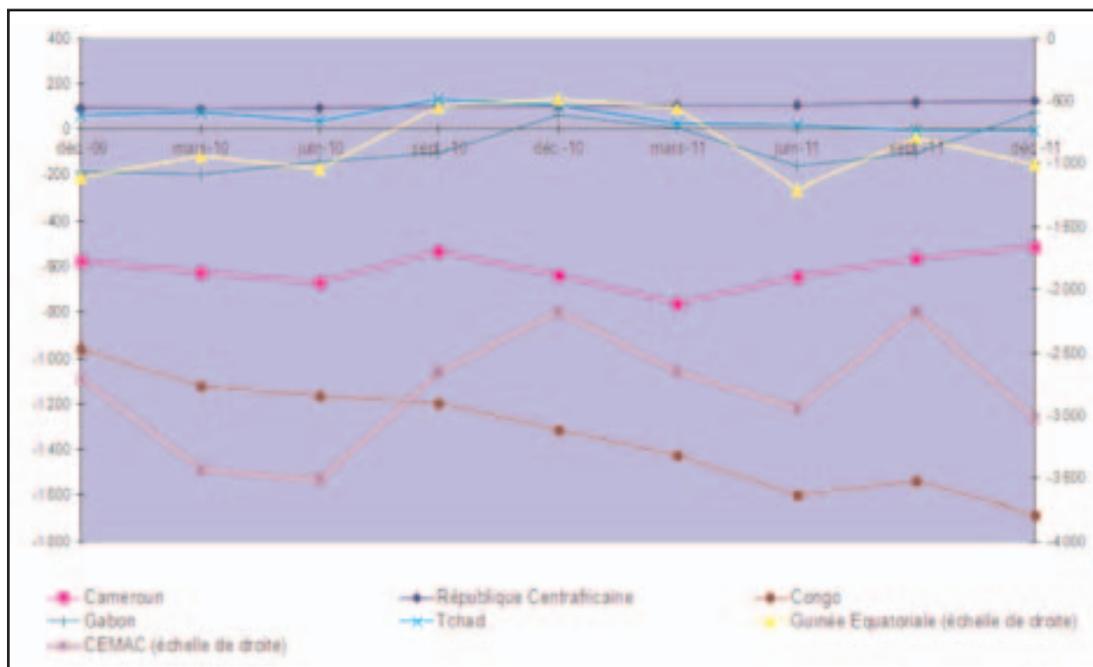
**Tableau 26 : Évolution des créances nettes sur les Trésors nationaux  
Décembre 2009 - Décembre 2011**

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
<b>Créances des Trésors et des Postes</b>	<b>3 521 894</b>	<b>3 397 111</b>	<b>4 316 854</b>	<b>- 3,5</b>	<b>27,1</b>
Encaisse et dépôt à la BEAC	2 853 255	2 679 013	3 489 689	- 6,1	30,3
Dépôts dans les banques	668 639	718 098	827 165	7,4	15,2
<b>Dettes des Trésors et des Postes</b>	<b>808 613</b>	<b>1 207 646</b>	<b>1 274 100</b>	<b>49,3</b>	<b>5,5</b>
Envers la BEAC	371 326	603 645	554 500	62,6	- 8,1
Avances en comptes courants	295 156	525 501	475 194	78,0	- 9,6
Effets escomptés à moyen terme	0	0	0	-	-
Créances consolidées sur les Etats (1)	76 170	78 144	79 306	2,6	1,5
Envers le FMI (2)	148 386	150 983	152 732	1,8	1,2
Envers les banques	283 957	448 074	561 924	57,8	25,4
Effets publics	125 712	148 780	197 692	18,3	32,9
Autres	158 245	299 294	364 232	89,1	21,7
Contrevaieur dette extérieure des CCP (Dette postale)	4 944	4 944	4 944	0,0	0,0
<b>Position nette</b>	<b>- 2 713 281</b>	<b>- 2 189 465</b>	<b>- 3 042 754</b>	<b>19,3</b>	<b>- 39,0</b>

(1) Créances sur les banques en liquidation consolidées sur l'Etat.

(2) Contrepartie des tirages sur le FMI (Stand-by, Facilité d'Ajustement Structurel, Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé, Financement Compensatoire et Fonds Fiduciaire)

**Graphique 21 : Evolution des créances nettes sur les États  
(en milliards de FCFA)**



Au **Cameroun**, la position nette créditrice de l'Etat vis-à-vis du système monétaire est revenue de 639,6 milliards au 31 décembre 2010 à 518,6 milliards douze plus tard, soit une baisse de 18,9 % après + 10,4 % en 2010. Cette contraction résulte principalement de la baisse des dépôts publics (- 108 milliards) en rapport avec la réalisation des grands travaux structurants. La Position Nette créditrice du Gouvernement s'est repliée de 522,4 à 362,3 milliards entre décembre 2010 et décembre 2011.

En **République Centrafricaine**, l'accroissement de la position nette débitrice de l'État vis-à-vis du système monétaire s'est accentué. En effet, cet agrégat s'est accru de 22 % après + 5,3 % en 2010, évoluant de 98,5 à 120,3 milliards sur la période d'analyse. Cette situation est imputable principalement à une hausse des engagements de l'Etat vis-à-vis de la BEAC (+ 25,9 %) et vis-à-vis des banques (+ 255,3 %). Plus particulière-

ment, la Position Nette débitrice du Gouvernement est passée de 106,9 à 132,7 milliards.

Au **Congo**, la position nette créditrice de l'État vis-à-vis du système monétaire s'est améliorée de 28,1 % en 2011 après + 36,8 % un an plus tôt, évoluant de 1 316,2 milliards à fin décembre 2010 à 1 685,5 milliards au 31 décembre 2011. Cette amélioration est la résultante de l'accroissement des dépôts publics couplé à la baisse des engagements nets de l'État congolais vis-à-vis de la Banque Centrale traduisant ainsi la bonne tenue de la trésorerie publique de l'Etat congolais. La Position Nette créditrice du Gouvernement s'est accrue de 32,2 %, passant de 1 271,2 milliards à 1 680,3 milliards.

Au **Gabon**, la situation nette débitrice de l'État est passée de 60,7 à 75 milliards entre décembre 2010 et décembre 2011, soit une hausse de 23,4 % après

+ 131,7 % douze mois plus tôt, comme conséquence des tensions de trésorerie publique. Cette évolution résulte de la hausse des créances nettes sur les banques commerciales (+ 28,9 %). La Position Nette débitrice du Gouvernement s'est accrue de 27 % pour atteindre 104 milliards.

En **Guinée Equatoriale**, après une dégradation (- 55,8 %) en 2010, la position nette créditrice de l'État vis-à-vis du système monétaire a connu une nette amélioration (+ 105,7 %) en 2011, passant de 496,9 milliards à 1 022,2 milliards. Cette amélioration est à mettre en relation avec la hausse des recettes budgétaires et l'absence des tirages des pouvoirs

publics sur le système monétaire national. La Position Nette créditrice du Gouvernement s'est améliorée de façon substantielle, évoluant de 411,7 à 936,6 milliards sur la période d'analyse.

Au **Tchad**, la situation de l'État vis-à-vis du système bancaire s'est consolidée, passant d'une position débitrice de 105,1 milliards au 31 décembre 2010 à une position créditrice de 10,6 milliards à fin décembre 2011, résultat du renforcement des dépôts publics engendré par le recouvrement plus important des recettes budgétaires, notamment pétrolières. La situation Nette débitrice du Gouvernement s'est repliée de 95,1 % pour se situer à 6,6 milliards à fin décembre 2011.

**Tableau 27 : Évolution des créances nettes sur les États**  
décembre 2009 – décembre 2011

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2009	2010	2011	2009-2010	2010-2011
Cameroun	- 579 251	- 639 591	- 518 658	- 10,4	18,9
République Centrafricaine	93 563	98 542	120 250	5,3	22,0
Congo	- 962 017	- 1 316 258	- 1 685 484	- 36,8	- 28,1
Gabon	- 191 873	60 757	75 000	131,7	23,4
Guinée Equatoriale	- 1 124 659	- 496 949	- 1 022 210	55,8	- 105,7
Tchad	62 222	105 113	- 10 608	68,9	- 110,1
Ajustements intracommunautaires	- 11 266	- 1 079	- 1 044	90,4	3,2
<b>CEMAC</b>	<b>- 2 713 281</b>	<b>- 2 189 465</b>	<b>- 3 042 754</b>	<b>19,3</b>	<b>- 39,0</b>

(1) ( ) Créances sur les Etats

(-) Dettes envers les Etats

# CHAPITRE IV

## SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE ET DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

Au 31 décembre 2011, le système bancaire de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comptait 48 banques en activité réparties entre le Cameroun

(14 banques), la République centrafricaine (4 banques), le Congo (9 banques), le Gabon (9 banques), la Guinée Equatoriale (4 banques) et le Tchad (8 banques).

### A. SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

#### 1. Vue d'ensemble

Le total agrégé des bilans s'est établi à 8 317 milliards, en progression de 18,2 % par rapport au 31 décembre 2010.

Les dépôts collectés se sont élevés à 7 378 milliards (88,7 % du total du bilan), en hausse de 19,7 % en variation annuelle. Les crédits bruts à la clientèle ont atteint 4 820 milliards, soit une expansion de 25,6 % par rapport à décembre 2010. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 20,5 % par rapport au niveau de l'année précédente, s'établissant à 355 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 4 465,2 milliards (53,7 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 26,1 %.

Les créances en souffrance se sont élevées à 427 milliards, représentant 8,9 % des crédits bruts, contre 10,2 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée, comparée à la situation de décembre 2010. Le taux de couverture des créances en souffrance par les pro-

visions s'est situé à 83,1 % contre 75,1 % en décembre 2010. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 27 milliards. Ce besoin était estimé à 9 milliards en 2010.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 165,2 % contre 174,0 % en décembre 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 2 913 milliards, contre un excédent de 2 621 milliards en décembre 2010.

Les banques de la CEMAC ont extériorisé un excédent de capitaux permanents de 300 milliards par rapport aux valeurs immobilisées, après 289 milliards en décembre 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé à 3 282 milliards (39,5 % du total du bilan), en augmentation de 8,9 % par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt.

Le résultat net des banques de la CEMAC en 2011 a enregistré une progression de 58,2 % par rapport au niveau

de 2010. Il est positif de 106,2 milliards au 31 décembre 2011, contre 67,1 milliards un an plus tôt.

Sur le plan prudentiel, 22 banques disposent de fonds propres nets suffisants pour respecter l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat, contre 28 banques l'année précédente.

Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements sont celles se rapportant au rapport de liquidité et à la représentation du capital minimum. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire constitue celle à l'égard de laquelle le plus grand nombre de banques a été en infraction.

**Tableau 28 : Evolution de la situation bilantielle des banques de la CEMAC**

(en milliards de FCFA)

	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	6 163 329	7 377 953	19,7 %
Crédits bruts	3 837 019	4 820 473	25,6 %
Créances en souffrance	392 544	427 460	8,9 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	294 969	355 298	20,5 %
Crédits nets	3 542 050	4 465 175	26,1 %
Capitaux permanents	770 607	862 702	12,0 %
Valeurs immobilisées	481 984	563 124	16,8 %
Autres postes nets	102 569	76 373	- 25,5 %
Excédent/Déficit de trésorerie	3 013 776	3 281 946	8,9 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>7 036 505</b>	<b>8317028</b>	<b>18,2 %</b>

## 2. Situation du secteur bancaire par pays

Au **Cameroun**, le total agrégé des bilans des banques camerounaises s'est établi à 2 912 milliards, en progression de 9,9 % par rapport au 31 décembre 2010.

Les dépôts collectés se sont élevés à 2 691 milliards (92,4 % du total du bilan) soit une hausse de 11,8 % en variation annuelle. Les crédits bruts à la clientèle ont progressé de 16,9 % par rapport à décembre 2010 pour atteindre 1 871 milliards en décembre 2011. Les provisions pour dépréciation des comptes clients se sont accrues de 24,9 % par rapport au niveau atteint l'année précédente, s'établissant à 222 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont situés à 1 649 milliards (56,6 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 15,9 %.

Les créances en souffrance se sont élevées à 277 milliards, représentant 14,8 % des crédits bruts comme en 2010. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille est demeurée stable, comparée à la situation qui prévalait en décembre 2010. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions a évolué de 75,2 % en décembre 2010 à 80,0 % en décembre 2011.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 163,2 % contre 169,2 % en décembre 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé, sur la période de référence, un excédent de ressources de 1 042 milliards contre 984 milliards en décembre 2010.

Les banques camerounaises ont dégagé un déficit de capitaux permanents de 100 milliards par rapport aux valeurs

immobilisées, contre 58 milliards en décembre 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé à 950 milliards (32,6 % du total du bilan), soit un repli annuel de 0,5 %.

Le résultat net à la fin de l'exercice 2011 s'est élevé à 8,6 milliards, après 13,1 milliards en 2010.

Sur le plan prudentiel, 4 banques ont

disposé de fonds propres nets suffisants pour respecter l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat. La norme prudentielle respectée par la plupart des établissements de crédit est celle relative au rapport de liquidité. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire constitue celle à l'égard de laquelle il a été observé le plus grand nombre de banques en infraction.

**Tableau 29 : Evolution de la situation bilantielle des banques du CAMEROUN**

(en milliards de FCFA)

	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	2 407 155	2 690 743	11,8 %
Crédits bruts	1 600 577	1 870 819	16,9 %
Créances en souffrance	236 311	277 318	17,4 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	177 702	221 892	24,9 %
Crédits nets	1 422 875	1 648 927	15,9 %
Capitaux permanents	213 384	211 251	- 1,0 %
Valeurs immobilisées	271 612	311 467	14,7 %
Autres postes nets	28 258	10 244	- 63,7 %
Excédent/Déficit de trésorerie	955 143	950 384	- 0,5 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>2 648 797</b>	<b>2912238</b>	<b>9,9 %</b>

En **République Centrafricaine**, le total des bilans des banques s'est établi à 158 milliards, en progression de 13,2 % par rapport au 31 décembre 2010.

Les dépôts collectés se sont élevés à 117 milliards (73,8 % du total du bilan), soit une hausse annuelle de 14,0 %. Les crédits bruts à la clientèle se sont inscrits à 126 milliards en 2011, soit un accroissement de 8,5 % par rapport à décembre 2010. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont fléchi de 3,6 % par rapport à 2010, ressortant à 14 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont situés à 112 milliards (70,5 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 10,3 %.

Les créances en souffrance se sont situées à 19 milliards en 2011, représen-

tant 14,7 % des crédits bruts contre 13,9 %, douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée sur la période de référence. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'est situé à 77,9 % contre 92,8 % en décembre 2010.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 104,7 % en décembre 2011 contre 101,3 % en décembre 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 5 milliards contre 1 milliard en décembre 2010.

Les banques centrafricaines ont dégagé un excédent de capitaux permanents de 26 milliards par rapport aux valeurs immobilisées, contre 16 milliards en 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé à 32

milliards (20,5 % du total du bilan), soit un accroissement annuel de 15,0 %.

Le résultat net s'est accru de 71,8 %, pour se situer à 6,9 milliards en décembre 2011.

Sur le plan prudentiel, de même qu'en 2010, 2 banques ont disposé de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat. Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre

d'établissements ont été celles se rapportant aux engagements sur les appariés, au coefficient de transformation, à la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, à la limitation de la somme des grands risques, à la couverture des risques par les fonds propres nets et à la représentation du capital minimum. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire a constitué celle à l'égard de laquelle le plus grand nombre de banques a été en infraction.

**Tableau 30 : Evolution de la situation bilantielle des banques de la République Centrafricaine**

(en milliards de FCFA)

	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	102 425	116 805	14,0 %
Crédits bruts	116 059	125 969	8,5 %
Créances en souffrance	16 127	18 530	14,9 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	14 971	14 437	- 3,6 %
Crédits nets	101 088	111 532	10,3 %
Capitaux permanents	26 494	40 585	53,2 %
Valeurs immobilisées	10 585	14 338	35,5 %
Autres postes nets	10 931	896	- 91,8 %
Excédent/Déficit de trésorerie	28 177	32 404	15,0 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>139 850</b>	<b>158 286</b>	<b>13,2 %</b>

Au **Congo**, le total agrégé des bilans des banques s'est établi à 1 509 milliards, soit un accroissement de 45,8 % par rapport au 31 décembre 2010.

Les dépôts collectés se sont élevés à 1 389 milliards (92,1 % du total du bilan), en hausse de 48,6 % en variation annuelle. Les crédits bruts à la clientèle se sont inscrits à 544 milliards, soit une progression de 43,5 % par rapport à décembre 2010. Les provisions pour dépréciation des comptes clients se sont accrues de 32,8 % par rapport au niveau atteint l'année précédente, s'établissant à 6 milliards en 2011. En conséquence, les crédits nets se sont situés à 538 milliards (35,7 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 43,6 %.

Les créances en souffrance ont atteint 8 milliards, représentant 1,5 % des crédits bruts contre 2,1 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée, comparée à la situation en 2010.

La couverture des crédits par les dépôts a atteint 258,3 % après 249,6 % en décembre 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 851 milliards en 2011 contre 560 milliards douze mois plus tôt.

Les banques congolaises ont dégagé un excédent de capitaux permanents de 72 milliards par rapport aux valeurs immobilisées en 2011, après 58 milliards en 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé

à 927 milliards (61,5 % du total du bilan), en progression de 47,9 % par rapport à 2010.

Les banques congolaises ont affiché un résultat net de 24,7 milliards en 2011, en augmentation de 14,5 % par rapport à 2010.

Au plan prudentiel, 4 banques ont disposé de fonds propres nets suffisants

pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat, comme en 2010. La norme prudentielle respectée par le plus grand nombre d'établissements a été celle se rapportant au coefficient de transformation. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire a constitué celle à l'égard de laquelle le plus grand nombre de banques a été en infraction.

**Tableau 31 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Congo**

	(en milliards de FCFA)		
	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	934 999	1 389 427	48,6 %
Crédits bruts	379 323	544 280	43,5 %
Créances en souffrance	7 884	8 338	5,8 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	4 730	6 281	32,8 %
Crédits nets	374 593	537 999	43,6 %
Capitaux permanents	91 474	115 362	26,1 %
Valeurs immobilisées	33 455	43 548	30,2 %
Autres postes nets	8 731	4 185	- 52,1 %
Excédent/Déficit de trésorerie	627 156	927 427	47,9 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 035 204</b>	<b>1 508 974</b>	<b>45,8 %</b>

Au **Gabon**, le total des bilans de l'ensemble des banques s'est établi à 1 895 milliards, en hausse de 23,2 % par rapport à 2010.

Les dépôts collectés ont atteint 1 645 milliards (86,8 % du total du bilan), soit un accroissement annuel de 30,7 %. Les crédits bruts à la clientèle ont été de 1 161 milliards, en expansion de 41,9 % par rapport à décembre 2010. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 39,9 % par rapport au niveau atteint l'année précédente, pour s'établir à 44 milliards en décembre 2011. En conséquence, les crédits nets ont atteint 1 117 milliards (58,9 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 42,0 %.

Les créances en souffrance se sont élevées à 47 milliards, représentant 4,1 % des crédits bruts, contre 6,3 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée, comparée à la situation qui prévalait en décembre 2010. Le taux de provisionnement des créances en souffrance a évolué, de 61,0 % en décembre 2010 à 92,6 % en décembre 2011. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications ont fait ressortir un besoin de provisions complémentaires de 5 milliards, contre 1 milliard l'année précédente.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 147,3 % contre 159,9 % en décembre 2010. Ainsi, les

opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 528 milliards après 471 milliards en décembre 2010.

Les banques gabonaises ont dégagé un excédent de capitaux permanents de 142 milliards par rapport aux valeurs immobilisées, contre 152 milliards à fin décembre 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé à 690 milliards (36,4 % du total du bilan), en accroissement de 4,3 % par rapport à 2010.

Le résultat net de l'ensemble des banques gabonaises s'est accru de 275,5 %, évoluant de 8,6 milliards en 2010 à 32,4 milliards en 2011.

Sur le plan prudentiel, comme en 2010, 5 banques ont disposé de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat. Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements ont été celles se rapportant au coefficient de transformation, à la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, à la limitation de la somme des grands risques, à la couverture des risques par les fonds propres nets et à la représentation du capital minimum. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire a constitué celle à l'égard de laquelle le plus grand nombre de banques a été en infraction.

**Tableau 32 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Gabon**

(en milliards de FCFA)

	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	1 258 405	1 645 323	30,7 %
Crédits bruts	818 414	1 161 108	41,9 %
Créances en souffrance	51 445	47 418	- 7,8 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	31 389	43 926	39,9 %
Crédits nets	787 025	1 117 182	42,0 %
Capitaux permanents	240 703	229 963	- 4,5 %
Valeurs immobilisées	89 035	87 806	- 1,4 %
Autres postes nets	39 210	20 157	- 48,6 %
Excédent/Déficit de trésorerie	662 258	690 455	4,3 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 538 318</b>	<b>1 895 443</b>	<b>23,2 %</b>

En **Guinée Equatoriale**, le total des bilans des banques a progressé de 8,3 % par rapport au 31 décembre 2010, pour s'établir à 1 312 milliards.

Les dépôts collectés se sont élevés à 1 100 milliards (83,8 % du total du bilan), en hausse de 3,7 % par rapport à 2010. Les crédits bruts à la clientèle se sont établis à 791 milliards, en augmentation de 25,9 % par rapport à décembre 2010. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de

11,8 % par rapport au niveau atteint l'année précédente, pour s'établir à 45 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 746 milliards (56,9 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 26,9 %.

Les créances en souffrance se sont situées à 44 milliards, représentant 5,5 % des crédits bruts contre 7,2 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée par rapport à la situation prévalant en 2010.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 147,4 % contre 180,4 % en décembre 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 354 milliards après 473 milliards en décembre 2010.

Les banques équato-guinéennes ont dégagé un excédent de capitaux permanents de 137 milliards par rapport aux valeurs immobilisées, contre 108 milliards en 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé à 514 milliards (39,2 % du total du bilan), en baisse de 13,1 % par rapport à la situation de 2010.

Le résultat net à la fin de l'exercice 2011 s'est élevé à 24,7 milliards après 17,2 milliards en 2010.

Au plan prudentiel, 2 banques, comme en 2010, ont disposé de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat. Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements ont été le rapport de liquidité, la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire, la limitation de la somme des grands risques, la couverture des risques par les fonds propres nets et la représentation du capital minimum. La norme relative aux engagements sur les apparentés a constitué celle à l'égard de laquelle plusieurs banques ont été en infraction.

**Tableau 33 : Evolution de la situation bilantielle des banques de la Guinée Equatoriale**

	(en milliards de FCFA)		
	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	1 060 501	1 099 828	3,7 %
Crédits bruts	627 689	790 513	25,9 %
Créances en souffrance	44 976	43 830	- 2,5 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	39 848	44 561	11,8 %
Crédits nets	587 841	745 952	26,9 %
Capitaux permanents	141 941	184 344	29,9 %
Valeurs immobilisées	33 501	46 855	39,9 %
Autres postes nets	9 228	27 591	199,0 %
Excédent/Déficit de trésorerie	590 800	513 645	- 13,1 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 211 670</b>	<b>1 311 763</b>	<b>8,3 %</b>

Au **Tchad**, le total agrégé des bilans des banques s'est situé à 530 milliards en 2011, en progression de 14,6 % par rapport à 2010.

Les dépôts collectés se sont élevés à 436 milliards (82,2 % du total du bilan), en hausse annuelle de 9,0 %. Les crédits bruts à la clientèle se sont accrus de 11,1 %, pour se situer à 328 milliards en décembre 2011. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont repliées de 8,1 % par rapport au

niveau atteint l'année précédente, s'établissant à 24 milliards en 2011. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 304 milliards (57,2 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 13,0 %.

Les créances en souffrance ont représenté 9,8 % des crédits bruts contre 12,1 % douze mois auparavant, se situant à 32 milliards. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée par rapport à la situation qui prévalait en 2010. Le taux de couverture des créances en souffran-

ce par les provisions s'est situé à 75,6 % contre 73,5 % l'année précédente. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications ont fait ressortir un besoin de provisions complémentaires de 2 milliards, contre 6 milliards douze mois plus tôt.

Le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est établi à 143,6 % contre 148,8 % en décembre 2010. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 132 milliards en 2011 après 131 milliards en 2010.

Les banques tchadiennes ont dégagé un excédent de capitaux permanents de 22 milliards par rapport aux valeurs immobilisées, après 13 milliards en 2010. L'excédent de trésorerie s'est situé à 168 milliards (31,6 % du total du bilan), en hausse de 11,6 % par rapport à la situation de 2010.

Le résultat net des banques est passé de 7,5 milliards en 2010 à 9,2 milliards en 2011.

Sur le plan prudentiel, 5 banques ont disposé de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat, comme en 2010. Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements ont été celles relatives au coefficient de transformation, au rapport de liquidité, à la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, à la limitation de la somme des grands risques, à la couverture des risques par les fonds propres nets et à la représentation du capital minimum. Le plus grand nombre d'infractions a été observé sur la norme relative aux engagements sur les apparentés.

**Tableau 34 : Evolution de la situation bilantielle des banques du Tchad**

(en milliards de FCFA)

	31/12/2010	31/12/2011	Taux de variation
Dépôts de la clientèle	399 844	435 827	9,0 %
Crédits bruts	294 957	327 784	11,1 %
Créances en souffrance	35 801	32 026	- 10,5 %
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	26 329	24 201	- 8,1 %
Crédits nets	268 628	303 583	13,0 %
Capitaux permanents	56 611	81 197	43,4 %
Valeurs immobilisées	43 796	59 110	35,0 %
Autres postes nets	6 211	13 300	114,1 %
Excédent/Déficit de trésorerie	150 242	167 631	11,6 %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>462 666</b>	<b>530 324</b>	<b>14,6 %</b>

## B. ACTIVITES DE LA MICROFINANCE

### 1. Présentation du secteur

L'activité du secteur de la microfinance a été marquée en 2011 par la poursuite de l'amélioration de l'ensemble des indicateurs (capital et parts sociales libérés, dépôts, crédits, trésorerie, etc.). Cette

performance a toutefois été altérée par les insuffisances et les dysfonctionnements au niveau de la gouvernance et de l'application des dispositions réglementaires.

Le nombre d'établissements de microfinance (EMF) ayant reçu l'avis conforme de la COBAC est passé de 758 en 2010 à 778 fin décembre 2011. Le Cameroun (65,5 %) et le Tchad (22,5 %) abritent le

plus grand nombre d'établissements agréés.

La répartition des établissements de microfinance par pays et catégorie se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau 35 : Répartition des établissements de microfinance par catégorie dans la CEMAC**

CATEGORIES	Pays						CEMAC
	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Equ.	Tchad	
1 <sup>ère</sup> catégorie	459	19	53	2	0	172	705
Indépendants	190	3	19	2	0	11	225
Réseaux (1)	269	16	34	0	0	161	480
2 <sup>ème</sup> catégorie	46	2	8	7	0	3	66
3 <sup>ème</sup> catégorie	4	0	2	1	0	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>509</b>	<b>21</b>	<b>63</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>175</b>	<b>778</b>

(1) : Ensemble constitué des organes faitiers et des caisses affiliées.

Les établissements organisés en réseau ont constitué 68 % des EMF de première catégorie et 61,7 % de l'ensemble des EMF.

## 2. Supervision de l'activité de microfinance

Les actions engagées en 2010 en matière de supervision des établissements de microfinance se sont poursuivies en 2011.

Concernant le contrôle sur place, l'organe de supervision avait décidé d'étendre en 2011 ses contrôles à tous les établissements de microfinance agréés au Cameroun, notamment en matière de suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions d'évaluation effectuées au cours de l'année 2010. Faute d'effectifs, ces missions n'ont pas été réalisées.

En matière de contrôle sur pièces, outre le suivi des différentes décisions

(injonction, retrait d'agrément, etc.) prises par la Commission Bancaire à l'encontre de certaines structures, le Secrétariat Général de la COBAC a orienté ses efforts sur la vulgarisation du Plan Comptable des Etablissements de Microfinance (PCEMF) et l'implémentation du logiciel de reporting SESAME dans les EMF du Cameroun. A cet effet, les premières déclarations à travers le logiciel SESAME sont intervenues en 2011 et ont marqué le début d'une ère nouvelle dans le dispositif de contrôle sur pièces des EMF dans la CEMAC.

En définitive, le renforcement du dispositif de surveillance permanente des EMF et la poursuite des missions de contrôle sur place des EMF sont demeurés un gage indispensable à l'assainissement du secteur de la microfinance et à la promotion des bonnes pratiques auprès de ses principaux acteurs.



# CHAPITRE V

## GESTION DES RESERVES EXTERIEURES

La gestion des réserves extérieures placées hors du Compte d'Opérations et du Compte Spécial de Nivellement (CSN) est effectuée par la Salle des Marchés (SDM).

En 2011, les résultats de la SDM se sont légèrement améliorés, en relation avec la hausse des rendements réalisés sur le compartiment obligataire, laquelle a été toutefois tempérée par les pertes enregistrées sur le change.

### A. GESTION DES RESERVES DE CHANGE ET DE L'OR

#### 1. Position de change globale

La SDM a démarré les activités de l'exercice 2011 avec une enveloppe de 2 290,8 millions EUR (1502,7 milliards franc CFA), pour se situer à fin décembre à 2 236,4 millions EUR (1 467 milliards Franc CFA), soit une baisse de 2,4 %.

Cette baisse s'explique principalement par le retour des fonds vers le CSN, compte tenu de la faiblesse des taux monétaires. En 2011, les mouvements nets des fonds de la SDM vers le CSN se sont élevés à 200,4 millions EUR.

Les sorties de devises en vue des règlements de frais divers (frais Swift,

frais de tenue de compte, etc.) et de l'acquisition, contre dollars, des DTS nécessaires au règlement des échéances des Etats envers le FMI, ont également eu un effet récessif sur la position nette de change.

A contrario, les éléments ci-après ont eu un impact positif sur la position de change : i) les produits nets de placements ; ii) les échéances de la créance vis-à-vis de la Banque Centrale du Congo ; iii) les transferts reçus en faveur du Pôle Dette, des banques commerciales de la sous-région, ainsi que des Trésors et Comptables Publics nationaux ; et, iv) les tirages auprès du Fonds Monétaire International.

**Tableau 36 : Position de change globale**

	Position Globale de Change en EUR		Position Globale de Change en millions de F CFA	
	2010	2011	2010	2011
Janvier	559 660 974,54	2 297 003 780,98	367 113,53	1 506 735,71
Février	861 850 393,29	2 296 597 498,76	565 336,80	1 506 469,21
Mars	864 830 287,18	2 306 420 009,36	567 291,48	1 512 912,35
Avril	1 068 215 128,76	2 311 302 523,94	700 703,19	1 516 115,07
Mai	1 071 159 833,06	2 217 594 203,99	702 634,79	1 454 646,44
Juin	1 274 240 436,38	2 298 383 277,28	835 846,93	1 507 640,60
Juillet	1 272 037 797,07	2 305 989 676,75	834 402,10	1 512 630,07
Août	1 288 647 360,44	2 033 886 414,50	845 297,26	1 334 142,03
Septembre	2 321 724 005,98	2 038 830 062,47	1 522 951,11	1 337 384,85
Octobre	2 324 519 311,85	2 043 758 282,53	1 524 784,71	1 340 617,55
Novembre	2 326 655 557,24	2 027 396 495,02	1 526 186,00	1 329 884,92
Décembre	2 290 794 852,74	2 236 396 432,68	1 502 662,92	1 466 979,89

Au cours de l'exercice 2011, les positions par devise gérées par la Salle des marchés ont évolué comme suit :

**Tableau 37 : Position de change par devise**

	EUR	USD	GBP	CHF
		<i>Exercice 2010</i>		
<b>Moyenne annuelle</b>	1 414 024 894,52	71 949 697,84	30 241,52	8,75
		<i>Exercice 2011</i>		
Janvier	2 295 944 737,62	1 425 654,57	17 084,69	8,75
Février	2 295 140 359,90	1 987 712,73	17 088,89	8,75
Mars	2 304 721 971,50	2 377 284,96	16 712,40	8,75
Avril	2 309 333 073,43	2 888 223,46	16 717,20	8,75
Mai	2 215 133 578,32	3 516 433,88	16 722,16	8,75
Juin	2 219 832 499,13	113 613 264,16	16 337,10	8,75
Juillet	2 305 924 323,20	67 241,98	16 342,01	8,75
Août	2 033 433 020,17	638 881,99	16 346,89	8,75
Septembre	2 037 913 060,91	1 203 838,48	15 234,38	8,75
Octobre	2 042 471 305,99	1 778 885,68	15 238,09	8,75
Novembre	2 025 653 872,20	2 319 522,03	15 241,45	8,75
Décembre	2 236 348 523,12	40 643,27	13 824,00	8,75
<b>Moyenne an.</b>	2 193 487 527,12	10 988 132,27	16 074,11	8,75
<b>V. M. 2010/2011 (%)</b>	<b>55,12 %</b>	<b>- 84,73 %</b>	<b>- 46,85 %</b>	<b>0,00 %</b>

Au 31 décembre 2011, les avoirs gérés par la Salle des Marchés ont représenté 23,7 % des avoirs extérieurs nets de la

Banque (encaisse or incluse), contre 27,2 % un an auparavant.

**Tableau 38 : Part (en %) des réserves de changes gérées par la Salle des Marchés**

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moy.
Or exclu	24,24	24,04	24,18	23,59	22,15	22,48	23,97	23,51	21,62	21,77	20,21	21,42	22,77
Or inclus	26,16	25,92	26,10	25,45	24,00	24,34	26,00	25,77	24,06	24,07	22,48	23,69	24,84

Consécutivement au renforcement du portefeuille d'investissement de 1 million EUR à compter du mois de septembre 2010, la part moyenne des réserves de change gérée par la Salle des Marchés a sensiblement augmenté, se situant à 24,8 % (or inclus) en 2011 contre 16,9 % un an plus tôt. Cette proportion a évolué entre 22,5 % à 26,2 % en fonction des transferts des fonds entre la SDM et le CSN. Néanmoins, comme en 2010, la part moyenne des réserves de change gérée hors du Trésor français (Compte d'Opérations et Compte Spécial de Nivellement), est restée largement en deçà des 50 % des avoirs extérieurs nets de la BEAC.

## 2. Gestion de portefeuille

Au cours de l'année 2011, les principales décisions du Comité de Stratégies relatives à la gestion du portefeuille de la Salle des Marchés ont porté sur :

- l'adoption de nouvelles mesures de contrôle des risques de contreparties bancaires, permettant au middle office d'ajuster systématiquement, pour chacune des contreparties bancaires autorisées, les plafonds d'engagements en fonction de l'évolution de leur rating et de leurs données financières ;
- le renforcement de l'encadrement des risques de marchés par l'adoption d'un benchmark de référence et la mise en place d'outils d'analyse de risque : value at risk, tracking error ;
- le meilleur encadrement des risques émetteurs souverains, notamment sur les pays périphériques de la zone euro ;
- le relèvement du niveau du portefeuille d'investissement ;
- les orientations stratégiques de gestion du stock d'or de la BEAC ;

- l'implémentation de la nouvelle application informatique de la Salle des Marchés ;
- la mise en place du site de secours de la Salle des Marchés ;
- la cession et le rachat des parts dans le fonds de placement BISIP J proposé par la Banque des Règlements Internationaux au titre de la gestion déléguée ;
- la finalisation des préalables indispensables au démarrage de la gestion déléguée avec la Banque Mondiale dans le cadre du programme RAMP.

## 3. Gestion du stock d'or

Le stock d'or a légèrement diminué en 2011 suite au retour, à l'échéance des dépôts, de barres d'or de poids légèrement inférieurs à celles initialement placées. Il est ainsi passé de 178 408,051 onces à fin décembre 2010 à 178 395,3290 onces en 2011. A contrario, la valeur de marché du stock d'or, du fait de l'appréciation du prix de l'once (de 1 056 EUR à 1 181,3 EUR), a augmenté de 11,84 % pour s'établir à 138,2 milliards Franc CFA. Des opérations de dépôts trimestriels et semestriels d'or ont été réalisées auprès de diverses contreparties autorisées, à des taux d'intérêt différenciés de 0,01 %, 0,21 % et 0,3 % contre un taux unique de 0,01 % en 2010.

## 4. Gestion des risques

Les portefeuilles des réserves de change (hors Compte d'Opérations) gérés par la SDM ont donné lieu à des placements en produits de taux, notamment en dépôts monétaires et en titres obligataires. Le suivi des risques de la SDM a porté sur le risque de crédit (risque de contrepartie et risque émetteur), les risques de marché (risque de change, risques de taux et de liquidité) et les risques opérationnels.

### - Risque de crédit

En termes d'activités de dépôts en euro, la SDM a maintenu des placements au Compte Spécial de Nivellement (CSN) avec un taux de rendement (taux de refinancement de la BCE) qui est passé de 1,50 % à 1,25 % le 04 novembre 2011, et de 1,25 % à 1,00 % le 09 décembre 2011. Au 30 décembre 2011, les taux d'intérêt de dépôts offerts par les contreparties autorisées s'échangeaient autour de 0,40 % en overnight, de 1,30 % sur 3 mois, de 1,57 % sur 6 mois et le taux EONIA est ressorti à 0,63 %.

### - Risques de marché

Le Comité de Stratégies du 19 janvier 2011 avait décidé de renforcer l'encadrement du risque de marché du portefeuille de Trading à l'aide d'un dispositif de portefeuille de référence ou benchmark et d'écarts autorisés par rapport à ce benchmark. Ainsi, l'exposition au risque de marché sera mesurée quotidiennement par divers indicateurs, notamment le risque potentiel de perte maximale (Value at Risk, VaR), la durée, la sensibilité, la volatilité des performances des portefeuilles de la SDM par rapport au benchmark (tracking error).

### - Risque de change

La SDM a respecté le critère de benchmark devise, avec une exposition à 99,7 % en EUR, limitant l'exposition au risque de dépréciation du taux de change par rapport à l'euro, la devise de référence de la SDM. La SDM n'a pas

effectué d'opérations d'achats/ventes de dollars.

### - Risque de taux et risque de liquidité

Pour le portefeuille d'investissement, le Comité de Stratégies du 14 novembre 2011 avait décidé de maintenir à 2 milliards EUR l'exposition autorisée et avait fixé la maturité des titres à 10 ans, sans excéder l'échéance 2021. Ainsi, au 30 décembre 2011, la durée du portefeuille d'investissement est ressortie à 1 352 jours. Les titres du portefeuille d'investissement sont conservés jusqu'à leur échéance et ne sont pas valorisés au mark to market. Par conséquent, le critère de durée est retenu pour faire respecter la contrainte de choix des titres (exposition aux titres gouvernementaux européens les moins risqués sans excéder 10 ans).

### - Risques opérationnels

Les risques opérationnels recensent tous les incidents qui sont inhérents au bon fonctionnement de la Salle des Marchés.

Au 30 décembre 2011, la SDM a enregistré 4 incidents. Ceux-ci ont été répertoriés dans la catégorie « interruptions d'activité et dysfonctionnements des systèmes » et ont principalement eu comme cause les systèmes d'information. Les incidents intervenus au cours de la période sous revue ont été résolus dans leur ensemble.

## B. RESULTATS DE LA SALLE DES MARCHES

Pour l'exercice 2011, le rendement financier intermédiaire<sup>15</sup> et le rendement comptable des activités de la Salle se sont établis à 1,9 %, contre 1,4 % un an plus tôt. Cette légère hausse s'explique essentiellement par l'enregistrement de la plus-value réalisée sur la vente des parts du placement BISIP J à la BRI, la consolidation des résultats nets sur titres suite au relèvement du portefeuille d'investissement, ainsi que par les gains de change.

Le résultat net sur les opérations de placement (hors activité or) a augmenté à 48,2 milliards Franc CFA, contre 45,3 milliards franc CFA sur l'exercice 2010.

Les résultats nets sur titres ont représenté 61% du résultat net des opérations de placement, ressortant à 29,2 milliards Franc CFA, contre 26,8 milliards Franc CFA un an plus tôt. L'exercice 2011 a été marqué par un investissement plus soutenu dans le portefeuille obligataire, ayant par conséquent permis de générer un volume plus élevé de produits nets sur titres. En effet, le montant nominal moyen mensuel investi en titres s'est situé à 1 216,5 milliards Franc CFA (1 854,6 millions EUR) en 2011, contre 567,5 milliards Franc CFA (865,2 millions EUR) en 2010. La variation positive des produits nets sur titres en 2011 a toutefois été tempérée par deux éléments :

- le niveau élevé des plus-values réalisées sur cession de titres de trading en 2010 (15,14 milliards Franc CFA), alors qu'en 2011, la SDM n'a effectué aucune opération de trading ;

- la comptabilisation de l'amortissement de l'écart constaté lors du reclassement du portefeuille de trading en portefeuille d'investissement en décembre 2010 (différence entre la valeur comptable et la valeur de marché).

Les intérêts sur les dépôts ont diminué à 0,68 milliard FCFA en 2011, contre 0,86 milliards Franc CFA un an auparavant. Ils ont été alimentés par les intérêts rémunérant les soldes des avoirs sur les comptes à vue de la Salle des Marchés. Les dépôts à terme auprès des contreparties bancaires ont été restreints depuis 2010 du fait de la faiblesse des taux d'intérêt par rapport au risque de contreparties.

Les produits des placements des avoirs de la Salle des Marchés au Compte Spécial de Nivellement ont diminué de 11 %, s'établissant à 15,75 milliards Franc CFA en 2011, contre 17,64 milliards Franc CFA l'exercice précédent. Cette baisse résulte de la réduction du volume moyen des fonds logés dans ce compte au profit du portefeuille d'investissement. La moyenne des avoirs placés au CSN s'est en effet élevée à 1 251,7 milliards Franc CFA (1,9 milliard EUR) en 2011, contre 1 761,5 milliards franc CFA (2,7 milliards EUR) en 2010. La hausse du taux directeur de la BCE observée en 2011 (Refi en moyenne à 1,25 % en 2011, contre 1 % en 2010) a néanmoins freiné la baisse des intérêts générés par les avoirs de la Salle au CSN.

S'agissant de la gestion externe, le 03 février 2010, la BEAC a investi 65,60

<sup>15</sup> Calculé sur la base de la marge financière rapportée à la position de change moyenne nette.

milliards Franc CFA dans des parts du BISIP J auprès de la BRI. La revente de ces parts, le 30 décembre 2011, a permis à la Banque de réaliser une plus-value de 2,50 milliards Franc CFA.

Sur le Forex, la Salle des Marchés a enregistré un résultat de change total sur la position en devises autres que l'euro de 1,93 milliard FCFA, principalement constitué des gains de change réalisés sur les ventes des dollars reçus en faveur des agents économiques de la sous-région.

Le solde des autres produits et charges s'élève à 35,3 millions Franc CFA, contre - 71,2 millions franc CFA un an plus tôt. Les autres produits (179 millions Franc CFA) ont été constitués des commissions perçues sur les transferts reçus en USD, autres que les tirages des Etats auprès du FMI. Les autres charges (- 143,6 millions Franc CFA) ont été constituées des frais de Swift, des frais de transaction, des

frais de gestion de comptes et des agios payées par la Salle des Marchés.

En ce qui concerne la gestion du stock d'or, elle a généré un résultat de 14,6 milliards franc CFA dont 14,6 milliards Franc CFA de gain de change latent découlant de l'appréciation du cours de l'once d'or au cours de l'exercice 2011 (de 1056 EUR à 1 181 EUR). Le résultat sur l'or a été également alimenté par les intérêts sur les dépôts d'or s'élevant à 7,5 millions Franc CFA en 2011. De plus, suite aux retours en moins (équivalents à des ventes) constatés lors du pesage à l'échéance des dépôts d'or, la Salle des Marchés a réalisé une plus-value de 6,3 millions Franc CFA en 2011.

En définitive, la marge financière, tout comme le résultat comptable et le résultat financier de l'exercice 2011 se sont établis à 50,1 milliards Franc CFA.

**Tableau 39 : Résultats des activités de la Salle des Marchés  
en FCFA**

Eléments des résultats de placements de devises	Exercice 2010	Exercice 2011
a- Intérêts sur titres (coupons)	19 974 943 116	47 559 198 614
b- Plus-values sur cession de titres	15 138 226 505	0
c- Moins-values sur cession de titres	-77 128 401	0
d- Primes sur titres	-8 253 209 691	- 15 201 134 515
e- Décotes sur titres	46 871 532	282 888 176
f- Amortissement différence reclassement 2010	0	- 3 419 300 430
g- Intérêts sur dépôts de devises	857 261 477	678 082 401
h- Résultats sur la gestion externe	0	2 504 581 059
i- Intérêts des placements au CSN <sup>16</sup>	17 639 402 593	15 752 282 596
<b>I - Résultat des activités de placement (a+b+c+d+e+f+g+h)</b>	<b>45 326 367 131</b>	<b>48 156 597 901</b>
j- Résultat de change réalisé sur les opérations en devises	- 8 239 607 163	1 932 535 066
k- Autres produits et charges	- 71 250 242	35 353 561
<b>II - Marge fin. Ou Résultat Intermédiaire [I+ (j+k)]</b>	<b>37 015 509 726</b>	<b>50 124 486 528</b>
l- Pertes de change non réalisées sur devises	- 37 723 504	0
m- Moins-values non réalisées sur titres	0	0
n- Moins-values non réalisées sur la gestion externe	0	0
<b>III - Résultat comptable [II-(k+l+m)]</b>	<b>36 977 786 222</b>	<b>50 124 486 528</b>
o- Gains non réalisés sur devises	388 073	1 382 741
p- Plus-values non réalisées sur titres	0	0
q- Plus-values non réalisées sur la gestion externe	777 386 670	0
<b>IV - Résultat financier [III+ (n+o+p)]</b>	<b>37 755 560 965</b>	<b>50 125 869 269</b>
<b>RENDEMENTS</b>		
Position de change moyenne annuelle <sup>17</sup> marge financière	2 621 308 347 895	2 649 198 915 993
Rendement financier intermédiaire	1,41%	1,89 %
Rendement comptable	1,41%	1,89 %
<b>Eléments des résultats de placements – Or inclus</b>	<b>Exercice 2010</b>	<b>Exercice 2011</b>
<b>I - Résultat financier des placements de devises</b>	<b>37 755 560 965</b>	<b>50 125 869 269</b>
a- Intérêts sur les dépôts d'or	18 134 814	7 497 315
b- Résultat de change réalisé sur or	0	6 293 262
c- Résultat de change non réalisé sur or	33 389 335 223	14 634 864 097
<b>II - Résultat financier de la SDM – Or inclus [I+ (a+b+c)]</b>	<b>71 163 031 002</b>	<b>64 774 523 943</b>

<sup>16</sup> Compte Spécial de Nivellement

<sup>17</sup> Y compris les avoirs de la SDM au Compte Spécial de Nivellement



TITRE III:

**Organisation,  
Activités, Comptes et  
Résultats Financiers**





# CHAPITRE I

## ORGANISATION DE LA BANQUE

### A. ACTIVITES DES ORGANES DE DECISION

#### 1. Comité Ministériel

En 2011, le Comité Ministériel s'est réuni à trois reprises<sup>18</sup>.

Parmi les principales mesures prises en 2011, on peut retenir :

- l'adoption du cadre réglementaire pour l'exercice de l'activité d'émission de monnaie électronique;
- la ratification des comptes définitifs de la BEAC au titre de l'exercice 2010 ;
- l'approbation du budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) ;
- la nomination des nouveaux membres de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) pour le Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale ainsi que celle d'un représentant du Tchad au Comité de Politique Monétaire ;
- le mandat donné au Gouvernement de la BEAC de conduire à terme, la réforme du Système Monétique Interbancaire de la CEMAC sur la base de de l'état d'avancement du projet de fusion OMAC/SMAC qui lui a été présenté ;
- la demande faite aux Autorités camerounaises de procéder à la désignation du Secrétaire Permanent du GABAC, en remplacement de Monsieur BRAHIM MAHAMAT TIDEÏ, dont le mandat est arrivé à son terme ;
- l'adoption de deux règlements CEMAC sur le Taux effectif global (TEG) et le taux d'usure.

#### 2. Conseil d'Administration

En 2011, le Conseil d'Administration a tenu six réunions<sup>19</sup>. Parmi les principales décisions prises on peut citer :

- l'adoption formelle de la nouvelle méthode de comptabilisation des coûts des signes monétaires mise

<sup>18</sup> Le 11 avril 2011 à N'Djamena (réunion ordinaire) ; le 13 juillet 2011 à Douala (réunion extraordinaire) et le 18 septembre 2011 à Paris (réunion ordinaire).

<sup>19</sup> Le 06 janvier 2011 à Yaoundé (réunion ordinaire) ; le 24 février 2011 à Brazzaville (réunion extraordinaire) ; le 10 avril 2011 à N'Djamena (réunion ordinaire) ; le 12 juillet 2011 à Douala (réunion ordinaire) ; le 17 octobre 2011 à Brazzaville (réunion extraordinaire) et le 21 décembre 2011 à Brazzaville (réunion ordinaire).

en œuvre par la BEAC avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

- l'approbation du détachement de Monsieur Franck-Anthony NGANA-WARA auprès de la BEAC en qualité de Directeur Central ;
- la reprise du programme immobilier de la BEAC tel qu'adopté le 13 décembre 2007, mettant ainsi fin au gel décidé lors de sa réunion du 24 juin 2010 à Douala ;
- la nomination de Monsieur Ivan Bacale EBE MOLINA au poste de Directeur National pour la Guinée Equatoriale ;
- l'autorisation donnée, à titre provisoire, à la Banque Centrale d'assurer le financement du GABAC ;
- la recommandation au Comité Ministériel de donner mandat à la BEAC afin qu'elle assure le contrôle de gestion du GABAC pendant la période transitoire et diligente un audit dont les résultats permettront d'entrevoir la réforme de l'organisation, du fonctionnement et de la gouvernance de cette structure ;
- l'adoption du plan de Plan de Réforme et de Modernisation de la BEAC à l'horizon 2013 ;
- la restriction dans un premier temps aux seules banques commerciales des autorisations d'exercice de l'activité d'émission de monnaie électronique soit limité ;
- l'instruction au Gouverneur de la BEAC de consulter les Etats et de constituer, en concertation avec le partenaire français, un Comité

Mixte afin d'approfondir la réflexion sur la problématique de la centralisation des avoirs en devises des Etats membres.

### 3. Comité de Politique Monétaire

En 2011, conformément à l'article 6 de son règlement intérieur, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a tenu quatre séances ordinaires<sup>20</sup> et une session extraordinaire<sup>21</sup>.

Dans un contexte marqué par la consolidation de l'activité économique sous-régionale en dépit des risques pesant sur l'économie mondiale, les membres du CPM ont adopté une politique monétaire accommodante en vue de soutenir l'activité économique.

Ainsi, le Comité de Politique Monétaire a maintenu le statu quo sur tous les instruments de la politique monétaire au cours de ses deux premières séances. En revanche, lors de la séance du 28 octobre 2011, il a revu à la hausse de 25 points de base la grille de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Cette décision est en cohérence avec le principe d'indexation de cette grille sur le taux de la facilité marginale de la Banque Centrale Européenne (BCE). Par contre, en raison d'un changement d'orientation de la politique monétaire menée par la BCE, les taux de rémunération des dépôts publics ont été révisés à la baisse de 25 points de base au cours des sessions extraordinaire du 17 novembre 2011 et ordinaire du 16 décembre 2011.

En outre, le Comité de Politique Monétaire a adopté les objectifs de monnaie et de crédit de l'année 2011 des six Etats de la CEMAC proposés par les Comités Monétaires et Financiers Nationaux (CMFN) compatibles avec les différents

<sup>20</sup> Le 18 mars 2011 à Yaoundé ; le 06 juillet 2011 à Yaoundé et le 28 octobre 2011 à Yaoundé et le 16 décembre 2011 à Douala.

<sup>21</sup> Le 17 novembre 2011 à Yaoundé.

cadres macro-économiques des pays. Il a pris connaissance, à chacune de ses sessions, de la situation des réserves de change de la Communauté et approuvé la stratégie de gestion de celles-ci par la Banque Centrale.

Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire a examiné les études et rapports portant sur i) les modalités de calcul du taux de couverture extérieure de la monnaie avec la prise en compte du portefeuille d'investissement de la Salle des Marchés, ii) les conditions de monétisation de l'or brut produit dans la CEMAC, iii) les travaux du Comité mixte sur le rapatriement et la centralisation des avoirs en devises des Etats membres de la CEMAC, iv) la Réforme de la Politique Monétaire de la Banque, v) l'impact de la crise des dettes souveraines européennes et américaine sur les économies de la CEMAC, et vi) les modalités de fixation des taux de rémunération des dépôts publics.

Enfin, le CPM a régulièrement fait le point sur l'état d'avancement du Projet

d'émission des titres publics à souscription libre dans la CEMAC ainsi que des activités de la Caisse de Recouvrement et de Conservation des Titres (CRCT).

#### **4. Comités Monétaires et Financiers Nationaux**

Au cours de l'exercice 2011, et conformément à leurs attributions, les CMFN ont tenu régulièrement leurs réunions.

Ils ont, dans leurs pays respectifs, autorisé les mobilisations de crédit relevant de leur compétence et approuvé les dossiers à soumettre au Conseil d'Administration et au Comité de Politique Monétaire. Enfin, les CMFN ont entériné les décisions prises par le Gouverneur et les Directeurs Nationaux dans le cadre de leur délégation et subdélégation de pouvoirs respectifs et conformément à leurs attributions définies par l'article 60 des Statuts de la BEAC. Ils ont également pris connaissance des résultats de l'exercice de surveillance multilatérale (cf. annexe X).



*Une vue de la réunion des Membres du CPM*

## B. ACTIVITES DES ORGANES DE CONTROLE

### 1. Collège des Censeurs

Au cours de l'année 2011, le Collège des Censeurs a procédé au contrôle de la régularité des opérations et des comptes de la Banque selon les dispositions de l'article 62 des Statuts.

Conformément aux dispositions de l'article 63 des Statuts, les Censeurs ont contrôlé l'exécution du budget de la Banque et ont fait des recommandations au Conseil d'Administration. Ils ont, par ailleurs, assisté à toutes les réunions du Conseil d'Administration et des Comités Monétaires et Financiers Nationaux.

Enfin, le Collège des Censeurs s'est réuni pour examiner du 1<sup>er</sup> au 03 février 2011 le respect des dispositions de la Convention du Compte d'Opérations, du 30 mars au 04 avril 2011, les comptes de la Banque au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2010 et, du 23 au 24 novembre 2011 la soutenabilité du programme immobilier de la BEAC.

### 2. Comité d'Audit

Le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois en 2011<sup>22</sup>. Les travaux de cet organe ont porté sur :

- l'examen des comptes 2010 de la BEAC avec les Commissaires aux Comptes ;
- l'examen de l'évolution de l'affaire du Bureau Extérieur de Paris ;

- le suivi du programme annuel de la Direction Générale du Contrôle Général (DGCG) ;
- l'état d'avancement des audits externes (SYSCOBEAC, externalisation partielle de l'audit interne) ;
- la rédaction de la Charte du Comité d'Audit ;
- le suivi de recommandations précédentes des différents organes de contrôle.

### 3. Commissariat aux Comptes

Au cours de l'exercice 2011, les cabinets KPMG Afrique centrale et Ernst & Young Congo, commissaires aux comptes de la BEAC, ont examiné les comptes de la Banque clos au 31 décembre 2010. A cette occasion, ils ont rencontré le Comité d'Audit de la Banque.

L'opinion sur les comptes, le rapport sur le Compte d'Opérations et le rapport sur la salle des marchés de l'exercice 2010 ont été présentés au Conseil d'Administration, selon les dispositions de l'article 35 des Statuts.

Au cours de la même année, les commissaires aux comptes ont procédé à une revue intérimaire des comptes de la Banque au titre de l'exercice 2011. L'objectif de la revue intérimaire est d'alléger et d'orienter d'une manière efficiente l'examen des comptes en fin d'exercice.

<sup>22</sup> Du 30 au 31 mars 2011 ; du 21 au 22 juin 2011 ; du 05 au 07 septembre 2011 ; et du 24 au 29 novembre 2011.

## C. FONCTIONNEMENT DES COMITES NATIONAUX DES BALANCES DES PAIEMENTS

Au cours de l'exercice 2011, les Comités Nationaux des Balances des Paiements se sont réunis dans trois pays membres.

Au **Cameroun**, les données du secteur extérieur de l'année 2010 ont été validées par le Comité National de la Balance des paiements du 09 août 2011 à Yaoundé.

Au **Congo**, le Comité National s'est réuni le 27 juillet 2011 à Brazzaville pour

valider les statistiques des balances des paiements des années 2007 et 2008.

Au **Tchad**, le Comité National a validé le 28 juillet 2011 à N'Djamena les statistiques des comptes extérieurs des années 2007 et 2008.

En revanche, la **RCA**, le **Gabon** et la **Guinée Equatoriale** n'ont pas tenu leur Comité National de la Balance des Paiements au cours de l'année 2011.

## CHAPITRE II

# ACTIVITES ET PROJETS PAR METIER DE LA BANQUE

### A. ELABORATION DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Ce volet est assuré conjointement par la Direction des Etudes et de la Stabilité Financière (DESF) et la Direction de la Recherche (DR). Dans ce domaine, l'activité a été marquée essentiellement par la poursuite de la réflexion sur la réforme de la politique monétaire amorcée lors du séminaire organisé du 19 au 23 octobre 2009 à Douala. Les principales actions engagées ont été : i) l'organisation du 11 au 15 juillet 2011 à Yaoundé, d'un Sémi-

naire-atelier sur le cadre global de définition et de conduite de la politique monétaire et ii) les discussions des conclusions et recommandations du séminaire avec la mission du Fonds Monétaire International (FMI) qui a séjourné à Yaoundé, du 21 juillet au 02 août 2011, iii) la poursuite par la Direction de la recherche de la mise en œuvre d'une base de données économiques, monétaires et financières (BDEMF) des pays de la CEMAC.

### B. EMISSION MONETAIRE ET GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

#### 1. Gestion du matériel monétaire

Au 31 décembre 2011, le montant des billets et pièces en circulation hors Banque Centrale a connu une augmentation, s'établissant à 2 390,7 milliards, tous pays confondus, contre 2 107,4 milliards au 31 décembre 2010, soit un accroissement de 13,4 %.

La plus forte progression des billets et monnaies en circulation a été observée au Cameroun (27,3 %), suivie du Congo (23,3 %), du Tchad (18,0 %), du Gabon (16,5%), de la Guinée Equatoriale (9,8 %) et de la République Centrafricaine (5,1 %).

#### 2. Activité générale des caisses

Les flux des billets et pièces aux guichets de la Banque (versements et pré-

lèvements) ont enregistré une progression de 16,3 % en 2011, pour s'établir à 7 516,1 milliards contre 6 464,4 milliards l'exercice précédent. Pour l'ensemble de la Communauté, les versements ont affiché une expansion de 13,5 % contre 18,8 % pour les prélèvements.

Les versements de signes monétaires effectués dans les Centres de la Banque ont atteint 3 551,3 milliards contre 3 128,4 milliards en 2010. La Guinée Equatoriale a enregistré le plus fort accroissement des versements (110,4 %), suivie du Congo (17,9 %), du Cameroun (13,3 %), du Gabon (8,2 %), de la République Centrafricaine (7,7 %) et du Tchad (1,8 %).

Le montant des prélèvements des billets et pièces s'est fixé à 3 964,8 milliards au 31 décembre 2011 pour les

six pays de la CEMAC contre 3 336 milliards à fin décembre 2010. Cette augmentation est observée particulièrement en Guinée Equatoriale (87,1 %), au Tchad (24,2 %), au Congo (18,9 %), au Gabon (17,0 %), au Cameroun (8,7 %) et en République Centrafricaine (6,4 %).

### 3. Activités des salles de tri

Au total, 550,1 millions de billets, toutes dénominations confondues, ont été triés par Etat et en qualité, contre 496,02 millions l'année précédente, soit une hausse de 11,0 %.

Le volume des billets triés en qualité s'est établi à 473,3 millions de coupures en 2011 contre 435 millions en 2010, en augmentation de 8,8 %. A l'issue du tri en qualité, 315 millions de billets valides ont été produits, contre 158,4 millions de billets usés, soit un taux moyen de récupération des billets de retour de circulation de 76,4 % en 2011 contre 56,5% en 2010.

Les résultats du tri en qualité par coupure se présentent comme suit :

- 271,5 millions de billets de 10 000 triés pour un taux de récupération de 80,9 % ;
- 101,1 millions de billets de 5 000 triés pour un taux de récupération de 61,1 % ;
- 38,3 millions de billets de 2 000 triés pour un taux de récupération de 49,7 % ;

- 32,3 millions de billets de 1000 triés pour un taux de récupération de 24,1 % ;
- 30,2 millions de billets de 500 triés pour un taux de récupération de 21,8 %.

Les opérations de tri par Etat ont généré 76,77 millions de billets déplacés en 2011, contre 67,3 millions de coupures en 2010, soit une hausse de 14,1 %.

### 4. Niveau des stocks

Le niveau moyen annuel des encaisses (signes monétaires émis et non émis) détenues par la Banque en 2011 s'est chiffré à 4 819,8 milliards contre 5 214,6 milliards en 2010, soit une baisse de 7,6 %.

### 5. Billets exportés hors de leur territoire d'origine

Au 31 décembre 2011 le stock de billets exportés hors de leur territoire d'émission s'est élevé à 592,06 milliards en valeur faciale contre 457,8 milliards un an auparavant, soit une hausse de 29,3 %. La composition de ce stock s'est présentée comme ci-après : les billets tchadiens ont représenté (32,0 %), suivis des billets centrafricains (19,5 %), équato-guinéens (16,6 %), congolais (12,5 %), camerounais (11,1 %) et gabonais (8,8 %).

L'essentiel des billets exportés a convergé, à l'instar des années précédentes, vers le Cameroun (70,9 %).

## C. GESTION ET CONTROLE DES SYSTEMES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

En 2011, la place financière de la CEMAC comptait 60 participants au Système de Gros Montants Automatisé (SYGMA) et 59 participants au Système de Télé-compensation en Afrique Centrale (SYSTAC), incluant les 06 Directions Nationales de la BEAC et trois Trésors Nationaux (Cameroun, Gabon et Congo). Hormis quelques perturbations liées principalement aux dysfonctionnements du réseau de télécommunications, le déroulement des échanges sur ces deux plateformes a été globalement satisfaisant pendant la période sous revue.

Au cours de la période sous-revue, les opérations effectuées sur SYGMA et SYSTAC se sont élevées en volume, à 2915092 contre 2527821 en 2010, soit une hausse de 15,3 % et en valeur, à 10 216 milliards contre 8 212 milliards un an auparavant, en hausse de 24,4 %.

Le montant des opérations réglées dans SYGMA par les participants hors BEAC (Etablissements de crédits, Trésors et Postes) a été de 1 651 530 433 302 francs CFA soit une hausse de 148 % par rapport à l'année 2010.

En 2011, le nombre d'opérations échangées sur SYGMA a atteint

2 781 247 pour un montant global de 8 564 469 678 994 Francs CFA, soit un accroissement annuel de 43,1% en quantité et 17,6 % en valeur par rapport à l'année 2010.

Au cours de cette même année, les Directions Nationales ont émis 11 302 transferts contre 9 650 en 2010. La valeur de ces ordres émis s'est établie à 4 236 647 millions de Francs CFA contre 3 453 644 millions de Francs CFA en 2010, soit une augmentation de 22,7 %.

Quant aux ordres reçus, les Directions Nationales ont enregistré, sur la période, 2 609 transferts contre 2 790 en 2010.

L'ensemble des transferts reçus en 2011 par les Directions Nationales est évalué à 5 425 962 millions de francs CFA contre 3 524 394 millions de francs CFA en 2010. Ce qui fait apparaître une hausse de 54,0 %.

Aux Services Centraux, la valeur globale des transactions traitées s'est élevée à 38 608 millions de Francs CFA pour les transferts émis et 382 millions de Francs CFA pour les transferts reçus.

## D. SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE

En vue de la production d'une information comptable fiable dans les délais requis par les Autorités de la Banque et les principaux partenaires de la BEAC, la Direction de la Comptabilité a poursuivi la mise en œuvre des actions prévues dans le Plan de Réforme et de Modernisation

Horizon 2013 et portant sur : i) la résorption et la maîtrise de suspens comptables ; ii) la réflexion sur les améliorations techniques, fonctionnelle et organisationnelle du Système d'Information Comptable de la BEAC.

## E. RESSOURCES HUMAINES

### 1. Gestion du personnel

Au 31 décembre 2011, l'effectif total du personnel de la BEAC est de 2397 contre 2456 au 31 décembre 2010, soit une diminution de 2,4 % de l'ensemble du personnel.

La baisse des effectifs constatée entre 2010 et 2011 s'explique principalement par les départs à la retraite, les mises en

détachement/disponibilité et les décès.

La répartition des effectifs entre les différentes catégories de personnel est de 264 Agents d'Encadrement Supérieur (AES) et 2133 Agents des Conditions Générales (ACCG) représentant respectivement 11,0 % et 89,0 % de l'ensemble du personnel.

**Tableau n° 40 : Evolution des effectifs<sup>23</sup> par Pays**

Pays et Centre	Effectifs		Accroissement		Répartition de l'effectif au 31/12/2011		
	31/12/2010	31/12/2011	Nombre (c)	%	%	Dont cadres supérieurs	
	(a)	(b)				(e)	Nombre (f)
Services Centraux	626	600	- 26	- 4,15	25,03	141	5,88
Bureau Extérieur Paris	613	595	- 18	- 3	24,82	32	1,33
Cameroun	173	166	- 7	- 6,2	6,92	14	0,58
République Centrafricaine	319	309	- 10	- 3,13	12,89	20	0,83
Congo	302	299	- 3	- 1	12,47	24	1,00
Gabon	166	169	3	2	7,05	13	0,54
Guinée Equatoriale	252	254	2	1	10,59	18	0,75
Tchad	5	5	0	0	0,20	2	0,08
<b>Total</b>	<b>2 456</b>	<b>2 397</b>	<b>- 59</b>	<b>- 14,48</b>	<b>100</b>	<b>264</b>	<b>10,99</b>

(c) = (b) – (a)  
 (d) = (c) / (a)  
 (e) = (b) / 2456  
 (g) = (f) / 2456

<sup>23</sup> Il convient de mentionner que les effectifs au 31/12/2010 n'incluent pas les six (06) Membres du Gouvernement, les deux (02) Secrétaires Généraux de la COBAC et deux (02) contractuels. De même, en sont exclus les vingt-sept (27) personnels encore en stage, à l'essai ou temporaires.



*Vue d'une salle de tri de la BEAC*

La synthèse de la répartition des effectifs par centre et par pays est retracée dans le tableau ci-après :

**Tableau n° 41 : Répartition des effectifs par centre**

PAYS	CENTRES	EFFECTIFS ACCG	EFFECTIFS AES	TOTAL
SERVICES CENTRAUX		<b>459</b>	<b>141</b>	<b>600</b>
CAMEROUN	Yaoundé	166	15	181
	Douala	154	7	161
	Garoua	87	3	90
	Nkongsamba	34	3	37
	Limbé	45	1	46
	Bafoussam	77	3	80
		<b>563</b>	<b>32</b>	<b>595</b>
R.C.A	Bangui	122	12	134
	Berbérati	30	2	32
		<b>152</b>	<b>14</b>	<b>166</b>
CONGO	Brazzaville	167	12	179
	Pointe-Noire	89	6	95
	Ouessou	33	2	35
		<b>289</b>	<b>20</b>	<b>309</b>
GABON	Libreville	163	15	178
	Port-Gentil	32	4	36
	Franceville	50	3	53
	Oyem	30	2	32
		<b>275</b>	<b>24</b>	<b>299</b>
GUINEE-EQUATORIALE	Malabo	103	11	114
	Bata	53	2	55
		<b>156</b>	<b>13</b>	<b>169</b>
TCHAD	N'djaména	147	14	171
	Moundou	42	2	44
	Sarh	37	2	39
		<b>226</b>	<b>18</b>	<b>254</b>
FRANCE	Paris	3	2	5
<b>TOTAL</b>		<b>2133</b>	<b>264</b>	<b>2397</b>

## 2. Formation

En 2011, la Direction de la Formation a poursuivi, conformément à ses missions, la formation des agents de la Banque, des cadres des administrations économiques et financières de la

zone et des étudiants, à travers des activités de formation internes et externes, et des activités du Projet BCEAO/BEAC pour la zone CEMAC et les préparatifs du programme BCEAO/BEAC/BCC de renforcement des capacités dans la zone Franc.

## F. CAISSE DE RETRAITE

Au terme de l'année 2011, le portefeuille des actifs de la CRBC sous mandat de gestion s'est situé à 104 633 millions de Francs CFA en valeur de marché dont 25 229 millions en actions et 77 927,00 millions en produits de taux.

Le taux de rendement interne depuis l'origine du portefeuille d'actifs financiers de la CRBC s'est établi à 4,03 % au 31 décembre 2011 contre 4,65% à fin 2010.

Le taux de couverture des engagements de retraite par les actifs financiers

a progressé à hauteur de 104,5 % en valeur historique à fin 2011 contre 105,1 % à fin 2010.

A l'issue des travaux d'inventaire actuariel 2011, le montant des cotisations salariales et patronales collectées est estimé à FRANCS CFA 6 464,5 millions tandis que la somme des prestations payées au cours de l'exercice est évaluée à FRANCS CFA 2 498,4 millions (dont 379,5 millions en capitaux de départ à la retraite et 2,40 millions en frais d'obsèques).

## G. INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre de sa mission de mise en œuvre de la politique des systèmes d'information et des technologies de l'information de la BEAC, la Direction de l'informatique et des télécommunications a poursuivi, d'une part, ses activités d'amélioration des processus de gouvernance des systèmes d'informations et, d'autre part, son appui technique à la réalisation des différents projets initiés par la

Banque dans les domaines ci-après :

- Continuité des Activités du Système d'Information (PCASI) ;
- Plan Directeur du Système d'Information (PDSI) ;
- Applications et bases de données ;
- Sécurité du système d'information ;
- Infrastructures des Réseaux et des Télécommunications.

## H. INVESTISSEMENT - PATRIMOINE ET GESTION

En 2011, la Banque a poursuivi son programme immobilier 2007-2012. Trois chantiers sont actifs au cours de cette année, en l'occurrence la construction des nouveaux bâtiments pour les Directions Nationales de Libreville (Gabon) et de Malabo (Guinée-Equatoriale), et pour l'Agence de Moundou (Tchad). Dans le

même temps, les projets de Bangui et d'Abéché sont en phase d'études.

En raison de nouveaux besoins, le Conseil d'Administration, après avoir examiné sa soutenabilité, a adopté un programme révisé portant sur la période 2007-2015.

## I. AFFAIRES JURIDIQUES

Dans le cadre de son rôle d'appui et de conseil à l'ensemble des entités de la BEAC, le Département des Affaires Juridiques et des Contrats (DAJC) a enregistré en 2011 des saisines des différentes Directions et Centres de la BEAC.

Les avis et observations ont porté essentiellement sur les contrats et conventions, les procédures de passation des marchés, les dossiers du personnel, les saisies-attributions et voies d'exécution et le suivi de certains contentieux et réclamations.

## J. PLANIFICATION DES MOYENS BUDGETAIRES

Dans le cadre du contrat d'assistance à la mise en œuvre du volet budgétaire de la réforme du système de gestion de la Banque, les actions suivantes ont été exécutées :

- Application, à titre expérimental, des nouvelles méthodes d'évaluation des recettes et des dépenses budgétaires, notamment la métho-

de de la Justification au Premier Franc (JPF) ;

- Production par un Comité Technique Pluridisciplinaire d'un projet de nouveau référentiel de gestion budgétaire de la Banque constitué d'un Règlement Financier, d'un Manuel des procédures ainsi que d'un Manuel d'évaluation des recettes et des dépenses.

## K. AUDIT ET CONTROLE INTERNE

Au cours de l'année 2011, la Direction Générale du Contrôle Générale (DGCG) a réalisé 23 missions d'audit et d'enquêtes, dont 9 conjointement avec un cabinet externe.

En complément de ces audits, le cabinet externe a assuré, pour le compte de la DGCG, l'externalisation partielle de l'audit interne dans trois domaines : la salle des marchés, les transferts SWIFT et la comptabilité.

En outre, quatre audits externes ont été diligentés par la Banque, portant sur l'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action de 2009, les grands marchés passés par la BEAC de 2000 à 2009,

l'application comptable SYSCOBEAC et le portefeuille d'assurances de la Banque.

Au plan de la méthodologie d'audit, la DGCG a entamé en 2011, la mise en conformité des modalités de planification et de conduite de ses audits aux normes internationales de l'IIA (Institute of Internal Audit). Elle a, à cet effet, élaboré un guide de méthodologie servant de référentiel pour le déroulement de ses missions.

Le projet SIRISBEAC de cartographie des risques s'est poursuivi en 2011. L'application SIRISBEAC a ainsi été étendue aux Services Centraux, aux six Directions Nationales et à l'ensemble des Centres du Cameroun.

## L. SECURITE PHYSIQUE

En matière de sécurité physique, les actions ci-après ont été menées :

- Poursuite de la rédaction des manuels de procédures et de modes opératoires de Sûreté et de Sécurité (organisation d'un séminaire à Yaoundé du 10 au 14 janvier 2011 et d'un atelier à Limbé du 17 au 28 octobre 2011) ;
- Signature des accords avec les Forces Publiques ;
- Achèvement du programme de renforcement de la sécurisation des Centres par les Forces Publiques ;
- Renforcement de la sécurité physique des Agences de Limbé et Berberati.



*La maquette du futur immeuble de la Direction Nationale Malabo*

# CHAPITRE III

## SURVEILLANCE MULTILATERALE

### A. CRITÈRES DE LA SURVEILLANCE MULTILATÉRALE

L'exercice de la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur des critères de convergence et un ensemble d'indicateurs macroéconomiques. Les critères de premier rang de la surveillance multilatérale sont au nombre de quatre, à savoir : i) le solde budgétaire de base, qui doit être positif ou nul, ii) le taux d'inflation en moyenne annuelle, qui doit être inférieur ou égal à 3 %, iii) le taux d'endettement public, qui doit être inférieur ou égal à 70 %, et iv) la non-accumulation

d'arriérés sur la gestion courante.

L'appréciation de ces critères, qui devait se faire sur la base d'un programme triennal de convergence glissant demeure, une fois de plus, perturbée par les retards observés dans l'élaboration du programme triennal de convergence par les Etats. Cet état de fait rend encore difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif.

### B. RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATÉRALE

Sur la base des chiffres communiqués par la Commission de la CEMAC, en ce qui concerne les quatre critères de premier rang, les résultats de la surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques en 2011 pour la CEMAC prise globalement, révèlent que trois critères sur quatre ont été respectés. Seul le critère relatif à la non-accumulation d'arriérés sur la gestion courante n'a pas été observé.

Ainsi, au niveau de la CEMAC, la gestion des finances publiques s'est traduite par un excédent budgétaire de base de 5,5 % du PIB en 2011, en nette amélioration par rapport à 2010 (2,2 % du PIB). Cinq pays, à savoir, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoria-

le et le Tchad ont respecté ce critère, avec les niveaux respectifs suivants : 0,5 %, 20,3 %, 8,6 %, 1% et 4,2 % du PIB. Ces pays ont profité de la bonne tenue des cours des produits pétroliers sur le marché international qui a contribué à augmenter sensiblement le niveau des recettes. La Centrafrique, seul pays non pétrolier de la zone, a enregistré un déficit de 2 % du PIB.

Quant au critère relatif au taux d'inflation annuel moyen, il s'est situé à 2,7 % au niveau sous-régional et demeure en deçà de la norme communautaire de 3 %. Au niveau des Etats membres, seule la Guinée Equatoriale n'a pas observé ce critère en 2011 avec un taux atteignant 4,9 %. Les cinq autres pays ont respec-

té ce critère, avec les niveaux suivants : 2,9 % pour le Cameroun, 1,2 % pour la Centrafrique, 2,2 % pour le Congo, 1,3 % pour le Gabon et 2 % pour le Tchad.

Le critère du ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal a été observé par la Communauté, avec un niveau de 14,1 % en 2011. Pris individuellement, tous les Etats ont satisfait à ce critère avec des niveaux variant entre 5,7 % pour la Guinée Equatoriale et 25,2 % pour le Tchad.

Enfin, s'agissant du critère relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs sur la gestion courante, deux pays (Cameroun et Guinée Equatoriale) sur six l'ont respecté.

Dans l'ensemble, les résultats de la surveillance multilatérale par Etat membre se présentent de la manière suivante : le Cameroun est le seul pays à avoir respecté les quatre critères ; le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont respecté trois critères, à l'exception de celui relatif à la non accumulation des arriérés sur la gestion courante pour le Congo, le Gabon et le Tchad et du taux d'inflation pour ce qui est de la Guinée Equatoriale. La Centrafrique, quant à elle, a observé deux critères sur quatre. Les critères relatifs au solde budgétaire de base et à la non accumulation d'arriérés sur la gestion courante n'ont pas été respectés.

Par ailleurs, pour ce qui est des critères complémentaires au solde de base, il ressort que le solde budgétaire de base structurel a atteint + 1,7 % du PIB au niveau communautaire, + 10,7 % du PIB au Congo et + 4,8 % du PIB au

Gabon. Des déficits ont été observés au Cameroun (- 0,8 % du PIB), en Centrafrique (- 2 % du PIB), en Guinée Equatoriale (- 2,6 % du PIB) et au Tchad (- 3,8 % du PIB). Quant au solde de base hors pétrole, le déficit reste important au niveau de la Communauté et s'est établi à 25,4 % du PIB en 2011. Ce déficit est très élevé en Guinée-Équatoriale où il a atteint 242,8 % du PIB. Au Cameroun, au Congo, au Gabon et au Tchad, les déficits se présentent de la manière suivante : 4,8 %, 44,5%, 20,3 % et 33,6 % du PIB respectivement.

En plus des critères de premier rang et complémentaires susmentionnés, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Au total, quatre indicateurs sont examinés, à savoir, le taux de couverture extérieure de la monnaie, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et le déficit du compte courant.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie au 31 décembre 2011 s'est établi à 100 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Les pays ont observé les niveaux suivants : 94,8 % pour le Cameroun ; 69,7 % pour la Centrafrique ; 102,5 % pour le Congo ; 88,9 % pour le Gabon ; 103,2 % pour la Guinée Equatoriale et 68,6 % pour le Tchad.

Quant au taux de pression fiscale non pétrolière, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'État pour faire

face à ses charges structurelles, le niveau communautaire qui est de 15,6 % du PIB demeure faible au regard de celui des autres communautés sous-régionales.

S'agissant de l'indicateur relatif à la variation comparée de la masse salariale et des recettes budgétaires totales, la Communauté a connu une évolution plus rapide des salaires versés par rapport aux recettes totales, en liaison avec les différentes mesures prises par les Autorités de la Communauté en matière de

recrutements, aussi bien dans les administrations publiques que dans les administrations privées.

Enfin, le déficit du compte extérieur courant s'est stabilisé autour de 5 % du PIB en 2011. Ce déficit de 2011 résulte des soldes enregistrés par le Cameroun (- 7,4 %), la Centrafrique (- 9,1 %), le Congo (- 11,4 % du PIB), la Guinée Equatoriale (- 14,1 % du PIB) et le Tchad (- 0,6 % du PIB) et le Gabon (+ 7,6 % du PIB).

**Tableau 42 : Résultats d'exécution de la surveillance multilatérale dans la CEMAC**

CRITERES DE CONVERGENCE	RESULTATS D'EXECUTION DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DECEMBRE 2011										Nombre de pays respectant le critère			
	Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2011	2010	2009				
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme $\geq 0$ )	0,5	-2,0	20,3	8,6	1,0	4,2	5,5						
	Solde budgétaire de base structuré rapporté au PIB nominal (norme $> 0$ ) <sup>24</sup>	-0,8	-2,0	10,7	4,8	-2,6	-3,8	1,8				5	4	5
	Solde budgétaire de base hors pétrole rapporté au PIB nominal (norme $> 0$ ) <sup>1</sup>	-4,8	-2,0	-44,5	-20,3	-242,8	-33,6	-25,4						
	Solde budgétaire primaire hors pétrole (% PIB hors pétrole)	-4,7	-1,2	-44,1	-18,2	-240,2	-32,0	-24,6						
2	Taux d'inflation annuel moyen (Norme $< 3$ %)	2,9	1,2	2,2	1,3	4,9	2,0	2,7				5	4	2
3	Taux d'inflation sous-jacente) <sup>1</sup> (Norme $< 3$ %)													
	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme $\leq 70$ %)	15,1	20,3	18,1	10,9	5,7	25,2	12,8				6	6	6
	Arriérés de paiement intérieurs	0,0	6,3	10	5	0,0	3,5	24,8				2	2	6
	Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				2	2	6
Nombre de critères respectés par pays		4	2	3	3	3	3	3				2	2	6
	2011													
	2010	2	3	2	4	3	2	3						
	2009	4	2	3	4	2	2	3						

Sources : BEAC, Administrations nationales et Commission de la CEMAC

<sup>24</sup> Indicateur complémentaire de convergence



*Le Gouverneur de la BEAC M. ABAGA NCHAMA avec Mme SAYEH (Directrice du Département Afrique au FMI)*



*Une vue des échanges entre le staff du FMI et la Délégation de la BEAC conduite par son Gouverneur M. Lucas ABAGA NCHAMA*



# CHAPITRE IV

## COMPTE ET RESULTATS FINANCIERS DE LA BANQUE

Au 31 décembre 2011, le total du bilan de la Banque s'est établi à 9 208 893 898 811 Francs CFA contre 7 890 639 704 950 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une hausse de 16,7 %.

Le bénéfice net avant affectation sur douze mois s'est chiffré à 23 143 303 700 Francs CFA, contre 7 925 323 791 Francs CFA réalisés au cours de l'exercice antérieur, soit une baisse de 192,0 %.

### A. BILAN

#### 1. ACTIF

##### 1.1. Avoirs extérieurs à vue

Les avoirs extérieurs sont constitués des avoirs en Compte d'Opérations (y compris le Compte Spécial de Nivellement) ouvert auprès du Trésor français, des soldes des comptes ouverts auprès des correspondants et de l'encaisse des billets étrangers (essentiellement des billets Euro). Au 31 décembre 2011, ils se sont fixés à 6 134 263 598 214 Francs CFA contre 4 753 476 016 559 Francs CFA un an plus tôt, soit une hausse de 29,1 %.

L'encaisse des billets étrangers détenue par la Banque s'est inscrite en hausse de 13 517 062 825 francs CFA pour s'établir à 26 073 141 911 francs CFA au 31 décembre 2011.

Le solde du poste correspondant Hors Zone d'Emission a marqué un retrait de 2 077 096 198 Francs CFA et s'est fixé à 2 082 845 286 Francs CFA au 31 décembre 2011.

Le Compte d'Opérations (y compris le Compte Spécial de Nivellement), principale composante des disponibilités extérieures à vue, s'est situé à 6 106 107 611 017 Francs CFA contre 4 736 759 995 989 Francs CFA un an auparavant, soit une hausse de 1 369 347 615 029 Francs CFA essentiellement due au rapatriement des recettes d'exportation des Etats membres.

Le compte d'opérations est rémunéré au taux de la facilité marginale de la Banque Centrale Européenne (BCE) qui est passé de 2,06 % au dernier trimestre 2010 à 1,75 % au dernier trimestre 2011.

##### 1.2. Autres avoirs extérieurs

Les autres avoirs en devises convertibles comprennent « les comptes chez les correspondants étrangers » et « les opérations sur le marché financier ». Les autres avoirs en devises convertibles se sont situés à 1 470 752 238 698 Francs CFA au 31 décembre 2011 contre 1 597 085 451 861 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une baisse de 7,9 %.

Les comptes courants chez correspondants étrangers se sont établis à 1 470 752 238 698 Francs CFA au 31 décembre 2011 contre 1 440 644 593 907 Francs CFA un an plus tôt, soit une hausse de 30 107 644 793 francs CFA (2,1 %).

Les opérations sur le marché financier regroupent les dépôts à terme en devises, or et les placements en gestion déléguée. Les placements existants l'exercice précédents arrivés à maturité au cours de l'exercice 2011, n'ont pas été renouvelés. Au 31 décembre 2011, les opérations sur le marché financier ont présenté une valeur nulle et ont enregistré une baisse de 156 440 857 954 Francs CFA (- 100, 0 %).

### 1.3. Encaisse-or

Le stock d'or de la Banque est réparti sur deux comptes :

- Dépositaires or, pour la partie mise en dépôt, qui apparaît dans le poste Encaisse-Or du bilan ;
- Contreparties or, pour les placements effectués, qui se retrouve dans le poste Opérations sur le marché financier.

Au 31 décembre 2011, le stock d'or de la Banque exprimé en quantité, s'est élevé à 178 395,465 onces, soit 138 238 508 369 Francs CFA. L'encaisse or a été déposée auprès des contreparties de la BEAC.

### 1.4. Fonds Monétaire International

Ce poste comprend la position de réserve (souscription de la quote-part en devises par les Etats) et les avoirs en

DTS dont les montants se sont élevés respectivement à 101 775 105 757 francs CFA et 352 071 378 933 francs CFA au 31 décembre 2011, contre 93 707 611 352 francs CFA et 354 598 702 857 francs CFA au 31 décembre 2010. La variation à la hausse de 1,2 % observée sur ce poste, est liée notamment aux ajustements de valeurs effectués mensuellement en 2011 et aux nouvelles souscriptions effectuées par la Guinée Equatoriale et le Tchad.

### 1.5. Créances sur les banques

Les créances sur les banques se rapportent aux interventions de la BEAC sur le marché monétaire sous forme d'appels d'offres, de prises en pensions et d'avances ponctuelles pour les opérations courantes (guichet A) et d'avances à moyen terme irrévocables destinées au financement des investissements (guichet B). Elles ont marqué une hausse de 12,0 %, en passant de 8 234 000 000 francs CFA au 31 décembre 2010 à 9 219 000 000 Francs CFA au 31 décembre 2011.

### 1.6. Créances sur les Trésors Nationaux

Les créances sur les Trésors Nationaux représentent le financement monétaire de la Banque Centrale au profit des Etats, sous forme d'avances en compte courant, d'avances exceptionnelles et de créances consolidées sur les Etats. Elles se sont chiffrées à 554 499 552 438 Francs CFA au 31 décembre 2011 contre 603 645 588 702 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une diminution de 8,1 %. Ce repli reflète le désengagement des Trésors publics envers la Banque, notamment le remboursement des avances en comptes courants.

## 2. PASSIF

### 2.1. Billets et monnaies en circulation

Ce poste représente essentiellement les engagements de la BEAC à l'égard du public et, de façon marginale, vis-à-vis des établissements de crédit pour la partie de la monnaie fiduciaire qu'ils détiennent sous forme d'encaisses.

Le poste « billets et monnaies » est ressorti à 2 390 728 348 198 francs CFA au 31 décembre 2011 contre 2 107 408 208 823 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une hausse de 13,4 % en relation avec le raffermissement des avoirs extérieurs.

### 2.2. Trésors et comptes publics nationaux

Les dépôts des Trésors et Comptes Publics correspondent à deux types de comptes :

- les comptes courants à partir desquels les différents Trésors et Comptes Publics effectuent leurs opérations. Ces comptes ne sont pas rémunérés ;
- les comptes de dépôt qui sont des placements rémunérés. Ils se déclinent en trois produits :
- les dépôts spéciaux dont la maturité est de un mois ;
- les fonds de stabilisation des recettes budgétaires, avec une maturité de six mois ;

- les fonds de réserves pour les générations futures d'une maturité de cinq ans et dont les intérêts sont capitalisés.

Les comptes courants se sont situés à 831 595 706 895 Francs CFA au 31 décembre 2011, contre 550 162 718 513 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 51,1 %.

Le fonds de stabilisation des recettes budgétaires s'est inscrit en baisse de 525 693 438 936 Francs CFA pour s'établir à 715 270 682 440 francs CFA au 31 décembre 2011 contre 1 240 964 121 376 francs CFA un auparavant, sous l'effet de la diminution du solde du compte du Congo.

Le fonds de réserve pour les générations futures a augmenté de 409,4 %, passant de 252 441 336 275 Francs CFA au 31 décembre 2010 à 1 286 010 465 535 Francs CFA au 31 décembre 2011.

Les dépôts spéciaux se sont chiffrés à 527 157 915 088 Francs CFA au 31 décembre 2011 contre 451 042 278 435 francs CFA au 31 décembre 2010.

La variation positive de ces comptes est consécutive au rapatriement massif vers la Zone, des recettes pétrolières de l'année 2011.

### 2.3. Comptes des banques et institutions financières

Cette rubrique regroupe les dépôts des institutions financières étrangères (FMI, BIRD, Paierie de France, etc.)

auprès de la BEAC, les dépôts des établissements de crédits de la Zone et leurs placements à la Banque Centrale. Le solde de ces comptes s'est établi à 2 483 829 379 658 francs CFA au 31 décembre 2011, contre 2 149 909 037 726 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une hausse de 15,5 %.

#### **2.4. FMI – Allocations de DTS**

Le montant des allocations de DTS est passé de 412 260 099 527 francs CFA au 31 décembre 2010 à 421 814 439 849 francs CFA au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 2,3 % consécutive aux ajustements de la valeur du DTS.

#### **2.5. Emprunts et dettes à long et moyen terme**

Sont enregistrés dans ce poste, les emprunts contractés auprès de la Banque Mondiale (IDA) pour le financement du projet de réforme des Systèmes de Paiement et de Règlement de la Zone CEMAC et du projet de renforcement des capacités des Organismes sous-régionaux (UGRIF). Son solde s'est affiché à 9 910 603 952 francs CFA au 31 décembre 2011.

#### **2.6. Résultat de l'exercice**

Le résultat de l'exercice 2011 s'élève à 23 143 303 700 francs CFA contre

7 925 323 791 Francs CFA en 2010, soit une hausse de 192,0 %.

#### **2.7. Réserves**

Elles sont constituées des réserves statutaires, des réserves des Etats membres, des réserves de garantie de change sur les avoirs en Compte d'Opérations, des réserves pour investissements immobiliers, des réserves de dévaluation/réévaluation et des réserves de variation des avoirs gérés par la Salle des Marchés. Le solde de ce poste s'est établi à 330 471 453 715 francs CFA au 31 décembre 2011 contre 305 938 137 813 francs CFA au 31 décembre 2010.

#### **2.8. Capital, primes et fonds de dotation**

Le capital, souscrit en indivision entre les Etats membres, s'est élevé à 88 000 000 000 francs CFA au 31 décembre 2011.

Les fonds de dotation s'élèvent à 3 507 313 350 francs CFA et correspondent à la valeur des terrains reçus des Etats membres à titre gracieux pour la construction d'édifices.

**Tableau 43 : Evolution du bilan de la Banque  
décembre 2010 – décembre 2011  
(En FCFA)**

ACTIF	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2011
<b>Disponibilités Extérieures</b>	<b>6 350 561 468 420</b>	<b>7 421 480 388 654</b>	<b>7 605 015 836 912</b>
<b>Avoirs extérieurs à vue</b>	<b>4 753 476 016 559</b>	<b>5 909 363 498 636</b>	<b>6 134 263 598 214</b>
Billets Etrangers	12 556 079 086	17 459 990 527	26 073 141 911
Correspondants Hors Zone d'Emission	4 159 941 484	- 61 080 460 659	2 082 845 286
Tresor français	4 736 759 995 989	5 952 983 968 768	6 106 107 611 017
<i>Compte d'Opérations</i>	3 333 405 590 189	4 484 611 105 128	4 768 926 147 377
<i>Compte Spécial de Nivellement</i>	1 403 354 405 800	1 468 372 863 640	1 337 181 463 640
<b>Autres avoires extérieurs (SDM)</b>	<b>1 597 085 451 861</b>	<b>1 512 116 890 018</b>	<b>1 470 752 238 698</b>
Comptes Courants Chez correspondants étrangers	1 440 644 593 907	1 445 335 450 908	1 470 752 238 698
Opérations sur le Marché Financier	156 440 857 954	66 781 439 110	0
<b>Encaisses-or</b>	<b>33 538 502 047</b>	<b>121 775 931 221</b>	<b>138 238 508 369</b>
<b>Fonds Monétaire International</b>	<b>448 306 314 209</b>	<b>425 532 575 982</b>	<b>453 846 484 690</b>
Quote-part en devises	93 707 611 352	94 982 209 689	101 775 105 757
Avoirs en D.T.S.	354 598 702 857	330 550 366 293	352 071 378 933
<b>Créances sur les banques</b>	<b>8 234 000 000</b>	<b>9 783 000 000</b>	<b>9 219 000 000</b>
<b>Concours du Marché Monétaire</b>	<b>367 000 000</b>	<b>2 662 000 000</b>	<b>2 844 000 000</b>
<b>Guichet A : Appels d'Offres et pensions</b>	<b>367 000 000</b>	<b>2 662 000 000</b>	<b>2 844 000 000</b>
<b>Guichet B : Avances à Moyen Terme</b>	<b>7 867 000 000</b>	<b>7 121 000 000</b>	<b>6 375 000 000</b>
<b>Créances sur les Trésors nationaux</b>	<b>603 645 588 702</b>	<b>561 979 317 892</b>	<b>554 499 552 438</b>
Avances en comptes courants	522 366 166 567	480 051 080 204	471 092 041 293
Avances exceptionnelles	3 135 000 000	3 202 500 000	4 101 499 700
Crédits à économie consolidés sur l'Etat	78 144 422 135	78 725 737 688	79 306 011 445
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	167 706 009 777	160 139 869 928	171 592 683 003
<b>Valeurs Immobilisées</b>	<b>202 074 035 483</b>	<b>209 102 049 691</b>	<b>215 364 902 090</b>
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>38 855 949 034</b>	<b>39 136 692 392</b>	<b>43 924 884 192</b>
Créances sur le Personnel	15 258 375 235	16 958 906 302	22 274 427 332
Créances sur les autres Banques Centrales	2 972 448 586	1 552 004 920	0
Participations	20 624 722 708	20 624 722 708	20 626 480 673
Autres Immobilisations Financières	402 505	1 058 462	1 023 976 187
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>17 810 035 832</b>	<b>16 796 458 741</b>	<b>12 317 686 990</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>145 408 050 617</b>	<b>153 168 898 558</b>	<b>157 921 055 524</b>
<b>Autres Immobilisations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 201 275 384</b>
<b>Autres Actifs</b>	<b>47 398 881 009</b>	<b>42 535 852 171</b>	<b>35 894 571 826</b>
<b>Débiteurs Divers</b>	<b>29 174 905 303</b>	<b>25 865 080 648</b>	<b>25 222 359 483</b>
Avances diverses au personnel	3 012 028 291	2 670 440 006	3 440 410 458
Autres Débiteurs Divers	2 141 311 677	3 012 798 636	1 486 095 961
Comptes de régularisations – Actif	24 021 565 335	20 181 842 006	20 295 853 064
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>7 890 639 704 950</b>	<b>8 978 194 066 187</b>	<b>9 208 893 898 811</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Billets et monnaies en circulation</b>	<b>2 107 408 208 823</b>	<b>2 083 699 719 295</b>	<b>2 390 728 348 198</b>
<b>Trésors et comptables publics Nationaux</b>	<b>2 494 610 454 599</b>	<b>3 736 704 095 050</b>	<b>3 360 034 769 958</b>
Compte courants	550 162 718 513	1 476 902 742 558	831 595 706 895
Compte de Stabilisation des Recettes Budg.	1 240 964 121 376	361 044 773 670	715 270 682 440
Fonds de Réserves pour Générations Futures	252 441 336 275	1 250 840 971 609	1 286 010 465 535
Dépôts spéciaux	451 042 278 435	647 915 607 213	527 157 915 088
<b>Banques et Institutions financières</b>	<b>2 149 909 037 726</b>	<b>2 246 763 989 242</b>	<b>2 483 829 379 658</b>
Banques et institutions étrangères	98 019 656 977	92 485 776 444	100 570 674 608
Banques et Institutions Financières de la Zone	2 051 889 380 749	2 154 278 212 798	2 383 258 705 050
Comptes courants	658 545 675 701	863 904 345 592	1 535 136 700 771
Dépôts et placement sur le Marché Monétaire	742 054 705 048	580 554 867 206	13 055 004 279
Comptes de Réserves obligatoires	651 289 000 000	709 819 000 000	835 067 000 000
<b>Autres comptes courants</b>	<b>56 598 171 109</b>	<b>67 281 416 129</b>	<b>58 603 664 445</b>
<b>FMI – Allocations DTS</b>	<b>412 260 099 527</b>	<b>393 660 780 570</b>	<b>421 814 439 849</b>
<b>Emprunts et Dettes à long et moyen terme</b>	<b>9 761 522 740</b>	<b>9 761 522 740</b>	<b>9 910 603 952</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>37 169 214</b>	<b>37 169 214</b>	<b>0</b>
<b>Provisions</b>	<b>13 861 777 812</b>	<b>13 861 777 812</b>	<b>15 367 148 257</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>-29 574 302 634</b>	<b>-28 156 040 023</b>	<b>-28 156 040 023</b>
<b>Réserves</b>	<b>305 938 137 813</b>	<b>301 331 793 355</b>	<b>330 471 453 715</b>
<b>Capital, Primes d'Augmentation</b>	<b>91 507 313 350</b>	<b>91 507 313 350</b>	<b>91 507 313 350</b>
<b>Créditeurs Divers</b>	<b>22 710 476 804</b>	<b>21 600 870 779</b>	<b>16 315 521 493</b>
<b>Transferts Non Dénoués</b>	<b>135 373 546 836</b>	<b>358 338 919</b>	<b>20 824 340 523</b>
<b>Comptes de Régularisations – Passif</b>	<b>112 312 767 440</b>	<b>30 206 416 612</b>	<b>14 499 651 736</b>
<b>Compte de Résultat</b>	<b>7 925 323 791</b>	<b>9 574 903 143</b>	<b>23 143 303 700</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>7 890 639 704 950</b>	<b>8 978 194 066 187</b>	<b>9 208 893 898 811</b>

## B. COMPTE D'EXPLOITATION

### 1. Produits

#### 1.1. Produits sur avoirs extérieurs

Les produits sur les avoirs extérieurs se sont établis à 146 401 909 410 Francs CFA au 31 décembre 2011, dont 93 251 818 380 Francs CFA pour le Compte d'Opérations (y compris le Compte Spécial de Nivellement) contre 111 908 833 895 Francs CFA pour l'exercice clos au 31 décembre 2010, soit une hausse de 30,8 %.

#### 1.2. Produits sur opérations avec la clientèle

Les produits sur opérations avec la clientèle regroupent les intérêts sur les concours aux Trésors et les intérêts sur les concours aux établissements de crédit. Ils se sont élevés à 22 417 000 920 Francs CFA au 31 décembre 2011, contre

16 339 020 910 Francs CFA un an plus tôt, soit une hausse de 37,2 %.

#### 1.3. Produits sur opérations avec les institutions financières

Ce poste regroupe les intérêts et commissions reçus du FMI et les intérêts reçus des autres institutions financières. Ils sont revenus à 856 133 575 Francs CFA au 31 décembre 2011, contre 601 256 023 au 31 décembre 2010, soit une hausse de 42,4 %.

#### 1.4. Autres produits financiers, d'exploitation et produits exceptionnels

Ce poste regroupe les produits et intérêts divers qui se sont élevés à 10 519 897 321 Francs CFA au 31 décembre 2011, contre 31 166 969 459 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une baisse de 66,2 %.

**Tableau 44 : Evolution des Produits (en FCFA)**

	31 décembre 2010	31 décembre 2011	Variation en %
Produits sur avoirs extérieurs	111 908 833 895	146 401 909 410	30,8
Produits sur opérations clients	16 339 020 910	22 417 000 920	37,2
Produits sur opérations avec les Institutions Financières	601 256 023	856 133 575	42,4
Reprises des provisions	9 918 614 116	2 979 160 850	- 70,0
Autres produits	31 166 969 459	10 519 897 321	- 66,3
Autres produits d'exploitation	20 201 424 538	9 570 062 548	- 52,6
Produits exceptionnels	10 965 544 921	949 834 773	- 91,3
<b>TOTAL</b>	<b>169 934 694 403</b>	<b>183 174 102 076</b>	<b>7,79</b>

## 2. Charges

### 2.1. Charges sur avoirs extérieurs

Les charges sur avoirs extérieurs s'élèvent à 18 769 843 099 Francs CFA au 31 décembre 2011 contre 18 945 118 054 Francs CFA, soit une baisse de 0,9 %

### 2.2. Charges sur opérations avec la clientèle

Les charges sur opérations avec la clientèle se sont situées à 25 913 875 003

Francs CFA au 31 décembre 2011, contre 24 197 544 836 Francs CFA au 31 décembre 2010, soit une hausse de 7,1 %.

### 2.3. Charges sur opérations avec les institutions financières

Elles se sont élevées à 210 470 401 Francs CFA au 31 décembre 2011, contre 155 779 662 Francs CFA un an auparavant.

**Tableau 45 : Evolution des Charges (en FCFA)**

	31 décembre 2010	31 décembre 2011	Variation (en %)
Charges financières	43 298 442 552	44 894 188 503	3,69
<i>Charges sur avoirs extérieurs</i>	18 945 118 054	18 769 843 099	- 0,93
<i>Charges sur opérations clients</i>	24 197 544 836	25 913 875 003	7,09
<i>Charges sur opérations avec les Institutions financières</i>	155 779 662	210 470 401	35,11
Frais Généraux	75 403 861 126	90 015 311 874	19,38
Charges exceptionnelles	1 013 373 562	4 518 356 328	345,87
<b>Total charges</b>	119 715 677 240	139 427 856 705	16,47
<b>Amortissements et provisions</b>	42 293 693 372	20 602 941 671	- 51,29
<i>Amortissements</i>	34 645 938 658	16 900 829 712	- 51,22
<i>Provisions</i>	7 647 754 714	3 702 111 959	- 51,59
<b>TOTAL</b>	<b>162 009 370 612</b>	<b>160 030 798 376</b>	<b>- 1,22</b>

## 3. Résultat de l'exercice

Le bénéfice net de la Banque avant affectation constaté à la fin de l'exercice

2011 s'est élevé à 23 143 303 700 Francs CFA contre 7 925 323 791 Francs CFA pour l'exercice précédent.

**Tableau 46: Compte de résultat  
Exercice 2011 (en FCFA)**

<b>Charges</b>		<b>Produits</b>	
Charges financières	44 894 188 503	Produits sur avoirs extérieurs	146 401 909 410
Charges sur avoirs extérieurs	18 769 843 099	Produits sur opérations clients	22 417 000 920
Charges sur opérations clients	25 913 875 003	<b>Produits sur opérations avec</b>	
<b>Charges sur opérations avec les</b>		<b>les Institutions Financières</b>	<b>856 133 575</b>
<b>Institutions financières</b>	<b>210 470 401</b>	Reprises des provisions	2 979 160 850
Frais Généraux	90 015 311 874	Autres produits	10 519 897 321
Charges exceptionnelles	4 518 356 328	Autres produits d'exploitation	9 570 062 548
<b>Total charges</b>	<b>139 427 856 705</b>	Produits exceptionnels	949 834 773
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>20 602 941 671</b>		
Amortissements	16 900 829 712		
Provisions	3 702 111 959		
<b>Total charges</b>	<b>160 030 798 376</b>		
<b>Bénéfice à affecter</b>	<b>23 143 303 700</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>183 174 102 076</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>183 174 102 076</b>

# **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

## **Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011**

### **Au Conseil d'Administration**

#### **Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011 et conformément à notre lettre de mission, nous vous présentons notre rapport sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la BEAC, tels qu'annexés au présent rapport et faisant ressortir un total bilan de FRANCS CFA 9 208 894 millions et un résultat net bénéficiaire de FRANCS CFA 23 143 millions ;
- Les vérifications et informations contenues dans le rapport annuel, établi conformément à l'article 47 des statuts de la Banque et portant sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Les comptes annuels de l'exercice ont été préparés et arrêtés sous la responsabilité du Gouvernement de la Banque et doivent être approuvés par le Conseil d'Administration conformément à l'article 35 des Statuts. Ces comptes sont ensuite ratifiés par le Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale. Notre responsabilité est d'exprimer, sur la base de notre audit, une opinion sur ces comptes.

#### **A. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de votre Banque en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires dans le cadre des normes internationales d'audit (ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC). Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes de la période ne comportent pas d'anomalies significatives.

Une mission de commissariat aux comptes consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes de la période. Elle consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de la période et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que le contrôle auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels de la BEAC au 31 décembre 2011, sont réguliers et sincères ; et établis conformément aux règles, principes et usages bancaires décrits dans les notes aux états financiers ci-après, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que, de la situation financière et du patrimoine de la BEAC à la fin de cet exercice.

## **B. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques et formulons l'observation suivante :

L'article 47 des Statuts dispose que « le Gouverneur établit le Rapport annuel de la Banque, qu'il soumet au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Union, conformément aux dispositions de l'article 30 de la Convention régissant l'UMAC ». Nous n'avons pas obtenu ce rapport. Par conséquent, nous n'avons pas procédé aux vérifications spécifiques prévues en la matière.

Nous avons également rapproché le résultat dégagé par la Salle des Marchés et celui retracé dans la comptabilité générale. Il ressort que, le résultat de FRANCS CFA 34 382 millions mis en évidence dans la comptabilité auxiliaire de la Salle des Marchés est concordant avec celui reporté dans les états financiers au 31 décembre 2011. A cet effet, nous avons produit un rapport de contrôle de la Salle des Marchés.

Yaoundé, le 16 mars 2012

### **Les Commissaires aux Comptes**

**KPMG Afrique Centrale**  
Agréé CEMAC n° SEC 33

**Ernst & Young Congo**  
Agréé CEMAC n° SEC 09

**René LIBONG**  
Associé

**Ludovic NGATSE**  
Associé

# Annexes économiques



## SOMMAIRE DES ANNEXES ECONOMIQUES

OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES	175
Offre et emploi des ressources des pays de la CEMAC	176
PRODUIT INTERIEUR BRUT	183
- PIB par pays de la CEMAC	184
- Répartition du PIB de la CEMAC	184
- PIB par secteur aux prix courants et contribution à la croissance aux prix constants	185
- Evolution du taux de croissance du PIB en termes réels des Etats membres de la CEMAC	192
INFLATION	193
- Evolution de l'inflation dans la CEMAC	194
- Taux d'inflation en moyenne annuelle	195
FINANCES PUBLIQUES	197
- Tableau des opérations financières des Etats membres	198
- Solde budgétaire primaire	205
- Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % du PIB)	206
COMMERCE EXTERIEUR	207
- Commerce extérieur des pays de la CEMAC	208
- Balances commerciales des pays de la CEMAC	208
- Principales exportations (FOB) des pays de la CEMAC	209
BALANCE DES PAIEMENTS	223
- Balance des paiements des Etats de la CEMAC	224
- Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)	225
- Dette publique extérieure consolidée des Etats de la CEMAC	226
- Taux d'endettement public extérieur (dette publique/PIB)	227
INDICATEURS DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	229
- Evolution du taux de croissance du PIB en termes réels	230
- Evolution du taux d'inflation	231
- Evolution du solde budgétaire en % du PIB	232
- Evolution du solde courant en % du PIB	233
COMPETITIVITE EXTERIEURE	235
- Evolution du TCER des Etats de la CEMAC	236
- Variation en % des taux de change des principales devises par rapport au Franc CFA	237
- Taux d'inflation des pays partenaires ou concurrents de la CEMAC	238
- Variation en % de l'Indice du TCER composite des Etats de la CEMAC	239
- Variation en % de l'Indice du TCER des exportations des Etats de la CEMAC	240
- Variation en % de l'Indice du TCER des importations des Etats de la CEMAC	241
PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, FORESTIERS, PETROLIERS ET MINIERES	243
- Cultures vivrières	244
- Produits agricoles d'exportation	245
- Production de bois	248
- Activités pétrolières et minières	250

PRINCIPAUX COURS MONDIAUX DU CACAO, DU CAFE, DU COTON, DU CAOUTCHOUC ET DU PETROLE BRUT	253
- Evolution des cours mondiaux du cacao, café, coton et caoutchouc	254
- Evolution des principaux prix d'achat aux producteurs	255
- Evolution des cours du Brent	256
- Evolution des indices composites des cours des matières premières exportées par la CEMAC	258
ELEVAGE	261
- Elevage des pays de la CEMAC	262



## OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

## CEMAC : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>27 003,6</b>	<b>28 535,0</b>	<b>34 193,8</b>	<b>30 202,5</b>	<b>36 350,1</b>	<b>42 147,9</b>
<b>DEPENSES INTERIEURES BRUTES</b>	<b>21 365,8</b>	<b>23 027,8</b>	<b>26 174,8</b>	<b>28 126,3</b>	<b>32 174,4</b>	<b>35 753,4</b>
Consommation	14 093,1	14 588,1	16 606,9	16 486,4	18 333,3	20 001,7
Publique (Etat)	1 875,1	2 176,3	2 461,7	2 613,2	2 926,9	3 071,0
Privée	12 218,0	12 411,8	14 145,3	13 873,2	15 406,4	16 930,7
Investissements bruts	7 272,6	8 439,7	9 567,9	11 639,8	13 841,1	15 751,7
Formation brute de capital fixe	7 189,5	8 357,5	9 477,7	11 536,6	13 767,9	15 652,5
Publique (Etat et Ad.publiques)	1 858,9	2 336,1	2 881,3	4 423,5	4 722,6	5 757,0
Privée (Entreprises et menages)	5 330,6	6 021,4	6 596,5	7 113,2	9 045,3	9 895,5
Secteur pétrolier	2 345,0	2 808,0	3 033,0	3 202,0	4 664,4	5 052,8
Secteur non pétrolier	2 985,6	3 213,4	3 563,5	3 911,2	4 381,0	4 842,7
Variations des stocks	83,1	82,2	90,2	103,2	73,2	99,2
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>5 637,8</b>	<b>5 507,2</b>	<b>8 019,0</b>	<b>2 076,2</b>	<b>4 175,7</b>	<b>6 394,6</b>
Exportations de biens et services non facteurs	15 385,0	16 293,1	20 737,3	14 892,5	19 755,9	23 999,1
Biens	14 510,5	15 253,5	19 649,8	13 773,0	18 583,1	22 730,7
Pétrole brut	11 998,4	11 803,4	14 912,8	9 813,4	13 503,5	16 300,7
Autres	2 512,1	3 450,1	4 737,1	3 959,6	5 079,7	6 430,0
Services non facteurs	874,5	1 039,5	1 087,5	1 119,5	1 172,8	1 268,4
Importations de biens et services non facteurs	-9 747,2	-10 785,8	-12 718,3	-12 816,3	-15 580,2	-17 604,5
Biens	-5 438,5	-6 333,3	-7 523,2	-7 892,6	-9 160,3	-10 670,7
Services non facteurs	-4 308,7	-4 452,5	-5 195,1	-4 923,7	-6 419,9	-6 933,7
Epargne intérieure	12 910,5	13 946,9	17 586,9	13 716,1	18 016,8	22 146,3
Revenus des facteurs	-4 189,2	-5 123,7	-6 414,7	-4 314,3	-6 006,7	-8 044,1
Epargne nationale	8 721,2	8 823,2	11 172,2	9 401,7	12 010,1	14 102,1

## CEMAC : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1992

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>3,8 %</b>	<b>4,2 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>5,2 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>11,2 %</b>	<b>7,2 %</b>	<b>8,8 %</b>	<b>7,2 %</b>	<b>11,2 %</b>	<b>9,9 %</b>
Consommation	4,5 %	1,5 %	4,4 %	0,5 %	2,9 %	5,9 %
Publique (Etat)	0,7 %	1,2 %	0,7 %	0,3 %	1,0 %	0,2 %
Privée	3,9 %	0,3 %	3,8 %	0,2 %	1,9 %	5,7 %
Investissements bruts	6,7 %	5,7 %	4,4 %	6,6 %	8,4 %	4,0 %
Formation brute de capital fixe	4,7 %	4,4 %	4,2 %	6,2 %	5,2 %	3,1 %
Publique (Etat et Ad.publiques)	1,8 %	1,4 %	1,0 %	4,1 %	0,0 %	1,5 %
Privée (Entreprises et menages)	2,9 %	3,1 %	3,1 %	2,1 %	5,2 %	1,6 %
Secteur pétrolier	2,3 %	2,6 %	2,2 %	0,7 %	4,3 %	0,9 %
Secteur non pétrolier	0,6 %	0,5 %	0,9 %	1,4 %	0,8 %	0,7 %
Variations des stocks	2,0 %	1,3 %	0,2 %	0,4 %	3,2 %	0,9 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>-7,3 %</b>	<b>-3,0 %</b>	<b>-4,4 %</b>	<b>-3,7 %</b>	<b>-7,3 %</b>	<b>-4,6 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	-0,7 %	1,2 %	0,7 %	0,5 %	-0,7 %	-0,1 %
Importations de biens et services non facteurs	-6,6 %	-4,1 %	-5,1 %	-4,3 %	-6,6 %	-4,5 %

*Sources : Administrations nationales et BEAC*

## CAMEROUN : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>9 387,2</b>	<b>9 908,0</b>	<b>11 064,5</b>	<b>11 289,3</b>	<b>11 920,1</b>	<b>13 014,7</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>9 265,3</b>	<b>9 744,8</b>	<b>11 386,3</b>	<b>11 723,8</b>	<b>12 088,9</b>	<b>13 211,0</b>
Consommation	6 876,4	7 066,0	8 477,7	8 352,3	8 969,0	9 891,3
Publique (Etat)	796,2	877,6	1 053,5	1 080,5	1 247,0	1 224,0
Privée	6 080,2	6 188,3	7 424,2	7 271,9	7 722,0	8 667,3
Investissements bruts	2 388,9	2 678,8	2 908,6	3 371,5	3 119,9	3 319,7
Formation brute de capital fixe	2 385,9	2 675,8	2 905,6	3 368,5	3 116,9	3 316,7
Publique (Etat)	227,0	368,1	392,7	632,3	562,8	618,1
Privée (Entreprises et ménages)	2 158,9	2 307,7	2 512,9	2 736,2	2 554,1	2 698,5
dont Secteur Pétrolier	373,9	450,3	486,3	525,2	558,1	602,7
Secteur non pétrolier	1 785,0	1 857,4	2 026,6	2 211,0	1 996,0	2 095,8
Variations des stocks	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>121,9</b>	<b>163,2</b>	<b>- 321,8</b>	<b>- 434,5</b>	<b>- 168,8</b>	<b>- 196,3</b>
Exportations de biens et services non facteurs	2 541,5	3 031,8	3 302,0	2 558,7	2 879,1	3 293,6
Biens	2 012,4	2 375,3	2 637,6	1 969,0	2 242,0	2 598,7
Pétrole brut	981,3	1 001,5	1 204,3	748,5	792,1	923,1
Autres	1 031,1	1 373,8	1 433,3	1 220,5	1 450,0	1 675,7
Services non facteurs	529,1	656,6	664,4	589,7	637,1	694,8
Importations de biens et services non facteurs	- 2 419,6	- 2 868,6	- 3 623,8	- 2 993,2	- 3 047,9	- 3 489,9
Biens	- 1 662,0	- 2 023,1	- 2 432,0	- 2 152,7	- 2 212,4	- 2 581,4
Services non facteurs	- 757,6	- 845,5	- 1 191,7	- 840,5	- 835,5	- 835,5
Epargne intérieure	2 510,8	2 842,0	2 586,8	2 937,0	2 951,1	3 123,4
Gap de ressources	121,9	163,2	- 321,8	- 434,5	- 168,8	- 196,3
Revenus des facteurs	- 173,2	- 239,2	- 147,2	- 225,3	- 230,8	- 237,1
Epargne nationale	2 337,6	2 602,8	2 439,6	2 711,7	2 720,3	2 886,3
dont : administrations publiques	2 875,5	814,1	816,8	859,6	457,6	454,8
dont : secteur privé	- 537,8	1 788,7	1 622,8	1 852,1	2 262,7	2 431,5

Annexes

## CAMEROUN : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1992-1993

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>3,2 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>4,7 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>4,4 %</b>	<b>4,3 %</b>	<b>8,7 %</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>6,2 %</b>
Consommation	3,9 %	2,9 %	7,9 %	- 3,1 %	4,4 %	6,0 %
Publique (Etat)	0,4 %	0,5 %	0,8 %	0,0 %	1,0 %	- 0,4 %
Privée	3,6 %	2,3 %	7,1 %	- 3,0 %	3,4 %	6,4 %
Investissements bruts	0,5 %	1,4 %	0,9 %	3,0 %	- 2,9 %	0,2 %
Formation brute de capital fixe	0,5 %	1,4 %	0,9 %	3,0 %	- 2,9 %	0,2 %
Publique (Etat)	0,4 %	1,1 %	0,0 %	1,5 %	- 1,0 %	0,0 %
Privée (Entreprises et ménages)	0,1 %	0,3 %	0,9 %	1,5 %	- 1,9 %	0,2 %
dont Secteur Pétrolier	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	- 0,1 %	0,0 %
Secteur non pétrolier	0,0 %	0,1 %	0,6 %	1,1 %	- 1,7 %	0,2 %
Variations des stocks	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>- 1,6 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	- 0,7 %	1,7 %	- 1,6 %	0,3 %	- 0,2 %	- 0,4 %
Importations de biens et services non facteurs	- 0,5 %	- 1,9 %	- 3,5 %	1,9 %	1,1 %	- 1,2 %

Sources : INS, DP et BEAC

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>816,8</b>	<b>860,2</b>	<b>945,9</b>	<b>999,7</b>	<b>1 058,1</b>	<b>1 122,9</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>876,2</b>	<b>935,7</b>	<b>1 056,7</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 195,5</b>	<b>1 229,8</b>
Consommation	804,3	865,8	964,3	1 014,6	1 070,5	1 106,5
Publique	52,4	50,7	58,9	62,4	75,9	82,1
Privée	751,9	815,1	905,4	952,2	994,6	1 024,4
Investissements bruts	71,9	69,9	92,3	97,7	125,0	123,3
Formation brute de capital fixe	70,9	68,9	91,3	96,7	124,0	122,3
Publique	36,6	29,4	40,1	40,2	56,2	41,0
Privée	34,3	39,5	51,2	56,5	67,8	81,3
Variations des stocks	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>- 59,5</b>	<b>- 75,5</b>	<b>-110,7</b>	<b>- 112,6</b>	<b>- 137,5</b>	<b>- 106,9</b>
Exportations de biens et services non facteurs	109,3	114,7	97,6	89,0	104,5	125,2
Biens	82,3	85,3	67,2	58,4	70,1	90,3
Services non facteurs	27,0	29,4	30,4	30,6	34,4	34,9
Importations de biens et services non facteurs	- 168,8	- 190,2	- 208,4	- 201,6	- 242,0	- 232,1
Biens	- 105,9	- 119,3	- 134,5	- 127,9	- 151,2	- 144,2
Pétrole	- 26,0	- 32,7	- 41,4	- 30,9	- 40,6	- 40,2
Autres	- 79,9	- 86,6	- 93,2	- 97,0	- 110,6	- 104,1
Services non facteurs	- 62,9	- 70,9	- 73,8	- 73,7	- 90,8	- 87,8
Epargne intérieure	12,4	- 5,6	- 18,4	- 14,9	- 12,5	16,4
Gap de ressources	- 59,5	- 75,5	- 110,7	- 112,6	- 137,5	- 106,9
Revenus des facteurs	- 7,8	- 7,5	- 10,0	- 10,0	- 2,3	- 2,4
Epargne nationale	4,6	- 13,1	- 28,4	- 24,9	- 14,8	14,0
dont : administrations publiques	51,4	8,0	6,6	261,0	20,7	- 8,3
secteur privé	- 46,8	- 21,0	- 35,0	- 285,9	- 35,5	22,3

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1985

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>4,3 %</b>	<b>3,6 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>2,9 %</b>	<b>3,3 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>3,6 %</b>	<b>5,8 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>4,1 %</b>	<b>1,6 %</b>
Consommation	3,5 %	5,8 %	1,6 %	0,9 %	2,7 %	1,9 %
Publique	- 1,9 %	- 0,3 %	0,4 %	0,2 %	1,3 %	0,5 %
Privée	5,4 %	6,0 %	1,2 %	0,7 %	1,4 %	1,4 %
Investissements bruts	0,1 %	0,0 %	1,8 %	1,3 %	1,4 %	- 0,3 %
Formation brute de capital fixe	0,1 %	0,0 %	1,8 %	1,3 %	1,4 %	- 0,3 %
Publique	- 0,2 %	- 0,6 %	0,5 %	0,2 %	0,5 %	- 1,1 %
Privée	0,2 %	0,6 %	1,4 %	1,1 %	0,9 %	0,8 %
Variations des stocks	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>0,7 %</b>	<b>- 2,2 %</b>	<b>- 1,5 %</b>	<b>- 0,8 %</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>1,7 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	2,8 %	1,2 %	- 1,3 %	- 2,9 %	1,2 %	0,2 %
Importations de biens et services non facteurs	- 2,1 %	- 3,4 %	- 0,1 %	2,1 %	- 2,4 %	1,4 %

Sources : ICASEES et BEAC

## CONGO : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>3 893,8</b>	<b>3 645,0</b>	<b>4 661,8</b>	<b>4 123,0</b>	<b>5 560,2</b>	<b>6 581,1</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>2 899,2</b>	<b>3 473,8</b>	<b>3 751,6</b>	<b>3 926,5</b>	<b>5 145,3</b>	<b>5 944,4</b>
Consommation	1 339,6	1 515,6	1 758,0	1 777,6	1 929,0	1 909,8
Publique (Etat)	316,0	382,5	341,7	339,0	362,0	388,7
Privée	1 023,6	1 133,1	1 416,4	1 438,6	1 567,0	1 521,1
Investissements bruts	1 559,6	1 958,2	1 993,5	2 148,9	3 216,3	4 034,6
Formation brute de capital fixe	1 508,7	1 908,2	1 938,5	2 081,9	3 176,3	3 988,6
Publique	366,0	429,6	454,0	484,9	656,0	1 083,9
Privée	1 142,7	1 478,6	1 484,5	1 597,0	2 520,3	2 904,7
dont Secteur pétrolier	845,3	1 146,3	1 123,4	1 146,2	2 030,9	2 351,8
dont Secteur non pétrolier	297,4	332,2	361,1	450,8	489,4	553,0
Variations des stocks	50,9	50,0	55,0	67,0	40,0	46,0
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>994,6</b>	<b>171,2</b>	<b>910,3</b>	<b>196,5</b>	<b>414,9</b>	<b>636,7</b>
Exportations de biens et services non facteurs	3 315,8	2 847,1	3 935,4	3 086,0	4 832,5	5 687,4
Biens	3 177,9	2 700,7	3 768,3	2 907,4	4 635,0	5 464,0
Pétrole brut	2 933,2	2 432,0	3 407,7	2 592,0	4 140,4	4 947,3
Autres	244,7	268,7	360,6	315,3	494,6	516,7
Services non facteurs	137,9	146,4	167,2	178,6	197,5	223,4
Importations de biens et services non facteurs	- 2 321,2	- 2 675,8	- 3 025,2	- 2 889,5	- 4 417,6	- 5 050,8
Biens	- 1 052,5	- 1 213,4	- 1 416,2	- 1 371,5	- 2 012,3	- 2 474,2
Secteur pétrolier	- 338,1	- 458,5	- 469,4	- 483,5	- 862,4	- 940,7
Autres	- 714,4	- 754,9	- 946,8	- 888,0	- 1 149,9	- 1 533,5
Services non facteurs	- 1 268,7	- 1 462,4	- 1 609,0	- 1 518,0	- 2 405,3	- 2 576,6
Epargne intérieure	2 554,2	2 129,4	2 903,8	2 345,4	3 631,2	4 671,3
Gap de ressources	994,6	171,2	910,3	196,5	414,9	636,7
Revenus des facteurs	- 915,9	- 834,8	- 959,4	- 796,7	- 1 142,4	- 1 306,2
Epargne nationale	1 638,4	1 294,6	1 944,4	1 548,7	2 488,8	3 365,1
dont : administrations publiques	1 043,6	762,1	1 674,9	684,7	3 236,3	2 196,0
secteur privé	594,8	532,5	269,5	864,0	- 747,5	1 169,1

## CONGO : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1990

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>7,0 %</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>5,2 %</b>	<b>6,7 %</b>	<b>9,5 %</b>	<b>5,8 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>42,2 %</b>	<b>26,2 %</b>	<b>14,4 %</b>	<b>12,3 %</b>	<b>60,4 %</b>	<b>23,0 %</b>
Consommation	12,4 %	10,3 %	12,0 %	7,3 %	19,7 %	7,9 %
Publique (Etat)	2,7 %	2,8 %	- 3,0 %	- 0,7 %	0,9 %	0,7 %
Privée	9,7 %	7,5 %	14,9 %	8,0 %	18,8 %	7,3 %
Investissements bruts	29,9 %	15,9 %	2,4 %	5,0 %	40,7 %	15,1 %
Formation brute de capital fixe	27,5 %	15,9 %	2,5 %	4,9 %	40,7 %	14,8 %
Publique	3,6 %	0,9 %	0,0 %	- 0,2 %	2,2 %	5,0 %
Privée	23,9 %	14,9 %	2,5 %	5,1 %	38,5 %	9,9 %
dont Secteur pétrolier	23,1 %	14,9 %	2,2 %	3,2 %	38,3 %	9,1 %
dont Secteur non pétrolier	0,9 %	0,0 %	0,3 %	2,0 %	0,2 %	0,7 %
Variations des stocks	2,4 %	0,0 %	- 0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,2 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>- 35,2 %</b>	<b>- 28,7 %</b>	<b>- 9,2 %</b>	<b>- 5,7 %</b>	<b>- 50,9 %</b>	<b>- 17,2 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	2,7 %	- 10,6 %	5,6 %	- 0,4 %	7,8 %	- 1,4 %
Importations de biens et services non facteurs	- 37,9 %	- 18,1 %	- 14,8 %	- 5,2 %	- 58,7 %	- 15,8 %

Sources : CNSEE et BEAC

## GABON : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>4 991,5</b>	<b>5 478,1</b>	<b>6 454,2</b>	<b>5 130,8</b>	<b>6 844,3</b>	<b>8 303,7</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>3 207,8</b>	<b>3 519,1</b>	<b>3 753,4</b>	<b>3 689,0</b>	<b>5 050,5</b>	<b>5 766,0</b>
Consommation	2 047,7	2 271,1	2 348,2	2 258,2	2 610,1	2 795,6
Publique	419,6	492,2	532,9	595,4	651,4	748,8
Privée	1 628,1	1 778,9	1 815,3	1 662,8	1 958,7	2 046,8
Investissements bruts	1 160,1	1 248,0	1 405,3	1 430,8	2 440,4	2 970,4
Formation brute de capital fixe	1 144,1	1 232,0	1 388,3	1 413,8	2 421,4	2 932,4
Publique	238,8	246,9	298,5	432,1	854,3	1 096,9
Privée (Entreprises et ménages)	905,3	985,1	1 089,8	981,7	1 567,1	1 835,5
dont secteur pétrolier	402,2	418,7	436,7	368,0	410,8	468,7
dont secteur non pétrolier	503,1	566,4	653,1	613,6	1 156,3	1 366,8
Variations des stocks	16,0	16,0	17,0	17,0	19,0	38,0
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>1 783,7</b>	<b>1 959,0</b>	<b>2 700,8</b>	<b>1 441,8</b>	<b>1 793,8</b>	<b>2 537,7</b>
Exportations de biens et services non facteurs	3 244,0	3 473,3	4 371,3	2 832,0	3 939,2	4 942,0
Biens	3 166,8	3 393,0	4 284,1	2 750,7	3 853,8	4 853,0
Pétrole brut	2 622,0	2 699,8	3 274,4	2 267,0	3 124,5	3 945,6
Autres	544,9	693,3	1 009,7	483,7	729,3	907,4
Services non facteurs	77,2	80,3	87,2	81,3	85,4	89,0
Importations de biens et services non facteurs	-1 460,3	-1 514,3	-1 670,6	-1 390,2	-2 145,4	-2 404,3
Biens	-816,0	-816,8	-939,8	-786,1	-1 176,7	-1 411,4
Secteur pétrolier	-134,7	-261,8	-257,4	-159,6	-220,2	-272,2
Autres	-681,3	-555,0	-682,4	-626,5	-956,4	-1 139,2
Services non facteurs	-644,3	-697,5	-730,8	-604,0	-968,7	-992,9
Epargne intérieure	2 943,8	3 207,0	4 106,0	2 872,6	4 234,2	5 508,1
Gap de ressources	1 783,7	1 959,0	2 700,8	1 441,8	1 793,8	2 537,7
Revenus des facteurs	-809,4	-961,2	-1 148,2	-698,0	-1 024,8	-1 576,0
Revenu du capital (net)	-800,2	-950,3	-1 140,5	-693,6	-1 020,9	-1 566,7
Revenu du travail (net)	-9,2	-10,9	-7,7	-4,4	-3,8	-9,3
Epargne nationale	2 134,4	2 245,8	2 957,8	2 174,6	3 209,5	3 932,1
dont : administrations publiques	732,0	751,7	1 083,3	803,5	895,0	1 263,6
secteur privé	1 402,4	1 494,2	1 874,6	1 371,1	2 314,4	2 668,5

## GABON : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1989

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>5,8 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>-1,1 %</b>	<b>6,6 %</b>	<b>8,5 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>11,0 %</b>	<b>0,2 %</b>	<b>4,2 %</b>	<b>-3,5 %</b>	<b>19,0 %</b>	<b>10,2 %</b>
Consommation	8,1 %	-2,2 %	0,9 %	-0,9 %	-0,1 %	3,1 %
Publique	0,7 %	1,5 %	0,4 %	1,3 %	1,2 %	2,1 %
Privée	7,3 %	-3,7 %	0,5 %	-2,2 %	-1,3 %	1,0 %
Investissements bruts	2,9 %	2,4 %	3,3 %	-2,6 %	19,0 %	7,1 %
Formation brute de capital fixe	2,8 %	2,4 %	3,3 %	-2,7 %	19,0 %	7,1 %
Publique	0,7 %	0,0 %	0,3 %	1,0 %	2,9 %	1,6 %
Privée (Entreprises et ménages)	2,2 %	2,4 %	3,0 %	-3,6 %	16,1 %	5,6 %
dont secteur pétrolier	0,1 %	0,2 %	0,7 %	-2,3 %	1,2 %	0,6 %
dont secteur non pétrolier	2,1 %	2,2 %	2,3 %	-1,4 %	15,0 %	5,0 %
Variations des stocks	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>-5,3 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>-2,0 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>-12,3 %</b>	<b>-1,7 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	-3,2 %	0,8 %	-1,9 %	-0,4 %	0,5 %	0,7 %
Importations de biens et services non facteurs	-2,1 %	-0,2 %	-0,1 %	2,8 %	-12,9 %	-2,4 %

Sources : DGSEE, DGE et BEAC

## GUINEE EQUATORIALE : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>4 464,2</b>	<b>5 189,2</b>	<b>7 332,4</b>	<b>5 252,0</b>	<b>6 632,7</b>	<b>8 489,7</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>1 638,2</b>	<b>2 078,1</b>	<b>2 730,1</b>	<b>3 948,6</b>	<b>4 029,4</b>	<b>4 861,8</b>
Consommation	437,1	483,3	574,4	594,0	883,8	1 258,8
Publique (Etat)	128,1	137,9	195,6	224,8	264,4	290,4
Privée	309,0	345,5	378,8	369,1	619,4	968,4
Investissements bruts	1 201,1	1 594,7	2 155,8	3 354,7	3 145,6	3 603,0
Formation brute de capital fixe	1 200,9	1 594,5	2 155,6	3 354,5	3 145,4	3 602,8
Publique (Budget)	759,8	1 018,8	1 391,5	2 482,3	2 062,9	2 266,4
Privée (Entreprises, ménages et autres)	441,1	575,7	764,0	872,2	1 082,5	1 336,4
dont secteur pétrolier	306,9	410,3	576,7	605,4	758,6	966,1
dont secteur non pétrolier	134,2	165,4	187,3	266,8	323,9	370,3
Variations des stocks	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>2 825,9</b>	<b>3 111,1</b>	<b>4 602,3</b>	<b>1 303,4</b>	<b>2 603,3</b>	<b>3 627,9</b>
Exportations de biens et services non facteurs	4 327,7	4 983,5	7 052,2	4 781,8	6 001,0	7 629,5
Biens	4 306,2	4 960,8	7 026,4	4 758,3	5 975,5	7 601,3
Pétrole brut	3 909,4	4 135,3	5 352,9	3 052,4	3 844,9	4 648,6
Autres	396,9	825,5	1 673,6	1 705,8	2 130,6	2 952,7
Services non facteurs	21,5	22,7	25,8	23,5	25,6	28,3
Importations de biens et services non facteurs	-1 501,7	-1 872,4	-2 449,9	-3 478,4	-3 397,7	-4 001,6
Biens	-1 054,7	-1 324,8	-1 695,8	-2 490,6	-2 405,8	-2 768,9
Secteur pétrolier	-274,5	-401,1	-423,3	-444,4	-556,8	-709,1
Autres	-780,3	-923,7	-1 272,5	-2 046,2	-1 849,0	-2 059,8
Services non facteurs	-447,0	-547,6	-754,1	-987,8	-991,9	-1 232,7
Epargne intérieure	4 027,1	4 705,8	6 758,0	4 658,1	5 748,9	7 230,9
Gap de ressources	2 825,9	3 111,1	4 602,3	1 303,4	2 603,3	3 627,9
Revenus des facteurs	-2 392,3	-3 005,2	-4 030,8	-2 402,4	-3 430,4	-4 774,0
Epargne nationale	1 634,8	1 700,6	2 727,2	2 255,7	2 318,5	2 456,9
dont : administrations publiques	1 907,6	2 092,4	2 685,6	2 264,4	1 698,6	2 350,0
secteur privé	-272,8	-391,8	41,6	-8,7	620,0	106,9

## GUINEE EQUATORIALE : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1985

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>5,3 %</b>	<b>24,8 %</b>	<b>20,8 %</b>	<b>19,0 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>7,7 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>23,5 %</b>	<b>32,9 %</b>	<b>41,1 %</b>	<b>58,3 %</b>	<b>-0,2 %</b>	<b>27,9 %</b>
Consommation	1,4 %	2,3 %	3,7 %	18,8 %	-1,7 %	23,3 %
Publique (Etat)	0,1 %	0,1 %	1,3 %	0,4 %	0,4 %	0,2 %
Privée	1,3 %	2,2 %	2,4 %	18,5 %	-2,2 %	23,1 %
Investissements bruts	22,0 %	30,6 %	37,4 %	39,5 %	1,5 %	4,7 %
Formation brute de capital fixe	22,0 %	30,6 %	37,4 %	39,5 %	1,5 %	4,7 %
Publics	15,1 %	9,2 %	10,8 %	29,6 %	-12,9 %	2,3 %
Privée (Entreprises, ménages et autres)	6,9 %	21,4 %	26,5 %	9,9 %	14,4 %	2,4 %
dont Secteur pétrolier	4,8 %	19,3 %	25,1 %	5,5 %	12,5 %	0,8 %
dont Secteur non pétrolier	2,1 %	2,1 %	1,4 %	4,3 %	1,9 %	1,6 %
Variations des stocks	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>-18,2 %</b>	<b>-8,1 %</b>	<b>-20,3 %</b>	<b>-39,3 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>-20,2 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	-2,0 %	6,2 %	5,6 %	1,5 %	-3,8 %	0,0 %
Importations de biens et services non facteurs	-16,2 %	-14,3 %	-25,9 %	-40,8 %	3,2 %	-20,3 %

Sources : DGSCN et BEAC

## TCHAD : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>3 450,2</b>	<b>3 454,5</b>	<b>3 735,0</b>	<b>3 407,7</b>	<b>4 334,7</b>	<b>4 635,8</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>3 479,0</b>	<b>3 276,4</b>	<b>3 496,7</b>	<b>3 726,1</b>	<b>4 664,7</b>	<b>4 740,3</b>
Consommation	2 593,1	2 386,3	2 484,3	2 490,7	2 870,8	3 039,6
Publique (Etat)	162,8	235,4	279,1	311,1	326,2	336,9
Privée	2 430,3	2 150,9	2 205,2	2 179,6	2 544,6	2 702,7
Investissements bruts	886,0	890,1	1 012,5	1 235,3	1 793,9	1 700,6
Formation brute de capital fixe	874,0	878,1	998,5	1 220,3	1 783,9	1 689,6
Publique	225,7	243,2	304,4	350,7	530,4	650,6
Privée	648,3	634,9	694,1	869,6	1 253,6	1 039,0
dont secteur pétrolier	416,7	382,4	409,9	557,1	906,0	663,6
dont secteur non pétrolier	231,6	252,4	284,1	312,6	347,6	375,4
Variations des stocks	12,0	12,0	14,0	15,0	10,0	11,0
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>- 28,9</b>	<b>178,1</b>	<b>238,2</b>	<b>- 318,4</b>	<b>- 330,1</b>	<b>- 104,4</b>
Exportations de biens et services non facteurs	1 846,7	1 842,6	1 978,8	1 545,0	1 999,6	2 321,4
Biens	1 764,9	1 738,4	1 866,2	1 329,3	1 806,8	2 123,3
Coton-fibre	44,1	31,0	23,3	13,4	11,6	24,7
Autres	1 720,8	1 707,4	1 842,9	1 316,0	1 795,2	2 098,7
Services non facteurs	81,8	104,1	112,6	215,7	192,8	198,0
Importations de biens et services non facteurs	- 1 875,6	- 1 664,4	- 1 740,5	- 1 863,4	- 2 329,7	- 2 425,8
Biens	- 747,3	- 835,9	- 904,9	- 963,7	- 1 202,0	- 1 290,6
Secteur public	- 32,1	- 79,9	- 82,4	- 106,8	- 161,5	- 183,1
Secteur privé et autres	- 715,2	- 755,9	- 822,5	- 856,9	- 1 040,5	- 1 107,5
Services non facteurs	- 1 128,3	- 828,5	- 835,7	- 899,7	- 1 127,7	- 1 135,2
Epargne intérieure	857,1	1 068,2	1 250,7	916,9	1 463,9	1 596,2
Gap de ressources	- 28,9	178,1	238,2	- 318,4	- 330,1	- 104,4
Revenus des facteurs	109,3	- 75,8	- 119,2	- 182,1	- 176,1	- 148,4
Revenu du capital (net)	153,5	- 77,7	- 122,7	- 192,5	- 185,9	- 157,8
Revenu du travail (net)	- 44,2	1,9	3,5	10,4	9,9	9,3
Epargne nationale	966,4	992,4	1 131,5	734,9	1 287,8	1 447,7
dont : administrations publiques	269,0	314,6	435,5	- 43,8	387,9	662,4
secteur privé	697,4	677,8	696,0	778,7	899,9	785,4

## TCHAD : OFFRE ET EMPLOI DES RESSOURCES

Prix constants, aux prix de 1995

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	<b>0,8 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>- 2,1 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>13,7 %</b>	<b>1,4 %</b>
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	<b>22,4 %</b>	<b>9,0 %</b>	<b>- 1,8 %</b>	<b>3,3 %</b>	<b>30,7 %</b>	<b>- 0,5 %</b>
Consommation	9,3 %	11,5 %	- 6,6 %	- 11,3 %	- 3,1 %	16,5 %
Publique (Etat)	1,4 %	3,7 %	2,1 %	1,5 %	0,6 %	0,3 %
Privée	7,9 %	7,8 %	- 8,7 %	- 12,8 %	- 3,7 %	16,2 %
Investissements bruts	13,2 %	- 2,5 %	4,7 %	14,6 %	33,8 %	- 17,0 %
Formation brute de capital fixe	13,2 %	- 2,5 %	4,7 %	14,5 %	33,8 %	- 17,1 %
Publique (budget)	0,3 %	0,1 %	2,1 %	1,9 %	6,2 %	2,8 %
Privée (Entreprises, ménages et autres)	12,9 %	- 2,5 %	2,7 %	12,6 %	27,6 %	- 19,9 %
dont secteur pétrolier	12,0 %	- 4,0 %	2,1 %	11,0 %	26,9 %	- 20,6 %
dont secteur non pétrolier	0,9 %	1,5 %	0,6 %	1,6 %	0,7 %	0,7 %
Variations des stocks	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %
<b>DEMANDE EXTERIEURE NETTE</b>	<b>- 21,6 %</b>	<b>- 6,5 %</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>- 1,7 %</b>	<b>- 17,0 %</b>	<b>1,9 %</b>
Exportations de biens et services non facteurs	0,2 %	0,4 %	- 1,1 %	4,8 %	- 1,8 %	- 0,1 %
Importations de biens et services non facteurs	- 21,9 %	- 6,9 %	0,8 %	- 6,5 %	- 15,2 %	2,0 %

Sources : INSEED et BEAC

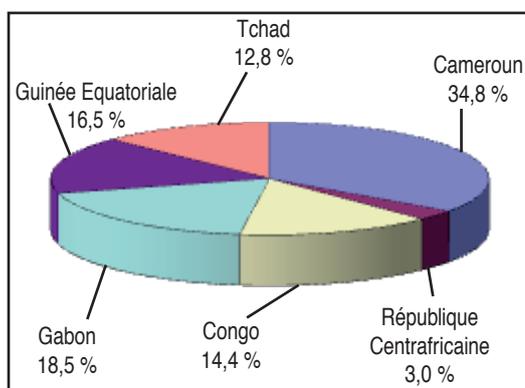
## PRODUIT INTERIEUR BRUT

## CEMAC : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR PAYS

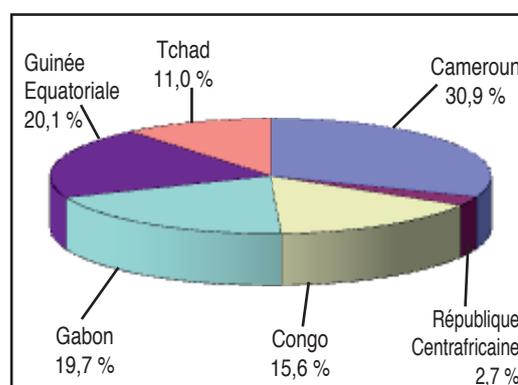
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	(En milliards de FCFA)					
<b>PIB AUX PRIX COURANTS</b>						
Cameroun	9 387,2	9 908,0	11 064,5	11 289,3	11 920,1	13 014,7
République Centrafricaine	816,8	860,2	945,9	999,7	1 058,1	1 122,9
Congo	3 893,8	3 645,0	4 661,8	4 123,0	5 560,2	6 581,1
Gabon	4 991,5	5 478,1	6 454,2	5 130,8	6 844,3	8 303,7
Guinée Equatoriale	4 464,2	5 189,2	7 332,4	5 252,0	6 632,7	8 489,7
Tchad	3 450,2	3 454,5	3 735,0	3 407,7	4 334,7	4 635,8
<b>CEMAC</b>	<b>27 003,6</b>	<b>28 535,0</b>	<b>34 193,8</b>	<b>30 202,5</b>	<b>36 350,1</b>	<b>42 147,9</b>
	(Part relative en pourcentage)					
Cameroun	34,8	34,7	32,4	37,4	32,8	30,9
République Centrafricaine	3,0	3,0	2,8	3,3	2,9	2,7
Congo	14,4	12,8	13,6	13,7	15,3	15,6
Gabon	18,5	19,2	18,9	17,0	18,8	19,7
Guinée Equatoriale	16,5	18,2	21,4	17,4	18,2	20,1
Tchad	12,8	12,1	10,9	11,3	11,9	11,0
<b>CEMAC</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources: Administrations nationales et BEAC

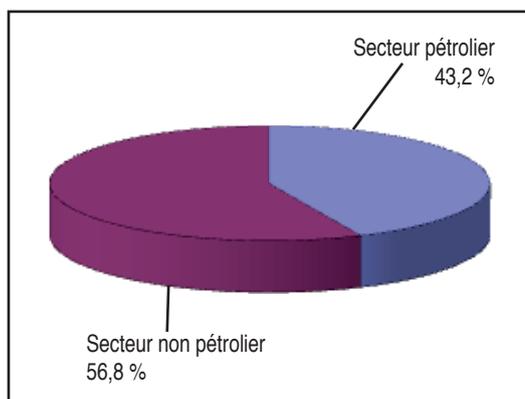
**RÉPARTITION DU PIB DE LA CEMAC EN 2006**



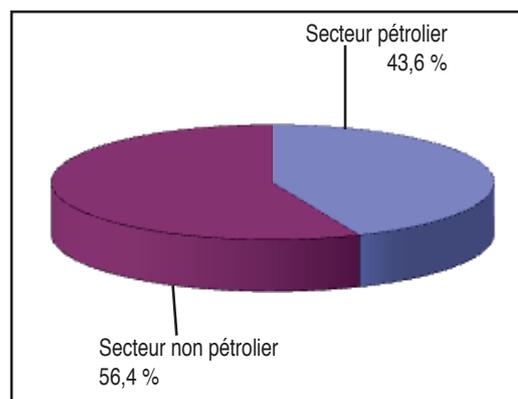
**RÉPARTITION DU PIB DE LA CEMAC EN 2011**



**RÉPARTITION DU PIB DE LA CEMAC : SECTEUR PÉTROLIER ET NON PÉTROLIER EN 2006**



**RÉPARTITION DU PIB DE LA CEMAC : SECTEUR PÉTROLIER ET NON PÉTROLIER EN 2011**



## CEMAC : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>14 904,0</b>	<b>15 081,6</b>	<b>18 558,6</b>	<b>13 399,6</b>	<b>17 595,0</b>	<b>20 487,8</b>
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	3 164,6	3 207,5	3 527,7	3 787,0	4 272,8	4 262,5
Sylviculture	321,9	417,7	371,1	316,3	354,1	459,4
Industries extractives	11 417,4	11 456,3	14 659,7	9 296,3	12 968,2	15 765,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3 458,0</b>	<b>4 098,7</b>	<b>5 271,9</b>	<b>5 679,3</b>	<b>6 526,2</b>	<b>7 966,2</b>
Industries manufacturières	2 097,1	2 177,9	2 374,2	2 496,7	2 688,7	2 951,2
Bâtiments et Travaux Publics	698,1	830,6	965,0	1 192,2	1 403,4	1 726,3
Autres	662,8	1 090,2	1 932,7	1 990,5	2 434,1	3 288,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>7 381,2</b>	<b>7 972,3</b>	<b>8 864,6</b>	<b>9 482,4</b>	<b>10 423,0</b>	<b>11 706,0</b>
Services marchands	5 809,7	6 165,5	6 807,8	7 290,9	7 962,3	8 797,1
Services non marchands	1 571,5	1 806,8	2 056,7	2 191,5	2 460,7	2 908,8
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>25 743,2</b>	<b>27 152,6</b>	<b>32 695,0</b>	<b>28 561,3</b>	<b>34 544,2</b>	<b>40 160,0</b>
Droits et Taxes à l'importation	1 260,4	1 382,4	1 498,8	1 641,2	1 805,9	1 988,0
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>27 003,6</b>	<b>28 535,0</b>	<b>34 193,8</b>	<b>30 202,5</b>	<b>36 350,1</b>	<b>42 147,9</b>
PIB du secteur pétrolier	11 660,4	12 055,9	15 865,5	10 824,7	14 789,9	18 360,9
PIB du secteur non pétrolier	15 343,2	16 479,1	18 328,3	19 377,9	21 560,1	23 787,0
<b>PIB aux prix constants du marché (1992)</b>	<b>13 675,8</b>	<b>14 255,9</b>	<b>14 881,3</b>	<b>15 390,0</b>	<b>16 002,1</b>	<b>16 839,6</b>
PIB du secteur pétrolier	1 948,7	2 009,9	2 172,9	2 359,3	2 254,8	2 259,0
PIB du secteur non pétrolier	11 727,2	12 246,0	12 708,5	13 030,7	13 747,4	14 580,6
<b>Déflateur implicite (base 100: 1992)</b>	<b>197,5</b>	<b>200,2</b>	<b>229,8</b>	<b>196,2</b>	<b>227,2</b>	<b>250,3</b>
dont PIB non pétrolier	598,4	599,8	730,2	458,8	655,9	812,8
PIB pétrolier	130,8	134,6	144,2	148,7	156,8	163,1

Annexes

## CEMAC : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix constants, aux prix de 1992 - 1993

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,3 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>-0,3 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>-0,4 %</b>
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %	1,2 %	-0,1 %
Sylviculture	0,3 %	0,4 %	-0,4 %	-0,3 %	0,1 %	0,0 %
Industries extractives	-0,3 %	-0,6 %	-0,2 %	-0,5 %	-0,2 %	-0,3 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,7 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>2,8 %</b>	<b>3,5 %</b>	<b>0,5 %</b>	<b>2,3 %</b>
Industries manufacturières	0,0 %	0,3 %	0,5 %	0,2 %	0,6 %	0,9 %
Bâtiments et Travaux Publics	0,5 %	0,5 %	0,3 %	0,6 %	0,4 %	0,7 %
Autres	0,3 %	1,6 %	2,0 %	2,6 %	-0,5 %	0,7 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,6 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>3,4 %</b>
Services marchands	1,5 %	1,5 %	1,8 %	1,5 %	1,4 %	1,7 %
Services non marchands	1,1 %	0,0 %	0,4 %	-0,7 %	1,0 %	1,7 %
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>3,6 %</b>	<b>4,2 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>5,2 %</b>
Droits et Taxes à l'importation	0,2 %	0,0 %	-0,4 %	-0,5 %	0,0 %	0,1 %
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>3,8 %</b>	<b>4,2 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>5,2 %</b>
PIB du secteur pétrolier	-0,2 %	0,4 %	1,1 %	1,3 %	-0,7 %	0,0 %
PIB du secteur non pétrolier	4,1 %	3,8 %	3,2 %	2,2 %	4,7 %	5,2 %

Sources : Administrations nationales et BEAC

## CAMEROUN : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 782,7</b>	<b>2 956,9</b>	<b>3 341,4</b>	<b>3 025,1</b>	<b>3 262,8</b>	<b>3 609,0</b>
Agriculture des produits vivriers	1 214,9	1 286,5	1 421,6	1 536,7	1 643,6	1 734,4
Agriculture industrielle d'exportation	123,2	117,5	126,6	133,0	165,5	197,8
Elevage, Chasse et Piégeage	218,7	227,1	251,1	271,5	288,8	298,7
Pêche	124,6	128,5	140,5	150,4	161,3	175,5
Sylviculture	135,0	208,5	189,2	177,0	187,7	244,6
Pétrole	966,3	988,9	1 212,4	756,5	815,9	958,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 905,3</b>	<b>1 970,7</b>	<b>2 133,7</b>	<b>2 297,4</b>	<b>2 378,7</b>	<b>2 561,6</b>
Industries	1 535,9	1 568,3	1 691,1	1 783,6	1 891,7	2 038,1
Electricité, Gaz et Eau	95,5	99,4	113,3	126,7	138,6	154,1
Batiments et Travaux publics	273,9	303,0	329,4	387,1	348,3	369,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3 953,5</b>	<b>4 188,0</b>	<b>4 717,0</b>	<b>5 036,4</b>	<b>5 361,7</b>	<b>5 848,6</b>
Transport et Communication	535,4	584,6	646,7	701,1	728,1	759,2
Commerce, Hôtel et Restaurants	1 852,4	1 938,3	2 165,6	2 366,6	2 480,0	2 634,8
Autres services marchands et ajustements	852,8	888,0	979,1	1 055,8	1 086,0	1 153,6
Services non marchands	712,9	777,1	925,6	912,8	1 067,6	1 301,0
<b>PIB au cout des facteurs</b>	<b>8 641,5</b>	<b>9 115,7</b>	<b>10 192,1</b>	<b>10 358,9</b>	<b>11 003,2</b>	<b>12 019,2</b>
Droits et Taxes à l'importation	745,7	792,3	872,4	930,5	916,9	995,5
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>9 387,2</b>	<b>9 908,0</b>	<b>11 064,5</b>	<b>11 289,3</b>	<b>11 920,1</b>	<b>13 014,7</b>
dont PIB non pétrolier	8 420,9	8 919,2	9 852,1	10 532,8	11 104,2	12 056,7
dont PIB non pétrolier, hors produits d'exportation	8 162,7	8 593,1	9 536,3	10 222,8	10 751,0	11 614,3
PIB pétrolier	966,3	988,9	1 212,4	756,5	815,9	958,0
<b>PIB aux prix constants du marché (1992/93)</b>	<b>8 188,2</b>	<b>8 518,0</b>	<b>8 831,9</b>	<b>9 013,8</b>	<b>9 227,4</b>	<b>9 656,9</b>
dont PIB non pétrolier	7 635,9	7 970,4	8 300,2	8 511,5	8 828,4	9 287,1
dont PIB non pétrolier, hors produits d'exportation	7 369,9	7 662,3	8 027,1	8 251,9	8 563,8	9 021,3
PIB pétrolier	552,3	547,6	531,7	502,3	399,0	369,7
<b>Déflateur implicite (base 100 : 1992/93)</b>	<b>114,6</b>	<b>116,3</b>	<b>125,3</b>	<b>125,2</b>	<b>129,2</b>	<b>134,8</b>
dont PIB non pétrolier	110,3	111,9	118,7	123,7	125,8	129,8
PIB pétrolier	175,0	180,6	228,0	150,6	204,5	259,1

## CAMEROUN : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix constants, aux prix de 1985

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,1 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,3 %</b>	<b>-0,2 %</b>	<b>0,1 %</b>
Agriculture des produits vivriers	0,4 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,4 %
Agriculture industrielle d'exportation	-0,1 %	0,0 %	-0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %
Elevage, Chasse et Piégeage	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Pêche	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %
Sylviculture	0,2 %	0,6 %	-0,2 %	-0,2 %	0,1 %	0,0 %
Pétrole	0,5 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,3 %	-1,1 %	-0,3 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,6 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,9 %</b>
Industries	-0,1 %	0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,8 %	0,8 %
Electricité, Gaz et Eau	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Batiments et Travaux publics	0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,4 %	-0,4 %	0,1 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1,6 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>2,9 %</b>
Transport et Communication	0,9 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,3 %	0,3 %
Commerce, Hôtel et Restaurants	0,4 %	0,7 %	1,2 %	1,2 %	0,7 %	0,7 %
Autres services marchands et ajustements	0,1 %	0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,0 %	0,2 %
Services non marchands	0,3 %	0,5 %	0,3 %	-1,5 %	1,2 %	1,8 %
<b>PIB au cout des facteurs</b>	<b>2,7 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>1,9 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>4,0 %</b>
Droits et Taxes à l'importation	0,5 %	0,3 %	0,5 %	0,2 %	-0,2 %	0,6 %
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>3,2 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>4,7 %</b>
dont PIB non pétrolier	2,7 %	4,1 %	3,9 %	2,4 %	3,5 %	5,0 %
dont PIB pétrolier	0,5 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,3 %	-1,1 %	-0,3 %

Sources: INS, DP et BEAC

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR**

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>447,8</b>	<b>466,4</b>	<b>494,3</b>	<b>509,6</b>	<b>529,9</b>	<b>561,3</b>
Agriculture	228,4	240,3	269,0	287,2	298,5	309,6
Subsistance	224,4	238,3	265,7	281,5	290,8	301,6
Autres (y/c cultures de rapport)	4,0	2,0	3,4	5,7	7,7	8,0
Elevage	105,2	109,9	119,5	126,8	128,9	133,1
Chasse et pêche	39,7	41,1	45,0	46,8	47,2	47,8
Sylviculture	50,5	53,2	44,3	31,4	38,7	51,5
Industries extractives	24,0	21,9	16,5	17,4	16,5	19,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>94,0</b>	<b>102,4</b>	<b>116,9</b>	<b>128,9</b>	<b>129,8</b>	<b>142,6</b>
Industrie manufacturière	50,1	54,6	61,2	61,4	65,5	69,6
Energie (Eau, Electricité)	4,9	4,9	5,3	5,7	5,7	5,8
Construction	39,0	42,9	50,4	61,8	58,7	67,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>232,1</b>	<b>253,1</b>	<b>286,3</b>	<b>304,4</b>	<b>334,7</b>	<b>355,7</b>
Services privés	166,4	184,7	209,9	227,2	234,2	243,7
Commerce, transports et télécommunications	121,2	137,0	156,7	170,8	175,9	183,0
Autres services	45,2	47,7	53,2	56,3	58,3	60,6
Administrations publiques	65,7	68,4	76,4	77,2	100,5	112,0
Intérieures	47,4	53,7	59,3	57,1	72,4	89,5
Assistance technique extérieure	18,3	14,7	17,1	20,1	28,1	22,5
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>773,9</b>	<b>822,0</b>	<b>897,5</b>	<b>942,8</b>	<b>994,4</b>	<b>1 059,6</b>
Droits d'importation et impôts divers	42,9	38,2	48,5	56,9	63,7	63,3
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>816,8</b>	<b>860,2</b>	<b>945,9</b>	<b>999,7</b>	<b>1 058,1</b>	<b>1 122,9</b>
<b>PIB aux prix constants du marché (1985)</b>	<b>497,7</b>	<b>515,6</b>	<b>525,7</b>	<b>533,1</b>	<b>548,7</b>	<b>566,7</b>
<b>Déflateur implicite (base 100 : 1985)</b>	<b>164,1</b>	<b>166,8</b>	<b>179,9</b>	<b>187,5</b>	<b>192,8</b>	<b>198,1</b>

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR**

Prix constants, aux prix de 1985

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>2,7 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>-0,5 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>2,2 %</b>
Agriculture	0,5 %	1,7 %	0,7 %	1,1 %	0,8 %	0,9 %
Subsistance	0,4 %	1,7 %	0,7 %	1,1 %	0,8 %	0,9 %
Autres (y/c cultures de rapport)	0,1 %	-0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %
Elevage	0,1 %	0,4 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %
Chasse et pêche	0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Sylviculture	1,8 %	-0,8 %	-1,0 %	-1,7 %	-0,3 %	0,8 %
Industries extractives	0,2 %	0,0 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,1 %	0,1 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,3 %</b>
Industrie manufacturière	0,5 %	0,6 %	0,4 %	-0,2 %	0,4 %	0,4 %
Energie (Eau, Electricité)	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Construction	-0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,3 %	0,4 %	-0,1 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>0,0 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>1,0 %</b>
Services privés	0,4 %	1,9 %	0,8 %	0,9 %	0,5 %	0,6 %
Commerce, transports et télécommunications	0,3 %	1,6 %	0,7 %	0,8 %	0,4 %	0,4 %
Autres services	0,1 %	0,3 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Administrations publiques	-0,5 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,2 %	0,4 %
Intérieures	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Assistance technique extérieure	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>3,0 %</b>	<b>4,3 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>3,5 %</b>
Droits d'importation et impôts divers	1,3 %	-0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	-0,2 %
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4,3 %</b>	<b>3,6 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>2,9 %</b>	<b>3,3 %</b>

Sources : ICASEES et BEAC

## CONGO : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 636,5</b>	<b>2 261,4</b>	<b>3 104,0</b>	<b>2 421,4</b>	<b>3 714,0</b>	<b>4 459,1</b>
Agriculture, élevage, chasse et pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture et exploitation forestière	147,9	148,5	179,2	195,1	205,8	215,8
Industries extractives (pétrole)	41,4	41,5	73,8	55,1	78,3	102,1
	2 447,2	2 071,3	2 851,0	2 171,2	3 429,9	4 141,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>352,9</b>	<b>401,9</b>	<b>454,9</b>	<b>516,4</b>	<b>567,1</b>	<b>700,8</b>
Industries manufacturières	189,5	207,8	234,1	266,0	290,0	316,1
Electricité, gaz et eau	24,2	26,1	28,6	33,9	36,6	41,0
Bâtiments et Travaux publics	139,3	168,0	192,2	216,5	240,5	343,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>832,3</b>	<b>895,7</b>	<b>1 001,0</b>	<b>1 069,5</b>	<b>1 158,5</b>	<b>1 283,1</b>
Transports et télécommunications	194,3	205,9	228,7	258,4	283,7	323,2
Commerce, restaurants et hôtels	254,5	271,5	301,4	311,6	339,0	369,7
Administrations publiques	168,8	177,4	207,5	218,6	225,0	258,4
Autres services	214,7	240,9	263,3	280,9	310,7	331,8
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>3 821,7</b>	<b>3 558,9</b>	<b>4 559,9</b>	<b>4 007,3</b>	<b>5 439,6</b>	<b>6 443,0</b>
Droits et Taxes à l'importation	72,2	86,1	102,0	115,7	120,6	138,1
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>3 893,8</b>	<b>3 645,0</b>	<b>4 661,8</b>	<b>4 123,0</b>	<b>5 560,2</b>	<b>6 581,1</b>
PIB hors pétrole aux prix courants du marché	1 446,6	1 573,7	1 810,8	1 951,8	2 130,3	2 439,9
PIB pétrole aux prix courants du marché	2 447,2	2 071,3	2 851,0	2 171,2	3 429,9	4 141,2
<b>PIB aux prix constants (1990)</b>	<b>1 141,7</b>	<b>1 112,8</b>	<b>1 170,7</b>	<b>1 248,6</b>	<b>1 367,5</b>	<b>1 446,6</b>
PIB hors pétrole à prix constant	754,5	792,3	830,7	853,6	918,2	1 013,8
PIB pétrole à prix constant	387,3	320,5	340,0	395,0	449,3	432,8
<b>Déflateur du PIB (base 100 : 1990)</b>	<b>341,0</b>	<b>327,6</b>	<b>398,2</b>	<b>330,2</b>	<b>406,6</b>	<b>454,9</b>
Secteur pétrolier	631,9	646,4	838,6	549,7	763,4	956,8
Secteur non pétrolier	191,7	198,6	218,0	228,7	232,0	240,7

## CONGO : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix constants, aux prix de 1990

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>2,9 %</b>	<b>- 5,9 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>5,5 %</b>	<b>- 0,4 %</b>
Agriculture, élevage, chasse et pêche	0,6 %	- 0,2 %	0,4 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %
Sylviculture et exploitation forestière	0,4 %	0,1 %	- 0,6 %	- 1,3 %	0,9 %	0,6 %
Industries extractives (pétrole)	1,9 %	- 5,9 %	1,8 %	4,7 %	4,3 %	- 1,2 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,2 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>1,7 %</b>
Industries manufacturières	0,8 %	0,5 %	0,7 %	0,9 %	0,6 %	0,6 %
Electricité, gaz et eau	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Bâtiments et Travaux publics	0,4 %	0,3 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,9 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,4 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>3,9 %</b>
Transports et télécommunications	0,7 %	0,3 %	0,5 %	0,3 %	0,9 %	1,2 %
Commerce, restaurants et hôtels	0,7 %	0,5 %	0,6 %	0,3 %	1,0 %	0,8 %
Administrations publiques	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,3 %	1,6 %
Autres services	0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,2 %	0,8 %	0,3 %
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>6,4 %</b>	<b>- 3,1 %</b>	<b>4,6 %</b>	<b>6,1 %</b>	<b>9,4 %</b>	<b>5,2 %</b>
Droits et Taxes à l'importation	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,1 %	0,6 %
<b>PIB aux prix constant du marché</b>	<b>7,0 %</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>5,2 %</b>	<b>6,7 %</b>	<b>9,5 %</b>	<b>5,8 %</b>
Secteur hors pétrole	5,1 %	3,3 %	3,5 %	2,0 %	5,2 %	7,0 %
Secteur pétrolier	1,9 %	- 5,9 %	1,8 %	4,7 %	4,3 %	- 1,2 %

Sources : CNSEE et BEAC

**GABON : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR**

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 890,6</b>	<b>3 088,0</b>	<b>3 908,2</b>	<b>2 528,0</b>	<b>3 611,2</b>	<b>4 389,6</b>
Agriculture, Elevage et Pêche	175,3	186,3	209,4	226,4	237,6	248,6
Forêt	71,3	82,5	54,8	50,6	31,2	42,3
Industries extractives	2 644,0	2 819,2	3 644,0	2 251,0	3 342,4	4 098,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>409,5</b>	<b>454,8</b>	<b>485,4</b>	<b>461,4</b>	<b>636,5</b>	<b>825,6</b>
Industries manufacturières et énergie	265,9	293,4	332,6	327,0	376,1	440,0
Industries du bois	51,7	59,8	40,1	21,9	43,6	72,0
Batiments et travaux publics	91,9	101,6	112,7	112,5	216,8	313,6
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 403,6</b>	<b>1 597,0</b>	<b>1 727,5</b>	<b>1 809,8</b>	<b>2 148,0</b>	<b>2 571,3</b>
Transports et télécommunications	227,5	281,0	294,9	267,5	327,9	404,5
Commerce	279,1	303,5	332,8	349,5	428,5	528,5
Administrations publiques	336,1	401,8	431,7	506,0	549,6	599,8
Autres services	560,9	610,7	668,1	686,8	842,0	1 038,5
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>4 703,7</b>	<b>5 139,8</b>	<b>6 121,1</b>	<b>4 799,2</b>	<b>6 395,6</b>	<b>7 786,5</b>
Droits et taxes à l'importation	287,8	338,3	333,1	331,6	448,7	517,2
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>4 991,5</b>	<b>5 478,1</b>	<b>6 454,2</b>	<b>5 130,8</b>	<b>6 844,3</b>	<b>8 303,7</b>
PIB du secteur pétrolier	2 570,4	2 701,5	3 299,1	2 193,0	3 190,5	3 943,0
PIB du secteur non pétrolier	2 421,1	2 776,6	3 155,1	2 937,8	3 653,8	4 360,7
<b>PIB aux prix constants du marché (1989)</b>	<b>1 843,4</b>	<b>1 859,9</b>	<b>1 901,4</b>	<b>1 879,7</b>	<b>2 004,2</b>	<b>2 175,0</b>
PIB du secteur pétrolier	388,6	402,0	396,5	378,7	396,7	387,2
PIB du secteur non pétrolier	1 454,7	1 457,9	1 504,8	1 501,1	1 607,5	1 787,8
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Déflateur implicite du PIB (Base 100 : 1989)</b>	<b>270,8</b>	<b>294,5</b>	<b>339,5</b>	<b>273,0</b>	<b>341,5</b>	<b>381,8</b>
PIB du secteur pétrolier	661,4	672,0	832,0	579,1	804,2	1 018,3
PIB du secteur non pétrolier	166,4	190,4	209,7	195,7	227,3	243,9

**GABON : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR**

Prix constants, aux prix de 1989

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>-2,0 %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>-0,4 %</b>
Agriculture, Elevage et Pêche	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Forêt	0,1 %	0,2 %	-0,3 %	0,0 %	-0,5 %	-0,8 %
Industries extractives	-2,3 %	0,6 %	-0,6 %	-0,8 %	1,3 %	0,2 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>3,7 %</b>
Industries manufacturières et énergie	-0,1 %	0,8 %	0,7 %	-0,9 %	0,3 %	1,7 %
Industries du bois	0,0 %	0,0 %	0,0 %	-0,1 %	0,1 %	0,1 %
Batiments et travaux publics	0,2 %	0,1 %	0,1 %	-0,1 %	2,0 %	1,9 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,8 %</b>	<b>-1,6 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>4,3 %</b>
Transports et télécommunications	0,4 %	0,5 %	0,2 %	-0,5 %	0,1 %	0,6 %
Commerce	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,7 %
Administrations publiques	5,1 %	-3,7 %	0,7 %	0,5 %	1,1 %	1,2 %
Autres services	1,0 %	1,1 %	1,1 %	0,3 %	0,2 %	1,8 %
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>5,0 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>-1,2 %</b>	<b>4,9 %</b>	<b>7,6 %</b>
Droits et taxes à l'importation	0,8 %	0,5 %	-0,3 %	0,0 %	1,7 %	1,0 %
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>5,8 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>-1,1 %</b>	<b>6,6 %</b>	<b>8,5 %</b>
PIB du secteur pétrolier	-2,2 %	0,7 %	-0,3 %	-0,9 %	1,0 %	-0,5 %
PIB du secteur non pétrolier	8,0 %	0,2 %	2,5 %	-0,2 %	5,7 %	9,0 %

Sources : DGSEE, DGE et BEAC

## GUINEE EQUATORIALE : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix courants (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>3 826,5</b>	<b>4 078,8</b>	<b>5 300,0</b>	<b>2 999,4</b>	<b>3 824,7</b>	<b>4 776,5</b>
Agriculture	60,1	66,6	72,1	79,2	85,6	92,0
Cultures d'exportations	4,3	5,0	4,1	4,3	3,7	3,0
Secteur de subsistance	51,4	56,7	62,7	69,0	75,5	82,0
Elevage et Chasse	4,4	4,8	5,3	5,9	6,4	7,0
Production de bois	23,8	32,0	9,0	2,2	18,3	18,9
Pêche	2,5	2,8	3,1	3,4	3,7	4,0
Pétrole	3 740,1	3 977,4	5 215,8	2 914,6	3 717,1	4 661,7
<b>Secteur secondaire</b>	<b>484,4</b>	<b>928,7</b>	<b>1 824,0</b>	<b>1 996,6</b>	<b>2 485,4</b>	<b>3 340,7</b>
Méthanol	340,6	739,2	1 567,1	1 603,8	1 990,2	2 770,0
Industries manufacturières	4,8	5,9	7,1	8,8	10,9	9,3
Energie, Gaz et Eau	20,0	25,8	30,9	36,5	43,8	52,6
Construction	119,0	157,8	218,7	347,5	440,4	508,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>114,3</b>	<b>134,6</b>	<b>149,6</b>	<b>179,2</b>	<b>223,4</b>	<b>259,1</b>
Commerce, Restaurant et Hôtel	33,8	37,8	41,3	46,8	56,4	64,2
Transports et Télécommunications	5,4	5,8	6,3	7,1	9,8	12,3
Institutions financières et immobilières	14,1	17,3	24,8	30,2	44,0	63,1
Administrations publiques	46,6	57,5	58,9	74,7	87,8	89,8
Autres services	14,3	16,3	18,4	20,5	25,5	29,7
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>4 425,1</b>	<b>5 142,1</b>	<b>7 273,5</b>	<b>5 175,2</b>	<b>6 533,6</b>	<b>8 376,4</b>
Droits et Taxes à l'importation	39,1	47,1	58,9	76,8	99,1	113,4
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>4 464,2</b>	<b>5 189,2</b>	<b>7 332,4</b>	<b>5 252,0</b>	<b>6 632,7</b>	<b>8 489,7</b>
Secteur pétrolier	4 080,6	4 716,6	6 782,9	4 518,4	5 707,4	7 431,6
Secteur non pétrolier	383,5	472,6	549,5	733,6	925,3	1 058,1
<b>PIB aux prix constants du marché (1985)</b>	<b>857,5</b>	<b>1 070,0</b>	<b>1 292,7</b>	<b>1 538,1</b>	<b>1 526,4</b>	<b>1 643,8</b>
Secteur pétrolier	637,0	800,1	987,5	1 178,1	1 081,7	1 138,3
Secteur non pétrolier	220,5	269,9	305,2	360,0	444,7	505,5
<b>Déflateur implicite du PIB (base 100 : 1985)</b>	<b>520,6</b>	<b>485,0</b>	<b>567,2</b>	<b>341,5</b>	<b>434,5</b>	<b>516,5</b>
Secteur pétrolier	640,6	589,5	686,9	383,5	527,6	652,9
Secteur non pétrolier	173,9	175,1	180,0	203,8	208,1	209,3

## GUINEE EQUATORIALE : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix constants, aux prix de 1985

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>-2,5 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>-5,5 %</b>	<b>-1,7 %</b>	<b>-0,6 %</b>
Agriculture	0,2 %	0,8 %	-0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %
Cultures d'exportations	0,1 %	0,7 %	-0,2 %	0,0 %	-0,1 %	-0,1 %
Secteur de subsistance	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Elevage et chasse	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Production forestière	0,0 %	0,2 %	-0,8 %	-0,2 %	0,3 %	-0,1 %
Pêche	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Pétrole	-2,7 %	2,0 %	0,2 %	-5,4 %	-2,0 %	-0,5 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>7,3 %</b>	<b>20,8 %</b>	<b>20,7 %</b>	<b>23,7 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>6,8 %</b>
Méthanol	1,6 %	17,0 %	17,3 %	20,1 %	-4,2 %	4,2 %
Industries manufacturières	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	-0,1 %
Energie, gaz et eau	0,6 %	0,4 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %
Construction	5,1 %	3,4 %	3,1 %	3,3 %	3,3 %	2,4 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>1,5 %</b>
Commerce, restaurant et hôtel	0,0 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %
Transports et télécommunications	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %
Services financiers et immobiliers	0,2 %	0,3 %	0,6 %	0,3 %	0,7 %	1,0 %
Administrations publiques	0,2 %	0,4 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %	0,0 %
Autres services	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,2 %	0,1 %
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>5,2 %</b>	<b>24,8 %</b>	<b>20,7 %</b>	<b>19,0 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>7,7 %</b>
Droits et taxes à l'importation	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>5,3 %</b>	<b>24,8 %</b>	<b>20,8 %</b>	<b>19,0 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>7,7 %</b>
Secteur pétrolier	-1,1 %	19,0 %	17,5 %	14,7 %	-6,3 %	3,7 %
Secteur non pétrolier	6,4 %	5,8 %	3,3 %	4,2 %	5,5 %	4,0 %

Sources : DGSCN et BEAC

## TCHAD : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix courants

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 320,0</b>	<b>2 230,1</b>	<b>2 410,7</b>	<b>1 916,2</b>	<b>2 652,4</b>	<b>2 692,3</b>
Agriculture	374,4	327,4	331,3	328,2	595,0	352,5
Cultures vivrières	358,2	308,4	318,1	321,7	585,2	335,0
Cultures industrielles	16,2	19,0	13,2	6,5	9,8	17,5
Élevage	273,0	259,2	289,0	325,6	326,4	357,4
Sylviculture, pêche et mines	76,7	65,8	70,4	76,9	84,8	95,2
Pétrole	1 595,8	1 577,6	1 720,1	1 185,5	1 646,2	1 887,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>211,9</b>	<b>240,2</b>	<b>257,0</b>	<b>278,5</b>	<b>328,6</b>	<b>394,9</b>
Industries manufacturières	50,9	47,9	48,1	49,8	54,5	78,2
Coton-fibre	19,0	13,3	10,0	5,4	4,4	9,4
Autres industries	32,0	34,5	38,0	44,4	50,1	68,8
Artisanat	115,8	121,7	131,6	143,2	154,8	167,5
Bâtiments et travaux publics	35,0	57,3	61,6	66,8	98,6	123,5
Eau et électricité	10,2	13,3	15,7	18,8	20,7	25,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>845,5</b>	<b>903,8</b>	<b>983,2</b>	<b>1 083,2</b>	<b>1 196,7</b>	<b>1 388,1</b>
Transport et Télécommunications	59,6	54,8	57,9	60,3	65,4	83,5
Commerce	378,7	363,3	395,8	429,9	503,3	528,7
Administrations publiques	241,4	324,7	356,7	402,2	430,2	547,8
Autres	165,8	161,0	172,9	190,8	197,8	228,1
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>3 377,3</b>	<b>3 374,1</b>	<b>3 650,9</b>	<b>3 278,0</b>	<b>4 177,7</b>	<b>4 475,4</b>
Taxes nettes sur les produits	72,8	80,4	84,0	129,7	157,0	160,5
<b>PIB aux prix courants du marché</b>	<b>3 450,2</b>	<b>3 454,5</b>	<b>3 735,0</b>	<b>3 407,7</b>	<b>4 334,7</b>	<b>4 635,8</b>
PIB pétrolier	1 595,8	1 577,6	1 720,1	1 185,5	1 646,2	1 887,2
PIB non pétrolier	1 854,3	1 876,9	2 014,9	2 222,2	2 688,5	2 748,6
<b>PIB aux prix constants du marché (1995)</b>	<b>1 666,9</b>	<b>1 709,4</b>	<b>1 673,8</b>	<b>1 701,4</b>	<b>1 934,5</b>	<b>1 961,1</b>
PIB pétrolier	452,7	424,7	382,2	358,2	367,1	346,4
PIB non pétrolier	1 214,2	1 284,8	1 291,5	1 343,2	1 567,4	1 614,6
<b>Déflateur du PIB (base 100 : 1995)</b>	<b>207,0</b>	<b>202,1</b>	<b>223,1</b>	<b>200,3</b>	<b>224,1</b>	<b>236,4</b>
dont non pétrolier	152,7	146,1	156,0	165,4	171,5	170,2

## TCHAD : PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR

Prix constants, aux prix de 1995

(Contribution à la croissance réelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Secteur primaire</b>	<b>-2,5 %</b>	<b>-2,2 %</b>	<b>-3,1 %</b>	<b>-2,2 %</b>	<b>7,9 %</b>	<b>-6,2 %</b>
Agriculture	-0,3 %	-0,5 %	-0,9 %	-1,1 %	7,0 %	-5,5 %
Cultures vivrières	0,6 %	-0,7 %	-0,4 %	-0,7 %	6,8 %	-5,7 %
Cultures industrielles	-0,8 %	0,2 %	-0,4 %	-0,4 %	0,2 %	0,2 %
Élevage	0,2 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Sylviculture, pêche et mines	0,0 %	-0,3 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Pétrole	-2,6 %	-1,7 %	-2,5 %	-1,4 %	0,5 %	-1,1 %
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,8 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>1,9 %</b>
Industries manufacturières	0,0 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	0,7 %
Coton-fibre	-0,1 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,4 %	-0,4 %	0,2 %
Autres industries	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %	0,5 %
Artisanat	0,6 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Bâtiments et travaux publics	0,2 %	1,1 %	-0,1 %	0,1 %	1,2 %	0,8 %
Eau et électricité	0,0 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,4 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>5,5 %</b>
Transport et Télécommunications	0,2 %	-0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,6 %
Commerce	0,8 %	0,7 %	0,4 %	0,3 %	3,2 %	0,6 %
Administrations publiques	0,9 %	2,6 %	0,7 %	1,6 %	-0,1 %	3,3 %
Autres	0,5 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,5 %	1,0 %
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>0,7 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>-2,0 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>12,9 %</b>	<b>1,2 %</b>
Impôts indirects	0,1 %	0,4 %	-0,1 %	1,7 %	0,8 %	0,2 %
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>0,8 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>-2,1 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>13,7 %</b>	<b>1,4 %</b>
PIB pétrolier	-2,6 %	-1,7 %	-2,5 %	-1,4 %	0,5 %	-1,1 %
PIB non pétrolier	3,4 %	4,2 %	0,4 %	3,1 %	13,2 %	2,4 %

Sources : INSEED et BEAC

## EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB EN TERMES REELS DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC DE 2011 À 2010

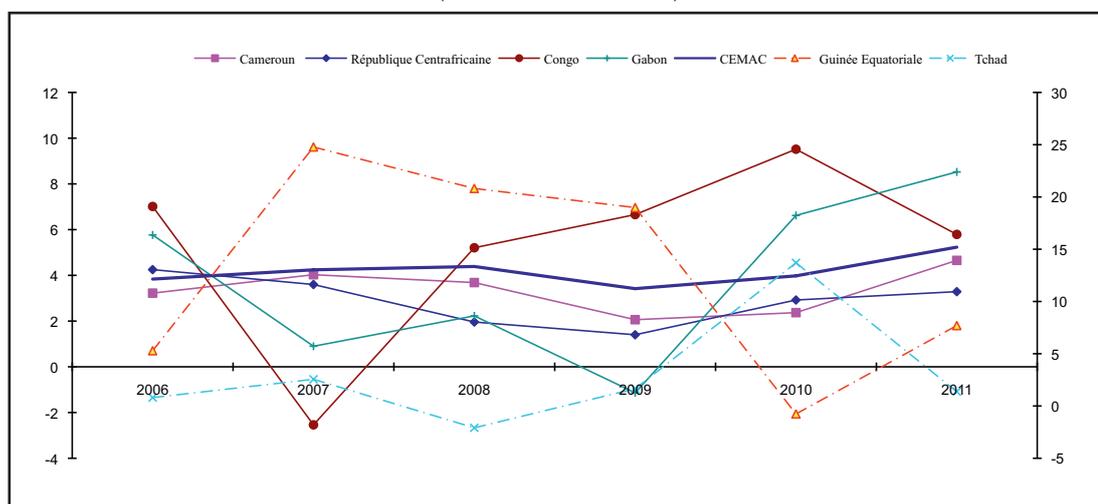
(Variation annuelle en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cameroun	3,2	4,0	3,7	2,1	2,4	4,7
République Centrafricaine	4,3	3,6	2,0	1,4	2,9	3,3
Congo	7,0	- 2,5	5,2	6,7	9,5	5,8
Gabon	5,8	0,9	2,2	- 1,1	6,6	8,5
Guinée Equatoriale	5,3	24,8	20,8	19,0	- 0,8	7,7
Tchad	0,8	2,6	- 2,1	1,7	13,7	1,4
<b>CEMAC</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>5,2</b>

Sources : Administrations nationales et BEAC

## CROISSANCE EN TERMES REELS DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC DE 2006 A 2011

(variation annuelle en %)



Guinée Equatoriale et Tchad : échelle de droite

## INFLATION

## ÉVOLUTION DE L'INFLATION DANS LA CEMAC

PAYS	Cameroun *	Republique Centrafricaine	Congo **	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Base de l'indice	Déc. 1993	Janvier 1981	Janvier 2005	Année 2004	Année 2008	Année 2005	
PERIODE							
<b>2006</b>							
Indice moyen	194,6	234,4	104,7	102,2	92,5	108,1	
Indice de fin de période	194,6	237,8	109,5	103,3	93,6	99,1	
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>5,2 %</b>	<b>6,6 %</b>	<b>4,7 %</b>	<b>- 1,4 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>8,1 %</b>	<b>4,2 %</b>
<b>Glissement annuel</b>	<b>2,4 %</b>	<b>7,1 %</b>	<b>8,1 %</b>	<b>- 0,7 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>3,3 %</b>
<b>2007</b>							
Indice moyen	196,2	236,7	107,4	107,4	96,6	100,0	
Indice de fin de période	201,4	237,2	107,6	109,4	97,1	100,8	
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>0,9 %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>5,0 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>- 7,4 %</b>	<b>1,3 %</b>
<b>Glissement annuel</b>	<b>3,5 %</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>- 1,7 %</b>	<b>5,9 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>3,0 %</b>
<b>2008</b>							
Indice moyen	206,7	258,8	112,5	113,0	99,5	108,4	
Indice de fin de période	212,1	271,7	118,7	115,5	100,8	110,5	
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>5,3 %</b>	<b>9,3 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>5,3 %</b>	<b>6,0 %</b>	<b>8,3 %</b>	<b>5,8 %</b>
<b>Glissement annuel</b>	<b>5,3 %</b>	<b>14,5 %</b>	<b>10,4 %</b>	<b>5,5 %</b>	<b>6,0 %</b>	<b>9,7 %</b>	<b>7,1 %</b>
<b>2009</b>							
Indice moyen	213,1	267,9	118,4	115,1	105,5	119,3	
Indice de fin de période	213,0	268,5	118,6	116,5	106,8	115,7	
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>3,1 %</b>	<b>3,5 %</b>	<b>5,3 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>6,0 %</b>	<b>10,1 %</b>	<b>4,5 %</b>
<b>Glissement annuel</b>	<b>0,4 %</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>5,5 %</b>	<b>4,7 %</b>	<b>1,7 %</b>
<b>2010</b>							
Indice moyen	215,7	271,9	118,9	116,9	111,4	116,8	
Indice de fin de période	219,6	274,6	121,5	117,3	112,6	113,2	
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>5,6 %</b>	<b>- 2,1 %</b>	<b>1,6 %</b>
<b>Glissement annuel</b>	<b>3,1 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>5,4 %</b>	<b>- 2,2 %</b>	<b>2,3 %</b>
<b>2011</b>							
Indice moyen	222,1	275,1	121,5	118,3	116,7	119,1	
Indice de fin de période	225,6	286,5	124,1	120,0	118,2	125,4	
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>2,9 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>2,7 %</b>
<b>Glissement annuel</b>	<b>2,7 %</b>	<b>4,3 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>4,9 %</b>	<b>10,8 %</b>	<b>3,9 %</b>

Sources : Administrations nationales chargées du suivi des prix à la consommation

\* Indice pondéré des villes de Bafoussam, Bamenda, Douala, Garoua et Yaoundé depuis janvier 1994

\*\* Indice pondéré des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire depuis janvier 1996

## TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE DES PAYS DE LA CEMAC

(Variation en % de l'indice des prix à la consommation)

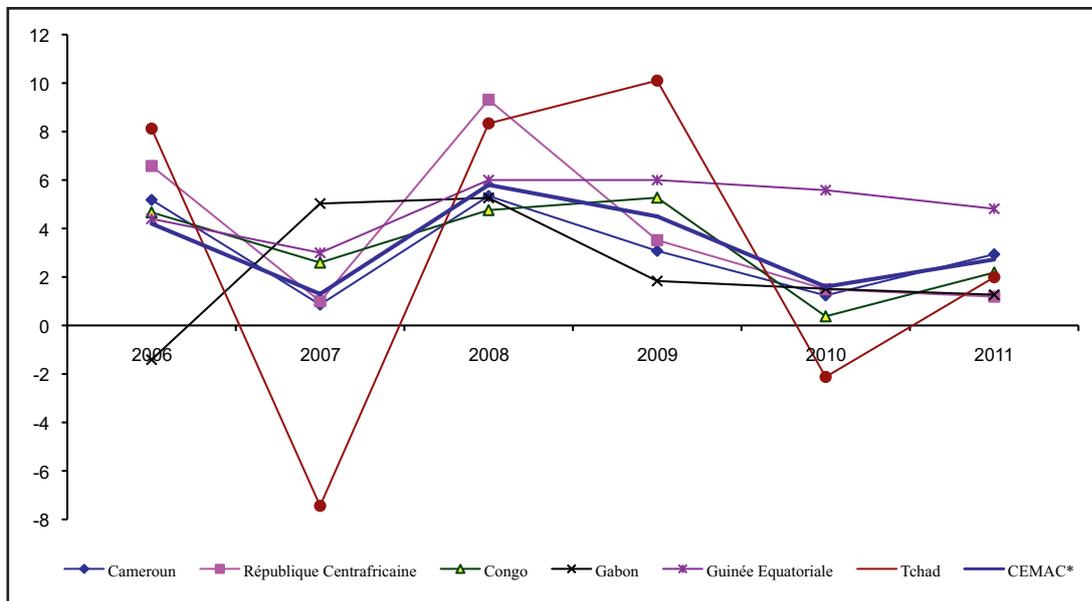
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cameroun	5,2	0,9	5,3	3,1	1,2	2,9
République Centrafricaine	6,6	1,0	9,3	3,5	1,5	1,2
Congo	4,7	2,6	4,8	5,3	0,4	2,2
Gabon	- 1,4	5,0	5,3	1,8	1,5	1,3
Guinée Equatoriale	4,4	3,0	6,0	6,0	5,6	4,8
Tchad	8,1	- 7,4	8,3	10,1	- 2,1	2,0
<b>CEMAC*</b>	<b>4,2</b>	<b>1,3</b>	<b>5,8</b>	<b>4,5</b>	<b>1,6</b>	<b>2,7</b>

Sources: Administrations nationales chargées du suivi des prix à la consommation.

\* obtenu par pondération des taux d'inflation nationaux par le PIB

## TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE DES PAYS DE LA CEMAC

(Variation en moyenne annuelle)





## FINANCES PUBLIQUES

## CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>7 946,3</b>	<b>8 280,2</b>	<b>10 861,4</b>	<b>8 436,4</b>	<b>9 820,1</b>	<b>11 832,0</b>
Recettes pétrolières	5 539,6	5 546,8	7 955,1	4 756,3	6 271,9	7 894,7
Recettes non pétrolières	2 406,7	2 733,3	2 906,2	3 680,2	3 548,2	3 937,3
Recettes fiscales	2 181,3	2 425,8	2 646,5	3 143,5	3 261,7	3 626,1
Recettes non fiscales	225,4	307,5	259,7	536,7	286,6	311,2
<b>Dépenses totales</b>	<b>5 218,4</b>	<b>5 996,6</b>	<b>7 099,8</b>	<b>8 379,9</b>	<b>9 275,4</b>	<b>10 837,0</b>
Dépenses courantes	3 359,5	3 660,6	4 218,6	3 956,4	4 552,8	5 080,0
Salaires et traitements	968,7	1 085,4	1 266,0	1 416,8	1 484,8	1 639,7
Biens et services	906,4	1 090,9	1 195,7	1 196,4	1 442,0	1 431,2
Transferts et subventions	1 035,8	1 189,5	1 425,0	1 123,4	1 392,0	1 804,6
Intérêts	448,5	294,8	331,9	219,8	234,0	204,4
Dettes extérieures	370,3	228,5	272,6	174,1	181,3	150,1
Dettes intérieures	78,2	66,3	59,3	45,7	52,6	54,4
Dépenses en capital	1 858,9	2 336,1	2 881,3	4 423,5	4 722,6	5 757,0
Sur ressources locales	1 591,5	2 015,4	2 605,6	4 017,6	4 070,0	4 926,3
Sur ressources extérieures	267,4	320,7	275,6	405,9	652,6	830,6
Solde primaire	3 443,8	2 899,0	4 369,1	682,3	1 431,3	2 030,1
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	12,8	10,2	12,8	2,3	3,9	4,8
Solde budgétaire de base	2 995,3	2 604,2	4 037,2	462,4	1 197,3	1 825,7
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	11,1	9,1	11,8	1,5	3,3	4,3
Solde global (base engagements hors dons)	2 727,9	2 283,6	3 761,6	56,5	544,7	995,0
Solde global (base engagements dons compris)	5 127,7	2 520,4	3 943,4	534,4	2 088,3	1 249,3
Variations des arriérés (baisse -)	-320,1	-1 518,8	-1 862,0	-406,7	-447,7	-387,8
Intérieurs (principal et intérêts)	-309,4	-236,0	-382,3	-292,8	-301,2	-334,6
Extérieurs (principal et intérêts)	-10,7	-1 282,8	-1 479,7	-113,8	-146,5	-53,2
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>2 407,8</b>	<b>764,7</b>	<b>1 899,6</b>	<b>-350,1</b>	<b>97,0</b>	<b>607,2</b>
Financement total	-2 407,8	-764,7	-1 899,6	350,1	-97,0	-607,2
Extérieur	176,5	1 472,9	489,7	507,8	555,7	758,8
Dons	2 399,7	236,8	181,8	477,9	1 543,6	254,3
Courants	2 297,3	62,5	69,1	324,1	1 354,8	52,7
Projets	102,5	174,3	112,7	153,8	188,8	201,7
Tirages	179,4	592,7	162,9	520,3	581,1	816,8
Prêts trésorerie et programmes	14,5	446,3	0,0	268,2	117,3	187,8
Prêts-projets	164,9	146,4	162,9	252,1	463,8	629,0
Amortissements de la dette extérieure	-2 826,7	-642,5	-1 233,5	-672,1	-1 712,2	-341,4
Allègements de la dette extérieure	424,1	1 285,9	1 378,4	181,6	143,2	29,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur	-2 584,3	-2 237,6	-2 389,2	-157,6	-652,7	-1 366,1
Système bancaire	-1 180,7	-973,3	-1 175,5	1 392,6	566,2	-803,9
BEAC, opérations traditionnelles	-1 055,4	-434,6	-1 291,4	1 287,9	462,6	-270,8
BEAC, consolidation refinancement	-20,8	23,6	-0,9	1,0	2,0	1,3
FMI (net)	-163,3	-22,7	-3,5	70,0	2,6	1,7
Fonds de Réserve	-5,4	-6,2	-194,1	-3,4	-32,2	-566,4
Banques commerciales, hors rachats...	64,1	-533,3	314,5	37,1	131,3	30,2
Non bancaire	-1 403,6	-1 264,3	-1 213,8	-1 550,2	-1 218,9	-562,1
<b>Solde global, base engagements, hors dons (en % du PIB)</b>	<b>10,1</b>	<b>8,0</b>	<b>11,0</b>	<b>0,2</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

## CAMEROUN : Tableau des opérations financières de l'Etat

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>1 832,2</b>	<b>1 938,0</b>	<b>2 204,6</b>	<b>2 179,1</b>	<b>2 066,8</b>	<b>2 228,6</b>
Recettes pétrolières	630,1	643,3	818,2	512,8	506,1	621,6
Recettes non pétrolières (hors recettes de privatisation)	1 202,1	1 294,7	1 386,4	1 666,3	1 560,7	1 607,0
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 349,9</b>	<b>1 536,3</b>	<b>1 754,3</b>	<b>1 952,3</b>	<b>2 172,8</b>	<b>2 380,6</b>
Dépenses courantes	1 122,9	1 168,2	1 361,6	1 320,0	1 610,0	1 762,5
Salaires et traitements	418,5	442,1	560,9	617,5	634,0	681,6
Biens et services	377,7	435,5	492,6	463,0	613,0	542,5
Intérêts	126,2	44,9	36,5	22,5	32,0	44,1
Dette extérieure	111,7	31,1	30,6	20,0	26,0	30,6
Dette intérieure	14,5	13,8	5,9	2,5	6,0	13,5
dont : BEAC, opérations traditionnelles	...	...	...	...	...	...
BEAC, consolidations refinancement	...	...	...	...	...	...
Transferts et subventions	200,5	245,6	271,6	217,0	331,0	494,4
Solde primaire (hors intérêts et invest/ress externes) 1/	648,3	564,1	529,6	398,6	41,0	- 7,7
Solde budgétaire de base (hors invest/ress externes)	522,1	519,1	493,1	376,1	9,0	- 51,8
Prêts nets	...	17,8	11,7	...	...	...
Coût total restructuration bancaire (principal)	...	...	...	...	...	...
Restructuration des entreprises publiques	24,3	6,8	34,7	20,0	76,0	34,1
Dépenses en capital	202,7	343,5	346,3	612,3	486,8	584,0
Sur ressources nationales	162,9	226,1	303,5	463,0	371,8	483,8
Sur ressources extérieures	39,8	117,4	42,8	149,3	115,0	100,2
Solde global (base engagements hors dons/consolidation BEAC incl.)	482,3	401,7	450,3	226,8	- 106,0	- 152,0
Solde global (base engagements hors dons/hors consolidation BEAC)	482,3	401,7	450,3	226,8	- 106,0	- 152,0
Solde global (base engagements dons compris/hors consolidation BEAC)	2 708,2	525,4	506,6	313,8	- 19,0	- 85,7
Variations des arrières (baisse -)	- 172,9	- 74,6	- 32,5	- 18,4	- 60,7	- 96,2
Intérieurs (principal et intérêts)	- 172,9	- 74,6	- 32,5	- 18,4	- 60,7	- 96,2
Extérieurs (principal et intérêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>309,4</b>	<b>327,1</b>	<b>417,8</b>	<b>208,3</b>	<b>- 166,7</b>	<b>- 248,2</b>
<b>Financement total</b>	<b>- 309,4</b>	<b>- 327,1</b>	<b>- 417,8</b>	<b>- 208,3</b>	<b>166,7</b>	<b>248,2</b>
Extérieur	319,9	96,2	20,7	72,4	55,0	94,9
Dons	2 225,9	123,7	56,3	87,0	87,0	66,3
Courants	2 222,4	49,1	56,3	59,0	62,0	52,7
Projets	3,5	74,6	0,0	28,0	25,0	13,7
Tirages	36,3	42,8	42,8	121,3	90,0	86,6
Prêts-programme et appui trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts-projets	36,3	42,8	42,8	121,3	90,0	86,6
Amortissements (principal)	- 2 175,9	- 70,3	- 78,4	- 135,9	- 122,0	- 58,0
Allègement - Club de Paris	233,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement (possible) - Club de Londres	...	...	...	...	...	...
Annulations de dettes	...	...	...	...	...	...
Intérieur	- 629,3	- 423,3	- 438,5	- 280,7	111,7	153,3
Système bancaire	- 329,4	- 213,7	- 177,3	21,6	- 77,5	165,8
BEAC, opérations traditionnelles	- 150,3	- 189,8	- 150,9	- 3,3	- 69,8	114,7
BEAC, consolidation refinancement	- 3,7	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,1
FMI (net)	- 147,3	3,5	4,1	68,0	5,2	1,3
Banques commerciales	- 28,0	- 26,5	- 30,0	- 42,9	- 12,8	49,9
Non bancaire 2/	- 299,9	- 209,6	- 261,2	- 302,4	189,2	- 12,4
<b>Solde global, base engagements, hors dons (en % PIB)</b>	<b>5,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>2,0</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,2</b>

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

1/ Solde primaire (à partir de 1996/1997, le solde primaire est calculé hors recettes de privatisation)

2/ Dont amortissement dettes conventionnée et salariale, remboursement crédits TVA et instances du Trésor

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Tableau des opérations financières de l'État

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>73,3</b>	<b>83,6</b>	<b>92,5</b>	<b>100,8</b>	<b>114,2</b>	<b>111,8</b>
Recettes fiscales	63,8	64,3	70,7	81,0	91,9	87,1
Recettes non fiscales	9,5	19,2	21,8	19,8	22,3	24,7
<b>Dépenses totales</b>	<b>109,9</b>	<b>109,6</b>	<b>138,2</b>	<b>136,8</b>	<b>168,1</b>	<b>164,3</b>
Dépenses courantes	73,3	80,2	98,1	96,6	111,9	123,3
Salaires et traitement	37,2	36,3	36,9	39,6	42,8	46,0
Biens et services	15,2	14,4	22,0	22,8	33,1	36,1
Intérêts	10,7	12,1	16,8	16,7	6,4	8,7
Dette extérieure	6,5	6,3	9,1	9,8	2,6	2,7
Dette intérieure	4,2	5,8	7,7	6,9	3,8	6,0
dont : BEAC, opérations traditionnelles (1)	2,8	0,8	0,6	0,8	0,4	1,4
BEAC, consolidations refinancement (2)	1,0	1,1	0,0	1,9	1,8	2,6
Autres (Banques Commerciales et autres)	0,5	3,8	7,1	4,1	1,5	2,0
Transferts et subventions	10,2	17,4	22,4	17,5	29,6	32,5
Autres (y compris compensations)	...	...	...	...	...	...
dont: PDVA	...	...	...	...	...	...
Solde primaire (hors intérêts et investis/ressour. extérieures)	1,8	6,3	0,8	13,5	-3,3	-13,5
Solde budgétaire de base (hors investis/ressour. extérieures)	-8,9	-5,8	-16,0	-3,2	-9,7	-22,1
Subventions café et coton	...	...	...	...	...	...
Coût total restructuration bancaire (principal)	...	...	...	...	...	...
Dépenses en capital	36,6	29,4	40,1	40,2	56,2	41,0
Sur ressources nationales (BEC+Inv.productifs)	8,9	9,2	10,4	7,4	12,0	10,7
Sur financement extérieur	27,7	20,2	29,7	32,8	44,2	30,3
Solde global (base engagements hors dons, yc coût rest.banc.)	-36,6	-26,0	-45,7	-36,0	-53,9	-52,4
Solde global (base engagements hors dons et coût rest.banc.)	-36,6	-26,0	-45,7	-36,0	-53,9	-52,4
Solde global (base engagements dons compris, hors coût rest.banc.)	55,3	7,4	-3,4	254,4	0,6	-26,1
Variations des arriérés (baisse -)	-58,0	11,6	20,3	-113,9	-14,2	8,7
Intérieurs (principal et intérêts)	-19,8	-13,7	-10,5	-19,2	-12,9	2,4
Extérieurs (principal et intérêts)	-38,2	25,3	30,8	-94,7	-1,3	6,3
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>-94,7</b>	<b>-14,4</b>	<b>-25,4</b>	<b>-149,8</b>	<b>-68,1</b>	<b>-43,7</b>
<b>Financement total</b>	<b>94,7</b>	<b>14,4</b>	<b>25,4</b>	<b>149,8</b>	<b>68,1</b>	<b>43,7</b>
Extérieur	75,0	4,4	17,6	147,5	61,7	16,1
Dons	91,9	33,4	42,3	290,4	54,5	26,3
courants	67,2	13,2	12,6	257,6	13,8	0,0
en capital	24,7	20,2	29,7	32,8	40,7	26,3
Tirages sur prêts	3,0	0,0	0,0	0,0	3,5	4,0
Trésorerie	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts -projets	3,0	0,0	0,0	0,0	3,5	4,0
Amortissements dette ext. (principal)	-71,1	-36,4	-42,2	-245,6	-17,1	-14,2
Allègement de la dette extérieure	51,1	7,4	17,5	102,7	20,8	0,0
Intérieur	19,7	10,0	7,7	2,3	6,4	27,7
Système bancaire	2,9	8,6	11,5	-19,2	24,9	32,3
BEAC, opérations traditionnelles	-3,3	-16,2	-3,9	-14,5	10,0	12,1
BEAC, consolidation refinancement	1,0	22,7	0,9	1,4	1,3	1,3
FMI (net)	1,0	1,0	7,7	6,0	8,9	1,0
Banques commerciales	4,2	1,0	6,9	-12,1	4,7	17,8
Non bancaire	16,8	1,4	-3,8	21,5	-18,5	-4,6
<b>Solde global, base engagements, hors dons (en % du PIB)</b>	<b>-4,5</b>	<b>-3,0</b>	<b>-4,8</b>	<b>-3,6</b>	<b>-5,1</b>	<b>-4,7</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

## CONGO : Tableau des opérations financières de l'État

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>1 792,0</b>	<b>1 564,3</b>	<b>2 448,2</b>	<b>1 323,9</b>	<b>2 629,0</b>	<b>2 858,6</b>
Recettes pétrolières	1 531,0	1 284,5	2 117,6	934,4	2 187,0	2 282,8
Recettes non pétrolières	261,0	279,7	330,6	389,5	442,0	575,8
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 112,6</b>	<b>1 239,8</b>	<b>1 237,8</b>	<b>1 131,3</b>	<b>1 353,4</b>	<b>1 774,6</b>
Dépenses courantes	741,6	810,2	783,7	645,4	697,4	690,7
Salaires et traitements	135,0	141,9	166,0	174,9	180,0	206,7
Biens et services	181,0	240,6	175,7	164,1	182,0	182,0
dont: extra-budgétaires ou PPA	...	...	...	...	...	...
Intérêts	178,6	100,7	150,2	73,4	65,4	10,9
Dette extérieure	149,6	84,2	140,0	63,9	55,5	10,9
Dette intérieure	29,0	16,5	10,2	9,5	9,9	0,0
dont : BEAC, opérations traditionnelles	10,9	14,0	4,5	1,8	2,2	0,0
BEAC, consolidations refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres frais financiers	18,1	2,5	5,7	7,7	7,7	0,0
Transferts et subventions (y/c org. et communes)	247,0	327,0	291,8	233,0	270,0	291,1
Solde primaire (hors intérêts et invests / ress. Externes) 1/	871,0	472,1	1 425,1	281,6	1 481,0	1 310,9
Solde budgétaire de base (hors invests / ress. Externes)	692,4	371,4	1 274,9	208,2	1 415,6	1 300,0
Dépenses en capital	366,0	429,6	454,0	484,9	656,0	1 083,9
Sur ressources locales (dont restruct. bancaire)	353,0	382,6	389,6	469,3	516,0	867,9
Sur ressources extérieures	13,0	47,0	64,4	15,6	140,0	216,0
Prêts nets	5,0	...	...	1,0	0,0	...
Solde global (base engagements, hors dons)	679,4	324,4	1 210,4	192,5	1 275,6	1 084,0
Solde global (base eng. hors dons/consolidation BEAC exclue)	679,4	324,4	1 210,4	192,5	1 275,6	1 084,0
Solde global (base engagements, dons compris)	684,4	339,6	1 228,1	207,0	2 587,6	1 119,4
Variations des arriérés (baisse -)	-39,9	-1 417,4	-1 635,4	-140,1	-208,1	-151,1
Intérieurs (principal et intérêts)	-77,5	-89,5	-133,1	-120,9	-63,0	-91,6
Extérieurs (principal et intérêts)	37,6	-1 327,9	-1 502,3	-19,2	-145,1	-59,5
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>639,4</b>	<b>-1 093,0</b>	<b>-424,9</b>	<b>52,5</b>	<b>1 067,4</b>	<b>932,9</b>
<b>Financement total</b>	<b>-639,4</b>	<b>1 093,0</b>	<b>424,9</b>	<b>-52,5</b>	<b>-1 067,4</b>	<b>-932,9</b>
Extérieur	-153,4	1 085,2	1 134,0	-14,7	189,3	159,3
Dons	5,0	15,2	17,7	14,5	1 312,0	35,4
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	1 279,0	0,0
Projets	5,0	15,2	17,7	14,5	33,0	35,4
Tirages	8,0	31,8	46,7	1,1	107,0	180,6
Trésorerie	...	...	...	...	...	...
Prêts - projets	8,0	31,8	46,7	1,1	107,0	180,6
Amortissements dette ext. (principal)	-304,5	-237,7	-171,6	-109,3	-1 352,1	-85,8
Allègement de la dette extérieure obtenu	138,1	1 275,9	1 241,1	78,9	122,4	29,2
Dette gagée CT et divers (nets)	...	...	...	...	...	...
Intérieur	-486,1	7,8	-709,0	-37,7	-1 256,8	-1 092,2
Système bancaire	-395,4	-19,7	-602,1	92,6	-328,1	-367,6
BEAC, opérations traditionnelles	-408,8	-15,5	-610,1	84,9	-313,5	-368,4
BEAC, consolidation refinancement	-17,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
FMI (net)	3,0	-1,1	1,4	1,4	-6,1	3,1
Banques commerciales, op. traditionnelles	28,1	-3,2	6,6	6,3	-8,5	-2,5
Non bancaire 2/	-90,6	27,5	-107,0	-130,3	-928,6	-724,7
<b>Solde global, base engagements, hors dons (en % du PIB)</b>	<b>17,4</b>	<b>8,9</b>	<b>26,0</b>	<b>4,7</b>	<b>22,9</b>	<b>16,5</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

1 / Solde primaire = Recettes totales - dépenses courantes hors intérêts - dépenses en capital financées sur ressources externes

2/ Le financement non bancaire comprend, entre autres, les recettes sur cessions d'actifs, le financement et le coût des réformes structurelles et la titrisation.

## GABON : Tableau des opérations financières de l'État

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>1 582,6</b>	<b>1 636,3</b>	<b>2 078,1</b>	<b>1 684,9</b>	<b>1 838,8</b>	<b>2 495,9</b>
Recettes pétrolières	1 012,9	958,5	1 361,4	836,8	990,4	1 385,7
Recettes non pétrolières	569,7	677,8	716,7	848,1	848,4	1 110,2
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 122,1</b>	<b>1 165,8</b>	<b>1 327,0</b>	<b>1 347,2</b>	<b>1 833,8</b>	<b>2 364,9</b>
Dépenses courantes	883,3	918,9	1 028,5	915,1	979,5	1 268,0
Salaires et traitements	252,4	301,8	324,1	379,7	412,4	450,1
Biens et services	167,2	190,4	208,8	215,7	239,0	298,7
Intérêts	116,6	118,9	114,4	83,0	92,7	79,0
Dette extérieure	92,1	92,3	82,3	64,4	69,3	65,7
Dette intérieure	24,5	26,6	32,1	18,6	23,4	13,3
dont : BEAC, opérations trad.	7,8	24,3	26,8	7,8	12,6	9,7
BEAC, consolidations ref.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres, y compris banques primaires	16,6	2,3	5,3	10,8	10,8	3,6
Transferts et subventions	347,1	307,8	381,2	236,7	235,4	440,2
Solde primaire (hors intérêts et investissements/ress externes)	625,9	637,7	919,9	520,3	321,3	459,8
Solde primaire (FMI: recettes - dépenses totales hors intérêts)	577,1	589,4	865,5	420,7	97,7	210,0
Solde budgétaire de base (hors investissements/ress externes)	509,3	518,8	805,5	437,3	228,6	380,8
Coût des réformes structurelles (hors banques)	...	...	...	...	...	...
Dépenses en capital	238,8	246,9	298,5	432,1	854,3	1 096,9
Dépenses en capital sur ressources propres	190,0	198,6	244,1	332,5	630,7	847,1
Dépenses en capital sur ressources externes	48,8	48,3	54,4	99,6	223,6	249,8
Solde global hors dons (base ordonnancements)	460,5	470,5	751,1	337,7	5,0	131,0
Solde global dons compris (base ordonnancements)	460,5	470,7	751,3	338,4	5,0	131,0
Variations des arriérés (baisse -)	- 33,5	- 39,9	- 119,7	- 50,8	- 122,6	- 116,2
Intérieurs (principal et intérêts)	- 33,2	- 39,9	- 114,9	- 50,8	- 122,6	- 116,2
Extérieurs (principal et intérêts)	- 0,3	0,0	- 4,8	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>427,0</b>	<b>430,6</b>	<b>631,3</b>	<b>286,9</b>	<b>- 117,6</b>	<b>14,8</b>
<b>Financement total</b>	<b>- 427,0</b>	<b>- 430,6</b>	<b>- 631,3</b>	<b>- 286,9</b>	<b>117,6</b>	<b>- 14,8</b>
Extérieur	- 170,0	244,8	- 711,2	- 56,5	38,9	110,5
Dons	0,0	0,2	0,2	0,7	0,0	0,0
Courants	0,0	0,2	0,2	0,7	0,0	0,0
Tirages	63,3	494,6	54,4	99,6	223,6	249,8
Trésorerie (emprunts non liés)	14,5	446,3	...	...	0,0	...
Prêts - projets	48,8	48,3	54,4	99,6	223,6	249,8
Amortissements dette ext. (principal)	- 234,5	- 252,3	- 885,6	- 156,8	- 184,7	- 139,3
Rééchelonnement de la dette extérieure	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annulation de la dette extérieure	0,0	2,4	119,8	0,0	0,0	0,0
Paiement anticipée de la dette extérieure	...	...	...	...	...	...
Intérieur	- 257,0	- 675,4	79,9	- 230,4	78,7	- 125,3
Système bancaire	- 96,8	- 450,9	271,6	38,3	259,5	22,2
BEAC, opérations traditionnelles	- 105,0	48,8	- 5,8	63,4	115,1	- 13,7
BEAC, consolidation refinancement	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	0,0
FMI (net)	- 9,5	- 17,3	- 11,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve (Fonds souverain à partir de 2011)	...	0,0	- 178,6	- 2,8	- 4,8	- 11,9
Banques commerciales	17,8	- 482,2	467,1	- 22,1	149,3	47,9
Non bancaire (1)	- 160,2	- 224,5	- 191,7	- 268,8	- 180,8	- 147,5
<b>Solde global, base ordonnancements, hors dons (en % du PIB)</b>	<b>9,2</b>	<b>8,6</b>	<b>11,6</b>	<b>6,6</b>	<b>0,1</b>	<b>1,6</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

(1) Le financement non bancaire comprend, entre autres, la dette intérieure et les correspondants du Trésor.

## GUINEE EQUATORIALE : Tableau des opérations financières de l'État

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>2 103,7</b>	<b>2 308,5</b>	<b>3 051,8</b>	<b>2 608,1</b>	<b>2 150,9</b>	<b>2 849,0</b>
Recettes pétrolières	1 962,7	2 097,3	2 881,4	2 188,5	1 938,5	2 639,4
Recettes non pétrolières	141,0	211,2	170,4	419,6	212,4	209,6
Recettes fiscales	79,9	77,4	74,9	109,1	122,5	143,2
Recettes non fiscales	61,1	133,7	95,5	310,5	89,9	66,4
<b>Dépenses totales</b>	<b>957,5</b>	<b>1 236,5</b>	<b>1 759,2</b>	<b>2 827,5</b>	<b>2 516,8</b>	<b>2 767,0</b>
Dépenses courantes	197,6	217,7	367,7	345,2	453,9	500,6
Salaires et traitements	40,6	52,5	56,4	70,7	77,8	79,8
Biens et services (y/c extra-budgétaires)	87,5	85,4	139,2	154,2	186,6	210,6
Intérêts	4,4	3,9	2,4	3,4	19,6	27,8
Dette extérieure	3,4	3,7	0,4	0,4	18,5	26,5
Dette intérieure	1,0	0,2	2,0	3,0	1,1	1,3
dont : BEAC, opérations traditionnelles	...	...	...	...	...	...
BEAC, consolidations refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,0	0,2	2,0	3,0	1,1	1,3
Transferts et subventions	65,1	75,9	169,7	117,0	170,0	182,4
Solde primaire courant (hors intérêts s/dette)	1 910,5	2 094,7	2 686,5	2 266,3	1 716,6	2 376,2
Solde primaire (hors intérêts et invs/fin. externe)	1 151,5	1 075,9	1 295,0	-216,0	-346,4	109,8
Solde budgétaire de base (hors invests/fin. externe)	1 147,2	1 072,0	1 292,6	-219,4	-365,9	82,0
Dépenses en capital	759,8	1 018,8	1 391,5	2 482,3	2 062,9	2 266,4
Investissements publics (financement interne)	758,9	1 018,8	1 391,5	2 482,3	2 062,9	2 266,4
Investissements publics (financement extérieur)	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base engagements, hors dons)	1 146,3	1 072,0	1 292,6	-219,4	-365,9	82,0
Solde global (base eng. hors dons/hors consolidation BEAC)	1 146,3	1 072,0	1 292,6	-219,4	-365,9	82,0
Solde global (base engagements, dons compris)	1 146,3	1 072,0	1 292,6	-219,4	-365,9	82,0
Solde global (base eng. hors invest. fin/ ress. extérieures)	1 147,2	1 072,0	1 292,6	-219,4	-365,9	82,0
Variations des arriérés (baisse -)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieurs (principal et intérêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieurs (principal et intérêts)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>1 146,3</b>	<b>1 072,0</b>	<b>1 292,6</b>	<b>-219,4</b>	<b>-365,9</b>	<b>82,0</b>
<b>Financement total</b>	<b>-1 146,3</b>	<b>-1 072,0</b>	<b>-1 292,6</b>	<b>219,4</b>	<b>365,9</b>	<b>-82,0</b>
Extérieur	-24,6	-9,6	-3,0	238,2	47,0	143,5
Dons (y compris stabex)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets	...	...	...	...	...	...
Tirages	0,9	0,0	0,0	240,0	54,2	150,4
Prêts-projets	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissements dette ext. (principal)	-25,5	-9,6	-3,0	-1,8	-7,2	-6,9
Allègement de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annulation de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement obtenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur	-1 121,7	-1 062,4	-1 289,5	-18,8	318,9	-225,5
Système bancaire	-283,6	-174,5	-547,6	946,9	641,2	-531,8
BEAC, opérations traditionnelles	-315,7	-154,8	-396,0	825,7	665,1	98,2
BEAC, consolidation refinancement	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FMI (net)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Réserve	-5,4	-6,2	-15,5	-0,6	-27,5	-554,4
Banques commerciales	37,8	-13,5	-136,1	121,8	3,5	-75,6
Non bancaire	-838,1	-887,9	-742,0	-965,7	-322,3	306,3
<b>Solde global, base engagements, hors dons (en % PIB)</b>	<b>25,7</b>	<b>20,7</b>	<b>17,6</b>	<b>-4,2</b>	<b>-5,5</b>	<b>1,0</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

## TCHAD : Tableau des opérations financières de l'État

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Recettes totales</b>	<b>562,5</b>	<b>749,6</b>	<b>986,1</b>	<b>539,7</b>	<b>1 020,4</b>	<b>1 288,0</b>
Recettes pétrolières	402,8	563,2	776,5	283,8	649,9	965,2
Recettes non pétrolières	159,7	186,4	209,6	255,8	370,5	322,8
Recettes fiscales	131,2	173,7	200,5	239,5	343,9	290,5
Recettes non fiscales	28,5	12,7	9,1	16,3	26,6	32,4
<b>Dépenses totales</b>	<b>566,4</b>	<b>708,6</b>	<b>883,3</b>	<b>984,8</b>	<b>1 230,5</b>	<b>1 385,5</b>
Dépenses courantes	340,8	465,4	578,9	634,1	700,1	734,9
Salaires et traitements	85,0	110,8	121,7	134,5	137,8	175,6
Matériels et autres (y/c élections)	33,4	60,9	64,5	65,4	83,6	57,4
Intérêts	12,1	14,3	11,5	20,8	17,9	34,0
Dette extérieure	7,0	10,9	10,1	15,6	9,4	13,7
Dette intérieure	5,0	3,4	1,4	5,2	8,5	20,3
dont : BEAC, opérations traditionnelles	1,9	0,9	1,4	1,7	1,4	16,3
BEAC, consolidations refinancement	0,2	1,9	0,0	1,0	4,5	0,9
Banques primaires	2,9	0,6	0,0	2,5	2,6	3,0
Transferts et subventions	165,9	215,7	288,3	302,2	355,9	364,0
Dépenses militaires	44,4	63,7	92,9	111,2	104,8	103,9
Solde primaire (hors intérêts et investissements/res.externes)	145,3	143,1	198,6	- 315,7	- 62,4	170,8
Solde budgétaire de base (hors investissements/res.externes)	133,3	128,8	187,1	- 336,5	- 80,3	136,8
Dépenses d'investissement	225,7	243,2	304,4	350,7	530,4	650,6
Financement intérieur	88,5	155,4	220,1	242,1	400,6	416,3
Financement extérieur	137,2	87,8	84,3	108,6	129,8	234,3
Solde global (base engagements, hors dons)	- 3,9	41,0	102,8	- 445,1	- 210,1	- 97,5
Solde global (base engag. hors dons - hors consolid. BEAC)	- 3,9	41,0	102,8	- 445,1	- 210,1	- 97,5
Solde global (base engagements, dons compris)	73,0	105,3	168,1	- 359,8	- 120,1	28,8
Variations des arriérés (baisse -)	- 15,8	1,5	- 94,7	- 83,5	- 42,0	- 33,0
Intérieurs (principal et intérêts)	- 6,0	- 18,3	- 91,3	- 83,5	- 42,0	- 33,0
Extérieurs (principal et intérêts)	- 9,8	19,8	- 3,4	0,0	0,0	0,0
dont : Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base trésorerie)</b>	<b>- 19,7</b>	<b>42,5</b>	<b>8,1</b>	<b>- 528,6</b>	<b>- 252,1</b>	<b>- 130,5</b>
<b>Financement total</b>	<b>19,7</b>	<b>- 42,5</b>	<b>- 8,1</b>	<b>528,6</b>	<b>252,1</b>	<b>130,5</b>
Extérieur	129,6	51,9	31,6	120,9	163,8	234,6
Dons	77,0	64,3	65,3	85,3	90,1	126,3
Dons courants (aide budgétaire)	7,7	0,0	0,0	6,8	0,0	...
Dons-projets	69,3	64,3	65,3	78,5	90,1	126,3
Tirages	67,9	23,5	19,0	58,3	102,9	145,4
Trésorerie et programmes	...	...	...	28,2	63,1	37,4
Prêts - projets	67,9	23,5	19,0	30,1	39,8	108,0
Provisions pour service de la dette pétrolière	...	...	...	...	...	...
Variation de dépôts	...	...	...	...	...	...
Amortissements dette ext. (principal)	- 15,3	- 36,2	- 52,7	- 22,7	- 29,1	- 37,1
Allègement de la dette extérieure	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus exceptionnels du projet pétrolier 2/	...	...	...	...	...	...
Intérieur	- 109,9	- 94,3	- 39,7	407,7	88,3	- 104,1
Système bancaire	- 78,4	- 123,1	- 131,7	312,3	46,2	- 124,8
BEAC, opérations traditionnelles	- 72,3	- 107,2	- 124,8	331,6	55,5	- 113,7
BEAC, consolidation refinancement	0,0	1,9	- 1,2	0,0	1,0	0,0
FMI (net)	- 10,5	- 8,9	- 5,6	- 5,5	- 5,4	- 3,8
Banques commerciales	4,3	- 9,0	- 0,1	- 13,9	- 4,9	- 7,4
Non bancaire 1/	- 31,5	28,8	92,0	95,5	42,1	20,8
<b>Solde global, base engagements, hors dons (en % du PIB)</b>	<b>- 0,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,8</b>	<b>- 13,1</b>	<b>- 4,8</b>	<b>- 2,1</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

1/ Dont produits de cession d'actifs

2/ Ce montant correspond aux sommes versées via la Banque mondiale par les sociétés du consortium pétrolier.



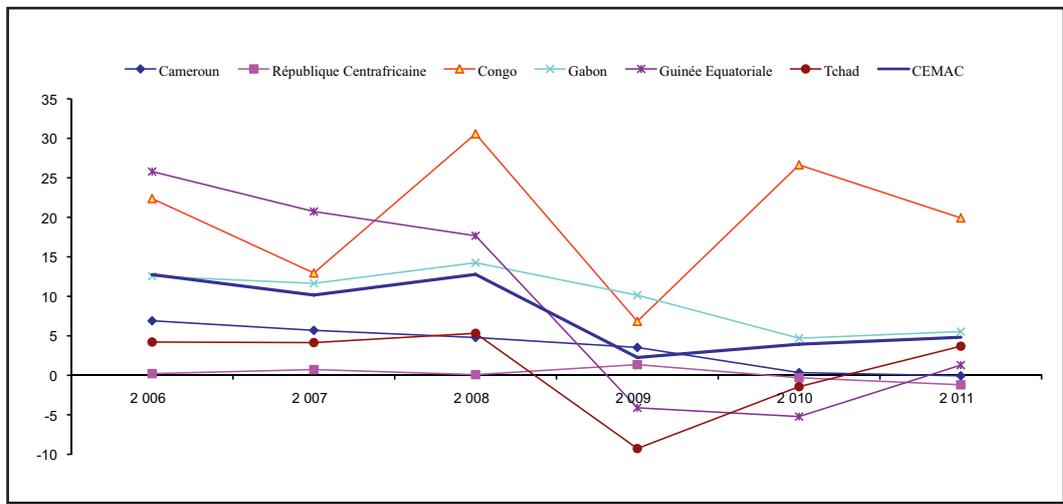
### SOLDE BUDGETAIRE PRIMAIRE

(en % du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cameroun <sup>(1)</sup>	6,9	5,7	4,8	3,5	0,3	-0,1
République Centrafricaine	0,2	0,7	0,1	1,4	-0,3	-1,2
Congo	22,4	13,0	30,6	6,8	26,6	19,9
Gabon	12,5	11,6	14,3	10,1	4,7	5,5
Guinée Equatoriale	25,8	20,7	17,7	-4,1	-5,2	1,3
Tchad	4,2	4,1	5,3	-9,3	-1,4	3,7
<b>CEMAC</b>	<b>12,8</b>	<b>10,2</b>	<b>12,8</b>	<b>2,3</b>	<b>3,9</b>	<b>4,8</b>

Sources : Administrations nationales et BEAC

### SOLDE BUDGETAIRE PRIMAIRE (en % du PIB)



## SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL, BASE ENGAGEMENTS, HORS DONCS

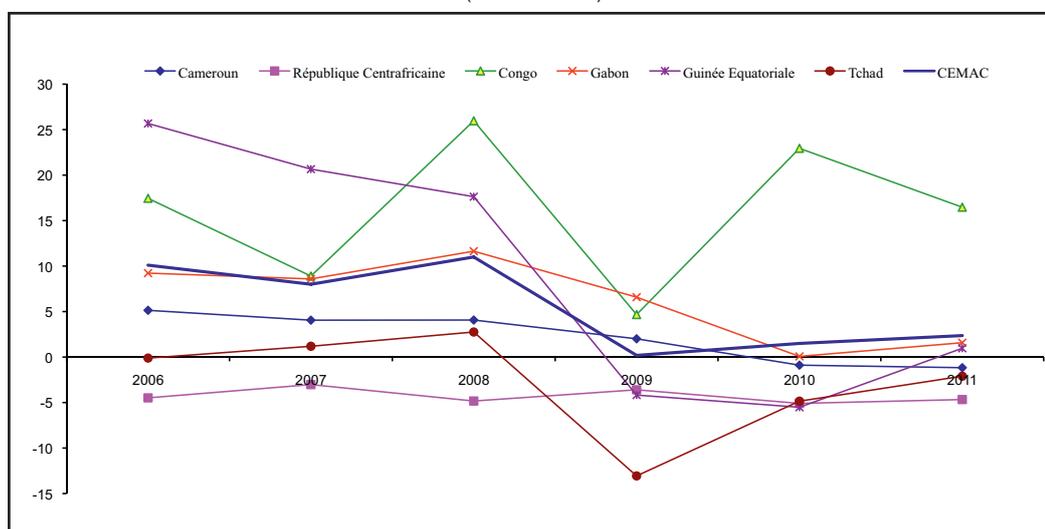
(en % du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Cameroun <sup>(1)</sup>	5,1	4,1	4,1	2,0	-0,9	-1,2
République Centrafricaine	-4,5	-3,0	-4,8	-3,6	-5,1	-4,7
Congo	17,4	8,9	26,0	4,7	22,9	16,5
Gabon	9,2	8,6	11,6	6,6	0,1	1,6
Guinée Equatoriale	25,7	20,7	17,6	-4,2	-5,5	1,0
Tchad	-0,1	1,2	2,8	-13,1	-4,8	-2,1
<b>CEMAC</b>	<b>10,1</b>	<b>8,0</b>	<b>11,0</b>	<b>0,2</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>

Sources : Administrations nationales et BEAC

## SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL, BASE ENGAGEMENTS, HORS DONCS

(en % du PIB)



## COMMERCE EXTERIEUR

## COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS DE LA CEMAC

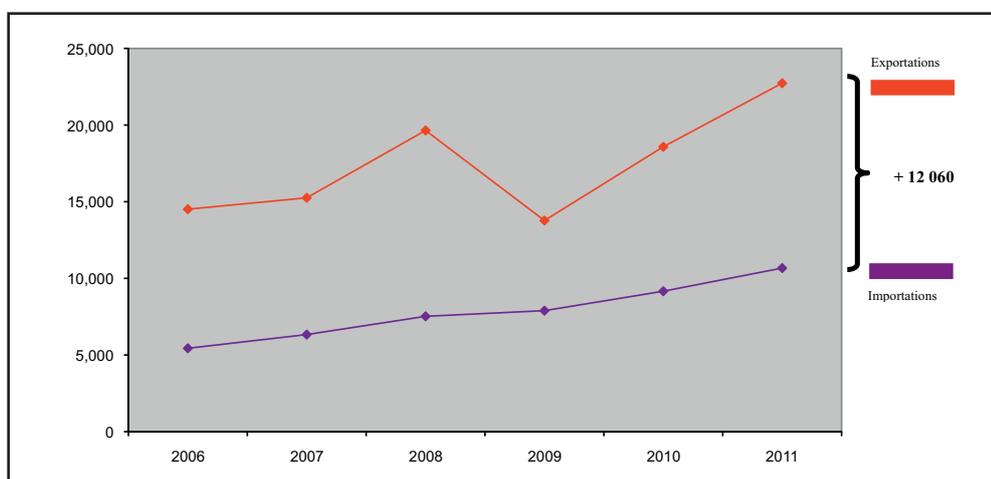
Valeur (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	5 438,5	6 333,3	7 523,2	7 892,6	9 160,3	10 670,7
Exportations	14 510,5	15 253,5	19 649,8	13 773,0	18 583,1	22 730,7
Total	19 949,0	21 586,8	27 173,0	21 665,5	27 743,5	33 401,5
<b>Balance commerciale</b>	<b>9 072,1</b>	<b>8 920,2</b>	<b>12 126,6</b>	<b>5 880,4</b>	<b>9 422,8</b>	<b>12 060,0</b>
Taux de couverture	267 %	241 %	261 %	175 %	203 %	213 %

Sources : Données de la Programmation Monétaire et du Commerce Extérieur

## BALANCE COMMERCIALE DES PAYS DE LA CEMAC

(en milliards de FCFA)



## PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DES PAYS DE LA CEMAC

(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pétrole brut	11 998,4	11 803,4	14 912,8	9 813,4	13 503,5	16 300,7
Cacao	137,9	112,0	149,3	177,3	207,3	216,9
Café	35,4	41,9	39,2	28,2	33,1	63,3
Coton - fibre et dérivés	99,1	100,5	69,8	54,1	84,7	132,8
Bois - grumes, sciages et dérivés	729,0	817,5	789,5	584,1	597,5	748,4
Aluminium - brut et dérivés	87,3	92,9	89,3	64,9	90,4	96,2
Caoutchouc naturel	34,0	28,5	30,8	24,3	50,0	81,8
Banane	33,7	29,3	34,3	36,7	40,9	39,3
Diamants - brut et taillés	32,7	29,8	22,2	23,3	25,9	29,7
Or	0,1	0,1	0,2	0,5	0,7	1,3
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Produits pétroliers	43,0	67,7	52,0	45,7	78,0	90,4
Rondins d'eucalyptus	3,0	5,3	3,8	8,4	12,5	9,3
Sucre	12,3	8,4	12,7	12,8	11,3	2,5
Cuivre	0,0	0,0	0,0	40,1	24,2	0,0
Manganèse	190,9	260,6	628,7	157,5	457,1	536,7
Méthanol et Autres Gaz	358,5	778,1	1 649,6	1 688,2	2 095,0	2 915,8
Bétail	119,0	135,6	121,9	126,3	161,3	215,4
Divers	596,3	941,8	1 043,8	887,0	1 109,6	1 250,2
<b>TOTAL</b>	<b>14 510,5</b>	<b>15 253,5</b>	<b>19 649,8</b>	<b>13 773,0</b>	<b>18 583,1</b>	<b>22 730,7</b>

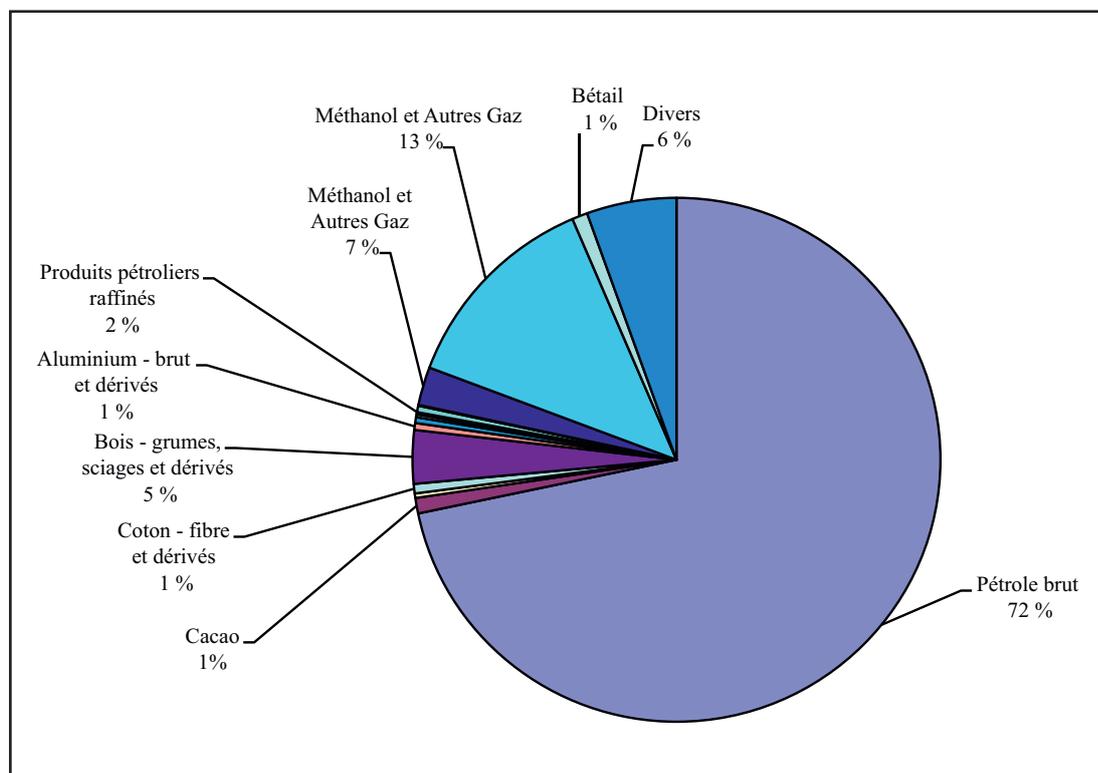
Sources : Données de la Programmation Monétaire et du commerce extérieur

Annexes

## PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB)

### DES PAYS DE LA CEMAC EN 2011

(en pourcentage)



\*\* La légende des produits dont les parts relatives sont inférieures à 1% a été expressément masquée sur le graphique ci-dessus.

## COMMERCE EXTERIEUR DU CAMEROUN

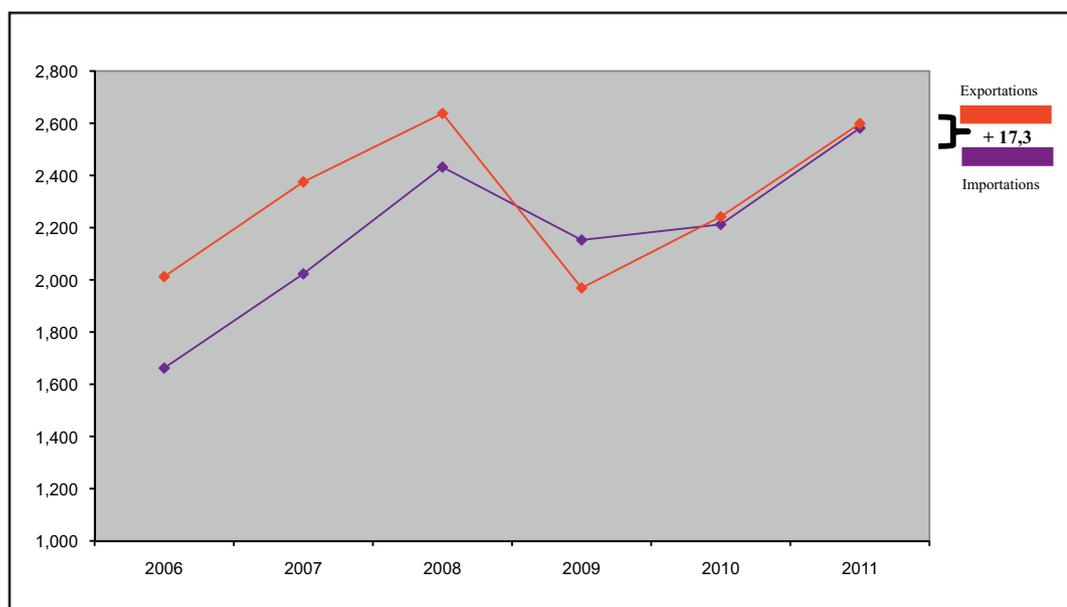
Valeur (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	1 662,0	2 023,1	2 432,0	2 152,7	2 212,4	2 581,4
Exportations	2 012,4	2 375,3	2 637,6	1 969,0	2 242,0	2 598,7
<b>Total</b>	<b>3 674,4</b>	<b>4 398,4</b>	<b>5 069,6</b>	<b>4 121,7</b>	<b>4 454,4</b>	<b>5 180,2</b>
<b>Balance commerciale</b>	<b>350,4</b>	<b>352,1</b>	<b>205,5</b>	<b>- 183,8</b>	<b>29,6</b>	<b>17,3</b>
Taux de couverture	121,1 %	117,4 %	108,5 %	91,5 %	101,3 %	100,7 %

Source : INS.

## BALANCE COMMERCIALE DU CAMEROUN

(en milliards de FCFA)



## PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU CAMEROUN

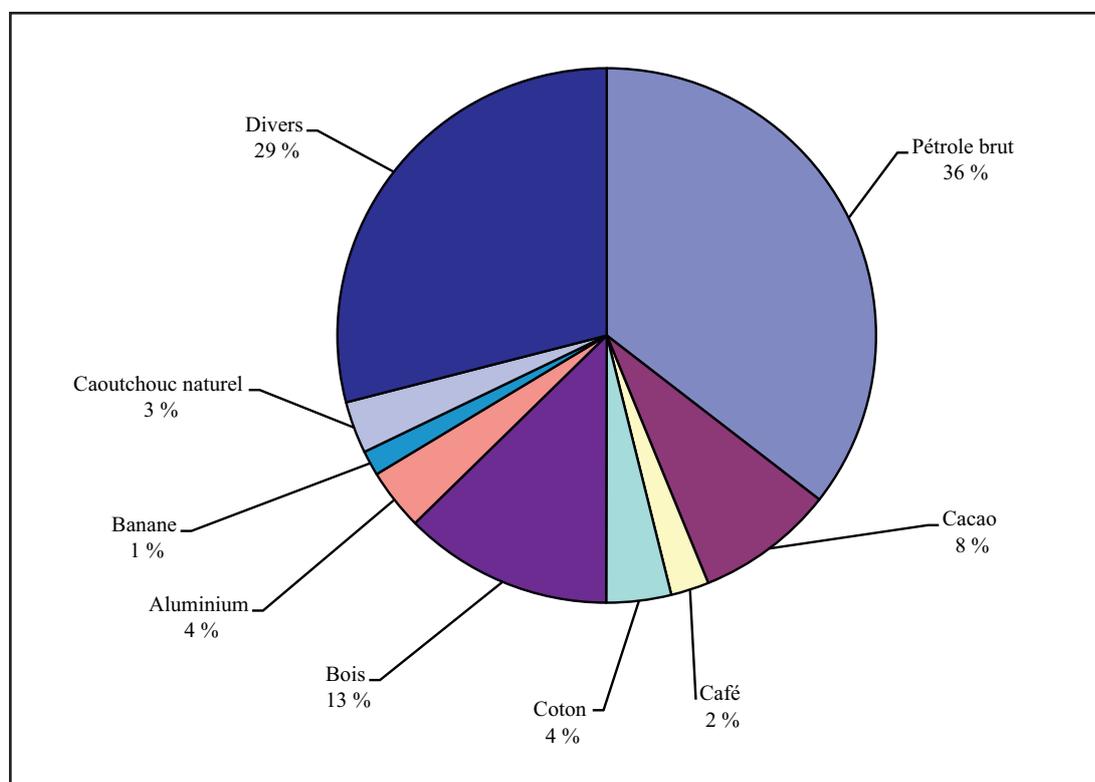
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pétrole brut	981,3	1 001,5	1 204,3	748,5	792,1	923,1
Cacao	137,0	111,6	148,7	176,8	206,7	216,4
Café	34,5	37,6	37,9	26,2	30,4	59,6
Coton	54,2	68,9	45,6	40,2	70,3	101,1
Bois	267,7	325,9	298,7	264,0	299,7	326,8
Aluminium	87,3	92,9	89,3	64,9	90,4	96,2
Banane	33,7	29,3	34,3	36,7	40,9	39,3
Caoutchouc naturel	34,0	28,5	30,8	24,3	50,0	81,8
Divers	382,7	679,1	748,2	587,4	661,5	754,4
<b>Total</b>	<b>2 012,4</b>	<b>2 375,3</b>	<b>2 637,6</b>	<b>1 969,0</b>	<b>2 242,0</b>	<b>2 598,7</b>

Source : INS.

## PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU CAMEROUN EN 2011

((en pourcentage))



## COMMERCE EXTERIEUR DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

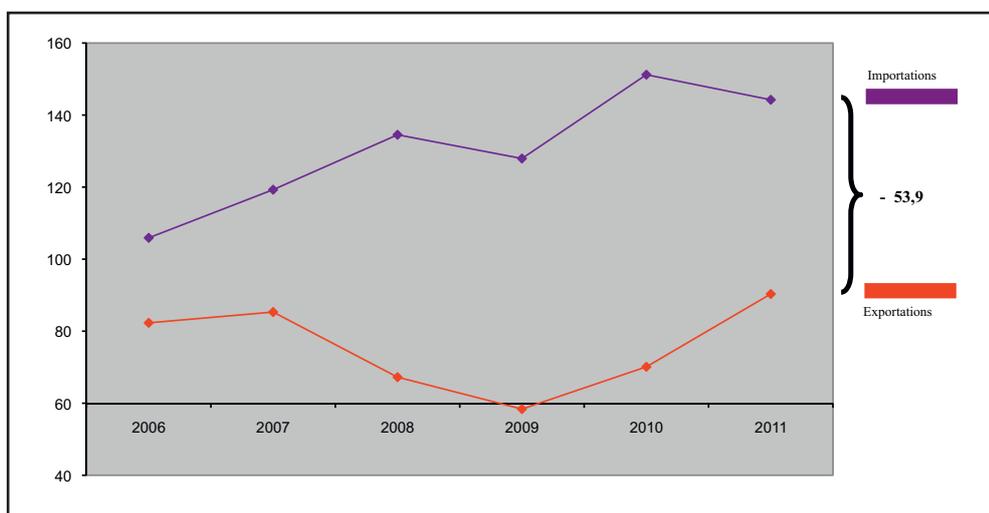
Valeur (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	105,9	119,3	134,5	127,9	151,2	144,2
Exportations	82,3	85,3	67,2	58,4	70,1	90,3
Total	188,2	204,6	201,8	186,3	221,3	234,6
<b>Balance commerciale</b>	<b>- 23,6</b>	<b>- 34,0</b>	<b>- 67,3</b>	<b>- 69,6</b>	<b>- 81,1</b>	<b>- 53,9</b>
Taux de couverture	77,7 %	71,5 %	50,0 %	45,6 %	46,4 %	62,6 %

Source : Données de la Programmation Monétaire

## BALANCE COMMERCIALE DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

(en milliards de FCFA)

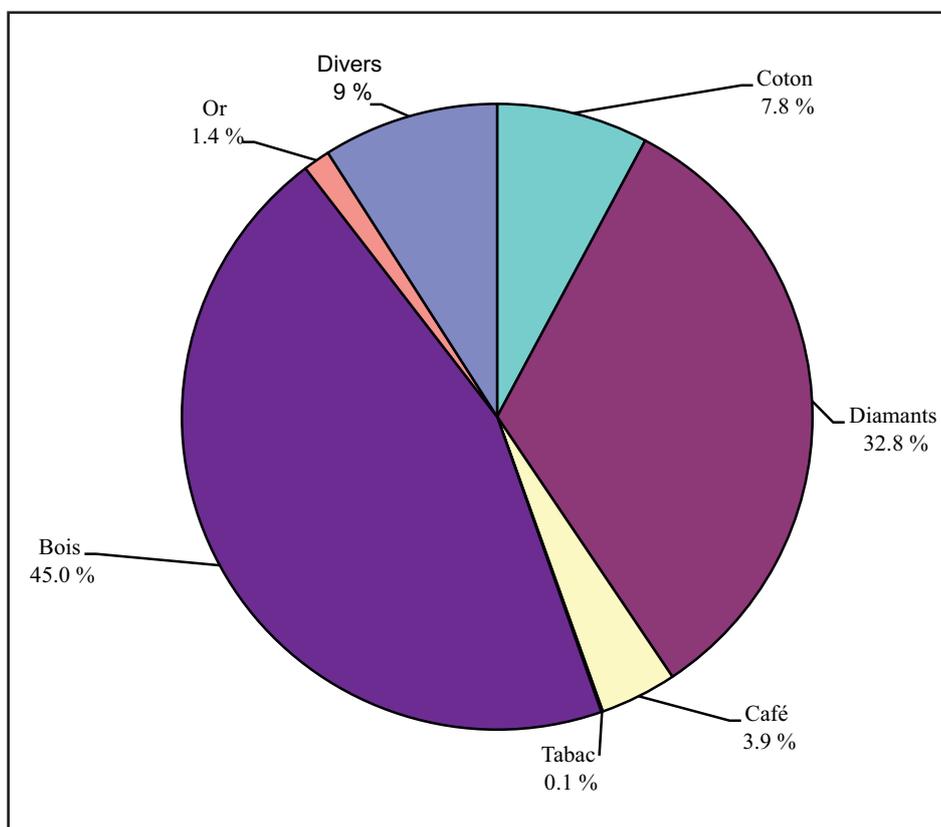


**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**  
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Coton	0,8	0,5	0,9	0,6	2,8	7,0
Diamants	32,7	29,8	22,2	23,3	25,9	29,7
Café	0,8	4,2	1,1	2,0	2,6	3,6
Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Bois	39,8	41,9	34,9	24,7	30,5	40,6
Or	0,1	0,1	0,2	0,5	0,7	1,3
Divers	8,1	8,7	7,7	7,2	7,5	8,1
<b>Total</b>	<b>82,3</b>	<b>85,3</b>	<b>67,2</b>	<b>58,4</b>	<b>70,1</b>	<b>90,3</b>

Source : Données de la Programmation Monétaire

**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 2011**  
(en pourcentage)



## COMMERCE EXTERIEUR DU CONGO

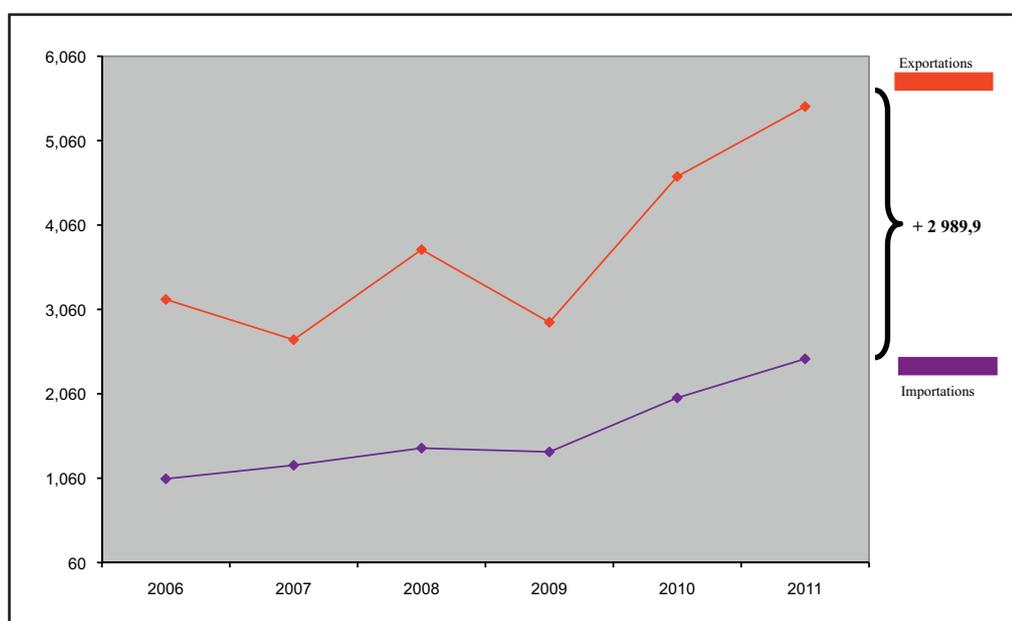
Valeur (en milliards de F CFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	1 052,5	1 213,4	1 416,2	1 371,5	2 012,3	2 474,2
Exportations	3 177,9	2 700,7	3 768,3	2 907,4	4 635,0	5 464,0
Total	4 230,4	3 914,1	5 184,5	4 278,9	6 647,2	7 938,2
<b>Balance commerciale</b>	<b>2 125,3</b>	<b>1 487,2</b>	<b>2 352,1</b>	<b>1 535,8</b>	<b>2 622,7</b>	<b>2 989,9</b>
Taux de couverture	301,9 %	222,6 %	266,1 %	212,0 %	230,3 %	220,8 %

Source : Données de la Programmation Monétaire

## BALANCE COMMERCIALE DU CONGO

(en milliards de FCFA)

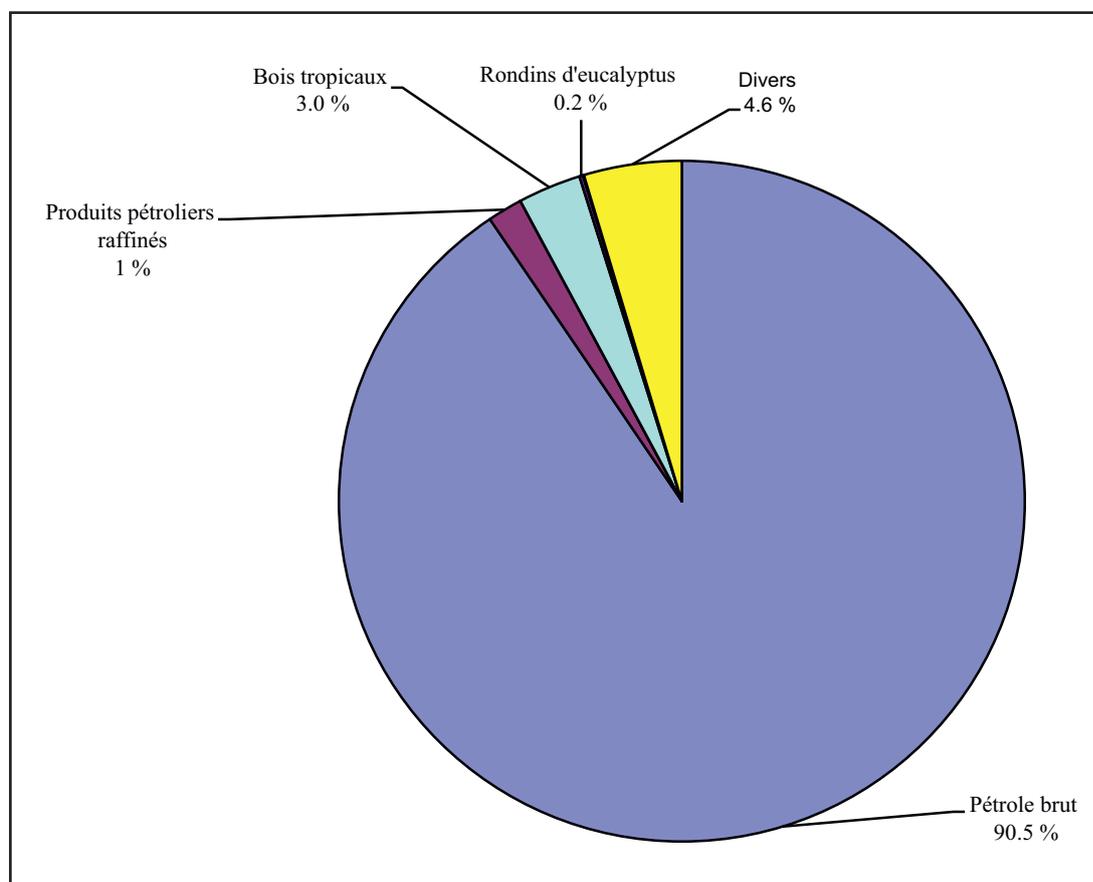


**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU CONGO**  
(en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Pétrole brut	2 933,2	2 432,0	3 407,7	2 592,0	4 140,4	4 947,3
Produits pétroliers raffinés	43,0	67,7	52,0	45,7	78,0	90,4
Cuivre	...	...	...	40,1	24,2	...
Bois tropicaux	127,9	123,5	219,0	84,4	119,3	162,5
Rondins d'eucalyptus	3,0	5,3	3,8	8,4	12,5	9,3
Sucre	12,3	8,4	12,7	12,8	11,3	2,5
Divers	58,5	63,7	73,1	123,9	249,3	252,0
<b>Total</b>	<b>3 177,9</b>	<b>2 700,7</b>	<b>3 768,3</b>	<b>2 907,4</b>	<b>4 635,0</b>	<b>5 464,0</b>

*Source : Données de la Programmation Monétaire*

**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU CONGO EN 2011**  
(en pourcentage)



## COMMERCE EXTERIEUR DU GABON

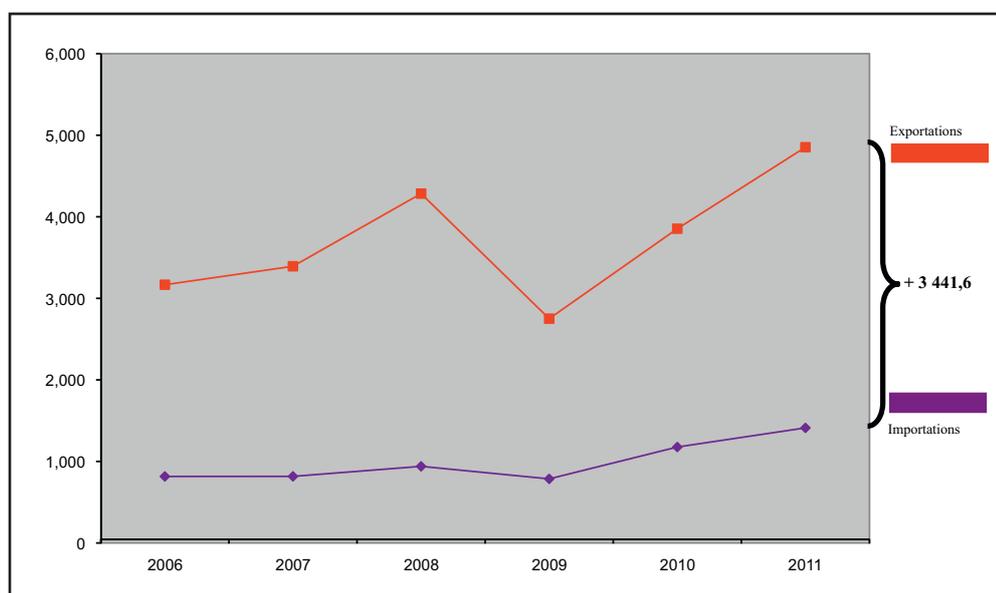
Valeur (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	816,0	816,8	939,8	786,1	1176,7	1411,4
Exportations	3 166,8	3 393,0	4 284,1	2 750,7	3 853,8	4 853,0
<b>Total</b>	<b>3 982,8</b>	<b>4 209,8</b>	<b>5 223,9</b>	<b>3 536,8</b>	<b>5 030,4</b>	<b>6 264,4</b>
<b>Balance commerciale</b>	<b>2 350,8</b>	<b>2 576,2</b>	<b>3 344,3</b>	<b>1 964,5</b>	<b>2 677,1</b>	<b>3 441,6</b>
Taux de couverture	388,1 %	415,4 %	455,9 %	349,9 %	327,5 %	343,8 %

Source : Données de la programmation Monétaire

## BALANCE COMMERCIALE DU GABON

(en milliards de FCFA)



## PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU GABON

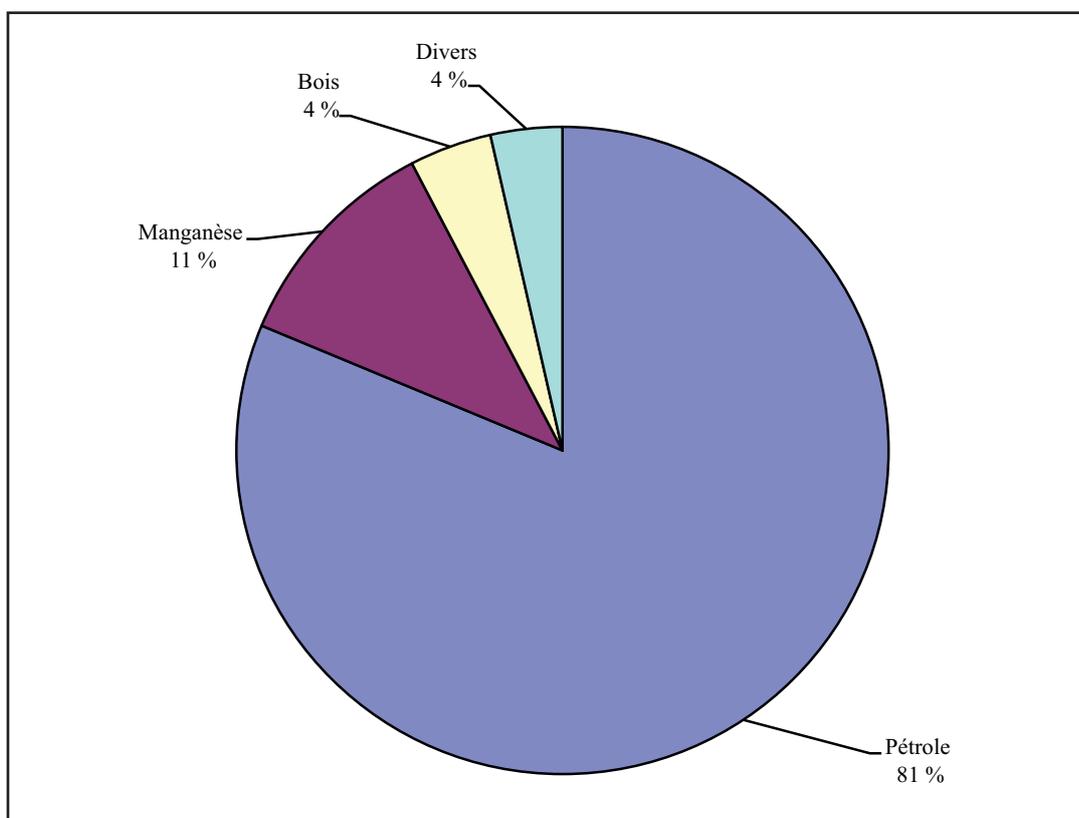
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pétrole	2 622,0	2 699,8	3 274,4	2 267,0	3 124,5	3 945,6
Manganèse	190,9	260,6	628,7	157,5	457,1	536,7
Bois	268,3	292,2	227,3	208,6	128,5	198,4
Divers	85,7	140,4	153,7	117,6	143,7	172,3
<b>TOTAL</b>	<b>3 166,8</b>	<b>3 393,0</b>	<b>4 284,1</b>	<b>2 750,7</b>	<b>3 853,8</b>	<b>4 853,0</b>

Source : Données de la Programmation Monétaire

## PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU GABON EN 2011

(en pourcentage)



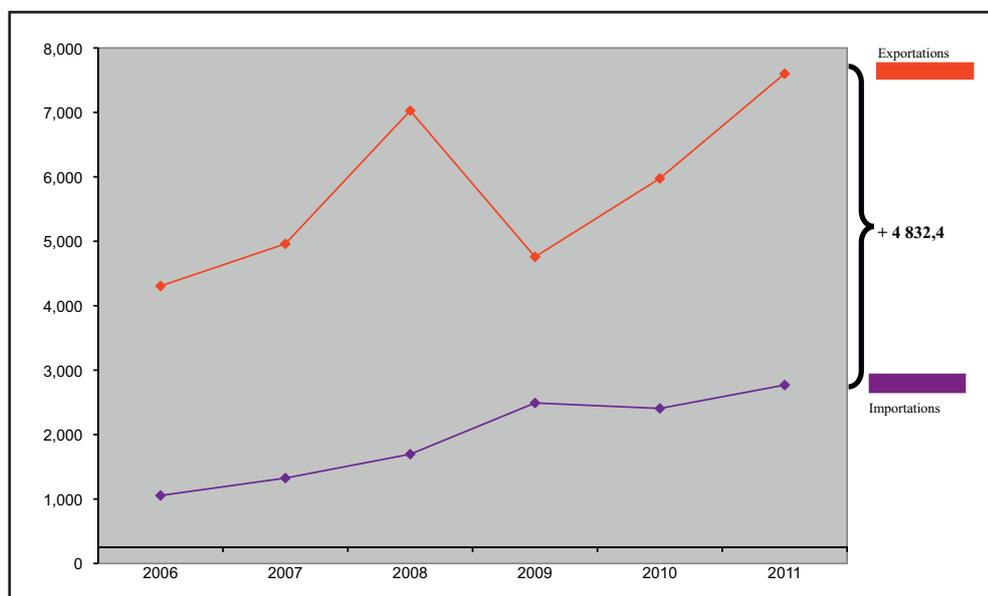
## COMMERCE EXTERIEUR DE LA GUINEE EQUATORIALE

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Valeur (en milliards de FCFA)						
Importations	1 054,7	1 324,8	1 695,8	2 490,6	2 405,8	2 768,9
Exportations	4 306,2	4 960,8	7 026,4	4 758,3	5 975,5	7 601,3
Total	5 360,9	6 285,6	8 722,3	7 248,8	8 381,3	10 370,2
<b>Balance commerciale</b>	<b>3 251,5</b>	<b>3 636,0</b>	<b>5 330,6</b>	<b>2 267,7</b>	<b>3 569,7</b>	<b>4 832,4</b>
Taux de couverture	408,3 %	374,5 %	414,3 %	191,1 %	248,4 %	274,5 %

Source : Données de la Programmation Monétaire

## BALANCE COMMERCIALE DE LA GUINEE EQUATORIALE

(en milliards de FCFA)

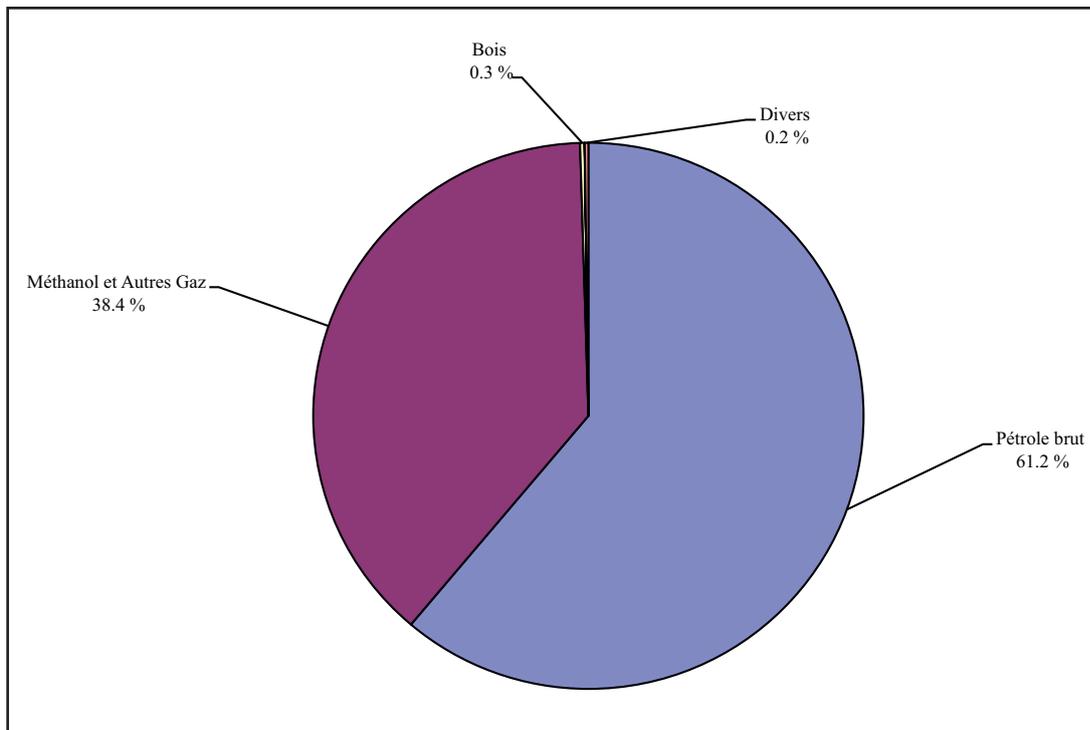


**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DE LA GUINEE EQUATORIALE**  
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pétrole brut	3 909,4	4 135,3	5 352,9	3 052,4	3 844,9	4 648,6
Méthanol et Autres Gaz	358,5	778,1	1 649,6	1 688,2	2 095,0	2 915,8
Bois	25,3	34,0	9,5	2,4	19,5	20,1
Cacao	0,9	0,4	0,6	0,5	0,6	0,4
Café	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Divers	12,1	12,9	13,7	14,6	15,4	16,2
	38,4	47,5	24,0	17,6	35,6	36,9
<b>Total</b>	<b>4 306,2</b>	<b>4 960,8</b>	<b>7 026,4</b>	<b>4 758,3</b>	<b>5 975,5</b>	<b>7 601,3</b>

Source : Données de la Programmation Monétaire

**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DE LA GUINEE EQUATORIALE EN 2011**  
(en pourcentage)



## COMMERCE EXTERIEUR DU TCHAD

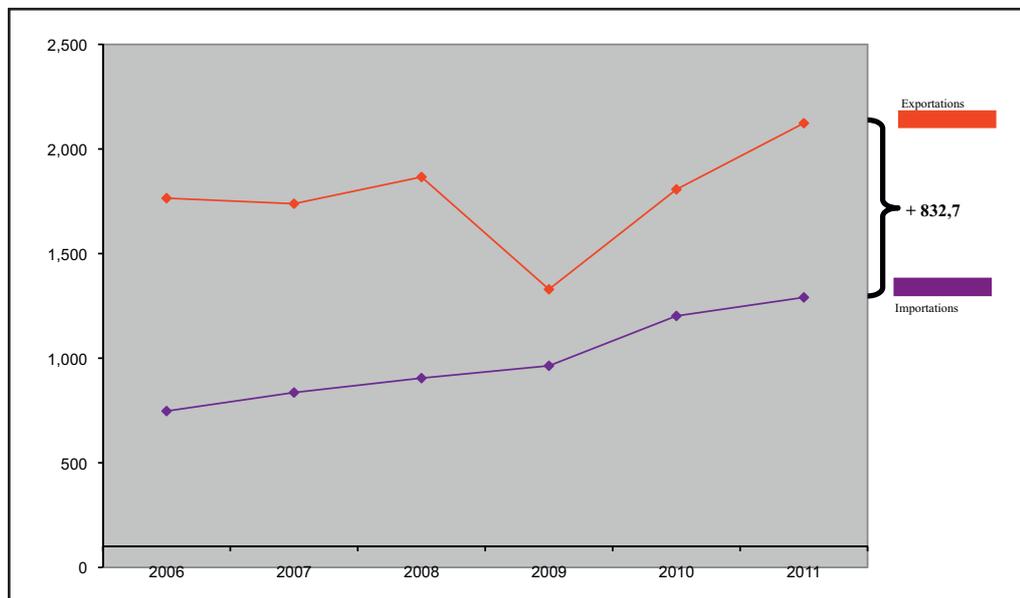
Valeur (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Importations	747,3	835,9	904,9	963,7	1 202,0	1 290,6
Exportations	1 764,9	1 738,4	1 866,2	1 329,3	1 806,8	2 123,3
Total	2 512,2	2 574,3	2 771,0	2 293,0	3 008,8	3 413,9
<b>Balance commerciale</b>	<b>1 017,6</b>	<b>902,5</b>	<b>961,3</b>	<b>365,6</b>	<b>604,8</b>	<b>832,7</b>
Taux de couverture	236,2 %	208,0 %	206,2 %	137,9 %	150,3 %	164,5 %

Source : Données de la Programmation Monétaire

## BALANCE COMMERCIALE DU TCHAD

(en milliards de FCFA)

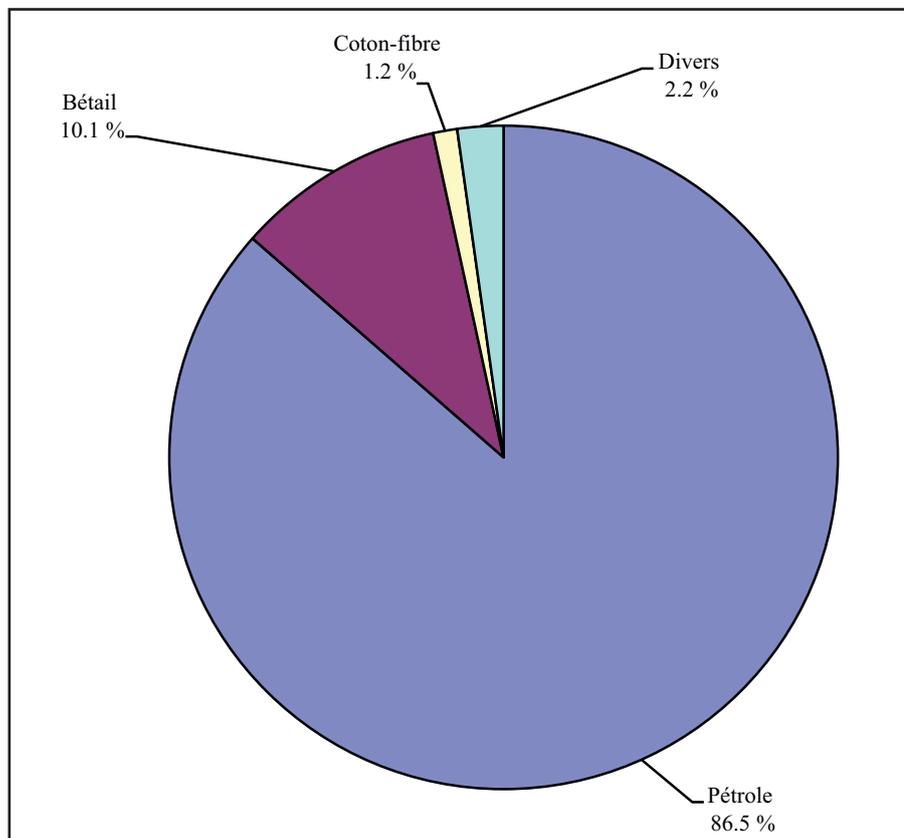


**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU TCHAD**  
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Coton- fibre	1 552,6	1 534,9	1 673,5	1 153,4	1 601,7	1 836,1
Bétail	119,0	135,6	121,9	126,3	161,3	215,4
Pétrole	44,1	31,0	23,3	13,4	11,6	24,7
Divers	49,2	36,9	47,5	36,3	32,2	47,2
<b>Total</b>	<b>1 764,9</b>	<b>1 738,4</b>	<b>1 866,2</b>	<b>1 329,3</b>	<b>1 806,8</b>	<b>2 123,3</b>

Source : Données de la Programmation Monétaire

**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU TCHAD EN 2011**  
(en pourcentage)





## BALANCE DES PAIEMENTS

## Balance des paiements des États de la CEMAC

(en milliards de FCFA courants)

	Cameroun		Republique Centrafricaine		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		TOTAL CEMAC								
	2009	2010	2011 (a)	2009	2010	2011 (a)	2009	2010	2011 (a)	2009	2010	2011 (a)	2009	2010	2011 (a)						
<b>SOLDE DU COMPTE COURANT</b>	-503,2	-252,3	-296,8	-86,0	-100,2	-79,0	-621,2	-748,5	-690,5	652,1	670,2	843,0	-1 132,5	-868,2	-1 196,5	-157,6	-191,0	13,9	-1 848,4	-1 489,9	-1 405,9
<b>Solde du commerce extérieur</b>	-183,8	29,6	17,3	-69,6	-81,1	-53,9	1 535,8	2 622,7	2 989,9	1 964,5	2 677,1	3 441,6	2 267,7	3 569,7	4 632,4	365,6	604,8	832,7	5 880,4	9 422,8	12 060,0
Exportations	1 969,0	2 242,0	2 598,7	58,4	70,1	90,3	2 907,4	4 635,0	5 464,0	2 750,7	3 853,8	4 853,0	4 756,3	5 975,5	7 801,3	1 329,3	1 806,8	2 123,3	13 773,0	18 563,1	22 730,7
Importations	-2 152,7	-2 212,4	-2 581,4	-127,9	-151,2	-144,2	-1 371,5	-2 012,3	-2 474,2	-786,1	-1 176,7	-1 411,4	-2 490,6	-2 405,8	-2 768,9	-963,7	-1 202,0	-1 290,6	-7 892,6	-9 160,3	-10 670,7
<b>Balance des services</b>	-250,7	-198,4	-213,6	-43,0	-56,4	-53,0	-1 339,4	-2 207,8	-2 353,2	-522,7	-863,3	-903,9	-964,3	-966,3	-1 204,5	-684,0	-934,9	-937,2	-3 804,2	-5 247,1	-5 665,4
Dont :																					
Fret et assurance	-6,9	16,5	17,4	-32,5	-41,9	-39,6	-240,9	-352,6	-434,1	-132,1	-224,9	-290,2	-447,9	-432,6	-497,9	-259,1	-350,7	-375,5	-1 119,3	-1 386,2	-1 619,9
Services officiels	22,8	23,4	23,6	20,0	21,9	21,9	6,1	6,1	6,3	1,4	2,2	2,2	-3,5	-3,8	-4,1	148,0	121,2	123,6	194,8	171,0	173,6
Voyages et séjours	-56,1	-53,0	-58,6	-21,3	-20,5	-20,6	-64,3	-70,3	-82,2	-167,2	-173,8	-207,2	-37,4	-47,3	-60,5	-164,0	-254,3	-260,2	-510,4	-619,2	-689,3
Autres services privés	-148,9	-120,4	-125,5	-6,4	-13,1	-11,8	-987,7	-1 734,0	-1 777,4	-197,4	-436,9	-334,7	-433,8	-442,8	-594,9	-215,7	-260,5	-211,0	-1 990,0	-3 007,6	-3 055,4
Autres transports et autres assurances	-61,7	-65,0	-70,6	-2,8	-2,9	-2,8	-52,6	-57,1	-65,8	-27,4	-49,8	-74,0	-41,6	-39,8	-47,0	-193,2	-190,6	-214,1	-379,3	-405,1	-474,3
<b>Balance des revenus</b>	-225,3	-230,8	-237,1	-10,0	-2,3	-2,4	-34,8	-51,8	-56,5	-69,0	-102,4	-1 576,0	-2 402,4	-3 430,4	-4 774,0	-182,1	-176,1	-148,4	-3 552,5	-4 916,2	-6 796,5
Rémunération des salariés	-16,7	-23,8	-23,8	5,7	6,2	6,3	-34,8	-51,8	-56,5	-4,4	-3,8	-9,3	-44,4	-56,0	-71,7	10,4	9,9	9,3	-84,1	-119,4	-147,7
Revenus des investissements	-208,6	-207,0	-213,3	-15,7	-8,5	-8,8	-761,9	-1 090,5	-1 247,7	-693,6	-1 020,9	-1 566,7	-2 358,0	-3 374,4	-4 702,3	-192,5	-185,9	-157,8	-4 230,3	-5 887,4	-7 896,5
dont intérêt dette extérieure publique	-20,0	-26,0	-30,6	-9,8	-2,6	-2,7	-63,9	-55,5	-10,9	-64,4	-69,3	-65,7	-0,4	-18,5	-26,5	-15,6	-9,4	-13,7	-174,1	-181,3	-150,1
dont intérêt dette extérieure privée	-50,5	-53,1	-55,7	-6,4	-6,5	-6,8	-4,3	-4,3	-4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-61,3	-63,9	-66,9
<b>Solde des transferts courants</b>	156,5	147,3	136,6	36,5	39,6	30,3	-21,0	-21,0	-21,0	-91,7	-98,8	-118,7	-33,5	-41,1	-50,3	342,8	315,2	266,8	389,7	341,2	243,7
Privé	70,1	61,1	59,0	2,9	3,5	7,1	-28,3	-28,3	-28,3	-58,7	-63,1	-82,9	-32,0	-39,6	-48,8	308,2	292,7	249,8	262,3	226,4	155,8
Public	86,4	86,2	77,6	33,6	36,1	23,2	7,3	7,3	7,3	-33,0	-35,7	-35,7	-1,5	-1,5	-1,5	34,6	22,4	17,0	127,4	114,8	87,9
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES</b>	530,8	548,8	203,6	58,8	65,0	64,7	427,1	1 217,7	1 457,4	-567,3	-493,2	-124,7	747,2	520,5	1 441,8	-97,5	-30,4	145,0	1 099,0	1 828,4	3 187,8
<b>Compte de capital</b>	86,7	23,2	14,6	274,2	40,7	26,3	14,5	1 312,0	35,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,4	59,4	84,8	424,9	1 435,3	161,1
Publics (nets)	86,7	25,0	13,7	274,2	40,7	26,3	14,5	1 312,0	35,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,4	59,4	84,8	424,8	1 437,1	160,1
Privés (nets)	0,0	-1,8	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,8	0,9
<b>Comptes d'opérations financières</b>	444,0	525,6	189,0	-215,4	24,3	38,4	412,6	-94,3	1 422,0	-567,3	-493,2	-124,7	747,2	520,5	1 441,8	-147,0	-89,8	60,3	674,2	393,1	3 026,7
Investissements directs (nets)	382,0	364,9	418,3	19,9	30,4	17,4	973,2	1 535,8	1 770,1	15,5	159,1	118,9	813,8	644,8	821,1	176,9	154,6	132,9	2 381,4	2 889,6	3 278,7
Investissements de portefeuille (nets)	3,1	-19,0	-6,6	0,0	0,0	0,0	-0,9	-0,9	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	2,0	2,0	3,9	-17,9	-5,5
Autres investissements nets	58,9	179,7	-222,8	-235,3	-6,1	21,0	-589,7	-1 629,2	-347,2	-582,9	-652,3	-243,6	-66,6	-124,3	620,7	-325,6	-246,4	-74,7	-1 711,2	-2 478,7	-246,5
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	117,6	-309,1	-66,1	20,0	-6,1	3,7	8,9	-40,3	-32,5	-179,7	-231,4	-477,3	-242,0	21,1	150,1	-95,3	226,7	9,9	-170,8	-339,1	-32,5
<b>SOLDE GLOBAL</b>	145,2	-12,5	-159,3	-7,3	-41,3	-10,7	-185,2	429,0	734,4	-94,9	-54,4	240,9	-627,3	-326,7	395,4	-350,5	5,3	168,8	-1 119,9	-0,6	1 388,6
<b>FINANCEMENT</b>	-145,2	12,5	159,3	7,3	41,3	10,7	185,2	-429,0	-734,4	94,9	54,4	-240,9	627,3	326,7	-395,4	350,5	-5,3	-168,8	1 119,9	0,6	-1 388,6
Variation des réserves officielles (baisse +)	-145,2	12,5	159,3	-0,7	21,8	4,4	125,4	-406,2	-704,1	94,9	54,4	-240,9	627,3	326,7	-395,4	350,5	-5,3	-168,8	1 052,2	3,9	-1 346,5
Financements exceptionnels	0,0	0,0	0,0	8,0	19,5	6,3	59,8	-22,7	-30,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	67,8	-3,3	-24,0
Variation des arriérés extérieurs (baisse -)	0,0	0,0	0,0	-94,7	-1,3	6,3	-19,2	-145,1	-59,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-113,8	-146,5	-53,2
Allègements et annulations de dettes	0,0	0,0	0,0	102,7	20,8	0,0	78,9	122,4	29,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	181,6	143,2	29,2

(a) : estimation  
Source : BEAC

### SOLDE EXTERIEUR COURANT (TRANSFERTS OFFICIELS INCLUS)

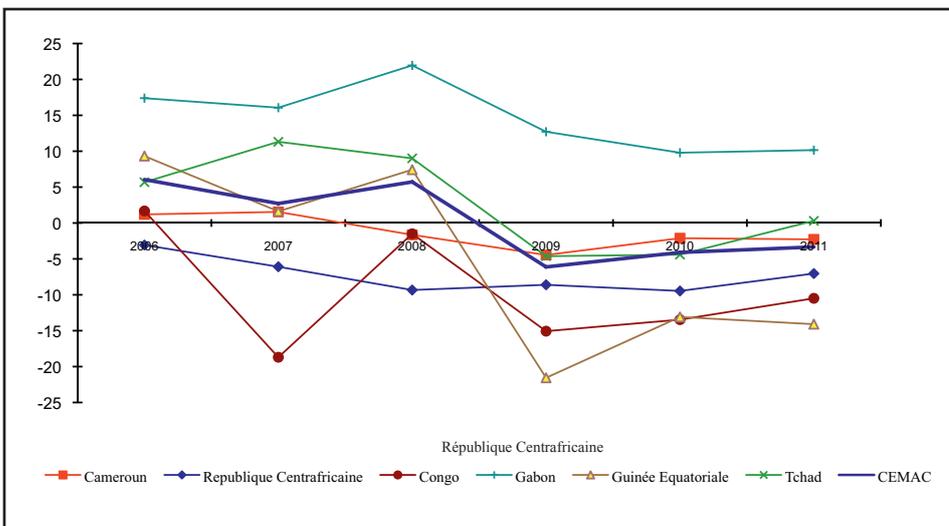
(en % du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAMEROUN	1,2	1,5	- 1,6	- 4,5	- 2,1	- 2,3
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	- 3,1	- 6,1	- 9,3	- 8,6	- 9,5	- 7,0
CONGO	1,7	- 18,7	- 1,5	- 15,1	- 13,5	- 10,5
GABON	17,4	16,1	22,0	12,7	9,8	10,2
GUINEE EQUATORIALE	9,3	1,6	7,4	- 21,6	- 13,1	- 14,1
TCHAD	5,7	11,3	9,0	- 4,6	- 4,4	0,3
<b>CEMAC</b>	<b>6,0</b>	<b>2,7</b>	<b>5,7</b>	<b>- 6,1</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 3,3</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

### SOLDE EXTÉRIEUR COURANT (TRANSFERTS OFFICIELS INCLUS)

(en % du PIB)



Congo, Guinée Equatoriale et Tchad : échelle de droite

## Dette publique extérieure consolidée des Etats de la CEMAC

(en milliards de FCFA courants)

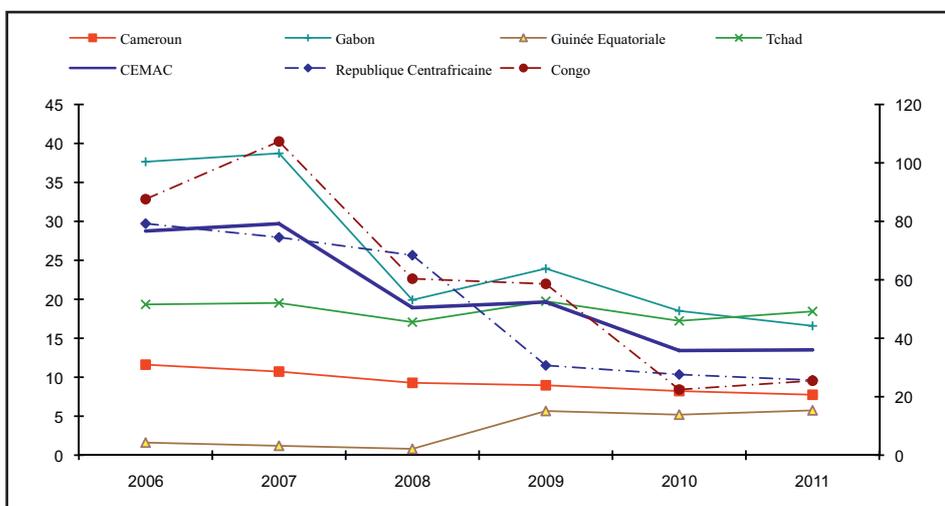
	Cameroun		Republique Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			TOTAL CEMAC				
	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	
	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	2009	2010	2011(a)	
<b>ENCOURS DE DEBUT DE PERIODE</b>	<b>1 026,9</b>	<b>1 012,3</b>	<b>980,3</b>	<b>450,6</b>	<b>205,0</b>	<b>191,4</b>	<b>2 723,3</b>	<b>1 938,1</b>	<b>796,7</b>	<b>1 285,4</b>	<b>1 288,2</b>	<b>1 267,0</b>	<b>59,3</b>	<b>297,5</b>	<b>344,5</b>	<b>616,0</b>	<b>651,6</b>	<b>725,4</b>	<b>6 161,5</b>	<b>5 332,8</b>	<b>4 305,4</b>	
Tirages	121,3	90,0	86,6	0,0	3,5	4,0	1,1	107,0	180,6	223,6	249,8	249,8	240,0	54,2	150,4	58,3	102,9	145,4	520,3	581,1	816,8	
Service dû	155,9	148,0	88,6	255,4	19,7	16,9	173,2	1 407,5	96,7	221,2	254,0	205,0	2,2	25,7	33,4	38,3	38,5	50,8	846,2	1 893,5	491,5	
Service réaménagé	0,0	0,0	0,0	8,0	11,5	0,0	68,5	55,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,5	66,9	0,0	
Service rééchelonné	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,5	0,0	0,0	
Remise de service	0,0	0,0	0,0	8,0	11,5	0,0	53,9	55,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	61,9	66,9	0,0	
Service payé	155,9	148,0	88,6	0,0	0,0	0,0	93,7	1 352,2	96,7	221,2	254,0	205,0	2,2	25,7	33,4	38,3	38,5	50,8	511,3	1 818,4	474,6	
<b>ENCOURS DE FIN DE PERIODE</b>	<b>1 012,3</b>	<b>980,3</b>	<b>1 008,9</b>	<b>307,0</b>	<b>292,0</b>	<b>288,1</b>	<b>2 416,4</b>	<b>1 248,2</b>	<b>1 675,6</b>	<b>1 228,2</b>	<b>1 267,0</b>	<b>1 377,5</b>	<b>297,5</b>	<b>344,5</b>	<b>488,0</b>	<b>673,1</b>	<b>746,9</b>	<b>855,2</b>	<b>5 934,5</b>	<b>4 878,9</b>	<b>5 693,2</b>	
Dont arriérés sur intérêts et principal	0,0	0,0	0,0	101,9	100,6	106,9	478,3	451,4	423,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,5	21,5	21,5	601,7	573,5	552,1	
<b>Indicateurs (en pourcentage)</b>																						
Service dette / PIB	1,4	1,2	0,7	25,5	1,9	1,5	4,2	25,3	1,5	4,3	3,7	2,5	11,4	16,0	17,1	1,1	0,9	1,1	2,8	5,2	1,4	
Service dette / recettes budgétaires	7,2	7,2	4,0	253,3	17,3	15,1	13,1	53,5	3,4	13,1	13,8	8,2	0,1	1,2	1,2	7,1	3,8	3,9	10,0	19,3	4,2	
Services dette / exportations	6,1	5,1	2,7	286,9	18,9	13,5	5,6	29,1	1,7	7,8	6,4	4,1	0,0	0,4	0,4	2,5	1,9	2,2	5,7	9,6	2,0	
<b>Stock dette / PIB</b>	<b>9,0</b>	<b>8,2</b>	<b>7,8</b>	<b>30,7</b>	<b>27,6</b>	<b>25,7</b>	<b>58,6</b>	<b>22,4</b>	<b>25,5</b>	<b>23,9</b>	<b>18,5</b>	<b>16,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,2</b>	<b>5,7</b>	<b>19,8</b>	<b>17,2</b>	<b>18,4</b>	<b>19,6</b>	<b>13,4</b>	<b>13,5</b>	

### TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC EXTERIEUR (DETTE PUBLIQUE/PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAMEROUN	11,6	10,7	9,3	9,0	8,2	7,8
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	79,2	74,5	68,4	30,7	27,6	25,7
CONGO	87,6	107,3	60,4	58,6	22,4	25,5
GABON	37,6	38,7	19,9	23,9	18,5	16,6
GUINEE EQUATORIALE	1,6	1,2	0,8	5,7	5,2	5,7
TCHAD	19,3	19,5	17,1	19,8	17,2	18,4
<b>CEMAC</b>	<b>28,8</b>	<b>29,7</b>	<b>18,9</b>	<b>19,6</b>	<b>13,4</b>	<b>13,5</b>

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

### TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC EXTERIEUR (DETTE PUBLIQUE/PIB)



Congo, République Centrafricaine : échelle de droite



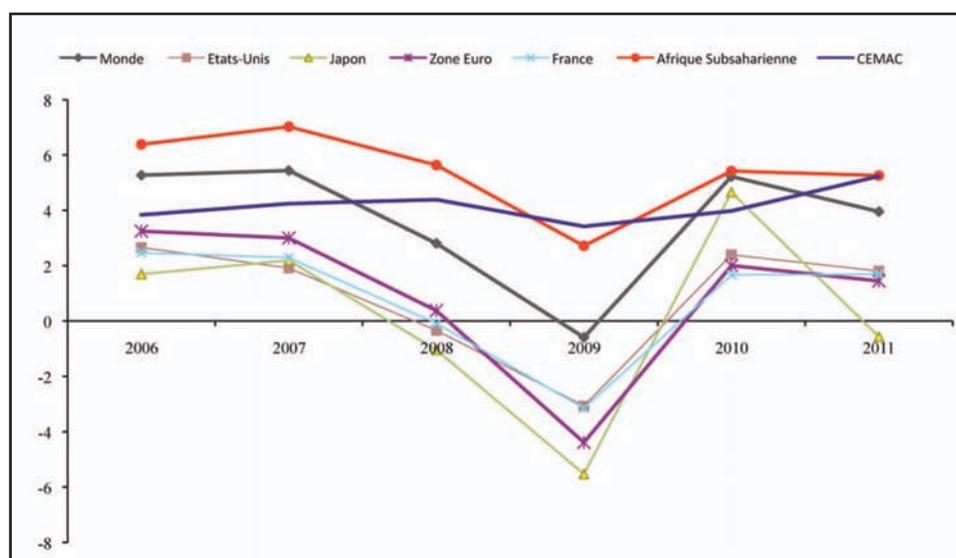
# INDICATEURS DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

## EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB EN TERMES REELS

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Monde	5,3	5,4	2,8	- 0,6	5,2	4,0
Etats-Unis	2,7	1,9	- 0,3	- 3,1	2,4	1,8
Japon	1,7	2,2	- 1,0	- 5,5	4,7	- 0,6
Zone Euro	3,2	3,0	0,4	- 4,4	2,0	1,4
France	2,5	2,3	- 0,1	- 3,1	1,7	1,7
Afrique Subsaharienne	6,4	7,0	5,6	2,7	5,4	5,3
CEMAC	3,8	4,2	4,4	3,4	4,0	5,2

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

## EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB EN TERMES REELS



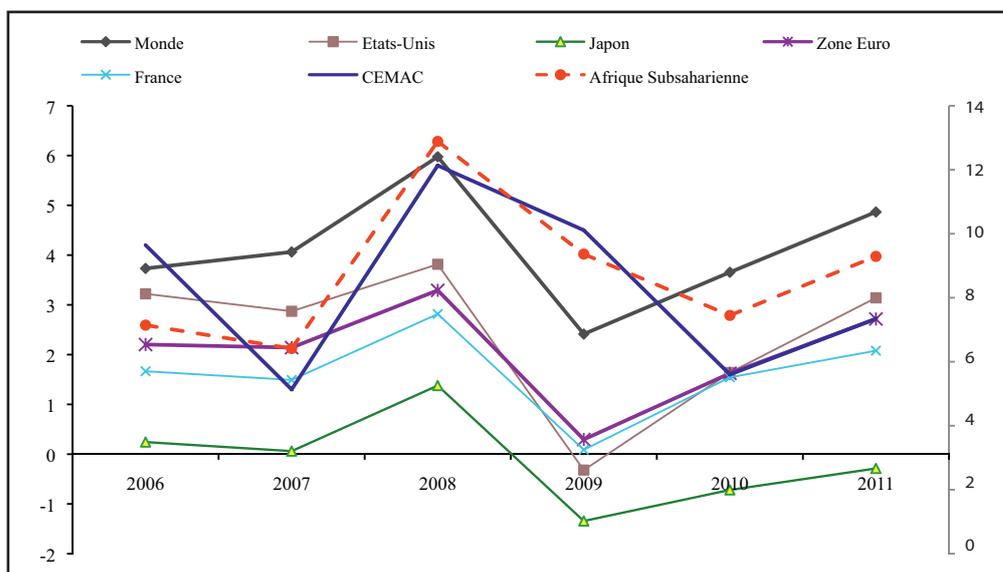


### EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Monde	3,7	4,1	6,0	2,4	3,7	4,9
Etats-Unis	3,2	2,9	3,8	- 0,3	1,6	3,1
Japon	0,2	0,1	1,4	- 1,3	- 0,7	- 0,3
Zone Euro	2,2	2,1	3,3	0,3	1,6	2,7
France	1,7	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1
Afrique Subsaharienne	7,1	6,4	12,9	9,4	7,4	9,3
CEMAC	4,2	1,3	5,8	4,5	1,6	2,7

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

### EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE



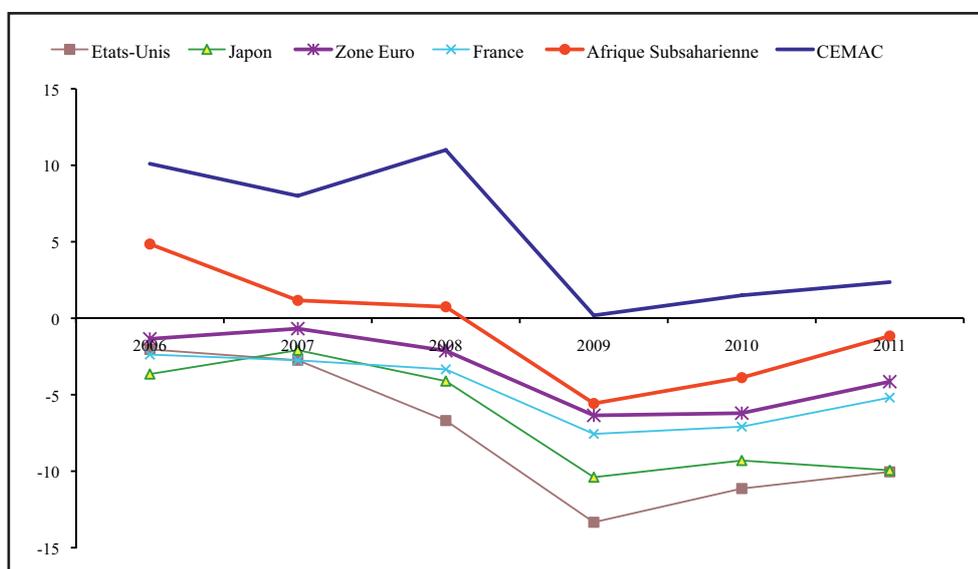
Afrique Subsaharienne : échelle de droite

### EVOLUTION DU SOLDE BUDGETAIRE (en % du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Etats-Unis	-2,0	-2,7	-6,7	-13,3	-11,1	-10,0
Japon	-3,7	-2,1	-4,1	-10,4	-9,3	-9,9
Zone Euro	-1,3	-0,7	-2,1	-6,4	-6,2	-4,1
France	-2,4	-2,8	-3,3	-7,6	-7,1	-5,2
Afrique Subsaharienne	4,9	1,2	0,7	-5,6	-3,9	-1,2
CEMAC	10,1	8,0	11,0	0,2	1,5	2,4

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

### EVOLUTION DU SOLDE BUDGETAIRE (en % du PIB)

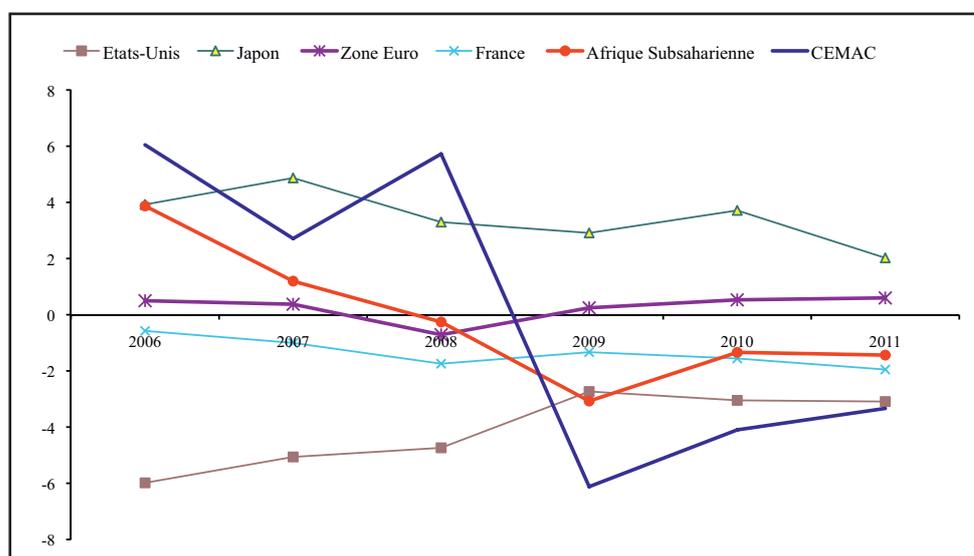


## EVOLUTION DU SOLDE COURANT (en % du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Etats-Unis	-6,0	-5,1	-4,7	-2,7	-3,0	-3,1
Japon	3,9	4,9	3,3	2,9	3,7	2,0
Zone Euro	0,5	0,4	-0,7	0,2	0,5	0,6
France	-0,6	-1,0	-1,7	-1,3	-1,6	-2,0
Afrique Subsaharienne	3,9	1,2	-0,3	-3,1	-1,3	-1,4
CEMAC	6,0	2,7	5,7	-6,1	-4,1	-3,3

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

## EVOLUTION DU SOLDE COURANT (en % du PIB)





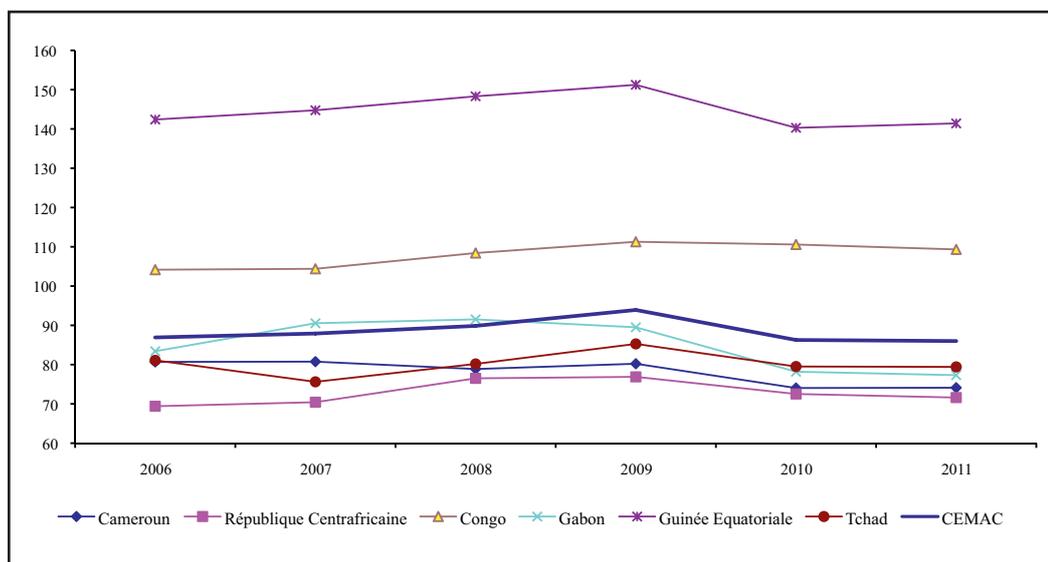
## COMPETITIVITE EXTERIEURE

### EVOLUTION DU TCER DES PAYS DE LA CEMAC (BASE 100 : 1993)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAMEROUN	80,7	80,8	78,9	80,2	74,0	74,1
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	69,4	70,4	76,5	76,9	72,5	71,6
CONGO	104,2	104,4	108,4	111,3	110,6	109,3
GABON	83,4	90,5	91,5	89,5	78,2	77,3
GUINEE EQUATORIALE	142,4	144,8	148,3	151,2	140,3	141,4
TCHAD	81,1	75,6	80,2	85,3	79,5	79,4
<b>CEMAC</b>	<b>86,9</b>	<b>87,9</b>	<b>89,9</b>	<b>93,9</b>	<b>86,3</b>	<b>86,0</b>

Source : BEAC

### EVOLUTION DU TCER DES PAYS DE LA CEMAC (BASE 100 : 1993)

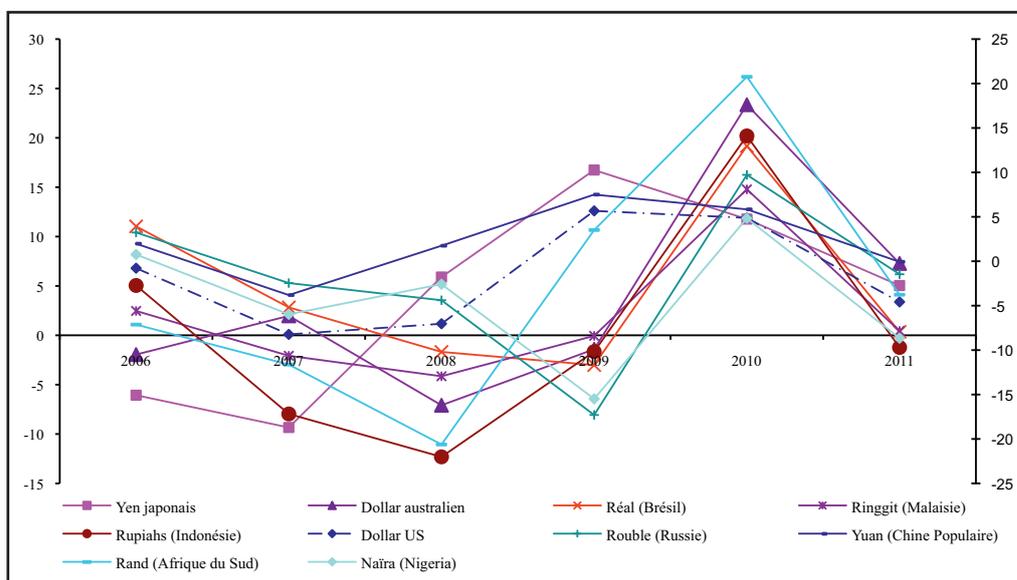


**VARIATION EN % DES TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES  
PAR RAPPORT AU FRANC CFA (COTATION AU CERTAIN)**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dollar US	-0,8	-8,2	-7,0	5,7	4,9	-4,6
Yen japonais	-6,1	-9,3	5,9	16,7	11,8	5,0
Dollar australien	-2,0	2,0	-7,1	-1,4	23,4	7,3
Réal (Brésil)	11,0	2,8	-1,7	-3,0	19,2	0,4
Ringgit (Malaisie)	2,5	-2,1	-4,1	-0,1	14,8	0,4
Rupiah (Indonésie)	5,0	-8,0	-12,3	-1,7	20,2	-1,2
Rouble (Russie)	3,2	-2,5	-4,4	-17,3	9,7	-1,5
Yuan (Chine Populaire)	2,0	-3,8	1,7	7,5	5,8	-0,1
Rand (Afrique du Sud)	-7,1	-11,6	-20,6	3,5	20,8	-3,8
Naïra (Nigéria)	0,8	-6,0	-2,6	-15,5	4,8	-8,7

Source : BEAC

**VARIATION EN % DES TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES  
PAR RAPPORT AU FRANC CFA (COTATION AU CERTAIN)**



Dollar : échelle de droite

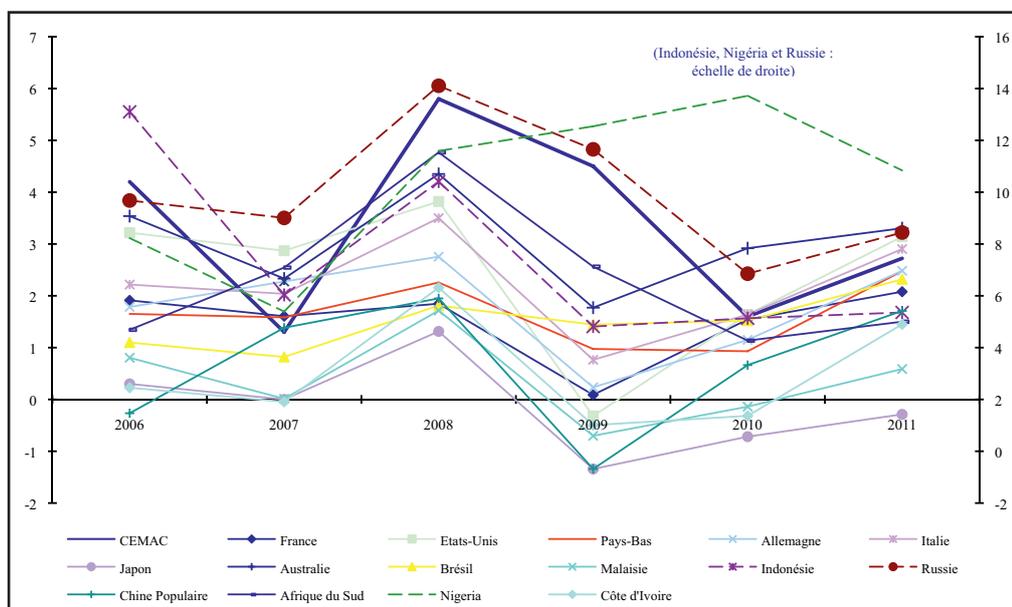
## TAUX D'INFLATION DES PAYS PARTENAIRES OU CONCURRENTS DE LA CEMAC

(Variation en moyenne annuelle)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CEMAC	4,2	1,3	5,8	4,5	1,6	2,7
France	1,9	1,6	1,8	0,1	1,5	2,1
USA	3,2	2,9	3,8	- 0,3	1,6	3,1
Pays - Bas	1,7	1,6	2,3	1,0	0,9	2,5
Allemagne	1,8	2,3	2,8	0,2	1,2	2,5
Italie	2,2	2,0	3,5	0,8	1,6	2,9
Japon	0,3	0,0	1,3	- 1,3	- 0,7	- 0,3
Australie	3,5	2,3	4,4	1,8	2,9	3,3
Brésil	4,2	3,6	5,6	4,9	5,0	6,6
Malaisie	3,6	2,0	5,4	0,6	1,7	3,2
Indonésie	13,1	6,0	10,4	4,8	5,1	5,4
Russie	9,7	9,0	14,1	11,7	6,9	8,4
Chine Populaire	1,5	4,8	5,9	- 0,7	3,3	5,4
Afrique du Sud	4,7	7,1	11,5	7,1	4,3	5,0
Nigeria	8,2	5,4	11,6	12,5	13,7	10,8
Côte d'Ivoire	2,5	1,9	6,3	1,0	1,4	4,9

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

## TAUX D'INFLATION DES PAYS PARTENAIRES OU CONCURRENTS DE LA CEMAC

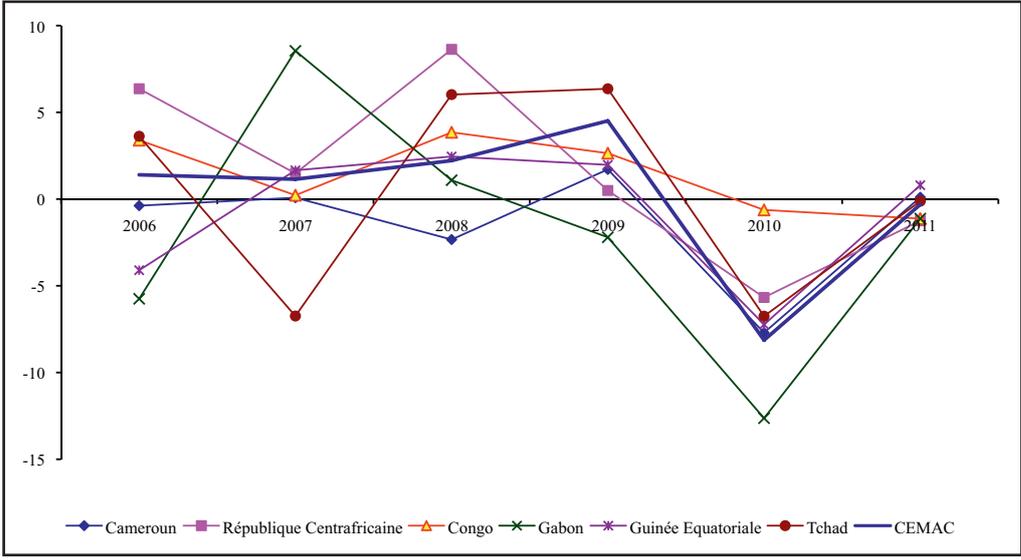


### VARIATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DU TCER COMPOSITE DES ETATS DE LA CEMAC

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAMEROUN	-0,4	0,1	-2,3	1,7	-7,7	0,1
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	6,4	1,5	8,6	0,5	-5,7	-1,3
CONGO	3,4	0,2	3,8	2,6	-0,6	-1,1
GABON	-5,8	8,5	1,1	-2,2	-12,6	-1,1
GUINEE EQUATORIALE	-4,1	1,7	2,5	2,0	-7,2	0,8
TCHAD	3,6	-6,7	6,0	6,4	-6,8	-0,1
<b>CEMAC</b>	1,4	1,1	2,2	4,5	-8,1	-0,3

Source : BEAC

### VARIATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DU TCER COMPOSITE DES ETATS DE LA CEMAC

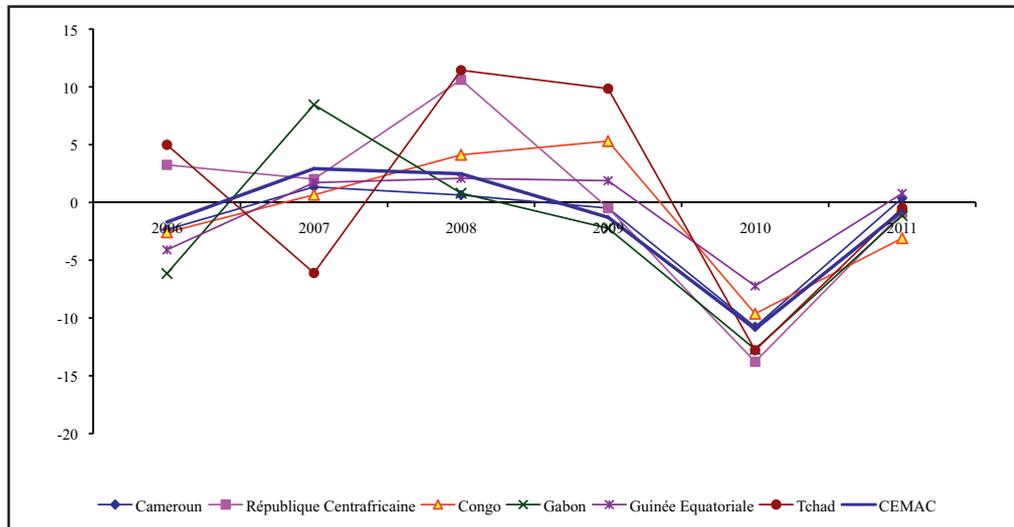


**VARIATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DU TCER DES EXPORTATIONS  
DES ETATS DE LA CEMAC**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAMEROUN	-2,4	1,3	0,6	-0,5	-10,8	0,4
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	3,3	2,0	10,6	-0,5	-13,8	-0,9
CONGO	-2,6	0,7	4,1	5,3	-9,6	-3,1
GABON	-6,2	8,5	0,8	-2,2	-12,7	-1,1
GUINEE EQUATORIALE	-4,1	1,7	2,1	1,9	-7,2	0,8
TCHAD	5,0	-6,1	11,4	9,8	-12,8	-0,5
<b>CEMAC</b>	<b>-1,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-11,0</b>	<b>-0,7</b>

Source : BEAC

**VARIATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DU TCER DES EXPORTATIONS  
DES ETATS DE LA CEMAC**

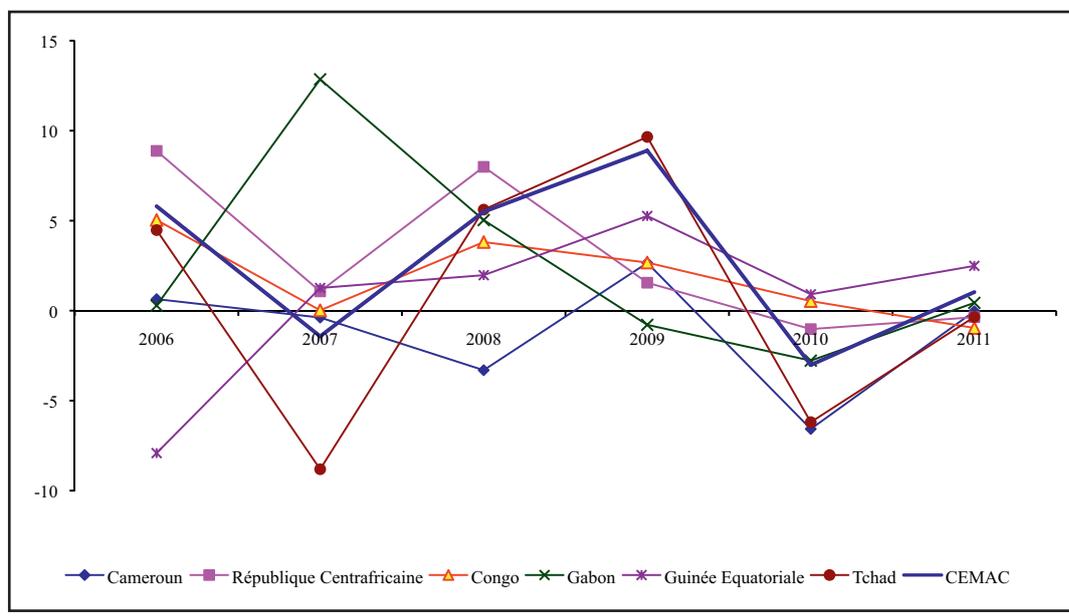


**VARIATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DU TCER DES IMPORTATIONS  
DES ETATS DE LA CEMAC**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAMEROUN	0,6	- 0,4	- 3,3	2,7	- 6,6	0,0
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	8,9	1,1	8,0	1,6	- 1,0	- 0,4
CONGO	5,0	0,0	3,8	2,7	0,5	- 1,0
GABON	0,3	12,9	5,0	- 0,8	- 2,8	0,4
GUINEE EQUATORIALE	- 7,9	1,3	2,0	5,3	0,9	2,5
TCHAD	4,5	- 8,8	5,6	9,7	- 6,2	- 0,3
<b>CEMAC</b>	<b>5,8</b>	<b>- 1,4</b>	<b>5,5</b>	<b>8,9</b>	<b>- 3,0</b>	<b>1,0</b>

Source : BEAC

**VARIATION EN POURCENTAGE DE L'INDICE DU TCER DES IMPORTATIONS  
DES ETATS DE LA CEMAC**





## **PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, FORESTIERS, PETROLIERS ET MINIERS**

## CULTURES VIVRIERES

(en milliers de tonnes)

	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<b>Cameroun</b>						
Plantain	1 431,6	1 503,2	1 593,3	1 688,9	1 773,4	1 826,6
Manioc	2 304,7	2 420,0	2 553,1	2 693,5	2 855,1	2 912,2
Macabo/Taro	1 228,0	1 264,8	1 302,8	1 341,9	1 400,7	1 428,7
Maïs	1 060,0	1 123,6	1 174,1	1 227,0	1 276,0	1 314,3
Riz paddy	54,9	56,6	60,0	63,6	70,9	74,5
Canne à sucre	147,3	151,7	159,4	167,4	175,8	175,8
Huile de palme	110,8	116,4	125,1	134,5	135,0	139,1
Pommes de terre	153,7	158,5	168,0	178,1	184,8	186,7
Mil et sorgho	549,7	577,1	600,2	624,2	700,0	728,0
<b>République Centrafricaine</b>						
Arachides	146,1	157,9	164,1	170,2	173,1	176,7
Manioc	572,0	595,0	601,8	619,7	632,9	646,2
Mil et sorgho	59,0	59,2	59,8	61,2	62,4	63,8
Maïs	131,0	141,1	146,7	150,9	153,9	157,1
Riz Paddy	34,1	37,6	39,1	40,0	40,9	41,7
Sésame	46,2	48,1	48,5	49,8	50,9	51,9
Courges	30,4	31,6	31,9	32,7	33,4	34,1
<b>Congo</b>						
Tubercule de manioc	940,7	921,9	968,0	1 006,7	1 032,9	1 059,7
Feuille de manioc	56,3	55,2	57,9	60,2	61,8	63,4
Arachides	26,1	25,6	26,8	27,9	28,6	29,4
Banane plantain	94,0	92,2	96,8	100,6	103,2	105,9
Banane douce	74,7	73,2	76,9	79,9	82,0	84,1
Mangues	33,2	32,5	34,1	35,5	36,4	37,4
Canne à sucre	636,7	537,3	643,9	669,4	666,2	573,9
<b>Tchad</b>						
Pénicillaire	547,0	495,5	471,6	319,0	710,5	329,0
Sorgho	772,6	576,6	590,2	601,0	951,6	648,0
Berbéré	383,6	584,0	313,2	315,4	997,0	206,4
Maïs	173,7	201,3	221,7	209,0	201,8	299,4
Riz paddy	112,4	106,4	174,0	130,7	174,0	172,7
Manioc	470,2	249,6	161,2	191,5	282,8	323,7
Arachides	420,0	464,3	548,3	517,5	1 031,6	569,9
Canne à sucre	320,7	315,3	340,8	351,4	291,8	312,2
<b>ENSEMBLE CEMAC</b>						
Mil et Sorgho	1 381,3	1 212,9	1 250,2	1 286,5	1 714,0	1 439,8
Maïs	1 364,7	1 466,0	1 542,5	1 586,8	1 631,7	1 770,9
Riz Paddy	201,4	200,6	273,1	234,3	285,8	288,9
Pomme de terre	153,7	158,5	168,0	178,1	184,8	186,7
Manioc	3 296,7	3 479,2	3 703,2	3 830,7	4 519,6	5 005,2
Macabo/Taro/Igname	1 228,0	1 264,8	1 302,8	1 341,9	1 400,7	1 428,7
Plantain	1 431,6	1 503,2	1 593,3	1 688,9	1 773,4	2 016,7
Arachides	616,3	407,4	325,3	361,7	455,9	776,0
Berbéré	383,6	584,0	313,2	315,4	997,0	206,4
Canne à sucre	467,9	466,9	500,2	518,8	467,6	1 061,9
Sésame	46,2	48,1	48,5	49,8	50,9	51,9
Huile de palme	110,8	116,4	125,1	134,5	135,0	139,1
Courges	30,4	31,6	31,9	32,7	33,4	34,1
Pénicillaire	547,0	495,5	471,6	319,0	710,5	329,0
Mangues	33,2	32,5	34,1	35,5	36,4	37,4
<b>Production vivrière totale</b>	<b>11 259,6</b>	<b>11 435,1</b>	<b>11 649,0</b>	<b>11 879,2</b>	<b>14 360,4</b>	<b>14 735,3</b>

Sources : Administrations Nationales et BEAC

Les données du Gabon et de la Guinée Equatoriale sont indisponibles

L'agrégation au niveau de la CEMAC ne tient pas compte des données non déclarées

## PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION

(en milliers de tonnes)

	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<b>Cameroun</b>				
- Cacao	190,0	190,0	194,1	220,0
- Café	60,1	57,7	62,5	63,8
- Coton fibre	161,5	153,4	120,6	136,0
- Banane	235,2	237,6	241,8	244,3
- Caoutchouc	57,2	58,2	60,0	62,4
- Sucre	...	...	...	...
<b>République Centrafricaine</b>				
- Café	1,9	3,9	5,2	5,3
- Coton graine	5,6	8,4	11,5	12,0
- Tabac	146,4	146,6	153,8	153,9
<b>Congo</b>				
- Cacao	1,4	1,4	1,5	1,5
- Café	1,4	1,4	1,5	1,5
- Sucre	67,4	70,0	69,7	60,0
<b>Gabon</b>				
- Cacao	0,5	0,5	0,5	0,5
- Café	0,2	0,2	0,2	0,2
- Caoutchouc	37,3	33,6	39,0	40,6
<b>Guinée Equatoriale</b>				
- Cacao	1,4	1,0	1,1	0,9
- Café	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Tchad</b>				
- Coton fibre	71,0	35,1	52,6	78,9
- Gomme Arabique	14,9	15,2	14,6	19,0
<b>ENSEMBLE CEMAC</b>				
- Cacao	193,3	192,9	197,2	222,8
- Café	63,7	63,3	69,5	70,9
- Coton graine	238,1	196,9	184,7	226,8
- Banane	235,2	237,6	241,8	244,3
- Caoutchouc	272,5	271,2	241,8	284,8
- Sucre	67,4	70,0	69,7	60,0
- Tabac	146,4	146,6	153,8	153,9
- Gomme arabique	14,9	15,2	14,6	19,0

Sources : Administrations nationales et BEAC

## CAMPAGNE DE CACAO

(en milliers de tonnes)

	2009/2010	2010/2011	Variation en %
Cameroun	194,1	220,0	13,3 %
Congo	1,5	1,5	2,6 %
Gabon	0,5	0,5	0,0 %
Guinée Equatoriale	1,1	0,9	- 19,2 %
<b>Total</b>	<b>197,2</b>	<b>222,8</b>	<b>13,0 %</b>

## CAMPAGNE DE CAFE

(en milliers de tonnes)

	2009/2010	2010/2011	Variation en %
Cameroun	62,5	63,8	2,0 %
Congo	1,5	1,5	2,6 %
Guinée Equatoriale	0,2	0,2	0,0 %
Gabon	0,1	0,1	6,0 %
Centrafrique	11,5	12,0	4,1 %
<b>Total</b>	<b>75,8</b>	<b>65,6</b>	<b>- 13,5 %</b>

## CAMPAGNE DE COTON (GRAINE)

(en milliers de tonnes)

	2009/2010	2010/2011	Variation en %
Cameroun	120,6	136,0	12,7 %
Rép. Centrafricaine	5,2	5,3	1,4 %
Tchad	52,6	78,9	50,0 %
<b>Total</b>	<b>178,4</b>	<b>220,1</b>	<b>23,4 %</b>

## CAMPAGNE DE CAOUTCHOUC NATUREL

(en milliers de tonnes)

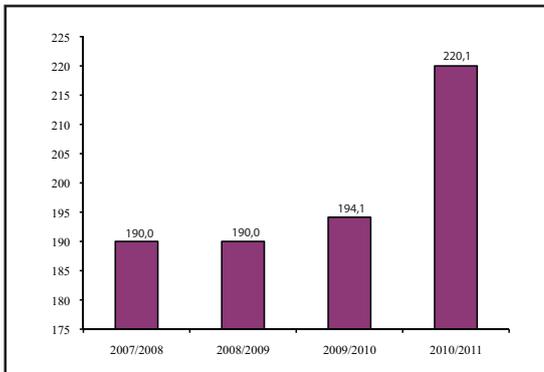
	2009/2010	2010/2011	Variation en %
Cameroun	60,0	62,4	4,0 %
Gabon	39,0	40,6	4,1 %
<b>Total</b>	<b>98,9</b>	<b>103,0</b>	<b>4,1 %</b>

## CAMPAGNE DE BANANE

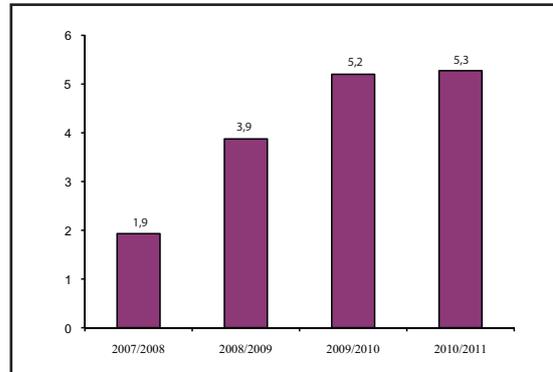
(en milliers de tonnes)

	2009/2010	2010/2011	Variation en %
Cameroun	241,8	244,3	1,0 %
<b>Total</b>	<b>241,8</b>	<b>244,3</b>	<b>1,0 %</b>

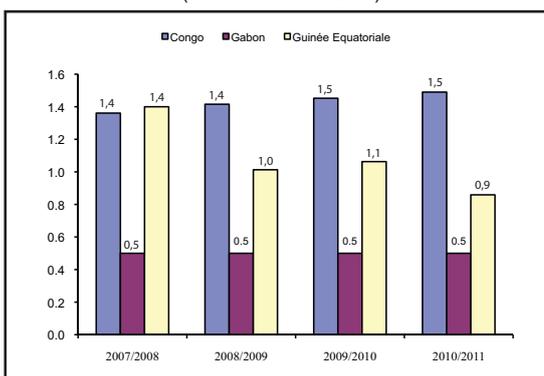
**CAMPAGNE DE CACAO AU CAMEROUN**  
(en milliers de tonnes)



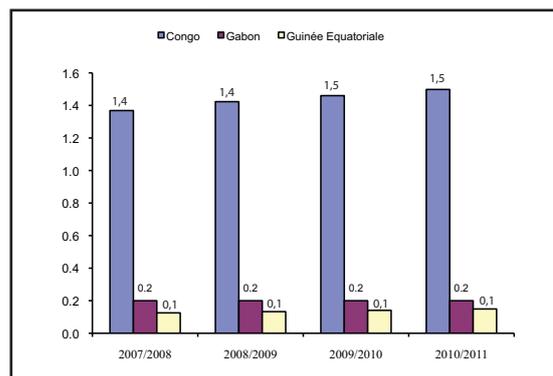
**CAMPAGNE DE CAFE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**  
(en milliers de tonnes)



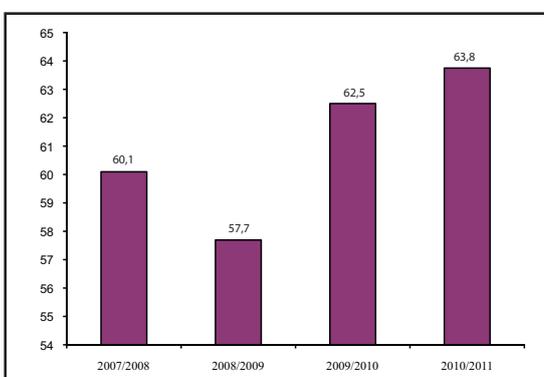
**CAMPAGNE DE CACAO AU CONGO, GABON ET GUINÉE EQUATORIALE**  
(en milliers de tonnes)



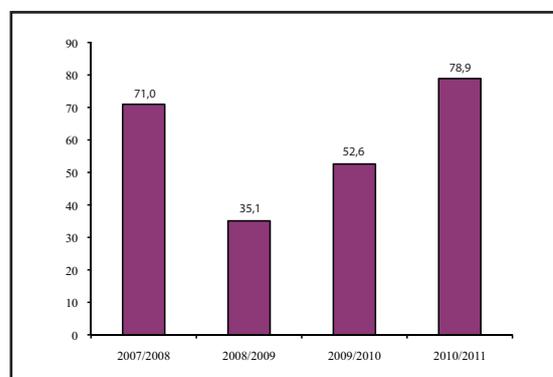
**CAMPAGNE DE CAFE AU CONGO, GABON ET GUINÉE EQUATORIALE**  
(en milliers de tonnes)



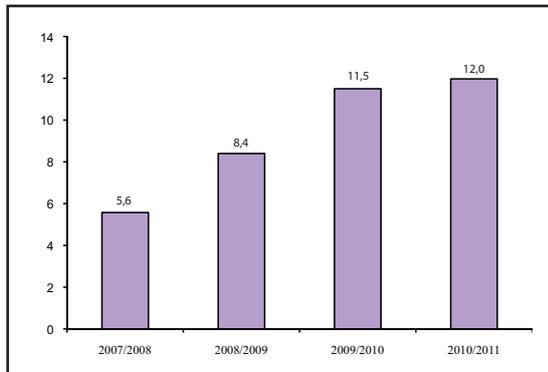
**CAMPAGNE DE CAFE AU CAMEROUN**  
(en milliers de tonnes)



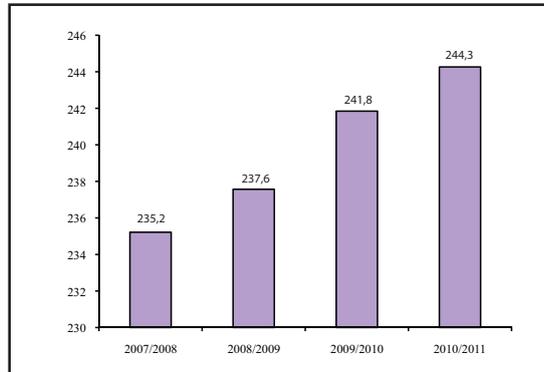
**CAMPAGNE DE COTON GRAINE AU TCHAD**  
(en milliers de tonnes)



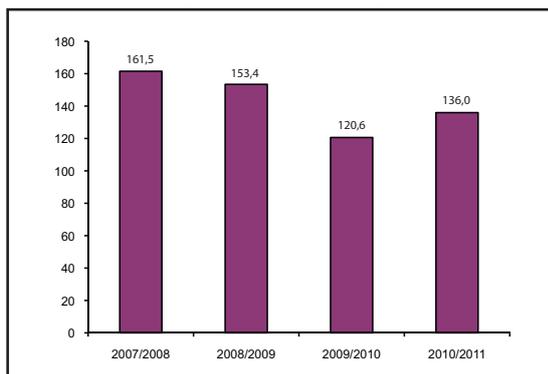
**PRODUCTION DE COTON-GRAINE  
EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**  
(en milliers de tonnes)



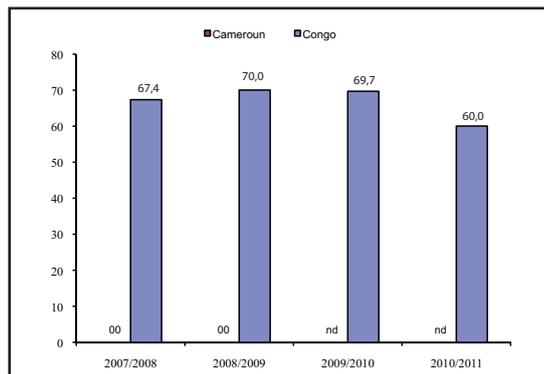
**PRODUCTION DE BANANE AU CAMEROUN**  
(en milliers de tonnes)



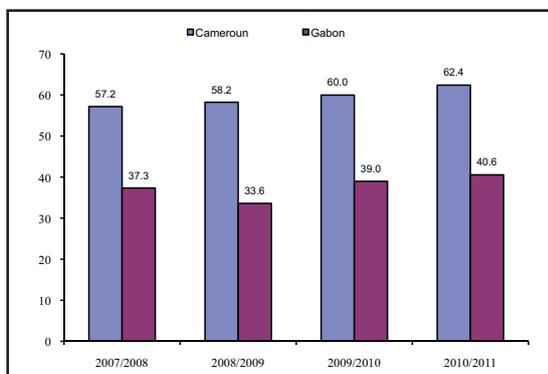
**PRODUCTION DE COTON-GRAINE  
AU CAMEROUN**  
(en milliers de tonnes)



**PRODUCTION DE SUCRE BRUT  
AU CAMEROUN ET AU CONGO**  
(en milliers de tonnes)



**CAMPAGNE DE CAOUTCHOUC  
AU CAMEROUN ET AU GABON**  
(en milliers de tonnes)

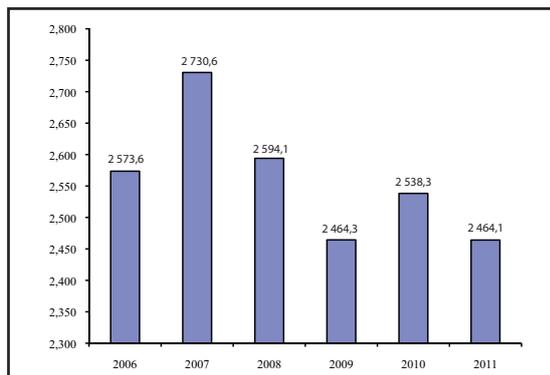


**BOIS**

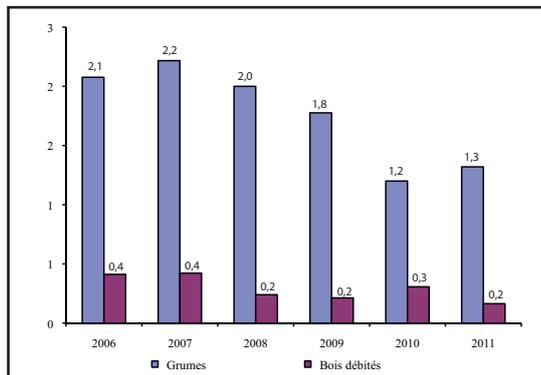
	Données définitives						Variations en % (2)/(1)
	2006	2007	2008	2009	2010 (1)	2011 (2)	
<b>CAMEROUN</b>							
<b>BOIS DIVERS</b>							
Production de grumes (en milliers de m3)	2 573,6	2 730,6	2 594,1	2 464,3	2 538,3	2 464,1	- 2,9
Exportations (en milliers de tonnes)	319,5	548,3	493,5	444,2	459,7	429,2	- 6,6
<b>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>							
<b>BOIS DIVERS (en milliers de m3)</b>							
Production	710,0	630,9	630,6	408,7	366,0	478,6	30,8
Grumes	624,9	538,0	554,7	348,8	324,3	424,4	30,9
Sciages	85,1	92,9	76,0	59,9	41,7	54,2	29,8
Exportations	263,5	270,7	224,6	157,1	190,0	199,5	5,0
Grumes	192,3	189,1	163,0	115,0	152,7	157,8	3,3
Sciages	71,3	81,6	61,6	42,1	37,3	41,7	11,9
<b>CONGO</b>							
<b>BOIS tropicaux et semis ?uvrés</b>							
Production (en milliers de m3)	1 622,6	1 679,4	1 343,5	671,8	1 207,5	1 614,2	33,7
Grumes	1 354,3	1 354,9	1 212,1	606,1	1 023,2	1 341,7	31,1
Sciages	268,4	324,5	131,4	65,7	184,3	272,4	47,8
Exportations (en milliers de m3)	821,0	748,2	1 081,4	643,4	951,1	1 026,2	7,9
Grumes	632,7	522,5	258,7	483,3	799,0	846,6	6,0
Sciages	188,3	225,7	822,7	160,1	152,2	179,6	18,0
<b>EUCALYPTUS</b>							
Production (en milliers de tonnes)	163,2	248,6	263,0	219,0	279,4	240,0	- 14,1
Exportations (en milliers de tonnes)	135,3	263,7	216,1	175,2	279,4	195,3	- 30,1
<b>GABON</b>							
<b>OKOUME et bois divers</b>							
Production (en milliers de m3)	2,5	2,6	2,2	2,0	1,5	1,5	- 1,5
Grumes	2,1	2,2	2,0	1,8	1,2	1,3	10,0
Bois débités	0,4	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	- 46,5
Exportations (en milliers de m3)	2,3	2,5	1,9	1,7	1,0	1,2	18,1
Grumes	1,8	1,9	1,6	1,5	0,6	0,0	- 100,0
Sciages	0,6	0,5	0,3	0,2	0,4	1,2	167,2
<b>GUINEE EQUATORIALE</b>							
<b>OKOUME et BOIS DIVERS (en milliers de m3)</b>							
Production.....	562,9	632,4	191,0	53,8	380,4	262,3	- 31,0
Exportations.....	460,6	547,3	152,2	36,7	292,5	225,8	- 22,8

Sources : Administrations nationales et BEAC

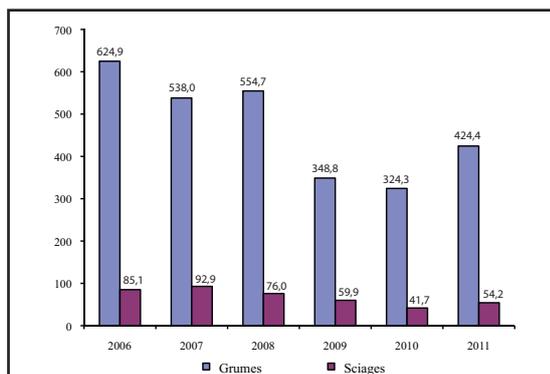
### PRODUCTION DE BOIS TROPICAUX AU CAMEROUN (en milliers de m<sup>3</sup>)



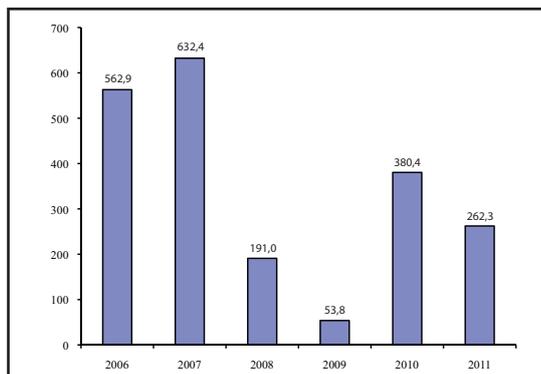
### PRODUCTION DE BOIS TROPICAUX AU GABON (en milliers de m<sup>3</sup>)



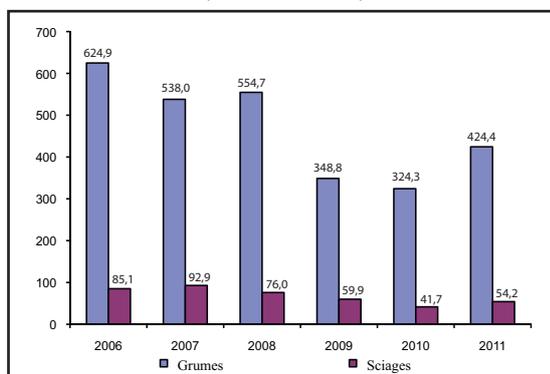
### PRODUCTION DE BOIS TROPICAUX EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (en milliers de m<sup>3</sup>)



### PRODUCTION DE BOIS TROPICAUX EN GUINÉE EQUATORIALE (en milliers de m<sup>3</sup>)



### PRODUCTION DE BOIS TROPICAUX AU CONGO (en milliers de m<sup>3</sup>)

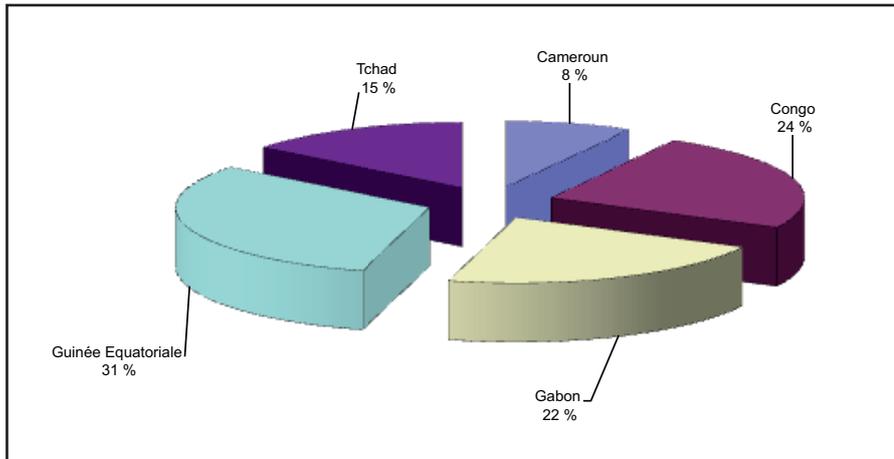


## ACTIVITES PETROLIERES ET MINIERES

	Données définitives					Variations en %	
	2006	2007	2008	2009	2010 (1)	2011 (2)	(2)/(1)
<b>CAMEROUN</b>							
<b>Pétrole brut (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	4 428,6	4 391,1	4 263,3	4 027,8	3 199,3	2 964,8	- 7,3
- Exportations.....	4 238,3	4 191,1	3 990,8	3 755,3	2 926,8	2 692,3	- 8,0
<b>Aluminium (en milliers de tonnes)</b>							
- Exportations.....	67,7	70,4	74,8	79,4	81,0	81,8	1,0
<b>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>							
<b>Diamants (en milliers de carats)</b>							
- Production.....	415,5	417,7	377,2	310,5	301,6	323,6	7,3
- Exportations.....	415,5	417,7	377,2	310,5	301,6	323,6	7,3
<b>Or (en kg)</b>							
- Production.....	15,0	12,5	42,0	61,3	56,5	72,8	29,0
- Exportations.....	15,0	12,5	42,0	61,3	56,5	72,8	29,0
<b>CONGO</b>							
<b>Pétrole brut (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	13 332,4	11 032,1	11 704,3	13 598,1	15 467,0	14 900,5	- 3,7
- Exportations.....	12 676,1	10 284,6	11 107,8	12 889,7	14 824,4	14 302,5	- 3,5
<b>GABON</b>							
<b>Pétrole brut (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	11 902,0	12 128,0	11 818,4	11 876,0	12 442,0	12 143,2	- 2,4
- Exportations.....	11 202,0	11 306,7	10 894,7	11 276,0	11 226,6	11 229,0	0,0
<b>Manganèse (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	2 950,0	3 333,8	3 247,8	1 975,0	3 200,6	3 562,3	11,3
- Exportations.....	2 946,8	3 292,8	3 199,1	1 900,0	3 200,6	3 800,0	18,7
<b>GUINEE EQUATORIALE</b>							
<b>Pétrole brut (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	17 152,8	17 750,1	17 824,9	15 406,0	14 250,4	13 927,0	- 2,3
- Exportations.....	17 152,8	17 750,1	17 824,9	15 406,0	14 250,4	13 565,3	- 4,8
<b>Méthanol (en milliers de tonnes)</b>							
- Exportations.....	1 644,4	1 644,4	5 493,2	8 520,8	7 764,7	8 508,6	9,6
<b>TCHAD</b>							
<b>Pétrole brut (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	7 872,0	7 280,3	6 465,2	6 059,0	6 209,0	5 859,6	- 5,6
- Exportations.....	7 771,3	7 312,4	6 465,2	5 986,4	6 153,5	5 549,6	- 9,8
<b>ENSEMBLE CEMAC</b>							
<b>Pétrole brut (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	54 687,7	52 581,6	52 076,1	50 967,0	51 567,7	49 795,1	- 3,4
- Exportations.....	53 040,4	50 844,8	50 283,3	49 313,5	49 381,7	47 338,6	- 4,1
<b>Manganèse (en milliers de tonnes)</b>							
- Production.....	2 950,0	3 333,8	3 247,8	1 975,0	3 200,6	3 562,3	11,3
- Exportations.....	2 946,8	3 292,8	3 199,1	1 900,0	3 200,6	3 800,0	18,7
<b>Aluminium (en milliers de tonnes)</b>							
- Exportations.....	67,7	70,4	74,8	79,4	81,0	81,8	1,0
<b>Diamants (en milliers de carats)</b>							
- Production.....	415,5	417,7	377,2	310,5	301,6	323,6	7,3
- Exportations.....	415,5	417,7	377,2	310,5	301,6	323,6	7,3
<b>Or (en kg)</b>							
- Production.....	15,0	12,5	42,0	61,3	56,5	72,8	29,0
- Exportations.....	15,0	12,5	42,0	61,3	56,5	72,8	29,0
<b>Méthanol (en milliers de tonnes)</b>							
- Exportations.....	1 644,4	1 644,4	5 493,2	8 520,8	7 764,7	8 508,6	9,6

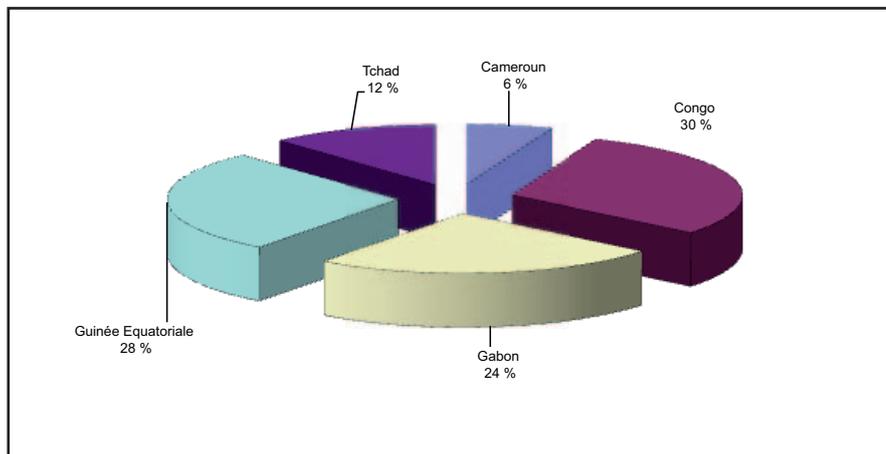
Sources : Administrations nationales et BEAC

### REPARTITION DE LA PRODUCTION DE PETROLE BRUT DANS LA CEMAC EN 2005



Annexes

### REPARTITION DE LA PRODUCTION DE PETROLE BRUT DANS LA CEMAC EN 2010





**PRINCIPAUX COURS MONDIAUX  
DU CACAO, DU CAFE, DU COTON,  
DU CAOUTCHOUC ET DU PETROLE BRUT**

## ÉVOLUTION DES COURS MONDIAUX DU CACAO, DU CAFE, DU COTON ET DU CAOUTCHOUC

(en moyenne mensuelle)

### CACAO

(ICCO daily price)

	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11
en dollar le kg	3,16	3,47	3,39	3,12	3,07	3,02	3,17	3,06	2,87	2,68	2,53	2,20
en francs CFA le kg	1 553,90	1 668,74	1 589,86	1 415,83	1 403,89	1 375,01	1 456,40	1 401,28	1 369,08	1 282,62	1 222,99	1 093,44

### CAFE

(ICO Indicator price, Robustas)

	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11
en dollar le kg	2,23	2,41	2,60	2,59	2,69	2,60	2,49	2,47	2,34	2,16	2,14	2,17
en francs CFA le kg	1 094,24	1 158,58	1 220,32	1 175,27	1 229,26	1 185,35	1 142,77	1 130,08	1 113,75	1 035,05	1 037,34	1 079,86

### COTON

(Cotton A Index)

	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11
en dollar le kg	3,94	4,70	5,06	4,78	3,65	3,18	2,69	2,52	2,58	2,42	2,31	2,10
en francs CFA le kg	1 936,78	2 258,68	2 372,56	2 169,07	1 668,12	1 448,87	1 237,05	1 150,20	1 228,07	1 160,15	1 116,71	1 043,54

### CAOUTCHOUC

(Rubber, Singapore)

	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11
en dollar le kg	5,52	6,26	5,42	5,85	5,12	4,93	4,73	4,68	4,55	4,08	3,33	3,35
en francs CFA le kg	2 710,00	3 008,11	2 539,00	2 658,48	2 338,75	2 249,44	2 176,10	2 138,50	2 168,42	1 955,00	1 611,48	1 665,83

Source: BEAC

**EVOLUTION DES PRINCIPAUX PRIX D'ACHAT AUX PRODUCTEURS**  
(en FCFA le kg)

<b>CAFE</b>					
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<b>Cameroun</b>					
- Café robusta	370-430	370-430	370-430	370-430	370-530
<b>Republique Centrafricaine</b>					
- Café	140	143,1	145	145	145
<b>Congo</b>					
- Café robusta	115	nd	nd	nd	nd
- Café arabica	230	nd	nd	nd	nd
<b>Gabon</b>					
- Qualité courante	450	450	0	450	0
<b>Guinée Equatoriale</b>					
- Café non décortiqué	200	nd	nd	nd	nd

<b>COTON</b>					
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<b>Cameroun</b>					
- Coton trié	175	175	175	170	211
- Coton non trié	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Republique Centrafricaine</b>					
- Coton blanc	152	152	152	152	150
- Coton jaune	110	nd	nd	nd	nd
<b>Tchad</b>					
- Coton blanc	215	214,83	0	214,83	0

<b>CACAO</b>					
	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<b>Cameroun</b>					
- Grades 1 et 2	750-735	750-735	450-580	984-1386	600-800
<b>Congo</b>					
- Qualité supérieure	144	nd	nd	nd	nd
<b>Gabon</b>					
- Qualité supérieure	650	650	0	650	0
<b>Guinée Equatoriale</b>					
- Grade 1	nd	nd	nd	nd	nd

Source: BEAC

### EVOLUTION DES COURS DU BRENT

Mois	Monnaie	Dollar le baril		Variation (en %)	FCFA le baril		Variation (en %)
		2010	2011		2010	2011	
Janvier		76,4	96,3	26,1	35 102	47 279	34,7
Février		74,3	104,0	39,9	35 617	49 960	40,3
Mars		79,3	114,4	44,4	38 323	53 624	39,9
Avril		85,0	123,1	44,8	41 580	55 899	34,4
Mai		76,3	114,5	50,1	39 807	52 325	31,4
Juin		74,8	113,8	52,0	40 209	51 864	29,0
Juillet		74,7	116,5	55,8	38 389	53 556	39,5
Août		76,7	110,1	43,5	39 016	50 344	29,0
Septembre		77,8	110,9	42,5	39 049	52 820	35,3
Octobre		82,9	109,5	32,0	39 136	52 391	33,9
Novembre		85,7	110,5	29,0	41 136	53 469	30,0
Décembre		91,8	107,9	17,6	45 548	53 710	17,9
<b>Moyenne</b>		79,6	110,9	39,3	39 409	52 270	32,6

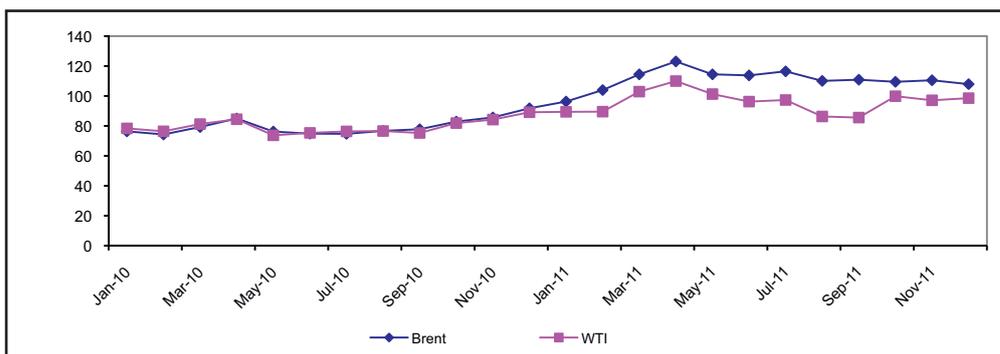
### EVOLUTION DES COURS DU WTI

Mois	Monnaie	Dollar le baril		Variation (en %)	FCFA le baril		Variation (en %)
		2010	2011		2010	2011	
Janvier		78,4	89,4	14,1	36 013	43 898	21,9
Février		76,4	89,5	17,2	36 624	43 028	17,5
Mars		81,3	102,9	26,7	39 278	48 224	22,8
Avril		84,5	110,0	30,2	41 335	49 944	20,8
Mai		73,7	101,3	37,4	38 491	46 300	20,3
Juin		75,4	96,3	27,7	40 485	43 881	8,4
Juillet		76,4	97,3	27,5	39 219	44 750	14,1
Août		76,6	86,3	12,7	38 970	39 477	1,3
Septembre		75,3	85,6	13,7	37 796	40 767	7,9
Octobre		81,9	99,9	21,9	38 655	47 787	23,6
Novembre		84,2	97,1	15,3	40 447	46 995	16,2
Décembre		89,1	98,6	10,6	44 233	49 056	10,9
<b>Moyenne</b>		79,4	96,2	21,1	39 296	45 342	15,4

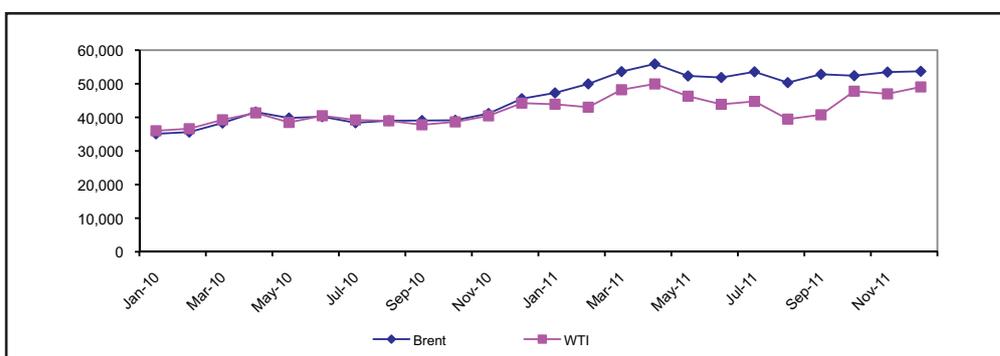
### EVOLUTION DES COURS MOYENS DU PETROLE (BRENT ET CEMAC)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Brent	65,4	72,6	90,4	61,9	79,6	79,4
Cameroun (Kolé-Lokélé)	61,6	69,2	94,0	58,8	76,0	76,0
Congo (Djeno-Nkossa-Kitina)	61,1	101,0	53,9	74,1	99,7	76,3
Gabon (Rabi-Mandji)	58,5	112,8	99,0	0,0	86,7	77,1
Guinée Equatoriale	60,2	67,0	92,9	58,0	75,3	75,3
Tchad (Komé)	56,8	108,2	98,7	0,0	86,5	73,1

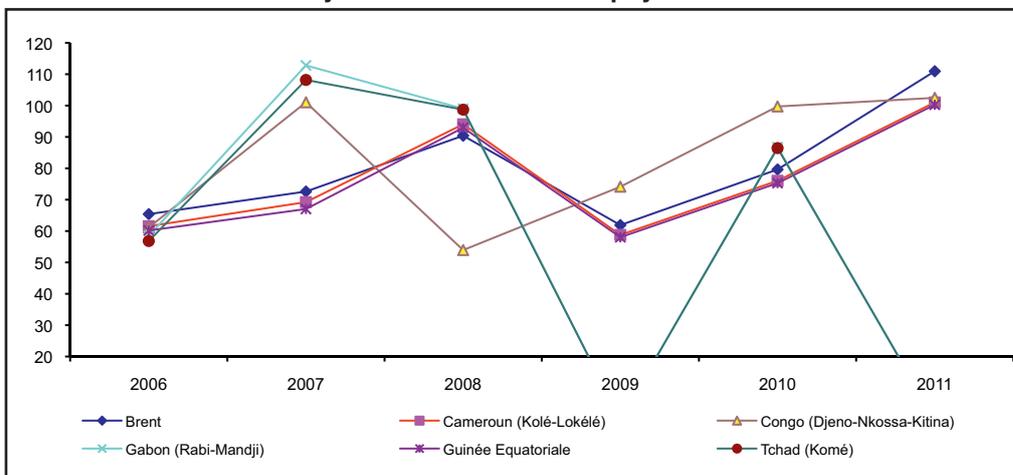
Evolution des cours de Brent et de WTI en dollars le baril



Evolution des cours de Brent et de WTI en FCFA le baril



Cours moyens du baril dans les pays de la CEMAC



**EVOLUTION DES INDICES COMPOSITES DES COURS DES MATIERES PREMIERES  
EXPORTÉES PAR LA CEMAC**

**Indice composite global (cours en dollars)**

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Janvier	187,40	233,57	162,53	256,44	319,11	24,4 %
Février	197,82	234,32	155,93	250,94	343,32	36,8 %
Mars	206,67	242,42	165,76	265,15	373,88	41,0 %
Avril	219,90	364,23	177,70	282,36	398,94	41,3 %
Mai	220,01	404,16	197,18	256,65	371,60	44,8 %
Juin	231,07	432,87	228,43	253,05	367,84	45,4 %
Juillet	249,44	436,44	218,40	253,16	373,99	47,7 %
Août	230,22	376,65	241,12	258,90	355,24	37,2 %
Septembre	249,70	332,27	228,37	262,41	356,03	35,7 %
Octobre	266,19	251,47	245,10	279,02	350,99	25,8 %
Novembre	293,97	192,47	256,81	286,97	352,60	22,9 %
Décembre	292,70	158,59	251,41	305,15	343,88	12,7 %
moyenne annuelle	237,09	304,96	210,73	267,52	358,95	34,2 %

Source : BEAC

**Indice composite global (cours en FCFA)**

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Janvier	133,34	145,83	112,84	165,10	219,46	32,9 %
Février	139,92	146,02	112,10	168,48	231,10	37,2 %
Mars	144,41	143,50	116,74	179,55	245,37	36,7 %
Avril	156,15	212,48	123,81	193,52	253,79	31,1 %
Mai	156,38	238,69	132,74	187,68	237,93	26,8 %
Juin	165,19	255,71	149,75	190,45	234,88	23,3 %
Juillet	174,14	254,28	142,45	182,17	240,88	32,2 %
Août	162,28	231,09	155,28	184,50	227,55	23,3 %
Septembre	172,32	212,47	144,11	184,53	237,54	28,7 %
Octobre	179,49	173,46	152,00	184,47	235,27	27,5 %
Novembre	191,37	138,94	158,22	193,01	238,96	23,8 %
Décembre	197,80	108,39	158,07	212,08	239,72	13,0 %
moyenne annuelle	164,40	188,40	138,18	185,46	236,87	27,7 %

Source : BEAC

**Indice composite hors pétrole (cours en dollars)**

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Janvier	174,74	209,18	186,73	206,52	237,14	14,8 %
Février	177,46	239,08	175,93	208,74	249,53	19,5 %
Mars	181,39	259,29	173,32	208,66	252,34	20,9 %
Avril	146,99	266,32	175,83	213,41	254,17	19,1 %
Mai	146,32	269,22	171,10	209,56	239,53	14,3 %
Juin	146,65	283,48	174,73	212,04	229,89	8,4 %
Juillet	155,01	290,13	177,96	214,29	221,12	3,2 %
Août	150,14	276,91	183,21	214,95	218,60	1,7 %
Septembre	157,51	265,85	189,05	217,05	210,33	-3,1 %
Octobre	157,91	234,82	194,23	227,51	204,83	-10,0 %
Novembre	158,25	219,29	198,05	227,84	197,44	-13,3 %
Décembre	168,30	216,72	205,68	231,28	190,35	-17,7 %
moyenne annuelle	160,06	252,52	183,82	215,99	225,44	4,4 %

Source : BEAC

**Indice composite hors pétrole (cours en FCFA)**

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Janvier	128,60	131,06	130,07	133,41	163,63	0,0 %
Février	129,70	149,49	126,90	140,61	168,53	19,9 %
Mars	131,55	154,00	122,49	141,78	166,16	17,2 %
Avril	136,98	155,92	122,93	146,77	162,24	10,5 %
Mai	136,88	159,57	115,59	153,77	153,91	0,1 %
Juin	139,03	168,06	114,96	160,13	147,32	-8,0 %
Juillet	142,79	169,64	116,49	154,72	142,93	-7,6 %
Août	139,99	170,49	118,40	153,70	140,53	-8,6 %
Septembre	144,09	170,58	119,71	153,14	140,83	-8,0 %
Octobre	143,95	162,51	120,88	150,91	137,79	-8,7 %
Novembre	140,14	158,80	122,44	153,75	134,29	-12,7 %
Décembre	179,10	148,57	129,76	161,27	133,17	-17,4 %
moyenne annuelle	141,07	158,23	121,72	150,33	149,28	-0,7 %

Source : BEAC

**Indice composite des produits agricoles  
(cours en dollars)**

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Janvier	156,95	195,88	188,03	224,71	297,99	32,6 %
Février	161,58	221,57	187,69	218,21	335,23	53,6 %
Mars	163,98	240,00	183,14	215,35	345,23	60,3 %
Avril	144,87	222,23	187,83	220,76	328,42	48,8 %
Mai	147,06	218,65	188,22	219,36	297,32	35,5 %
Juin	155,33	229,07	193,90	226,98	279,87	23,3 %
Juillet	164,62	231,07	195,49	224,99	267,27	18,8 %
Août	152,67	226,42	201,31	221,66	257,66	16,2 %
Septembre	157,46	214,57	208,85	226,17	249,03	10,1 %
Octobre	156,37	181,12	216,45	244,50	233,11	-4,7 %
Novembre	159,51	170,01	216,88	265,98	224,43	-15,6 %
Décembre	163,68	178,77	223,26	280,77	207,85	-26,0 %
moyenne annuelle	157,01	210,78	199,25	232,45	276,95	19,1 %

Source : BEAC

**Indice composite des produits agricoles  
(cours en FCFA)**

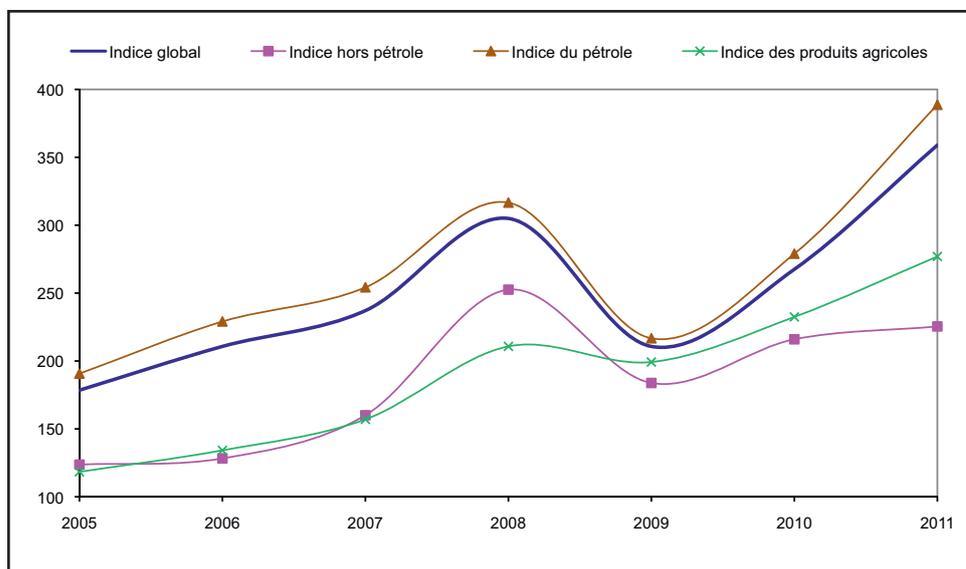
	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Janvier	111,04	122,97	131,22	145,33	205,76	41,6 %
Février	113,68	138,84	135,63	147,16	226,54	53,9 %
Mars	113,89	142,86	129,69	146,52	227,46	55,2 %
Avril	113,77	130,39	131,57	152,02	209,78	38,0 %
Mai	114,28	129,87	127,38	161,16	191,23	18,7 %
Juin	119,92	136,07	127,79	171,63	179,54	4,6 %
Juillet	123,27	135,37	128,16	162,68	172,96	6,3 %
Août	115,78	139,68	130,29	158,69	165,83	4,5 %
Septembre	118,89	137,95	132,44	159,75	166,93	4,5 %
Octobre	114,91	125,60	134,90	162,33	156,98	-3,3 %
Novembre	113,19	123,38	134,25	179,61	152,83	-14,9 %
Décembre	116,61	122,81	141,03	195,91	145,61	-25,7 %
moyenne annuelle	115,77	132,15	132,03	161,90	183,45	13,3 %

Source : BEAC

## INDICES COMPOSITES DES COURS DES PRINCIPLES MATIERES PREMIERES PRODUITES PAR LES PAYS DE LA CEMAC

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Indice global</b>	178,51	210,74	237,09	304,96	210,73	267,52	358,95
<b>Indice hors pétrole</b>	123,73	128,29	160,06	252,52	183,82	215,99	225,44
<b>Indice du pétrole</b>	190,69	229,07	254,22	316,61	216,70	278,97	388,64
<b>Indice des produits agricoles</b>	118,41	134,22	157,01	210,78	199,25	232,45	276,95

## INDICES COMPOSITES DES COURS DES PRINCIPLES MATIERES PREMIERES PRODUITES PAR LES PAYS DE LA CEMAC





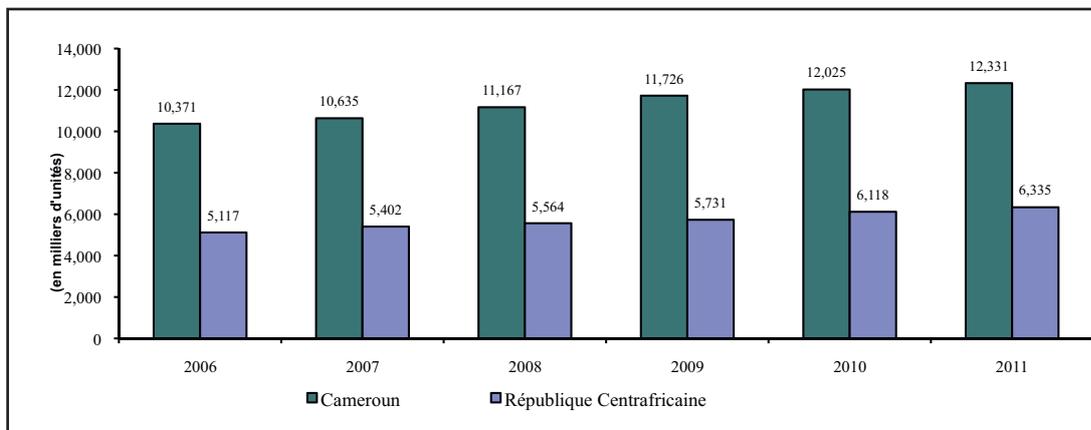
## ELEVAGE

## ELEVAGE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

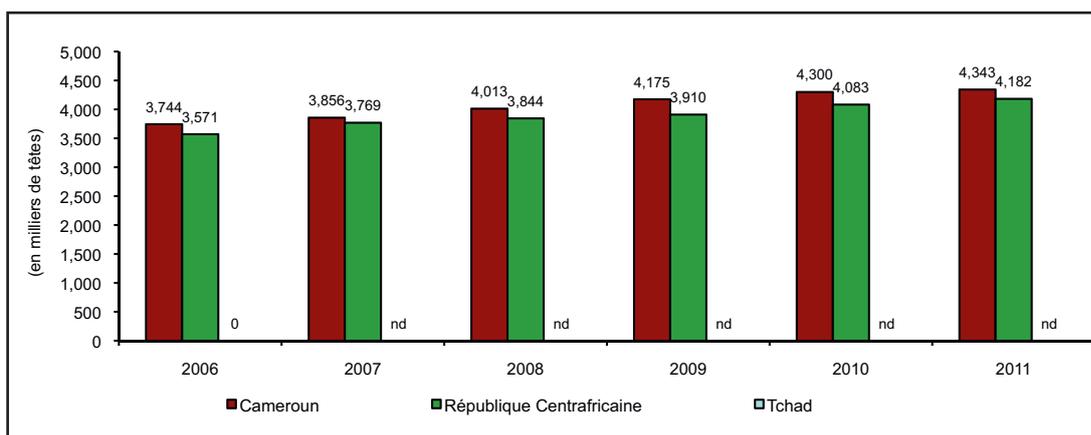
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
ELEVAGE (en milliers de têtes)						
<b>CAMEROUN</b>	3 744	3 856	4 013	4 175	4 300	4 343
Bovins	2 587	2 665	2 758	2 855	2 932	2 961
Ovins	2 932	3 020	3 105	3 192	3 278	3 278
Caprins	583	599	628	660	693	696
Porcins	10 371	10 635	11 167	11 726	12 025	12 331
Volailles (en milliers d'unités)						
<b>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>	3 571	3 769	3 844	3 910	4 083	4 182
Bovins	293	317	327	333	369	386
Ovins	3 508	3 856	3 972	4 091	5 555	5 744
Caprins	852	914	932	960	996	1 032
Porcins	5 117	5 402	5 564	5 731	6 118	6 335
Volailles (en milliers d'unités)						
<b>TCHAD</b>	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Bovins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Ovins + Caprins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Porcins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Equins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Camelins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Asins						
<b>ENSEMBLE CEMAC</b>						
Bovins	7 315	7 625	7 857	8 085	8 383	8 525
Ovins + Caprins	9 321	9 858	10 161	10 470	12 134	12 369
Porcins	1 435	1 513	1 561	1 620	1 689	1 728
Equins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Camelins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Asins	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Volailles (en milliers d'unités)	15 488	16 037	16 731	17 457	18 143	18 666

Sources: Administrations Nationales.

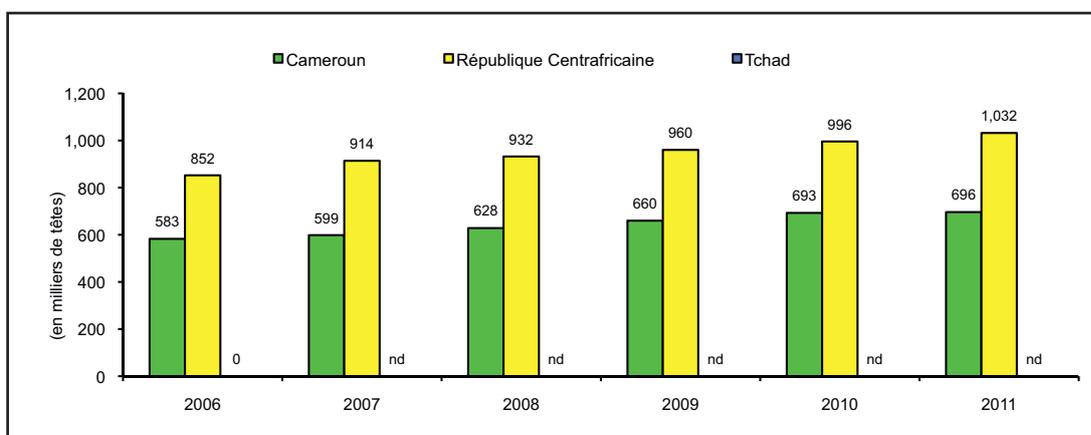
### Evolution de l'aviculture au Cameroun et en République Centrafricaine



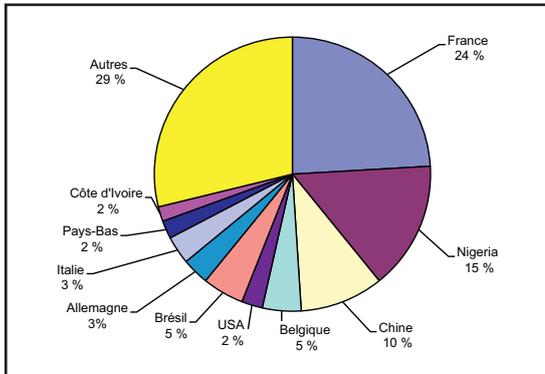
### Evolution des bovins au Cameroun, en République Centrafricaine et au Tchad



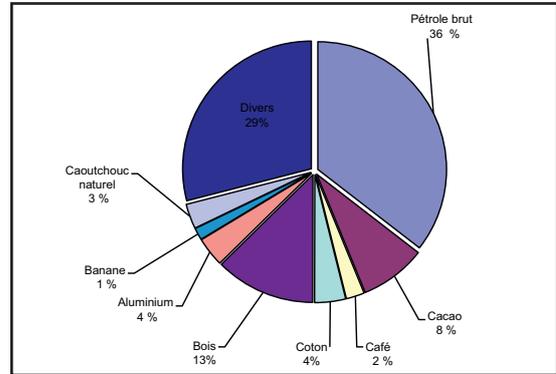
### Evolution des porcins au Cameroun, en République Centrafricaine et au Tchad



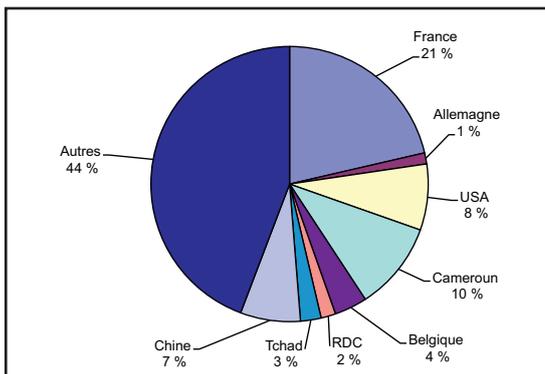
**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CAMEROUN (FOURNISSEURS) EN 2008**



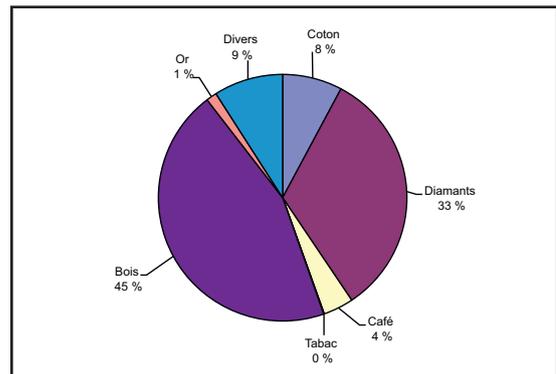
**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU CAMEROUN EN 2011**



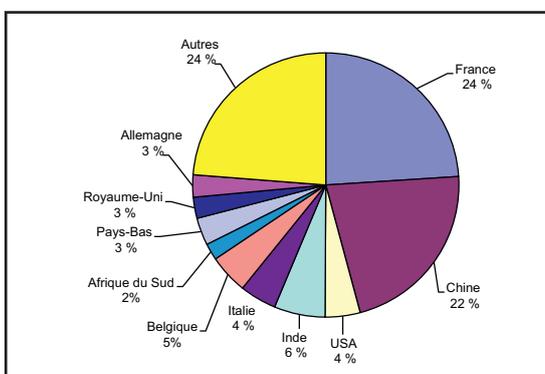
**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (FOURNISSEURS) EN 2008**



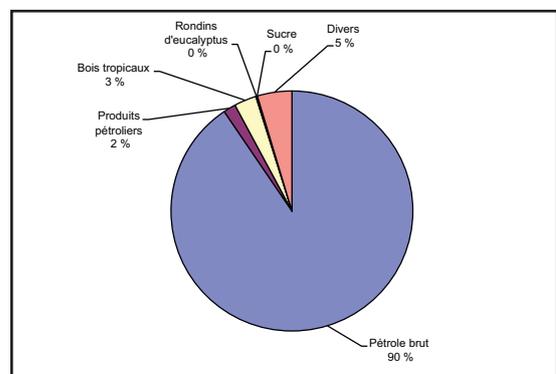
**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE EN 2011**



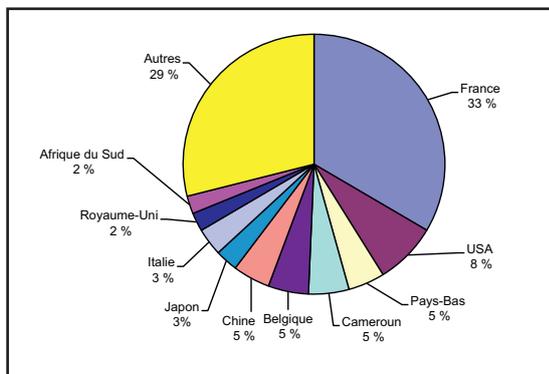
**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CONGO (FOURNISSEURS) EN 2008**



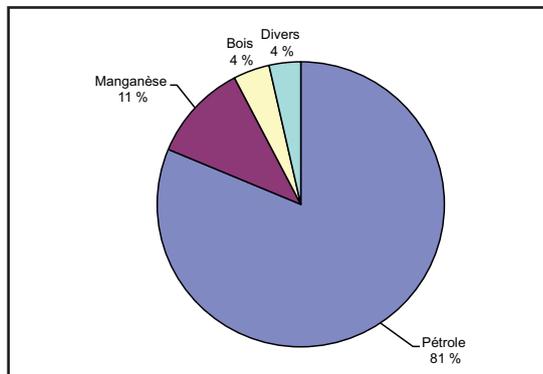
**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU CONGO EN 2011**



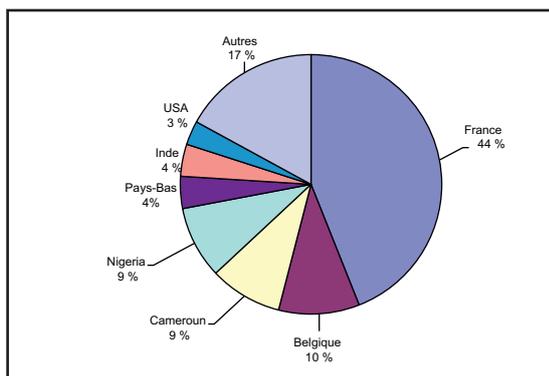
**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU GABON (FOURNISSEURS) EN 2008**



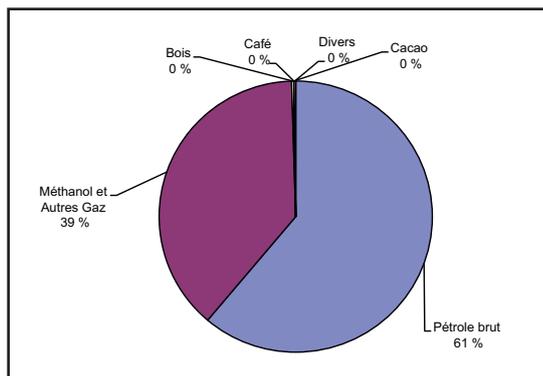
**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU GABON EN 2011**



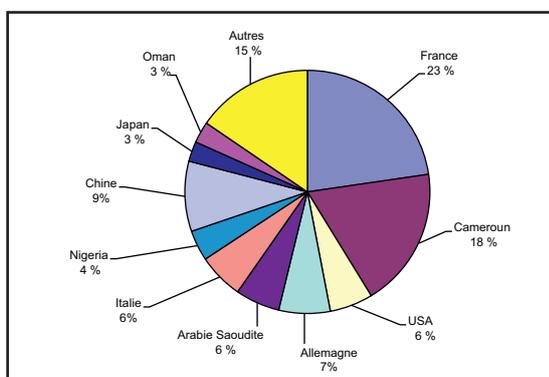
**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA GUINÉE EQUATORIALE (FOURNISSEURS) EN 2008**



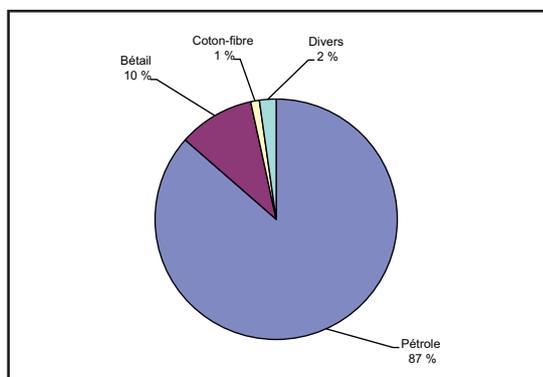
**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DE LA GUINÉE EQUATORIALE EN 2011**



**PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU TCHAD (FOURNISSEURS) EN 2008**



**PRINCIPALES EXPORTATIONS (FOB) DU TCHAD EN 2011**





# Annexes monétaires



## SOMMAIRE DES ANNEXES MONETAIRES

### TABLEAUX

- Plafonds des avances aux Trésors Nationaux, Objectifs de refinancement et utilisations .....	270
- Contreparties des ressources du système monétaire .....	271
- Ressources du système monétaire .....	271
- Avoirs extérieurs nets du système monétaire .....	272
- Créances nettes du système monétaire sur l'État.....	273
- Créances du système monétaire sur le reste de l'économie .....	274
- Position nette du Gouvernement vis-à-vis du système monétaire.....	275
- Evolution des concours de la BEAC aux établissements de crédit et des placements des banques et CCP sur le marché monétaire.....	276
- Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque.....	278
- Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires.	279

### GRAPHIQUES

- Evolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire.....	284
- Evolution des créances nettes sur l'Etat .....	284
- Evolution des crédits à l'économie.....	285
- Evolution de la monnaie fiduciaire .....	285
- Evolution de la monnaie scripturale .....	286
- Evolution de la quasi-monnaie.....	286

## TABLEAUX

**PLAFONDS DES AVANCES AUX TRESORS NATIONAUX,  
OBJECTIFS DE REFINANCEMENT AUX BANQUES ET UTILISATIONS**

(situation de fin de période, en millions de FCFA)

PAYS	2011										Taux d'utilisation au 31/12/10 (b) / (a) en %		
	2010		Septembre		Juin		Mars		Décembre				
	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/12/10	Utilisations au 31/12/10	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 30/09/11	Utilisations au 30/09/11	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 30/06/2011	Utilisations au 31/03/11	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/03/2011	Utilisations au 31/03/11	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/12/11 (a)	Utilisations au 31/12/11 (b)			
<b>A - CAMEROUN</b>													
1 - Trésor	418 900	0	418 900	0	418 900	0	418 900	0	418 900	0	418 900	0	<b>0,00 %</b>
2 - Banques	10 000	594	10 000	567	15 000	527	15 000	522	15 000	497	15 000	497	<b>3,31 %</b>
<b>B - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</b>													
1 - Trésor	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	18 489	<b>100,00 %</b>
2 - Banques	8 000	0	8 000	0	8 000	0	8 000	0	8 000	0	8 000	0	<b>0,00 %</b>
<b>C - CONGO</b>													
1 - Trésor	492 273	42 000	492 273	42 000	492 273	42 000	492 273	42 000	492 273	42 000	492 273	42 000	<b>8,53 %</b>
2 - Banques	16 000	7 640	16 000	7 640	16 000	6 956	16 000	6 956	16 000	6 272	16 000	6 272	<b>39,20 %</b>
<b>D - GABON</b>													
1 - Trésor	378 055	244 500	378 055	90 000	378 055	115 000	378 055	135 000	378 055	244 500	378 055	244 500	<b>64,67 %</b>
2 - Banques	2 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000	0	<b>0,00 %</b>
<b>E - GUINEE EQUATORIALE</b>													
1 - Trésor	461 705	0	461 705	0	461 705	0	461 705	0	461 705	0	461 705	0	<b>0,00 %</b>
2 - Banques	500	0	500	0	500	0	500	0	500	0	500	0	<b>0,00 %</b>
<b>F - TCHAD</b>													
1 - Trésor	208 672	208 601	208 672	188 601	208 672	208 601	208 672	208 601	208 672	208 601	208 672	208 601	<b>99,97 %</b>
2 - Banques	15 000	0	15 000	5 100	25 000	2 300	25 000	3 150	25 000	2 450	25 000	2 450	<b>9,80 %</b>
<b>ENSEMBLE CEMAC</b>													
1-Trésor	1 978 094	513 590	1 978 094	339 090	1 978 094	384 090	1 978 094	404 090	1 978 094	513 590	1 978 094	513 590	<b>25,96 %</b>
2-Banques	51 500	8 234	51 500	13 307	66 500	9 783	66 500	10 628	66 500	9 219	66 500	9 219	<b>13,86 %</b>

## SITUATION MONETAIRE (au sens large)

(En millions de Francs CFA)

### 1 - CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE (au sens large) (Situation consolidée de la BEAC, des BCM et des AIBE)

#### CREDIT INTERIEUR

Fin de période	Avoirs Extérieurs (nets)	CREANCES NETTES SUR L'ETAT			CREANCES SUR L'ECONOMIE				Total du crédit intérieur	Total des Contreparties	
		Position nette du Gouvernement	Autres créances nettes sur l'Etat	Total	Inst. fin. non mon. (AIBN, IBL et IFNB)	Entreprises publiques non financières	Secteur privé	Total			
2009	6 619 875	-253 802	3 034 198	2 780 396	284 772	2 749 422	320 917	3 355 111	6 135 507	12 755 382	
2010	6 702 673	-1 880 542	-308 923	-2 189 465	153 084	196 291	3 278 382	3 627 757	1 438 292	8 140 965	
2011	7 970 926	-2 737 139	-305 615	-3 042 754	179 399	196 451	4 226 510	4 602 360	1 559 606	9 530 532	
2009	Mars	7 142 785	-245 737	2 921 970	2 676 233	339 572	2 582 057	-520 335	2 401 294	5 077 527	12 220 312
	Juin	6 973 763	-247 743	2 926 307	2 678 564	281 850	2 644 116	-593 912	2 332 054	5 010 618	11 984 381
	Septembre	6 505 042	-258 918	2 944 229	2 685 311	297 466	2 646 422	292 266	3 236 154	5 921 465	12 426 507
	Décembre	6 619 875	-253 802	3 034 198	2 780 396	284 772	2 749 422	320 917	3 355 111	6 135 507	12 755 382
2010	Mars	6 548 909	-2 427 661	-321 302	-2 748 963	162 726	202 190	2 912 170	3 277 086	528 123	7 077 032
	Juin	6 703 179	-2 626 579	-320 771	-2 947 350	124 409	221 837	3 095 385	3 441 631	494 281	7 197 460
	Septembre	6 359 694	-1 897 491	-283 624	-2 181 115	134 710	153 399	3 188 500	3 476 609	1 295 494	7 655 188
	Décembre	6 702 673	-1 880 542	-308 923	-2 189 465	153 084	196 291	3 278 382	3 627 757	1 438 292	8 140 965
2011	Janvier	6 445 139	-1 897 205	-289 864	-2 187 069	120 197	187 701	3 347 616	3 655 514	1 468 445	7 913 584
	Février	6 692 221	-2 064 502	-346 581	-2 411 083	125 648	181 374	3 350 645	3 657 667	1 246 584	7 938 805
	Mars	6 815 345	-2 362 917	-325 320	-2 688 237	182 268	202 755	3 381 611	3 766 634	1 078 397	7 893 742
	Avril	6 934 305	-2 505 025	-255 775	-2 760 800	174 986	189 595	3 531 109	3 895 690	1 134 890	8 069 195
	Mai	7 588 468	-2 823 503	-228 459	-3 051 962	178 903	205 812	3 488 897	3 873 612	821 650	8 410 118
	Juin	7 874 603	-3 327 616	-254 939	-3 582 555	184 259	193 007	3 721 163	4 098 429	515 874	8 390 477
	Juillet	7 961 049	-3 110 674	-234 377	-3 345 051	184 259	193 007	3 721 163	4 098 429	753 378	8 714 427
	Aout	7 841 092	-2 706 702	-272 537	-2 979 239	152 418	181 860	3 862 087	4 196 365	1 217 126	9 058 218
	Septembre	7 691 049	-2 660 974	-314 474	-2 975 448	143 745	170 330	3 887 012	4 201 087	1 225 639	8 916 688
	Octobre	7 603 230	-2 575 293	-328 222	-2 903 515	155 882	176 897	4 131 662	4 464 441	1 560 926	9 164 156
	Novembre	7 951 261	-2 599 001	-311 365	-2 910 366	233 408	195 041	4 055 765	4 484 214	1 573 848	9 525 109
	Décembre	7 970 926	-2 737 139	-305 615	-3 042 754	179 399	196 451	4 226 510	4 602 360	1 559 606	9 530 532

### 2 - RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE (Situation consolidée de la BEAC, des Banques et des CCP)

Fin de période	MON. FIDUCIAIRE (hors BCM et AIBE)	MONNAIE SCRIPTURALE					Total disponibilités monétaires (M1)	QUASI-MONNAIE			Disponibilités mon. et quasi-monnaïres (M2)	Fonds propres	Allocations de D.T.S	Autres postes nets	Total des ressources	
		BEAC	Banques	CCP	AIBE	Total		BCM	AIBE	Total Quasi-monnaie						
2009	2 751 801	2 655 704	8 380	4 276 234	10 448	6 950 766	9 702 567	6 857 5	838 980	1 448 490	5 845 837	15 548 404	-245 309	-245 309	15 057 786	
2010	1 727 089	98 959	3 553 296	10 761	35 520	3 698 536	5 425 625	1 833 896	15 910	1 562 746	1 849 806	7 275 431	1 503 764	-638 230	8 140 965	
2011	1 971 567	54 390	4 444 181	11 238	41 054	4 550 863	6 522 430	2 052 873	41 834	1 849 806	2 094 707	8 617 137	1 622 377	-708 982	9 530 532	
2009	Mars	2 672 810	2 576 218	6 673	4 051 805	11 552	6 646 248	9 319 058	7 001 5	580 733	1 368 227	5 587 734	14 906 792	-278 697	-278 697	14 349 398
	Juin	2 548 625	2 453 722	6 787	3 928 284	11 558	6 400 351	8 948 976	6 722 5	427 533	1 387 172	5 434 255	14 383 231	-366 603	-366 603	13 650 025
	Septembre	2 769 940	2 679 695	7 861	4 214 344	11 338	6 913 238	9 683 178	6 883 5	754 662	1 432 826	5 761 545	15 444 723	-279 971	-279 971	14 884 781
	Décembre	2 751 801	2 655 704	8 380	4 276 234	10 448	6 950 766	9 702 567	6 857 5	838 980	1 448 490	5 845 837	15 548 404	-245 309	-245 309	15 057 786
2010	Mars	1 409 787	63 555	2 868 245	10 636	26 354	2 968 790	4 378 577	1 649 402	15 767	1 528 928	1 665 169	6 043 746	1 542 704	-509 418	7 077 032
	Juin	1 462 662	69 995	2 955 453	10 806	30 630	3 066 884	4 529 546	1 672 803	15 175	1 511 280	1 687 978	6 217 524	1 517 254	-537 318	7 197 460
	Septembre	1 553 433	60 622	3 352 690	10 806	35 234	3 459 352	5 012 785	1 739 981	15 947	1 531 862	1 755 928	6 768 713	1 541 370	-654 895	7 655 188
	Décembre	1 727 089	98 959	3 553 296	10 761	35 520	3 698 536	5 425 625	1 833 896	15 910	1 562 746	1 849 806	7 275 431	1 503 764	-638 230	8 140 965
2011	Janvier	1 637 283	59 830	3 564 834	10 659	35 814	3 671 137	5 308 420	1 841 109	15 841	1 603 387	1 856 950	7 165 370	1 577 598	-829 384	7 913 584
	Février	1 585 756	61 810	3 679 957	10 659	37 418	3 789 844	5 375 600	1 894 096	16 240	1 613 997	1 910 336	7 285 936	1 590 492	-937 623	7 938 805
	Mars	1 639 408	62 122	3 573 413	11 028	32 500	3 679 063	5 318 471	1 855 703	23 563	1 665 169	1 879 266	7 197 737	1 604 066	-908 061	7 893 742
	Avril	1 667 203	58 877	3 656 253	11 028	32 150	3 758 308	5 425 511	1 821 634	23 764	1 668 569	1 845 398	7 270 909	1 607 258	-808 972	8 069 195
	Mai	1 713 799	61 109	3 744 127	11 028	33 375	3 849 639	5 563 438	1 835 442	24 271	1 747 109	1 859 713	7 423 151	1 586 991	-600 024	8 410 118
	Juin	1 702 574	59 845	3 832 622	11 238	29 772	3 933 507	5 636 081	1 822 396	23 191	1 687 978	1 845 587	7 481 668	1 550 842	-642 033	8 390 477
	Juillet	1 743 397	54 261	4 102 902	11 238	30 513	4 198 914	5 942 311	1 853 828	33 721	1 733 411	1 887 549	7 829 860	1 600 366	-566 234	8 863 992
	Aout	1 772 400	53 432	4 359 061	11 238	31 537	4 455 268	6 227 668	1 882 455	37 795	1 743 670	1 920 250	8 147 918	1 619 505	-709 205	9 058 218
	Septembre	1 803 516	55 366	4 100 933	11 238	31 852	4 199 389	6 002 905	1 852 013	36 895	1 755 928	1 888 908	7 891 813	1 705 587	-680 712	8 916 688
	Octobre	1 804 771	54 128	4 268 880	11 238	28 005	4 362 251	6 167 022	2 006 344	40 637	1 804 285	2 046 981	8 214 003	1 628 570	-678 417	9 164 156
	Novembre	1 825 554	55 100	4 429 406	11 238	25 730	4 521 474	6 347 028	2 054 325	40 615	1 812 130	2 094 940	8 441 968	1 642 175	-559 034	9 525 109
	Décembre	1 971 567	54 390	4 444 181	11 238	41 054	4 550 863	6 522 430	2 052 873	41 834	1 849 806	2 094 707	8 617 137	1 622 377	-708 982	9 530 532

Annexes

**AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME MONETAIRE (au sens large)**

Fin de période	AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME MONETAIRE (en millions de Francs CFA)														
	AVOIRS EXTERIEURS DE LA BEAC					ENGAGEMENTS DE LA BEAC					ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES BANQUES (BCM et AIBE)				
	OR	DTS	Position de réserve au FMI	Cpte d'opérat. (sol. crééd)	Autres avoirs en devises	Total des avoirs extérieurs de la BEAC	Avoirs extérieurs banques (BCM et AIBE)	Recours crédits FMI	Autres engagements	Total	Dettes postale	Autres	Total	Avoirs extérieurs nets du système monétaire	
2009	338 120	1 758	5 483 168	269 831	956 848	7 049 725	582 215	0	281 464	281 464	276 520	6 619 875	6 896 395	6 619 875	
2010	33 539	354 597	1 873	4 736 760	1 621 442	6 748 211	894 411	150 983	503 884	654 867	4 944	280 138	285 082	6 702 673	
2011	138 239	352 071	7 883	6 108 160	1 506 134	8 112 487	916 296	152 732	488 768	641 500	4 944	411 413	416 357	7 970 926	
2009	7 835	1 672	6 702 757	169 124	632 478	7 513 866	176 449	0	292 099	292 099	287 155	7 142 785	7 429 940	7 142 785	
2010	5 605	1 636	5 983 404	508 984	836 614	7 336 243	181 187	0	285 553	285 553	280 609	6 973 763	7 254 372	6 973 763	
2011	340 940	1 612	5 669 958	252 788	701 459	6 966 757	561 220	0	322 030	322 030	317 086	6 505 042	6 822 128	6 505 042	
2009	338 120	1 758	5 483 168	269 831	956 848	7 049 725	582 215	0	281 464	281 464	276 520	6 619 875	6 896 395	6 619 875	
2010	0	348 392	1 819	5 453 044	712 741	6 515 996	870 442	143 191	433 293	576 484	4 944	256 101	261 045	6 548 909	
2011	53 923	371 456	1 946	5 398 661	916 823	6 742 809	881 273	125 805	484 176	609 981	4 944	305 978	310 922	6 703 179	
2009	0	349 898	1 842	4 603 224	1 586 211	6 541 175	740 011	135 760	441 288	577 048	4 944	339 500	344 444	6 359 694	
2010	33 539	354 597	1 873	4 736 760	1 621 442	6 748 211	894 411	150 983	503 884	654 867	4 944	280 138	285 082	6 702 673	
2011	30 709	348 032	1 842	4 793 944	1 388 355	6 562 882	859 129	134 761	489 591	624 352	4 944	347 576	352 520	6 445 139	
2009	32 197	346 542	1 837	4 758 150	1 485 561	6 624 287	988 649	90 224	490 697	580 921	4 944	334 850	339 794	6 692 221	
2010	32 275	340 113	1 803	4 993 654	1 469 650	6 837 495	930 973	88 551	481 181	569 732	4 944	378 447	383 391	6 815 345	
2011	32 929	326 447	1 762	5 059 920	1 487 414	6 908 472	978 273	86 179	470 831	557 010	4 944	390 486	395 430	6 934 305	
2009	33 874	332 179	1 798	5 762 582	1 414 325	7 544 758	1 045 894	130 061	483 579	613 640	4 944	383 540	388 484	7 588 468	
2010	121 775	330 550	7 357	5 952 985	1 475 453	7 888 120	988 352	86 702	467 282	553 984	4 944	442 941	447 885	7 874 603	
2011	132 347	333 943	7 451	5 780 414	1 537 119	7 791 274	1 084 774	87 016	456 059	543 075	4 944	366 980	371 924	7 961 049	
2009	144 462	333 546	7 451	5 797 160	1 341 397	7 797 160	1 015 775	88 485	462 420	550 905	4 944	415 994	420 938	7 841 092	
2010	141 609	344 013	7 684	5 847 076	1 361 149	7 701 531	931 409	91 261	488 043	579 304	4 944	357 643	362 587	7 691 049	
2011	143 811	336 550	7 525	5 795 420	1 328 413	7 611 719	1 047 125	146 197	484 022	630 219	4 944	420 451	425 395	7 603 230	
2009	151 931	343 104	7 684	6 224 892	1 331 704	8 059 315	938 182	148 841	481 038	629 879	4 944	411 413	416 357	7 951 261	
2010	138 239	352 071	7 883	6 108 160	1 506 134	8 112 487	916 296	152 732	488 768	641 500	4 944	411 413	416 357	7 970 926	

## CREANCES NETTES DU SYSTEME MONETAIRE (au sens large) SUR L'ÉTAT

(en millions de FCFA)

Fin de période	BANQUES (BGM & AIBE)															
	BEAC						CREANCES							Dépôts de l'Etat	Créances nettes	Total des créances nettes
	CREANCES			ENGAGEMENTS			Crédits du FMI et divers			Autres						
	Court terme	Moyen terme	Crédit des sur IBL consolidés sur l'Etat	Total des créances	Encaisse du Trésor	Comptes créditeurs	Total des engagements	Créances nettes	Effets publics	Dettes postale	Autres	Total				
2009	295 156	0	76 170	371 326	142 712	2 710 543	2 853 255	-2 481 929	148 386	125 712	4 944	-269 083	288 901	668 639	-379 738	-2 713 281
2010	525 501	0	78 144	603 645	155 237	2 523 776	2 679 013	-2 075 368	150 983	148 780	4 944	-206 793	453 018	718 098	-265 080	-2 189 465
2011	475 194	0	79 306	554 500	152 734	3 336 955	3 489 689	-2 935 189	152 732	197 692	4 944	-79 576	566 868	827 165	-260 297	-3 042 754
2009	104 471	0	75 734	180 205	138 458	3 185 514	3 323 972	-3 143 767	78 982	152 226	4 944	-305 820	273 434	650 954	-377 520	-3 442 305
2010	114 955	0	76 436	191 391	138 654	3 097 497	3 236 151	-3 044 760	76 927	141 479	4 944	-263 256	302 906	855 292	-552 386	-3 520 219
2011	223 850	0	78 165	302 015	112 587	2 611 993	2 724 180	-2 422 165	139 685	123 424	4 944	-343 305	295 811	665 294	-369 483	-2 651 963
2009	295 156	0	76 170	371 326	142 712	2 710 543	2 853 255	-2 481 929	148 386	125 712	4 944	-269 083	288 901	668 639	-379 738	-2 713 281
2010	344 066	0	76 264	420 330	156 158	2 704 311	2 860 469	-2 440 139	143 191	104 790	4 944	-301 706	279 722	731 737	-452 015	-2 748 963
2011	391 313	0	76 938	468 251	152 764	2 840 044	2 992 808	-2 524 557	125 805	113 113	4 944	-257 240	357 685	906 283	-548 598	-2 947 350
2009	413 678	0	77 503	491 181	146 758	2 266 970	2 413 728	-1 922 547	135 760	115 933	4 944	-239 430	342 562	736 880	-394 328	-2 161 115
2010	525 501	0	78 144	603 645	155 237	2 523 776	2 679 013	-2 075 368	150 983	148 780	4 944	-206 793	453 018	718 098	-265 080	-2 189 465
2011	484 145	0	78 467	562 612	151 548	2 457 952	2 609 500	-2 046 888	134 761	177 858	4 944	-154 290	475 006	749 948	-274 942	-2 187 069
2009	484 714	0	78 456	563 170	159 200	2 581 846	2 741 046	-2 177 876	90 224	169 578	4 944	-147 376	438 489	761 920	-323 431	-2 411 083
2010	483 374	0	78 770	562 144	154 138	2 829 965	2 984 103	-2 421 959	88 551	183 236	4 944	-134 936	439 740	794 569	-354 829	-2 688 237
2011	483 984	0	79 079	563 063	155 931	2 928 949	3 084 880	-2 521 817	86 179	176 665	4 944	-137 159	424 795	749 957	-325 162	-2 780 800
2009	484 613	0	79 067	563 680	119 149	3 320 353	3 439 502	-2 875 822	130 061	172 475	4 944	-116 344	502 240	808 441	-306 201	-3 051 962
2010	483 254	0	78 726	561 980	151 167	3 726 169	3 877 336	-3 315 356	86 702	174 994	4 944	-53 028	505 900	859 801	-353 901	-3 582 555
2011	483 884	0	79 048	562 932	151 174	3 518 283	3 669 457	-3 106 525	87 016	189 746	4 944	-22 984	525 035	850 577	-325 542	-3 345 051
2009	482 514	0	79 036	561 550	150 481	3 076 679	3 227 160	-2 665 610	88 485	168 564	4 944	-76 486	479 363	881 477	-402 114	-2 979 239
2010	482 384	0	79 350	561 734	162 248	3 120 133	3 282 381	-2 720 647	91 261	175 689	4 944	-155 981	428 267	774 329	-346 062	-2 975 448
2011	483 155	0	79 004	562 159	163 848	3 116 608	3 280 496	-2 718 297	146 197	174 065	4 944	-117 312	517 851	849 286	-331 415	-2 903 515
2009	483 902	0	78 992	562 894	151 433	3 157 597	3 309 030	-2 746 136	148 841	171 816	4 944	-77 646	557 177	870 248	-313 071	-2 910 366
2010	475 194	0	79 306	554 500	152 734	3 336 955	3 489 689	-2 935 189	152 732	197 692	4 944	-79 576	566 868	827 165	-260 297	-3 042 754

CREANCES DU SYSTEME MONETAIRE (au sens large) SUR LE RESTE DE L'ECONOMIE

(en millions de FCFA)

Fin de périodes	REPARTITION SELON LA DUREE DU CREDIT					REPARTITION SELON LA NATURE DES BENEFICIAIRES					REFINANCEMENT DE LA BEAC								
	COURT TERME		MOYEN TERME		LONG TERME	INSTITUTIONS FINANCIERES NON MONETAIRES		Entreprises publ. non financières		Secteur privé		Total des cré-dits à l'écono-mie		COURT TERME		COURT TERME		Total des refinance-ments de la BEAC	
	Crédits de cam-pagne	Autres crédits	Crédits de cam-pagne	Autres crédits	Total	I.B.L.	A.L.B.N.E	I.F.N.B.	Total	publ.	non financières	Secteur privé	Total des cré-dits à l'écono-mie	BCM	AIBE	BCM	AIBE		
	Total	Total	Total	Total	Total														
2009	52 455	1 770 584	1 823 039	0	1 102 747	1 102 747	108 412	3 034 198	4	139	68 680	177 231	215 953	2 749 422	3 034 198	5 000	0	0	5 000
2010	31 191	2 196 644	2 227 835	2 954	1 288 426	1 291 380	108 542	3 627 757	4	119	152 961	261 622	196 291	3 278 362	3 627 757	0	0	0	0
2011	41 150	2 774 989	2 816 139	0	1 674 999	1 674 999	111 222	4 602 360	5	1 626	177 768	290 616	196 451	4 226 510	4 602 360	0	0	0	2 450
2009	51 240	1 770 883	1 822 133	1 202	1 022 780	1 023 982	75 855	2 921 970	341	48	114 023	189 926	225 501	2 582 057	2 921 970	8 663	0	0	8 663
2010	39 918	1 781 368	1 821 286	1 369	1 019 955	1 021 324	83 697	2 926 307	341	57	84 080	167 834	197 713	2 644 116	2 926 307	11 155	0	0	11 155
2011	51 201	1 725 934	1 777 135	0	1 070 415	1 070 415	96 679	2 944 229	341	57	92 048	188 784	205 361	2 646 422	2 944 229	17 880	0	0	17 880
2009	52 455	1 770 584	1 823 039	0	1 102 747	1 102 747	108 412	3 034 198	4	139	68 680	177 231	215 953	2 749 422	3 034 198	5 000	0	0	5 000
2010	37 929	2 030 471	2 068 400	0	1 123 016	1 123 016	85 670	3 277 086	3	171	162 552	248 393	202 190	2 912 170	3 277 086	956	0	0	956
2011	40 464	2 164 916	2 205 380	0	1 145 445	1 145 445	90 806	3 441 631	4	145	124 260	215 211	221 837	3 095 385	3 441 631	1 950	0	0	1 950
2009	40 156	2 142 034	2 182 190	0	1 204 842	1 204 842	89 577	3 476 609	9	244	134 457	224 278	153 399	3 188 500	3 476 609	1 000	0	0	1 000
2010	31 191	2 196 644	2 227 835	2 954	1 288 426	1 291 380	108 542	3 627 757	4	119	152 961	261 622	196 291	3 278 362	3 627 757	0	0	0	0
2011	31 292	2 203 078	2 234 370	1 293	1 312 758	1 314 051	107 093	3 655 514	4	268	119 925	227 286	187 701	3 347 616	3 655 514	0	0	0	0
2009	25 979	2 201 803	2 227 782	1 467	1 313 256	1 314 723	115 162	3 657 667	4	162	125 482	240 806	181 374	3 350 645	3 657 667	1 737	0	0	1 737
2010	30 107	2 271 751	2 301 858	1 329	1 358 796	1 360 125	104 651	3 766 634	4	147	182 117	286 915	202 755	3 381 611	3 766 634	5 100	0	0	5 100
2011	20 781	2 384 980	2 405 761	1 229	1 370 354	1 371 583	118 346	3 885 690	4	187	174 795	293 328	189 595	3 531 109	3 885 690	0	0	0	0
2009	26 184	2 347 059	2 373 243	4 937	1 382 856	1 387 793	112 576	3 873 612	43	221	178 639	291 436	205 812	3 498 897	3 873 612	300	0	0	300
2010	28 493	2 532 294	2 560 767	5 007	1 414 195	1 419 202	118 440	4 098 429	4	79	184 176	302 695	193 007	3 721 163	4 098 429	2 300	0	0	2 300
2011	28 940	2 659 163	2 688 103	4 995	1 434 706	1 439 701	120 190	4 247 994	11	88	181 230	301 508	192 075	3 874 590	4 247 994	3 800	0	0	3 800
2009	31 599	2 570 617	2 602 216	1 525	1 472 350	1 473 875	120 274	4 196 365	5	150	152 263	272 687	181 860	3 862 087	4 196 365	3 450	0	0	3 450
2010	33 153	2 649 750	2 682 903	0	1 409 084	1 409 084	109 100	4 201 087	6	446	143 293	252 839	170 330	3 887 012	4 201 087	3 150	0	0	3 150
2011	42 714	2 799 854	2 842 588	0	1 508 131	1 508 131	113 742	4 464 441	6	1 671	154 205	269 618	176 897	4 131 662	4 464 441	2 450	0	0	2 450
2009	44 202	2 768 341	2 812 543	0	1 557 864	1 557 864	113 807	4 484 214	6	1 433	231 969	347 209	195 041	4 055 765	4 484 214	2 450	0	0	2 450
2010	41 150	2 774 989	2 816 139	0	1 674 999	1 674 999	111 222	4 602 360	5	1 626	177 768	290 616	196 451	4 226 510	4 602 360	2 450	0	0	2 450

## POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT VIS-A-VIS DU SYSTEME MONETAIRE (au sens large)

(en millions de francs CFA)

Fin de période	POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT VIS-A-VIS DE LA BEAC											P.N.G. du FMI	P.N.G. VIS-A-VIS DES BANQUES	Total des P.N.G.
	CREANCES			ENGAGEMENTS				Crédits du FMI ET divers	Crédit au Gouvernement	Dépôts du gouvernement	P.N.G. vis-à-vis des banques			
	Court terme	Moyen terme	Créances sur les IFL consolidés sur l'Etat	Total des créances	Encaisse du Trésor	Compte créateur	Total des engagements							
2009	295 156	0	76 170	371 326	142 712	2 703 870	2 846 582	-2 475 256	148 386	236 726	369 335	-132 609	-2 459 479	
2010	525 501	0	78 144	603 645	155 237	2 471 275	2 626 512	-2 022 867	150 983	396 777	405 435	-8 658	-1 880 542	
2011	475 194	0	79 306	554 500	152 734	3 306 702	3 459 436	-2 904 936	152 732	516 038	500 973	15 065	-2 737 139	
2009	104 471	0	75 734	180 205	138 458	3 173 095	3 311 553	-3 131 348	78 982	220 878	365 080	-144 202	-3 196 568	
2010	114 955	0	76 436	191 391	138 654	3 092 693	3 231 347	-3 039 956	76 927	240 590	550 037	-309 447	-3 272 476	
2011	223 850	0	78 165	302 015	112 587	2 606 619	2 719 206	-2 417 191	139 685	242 723	358 262	-115 539	-2 393 045	
2009	295 156	0	76 170	371 326	142 712	2 703 870	2 846 582	-2 475 256	148 386	236 726	369 335	-132 609	-2 459 479	
2010	344 066	0	76 264	420 330	156 158	2 683 323	2 839 481	-2 419 151	143 191	235 304	387 005	-151 701	-2 427 661	
2011	391 313	0	76 938	468 251	152 764	2 815 082	2 967 846	-2 499 595	125 805	304 805	557 594	-252 789	-2 626 579	
2009	413 678	0	77 503	491 181	146 758	2 249 384	2 396 142	-1 904 961	135 760	293 329	421 619	-128 290	-1 897 491	
2010	525 501	0	78 144	603 645	155 237	2 471 275	2 626 512	-2 022 867	150 983	396 777	405 435	-8 658	-1 880 542	
2011	484 145	0	78 467	562 612	151 548	2 410 048	2 561 596	-1 998 984	134 761	410 920	443 902	-32 982	-1 897 205	
2009	484 714	0	78 456	563 170	159 200	2 531 016	2 690 216	-2 127 046	90 224	380 793	408 473	-27 680	-2 064 502	
2010	483 374	0	78 770	562 144	154 138	2 776 664	2 930 802	-2 368 668	88 551	390 978	473 788	-82 810	-2 362 917	
2011	483 984	0	79 079	563 063	155 931	2 912 824	3 068 755	-2 505 682	86 179	367 024	452 536	-85 512	-2 505 025	
2009	484 613	0	79 067	563 680	119 149	3 303 969	3 423 118	-2 859 488	130 061	449 667	543 793	-94 126	-2 823 503	
2010	483 254	0	78 726	561 980	151 167	3 704 506	3 855 673	-3 283 683	86 702	464 028	584 653	-120 625	-3 327 616	
2011	483 884	0	79 048	562 932	151 174	3 494 042	3 645 216	-3 082 284	87 016	456 407	571 813	-115 406	-3 110 674	
2009	482 514	0	79 036	561 550	150 481	3 051 400	3 201 881	-2 640 331	88 485	435 750	590 606	-154 856	-2 706 702	
2010	482 384	0	79 350	561 734	162 248	3 091 698	3 253 946	-2 682 212	91 261	379 157	439 180	-60 023	-2 660 974	
2011	483 155	0	79 004	562 159	163 848	3 090 531	3 254 379	-2 682 220	146 197	472 679	501 949	-29 270	-2 575 283	
2009	483 902	0	78 992	562 894	151 433	3 125 025	3 276 458	-2 713 584	148 841	511 872	546 150	-34 278	-2 599 001	
2010	475 194	0	79 306	554 500	152 734	3 306 702	3 459 436	-2 904 936	152 732	516 038	500 973	15 065	-2 737 139	

## EVOLUTION DES CONCOURS DE LA BEAC AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES PLACEMENTS DES BANQUES ET CCP SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

*(Moyennes mensuelles en millions de FCFA)*

PAYS	INTERVENTIONS EN FAVEUR DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Marché Monétaire - Niveau 2)							TOTAL GENERAL DES INTERVEN- TIONS	Volume des trans- actions interbanc. (montants effectifs des transactions)	Placements des Banques & CCP auprès de la BEAC (Appels d'offres négatifs)
	GUICHET "A"				GUICHET "B"					
	Appels d'offres de 7 jours	Pensions de 2 à 7 jours	Avances exceptionnelles garanties par des certi- ficats de placement	Interventions Ponctuelles (IP)	Avances au taux de pénalité	TOTAL	Crédits à moyen terme irrévocables			
<b>1. CAMEROUN</b>										
DEC. 10	349	7	1 258	0	0	1 614	227	1 841	11 980	369 999
JANV. 11	359	6	0	0	0	365	216	581	16 480	321 032
FEV. 11	351	6	0	0	0	357	206	563	5 000	279 607
MARS 11	357	4	0	0	0	361	196	557	9 500	236 887
AVRIL 11	353	4	0	0	1	358	186	544	0	217 917
MAI 11	365	2	129	0	0	496	186	682	2 000	192 436
JUIN 11	362	7	0	0	0	369	175	544	12 500	112 134
JUILLET 11	1 230	5	0	0	1	235	165	400	0	98 984
AOUT 11	2 432	5	0	0	0	437	154	591	0	36 210
SEPT. 11	840	8	0	0	0	848	144	992	3 000	20 333
OCT. 11	385	0	0	0	0	385	134	519	0	62 452
NOV. 11	385	0	0	0	0	385	113	498	0	28 067
DEC. 11	2 642	0	0	0	0	2 642	103	2 745	8 000	19 258
<b>2. REP. CENTRAFRICAINE</b>										
DEC. 10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000
JANV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 322
FEV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 646
MARS 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 903
AVRIL 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 167
MAI 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 294
JUIN 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 427
JUILLET 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	968
AOUT 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SEPT. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
OCT. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	161
NOV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEC. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>3. CONGO</b>										
DEC. 10	0	0	0	0	0	0	7 640	7 640	0	192 936
JANV. 11	0	0	0	0	0	0	7 640	7 640	0	177 822
FEV. 11	0	0	0	0	0	0	7 640	7 640	0	178 767
MARS 11	0	0	0	0	0	0	7 640	7 640	0	140 403
AVRIL 11	0	0	0	0	0	0	7 640	7 640	0	163 000
MAI 11	0	0	0	0	0	0	7 640	7 640	0	189 081
JUIN 11	0	0	0	0	0	0	7 617	7 617	0	102 850
JUILLET 11	0	0	0	0	0	0	6 956	6 956	0	90 871
AOUT 11	0	0	0	0	0	0	6 956	6 956	0	27 419
SEPT. 11	0	0	0	0	0	0	6 956	6 956	0	30 666
OCT. 11	0	0	0	0	0	0	6 956	6 956	0	108 258
NOV. 11	0	0	0	0	0	0	6 956	6 956	0	22 667
DEC. 11	0	0	0	0	0	0	6 272	6 272	0	13 548

## EVOLUTION DES CONCOURS DE LA BEAC AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES PLACEMENTS DES BANQUES ET CCP SUR LE MARCHE MONETAIRE

(Moyennes mensuelles en millions de FCFA, sauf indications contraires)

PAYS	INTERVENTIONS EN FAVEUR DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Marché Monétaire - Niveau 2)								PLACEMENTS DES BANQUES & CCP AUPRES DE LA BEAC (appels d'offr. négatifs)	
	GUICHET "A"					TOTAL	Crédits à M.T. irrévocabl.	TOTAL GENERAL DES INTER- VENTIONS		Volume des transactions interbanc. (montants effectifs des transactions)
	Appels d'offres de 7 jours	Pensions de 2 à 7 jours	Av. except.garanties p/des cert.placem.	Intervention Ponctuelle (IP)	Avances au taux de pénalité					
<b>4. GABON</b>										
DEC. 10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166 613
JANV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	189 371
FEV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	157 625
MARS 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	171 537
AVRIL 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 772
MAI 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 855
JUIN 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 417
JUILLET 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 854
AOUT 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SEPT. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
OCT. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106 452
NOV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 000
DEC. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
<b>5. GUINEE EQUATORIALE</b>										
DEC. 10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	191 581
JANV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 968
FEV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	157 393
MARS 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 548
AVRIL 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	82 767
MAI 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 742
JUIN 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500
JUILLET 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 871
AOUT 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SEPT. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000
OCT. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 226
NOV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEC. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>6. TCHAD</b>										
DEC. 10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 161
JANV. 11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 258
FEV. 11	125	148	0	0	0	273	0	273	0	0
MARS 11	2 639	1 490	0	0	0	4 129	0	4 129	0	0
AVRIL 11	1 683	1 220	0	0	0	2 903	0	2 903	0	1 867
MAI 11	656	0	129	0	0	785	0	785	0	2 032
JUIN 11	1 197	0	0	0	0	1 197	0	1 197	0	0
JUILLET 11	2 435	0	0	0	0	2 435	0	2 435	0	0
AOUT 11	2 300	116	0	0	0	2 416	0	2 416	0	0
SEPT. 11	2 660	0	0	0	0	2 660	0	2 660	0	0
OCT. 11	2 947	169	0	0	0	3 116	0	3 116	0	0
NOV. 11	1 878	0	0	0	0	1 878	0	1 878	0	0
DEC. 11	2 450	0	0	0	0	2 450	0	2 450	0	0
<b>7. CEMAC</b>										
DEC. 10	349	7	1 258	0	0	1 614	7 867	9 481	11 980	926 290
JANV. 11	359	6	0	0	0	365	7 856	8 221	16 480	872 773
FEV. 11	476	154	0	0	0	630	7 846	8 476	5 000	775 038
MARS 11	2 996	1 494	0	0	0	4 490	7 836	12 326	9 500	648 278
AVRIL 11	2 036	1 224	0	0	1	3 261	7 826	11 087	0	618 490
MAI 11	1 021	2	258	0	0	1 281	7 826	9 107	2 000	570 440
JUIN 11	1 559	7	0	0	0	1 566	7 792	9 358	12 500	287 328
JUILLET 11	3 665	5	0	0	0	3 670	7 121	10 791	0	271 548
AOUT 11	4 732	121	0	0	0	4 853	7 110	11 963	0	63 629
SEPT. 11	3 500	8	0	0	0	3 508	7 100	10 608	3 000	65 066
OCT. 11	3 332	169	0	0	0	3 501	7 090	10 591	0	300 549
NOV. 11	2 263	0	0	0	0	2 263	7 069	9 332	0	84 734
DEC. 11	5 092	0	0	0	0	5 092	6 375	11 467	8 000	42 806

EVOLUTION DES TAUX D'INTERET DE LA BEAC ET DES CONDITIONS DE BANQUE

(en pourcentage)

RUBRIQUES	03.03.06	27.03.06	09.06.06	01.09.06	10.10.06	11.12.06	13.03.07	14.06.07	03.07.08	23.10.08	18.12.08	26.03.09	02.07.09	29.07.10	01.11.11	19.12.11
	26.03.06	06.06.06	31.08.06	09.10.06	10.12.06	12.03.07	13.06.07	02.07.08	22.10.08	17.12.08	25.03.09	01.07.09	28.07.10	31.10.11	18.12.11	31.12.11
<b>I - OPERATIONS DES TRESORS</b> (Hors Marché)																
. Taux des avances aux Trésors	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,50	5,50	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00
. Taux de pénalité aux Trésors	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
. Taux des dépôts spéciaux	1,55	Supprimé														
<b>II - MARCHÉ MONÉTAIRE</b>																
A- Injections de liquidités																
1- Guichet "A"																
. Taux des appels d'offres (TIAO)	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,50	5,50	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00
. Taux des prises en pension (TIPP)	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,25	7,25	6,50	6,25	6,00	5,75	5,75	5,75
. Taux des interventions Ponctuelles (TISP)	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,00-12	7,25-12	7,25-12	6,5-12	6,25-12	6,0-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0
. Taux des Av excepts/Cert.De Plac (TACP)*	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,50	5,50	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	10,00	10,00	10,00	10,00
2- Guichet "B"																
. Taux s/nouveaux crédits d'invest.products**	5,7500	5,7500	5,7500	5,7500	5,7500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	5,2500	4,2500	4,2500	4,0000	4,0000
. Taux effectifs anciens CMT Irrévocables	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35	4,30-6,35
B- Ponctions de liquidités (Appels d'offres négatifs)																
. Taux d'imérêt sur placements à 7 jours "TISP"	1,5500	1,5500	1,5500	1,5500	1,5500	1,6500	1,7000	1,9500	2,2000	2,2000	1,3000	1,0000	0,8500	0,6000	0,6000	0,6000
. Taux d'imérêt sur placements à 28 jours "TISP"	1,6125	1,6125	1,6125	1,6125	1,6125	1,7125	1,7625	2,0125	2,2625	2,2625	1,3625	1,0625	0,9125	0,6625	0,6625	0,6625
. Taux d'imérêt sur placements à 84 jours "TISP"	1,6750	1,6750	1,6750	1,6750	1,6750	1,7750	1,8250	2,0750	2,3250	2,3250	1,4250	1,1250	0,9750	0,7250	0,7250	0,7250
<b>III - CONDITIONS DE BANQUE</b>																
- Libres, avec 2 bornes :																
1- Taux débiteur maximum (TDM)**	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	Supprimé							
2- Taux créateur minimum (TCM)	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

\* Le taux des avances exceptionnelles garanties par la remise des Certificats de Placement est égal au TIAO.  
 \*\* Le taux applicable sur les nouveaux crédits est le TIAO en vigueur lors de la mise en place du crédit (TIAO Initial). Il peut être revu à la baisse, ainsi qu'à la hausse (TIAO Pondéré) sans pouvoir dépasser le TIAO Initial.  
 Le TIAO pondéré du deuxième trimestre 2007 est de 5,62500 %.

## EVOLUTION DES COEFFICIENTS ET DU TAUX DE REMUNERATION DES RESERVES OBLIGATOIRES <sup>(1)</sup>

(en pourcentage)

RUBRIQUES	01.09.01	31.12.01	01.08.02	12.12.02	11.03.03	01.07.04	20.01.05	03.03.06	13.03.07	20.03.08	03.07.08	18.12.08	26.03.09	02.07.09
	30.12.01	31.07.02	11.12.02	10.03.03	30.06.04	19.01.05	02.03.06	12.03.07	19.03.08	02.07.08	17.12.08	25.03.09	01.07.09	31.12.11
<b>I - COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES <sup>(2)</sup></b>														
<i>- Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante (Guinée Equatoriale)</i>														
1. Coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV)	-	-	-	-	-	-	7,75	10,00	12,50	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00
2. Coefficients applicables sur les dépôts à terme (DAT)	-	-	-	-	-	-	5,75	7,00	9,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
<i>- Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante (Cameroun, Congo et Gabon)</i>														
1. Coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV)	1,00	2,50	3,50	6,00	7,75	7,75	7,75	7,75	10,25	11,75	11,75	11,75	11,75	11,75
2. Coefficients applicables sur les dépôts à terme (DAT)	0,50	1,50	2,50	4,00	5,75	5,75	5,75	5,75	8,25	9,25	9,25	9,25	9,25	9,25
<i>- Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile (Tchad)</i>														
1. Coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV)	-	-	2,00	3,00	5,00	5,00	5,00	5,00	7,50	9,00	9,00	9,00	7,75	7,75
2. Coefficients applicables sur les dépôts à terme (DAT)	-	-	1,00	1,75	3,00	3,00	3,00	3,00	5,50	6,50	6,50	6,50	5,25	5,25
<b>II - TAUX DE REMUNERATION DES RESERVES OBLIGATOIRES</b>														
	1,20	1,10	1,10	0,80	0,70	0,55	0,40	0,30	0,35	0,35	0,50	0,15	0,10	0,05

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité. Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été uniformisé depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 7 %.

(3) Les banques du Congo appartiennent désormais au Groupe I depuis le 03 juillet 2008 (Décision N° 02/CPM/2008)

### EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA CEMAC

	2009		2010			2011				
	DEC	MAR	JUIN	SEPT	DEC	MAR	JUIN	SEP	DEC	
Cameroun	1 769 653	1 760 853	1 743 471	1 737 666	1 845 375	1 841 442	1 672 814	1 540 608	1 627 286	
République Centrafricaine	19 131	21 874	17 187	9 283	10 029	17 734	25 572	5 772	13 316	
Congo	1 831 275	1 993 458	2 035 821	2 166 366	2 325 208	2 470 882	2 792 181	3 082 318	3 056 241	
Gabon	972 958	998 736	1 051 159	895 526	896 269	946 306	1 128 890	1 122 160	1 046 464	
Guinée Equatoriale	1 561 361	1 313 971	1 368 638	1 060 957	1 156 706	1 028 428	1 682 494	1 299 248	1 588 327	
Tchad	237 541	265 787	349 450	298 834	302 444	380 262	394 493	432 181	455 713	
Sces Ctrx	324 484	308 587	311 245	311 532	321 460	272 392	298 997	336 155	353 539	
CEMAC (échelle de droite)	6 619 875	7 142 785	6 973 763	6 505 042	6 702 673	6 548 909	6 703 179	6 359 694	7 970 946	

### EVOLUTION DES CREDITS A L'ECONOMIE DANS LA CEMAC

	2009		2010			2011				
	DEC	MAR	JUIN	SEPT	DEC	MAR	JUIN	SEP	DEC	
Cameroun	1 378 971	1 506 150	1 503 614	1 503 452	1 593 986	1 669 294	1 785 536	1 867 501	1 943 291	
République Centrafricaine	67 636	66 228	69 889	83 670	88 683	98 038	102 105	120 211	105 220	
Congo	235 401	246 048	270 190	286 590	343 506	380 811	421 375	411 977	472 829	
Gabon	625 564	619 146	607 846	651 235	647 381	653 708	746 566	727 157	904 002	
Guinée Equatoriale	426 100	520 005	587 714	593 014	581 299	592 446	657 377	678 847	732 964	
Tchad	204 080	218 839	223 062	229 288	243 868	244 154	238 252	265 485	291 197	
CEMAC (échelle de droite)	3 034 198	2 921 970	2 926 307	2 944 229	3 627 757	3 277 086	3 441 631	3 476 609	4 602 360	

### EVOLUTION DES CREANCES NETTES SUR LES ETATS DE LA CEMAC

	2009		2010			2011				
	DEC	MAR	JUIN	SEPT	DEC	MAR	JUIN	SEP	DEC	
Cameroun	- 579 251	- 627 055	- 673 963	- 532 981	- 639 591	- 766 906	- 649 862	- 564 985	- 518 658	
République Centrafricaine	93 563	84 750	90 364	95 353	98 542	103 548	106 178	114 448	120 250	
Congo	- 962 017	- 1 124 961	- 1 163 092	- 1 197 948	- 1 316 258	- 1 429 023	- 1 605 545	- 1 542 738	- 1 685 484	
Gabon	- 191 873	- 201 754	- 149 390	- 111 798	60 757	177	- 166 089	- 107 331	75 000	
Guinée Equatoriale	- 1 124 659	- 948 554	- 1 054 967	- 546 353	- 496 949	- 561 416	- 1 214 775	- 806 229	- 1 022 210	
Tchad	62 222	69 893	36 324	130 691	105 113	22 207	14 608	- 9 614	- 10 608	
CEMAC (échelle de droite)	- 2 713 281	- 3 442 305	- 3 520 219	- 2 651 963	- 2 189 465	- 2 651 963	- 2 947 350	- 2 181 115	- 3 041 722	

### EVOLUTION DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE DE LA CEMAC

	2009		2010			2011				
	DEC	MAR	JUIN	SEPT	DEC	MAR	JUIN	SEP	DEC	
Cameroun	447 561	377 005	378 840	418 617	500 532	424 897	397 022	472 250	509 160	
République Centrafricaine	78 710	79 339	80 631	88 273	94 408	99 668	106 453	107 318	105 428	
Congo	342 217	321 786	352 552	361 926	408 440	396 797	427 966	446 652	488 213	
Gabon	248 492	219 851	213 494	217 971	221 158	208 887	237 554	252 877	288 655	
Guinée Equatoriale	127 353	126 477	126 534	140 345	168 613	175 324	185 944	194 893	225 076	
Tchad	280 100	285 329	310 611	326 301	333 938	333 835	347 635	329 526	356 206	
CEMAC (échelle de droite)	1 524 433	1 378 995	1 379 659	1 444 404	1 727 089	1 409 787	1 462 662	1 553 433	1 972 738	

## EVOLUTION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE DE LA CEMAC

	2009		2010				2011			
	DEC	MAR	JUIN	SEPT	DEC	MAR	JUIN	SEP	DEC	
Cameroun	976 757	950 908	1 021 182	1 065 241	1 091 818	1 126 212	1 167 142	1 189 494	1 272 143	
République Centrafricaine	52 806	51 387	56 013	51 000	55 018	68 290	69 373	62 882	61 691	
Congo	548 956	589 648	624 978	713 290	843 353	887 022	1 000 552	1 300 602	1 205 310	
Gabon	520 328	561 481	626 359	595 724	706 641	689 881	822 682	702 056	964 773	
Guinée Equatoriale	483 794	590 240	494 770	788 150	758 837	664 431	634 595	669 619	756 218	
Tchad	163 020	215 637	234 550	232 148	230 768	234 714	224 023	257 837	269 651	
CEMAC (échelle de droite)	2 751 801	2 672 810	2 548 625	2 769 940	3 698 536	2 968 790	3 066 884	3 459 352	4 550 863	

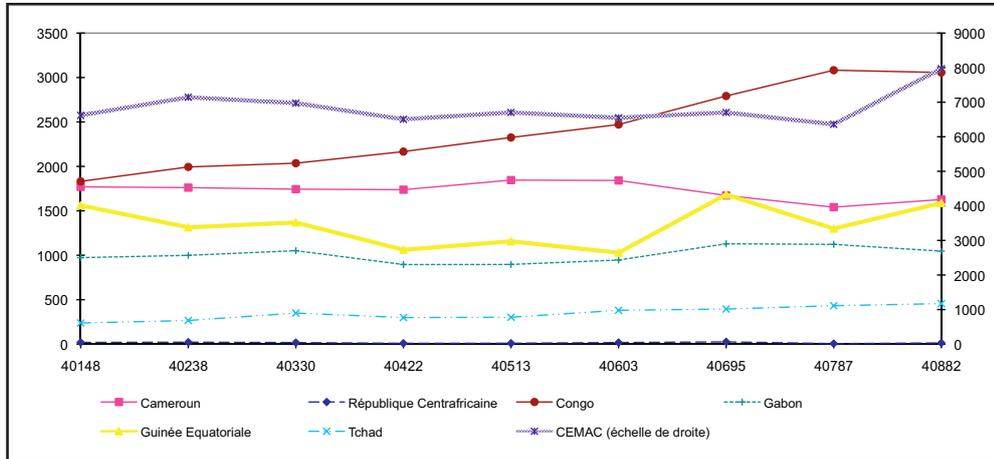
## EVOLUTION DE LA QUASI-MONNAIE DE LA CEMAC

	2009		2010				2011			
	DEC	MAR	JUIN	SEPT	DEC	MAR	JUIN	SEP	DEC	
Cameroun	875 486	958 377	959 958	1 017 453	1 033 061	1 002 670	1 027 865	1 046 322	1 099 619	
République Centrafricaine	24 856	27 215	30 371	31 415	29 806	32 390	35 811	38 340	39 005	
Congo	137 412	148 157	143 014	152 048	163 176	180 272	180 901	189 048	209 175	
Gabon	402 692	414 758	434 537	419 563	475 046	514 249	442 856	458 453	569 306	
Guinée Equatoriale	84 103	79 099	81 858	90 545	107 651	102 037	110 994	101 119	117 021	
Tchad	33 069	31 661	32 976	41 257	35 344	41 147	40 173	47 557	50 908	
CEMAC (échelle de droite)	1 562 746	1 528 928	1 499 249	1 540 318	1 849 806	1 665 169	1 687 978	1 755 928	2 094 707	



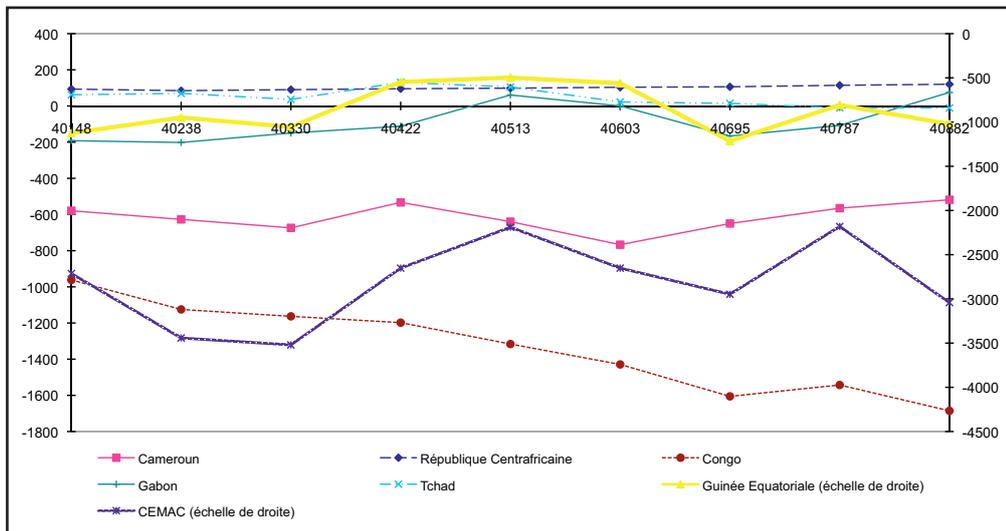
## GRAPHIQUES

### EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME MONETAIRE



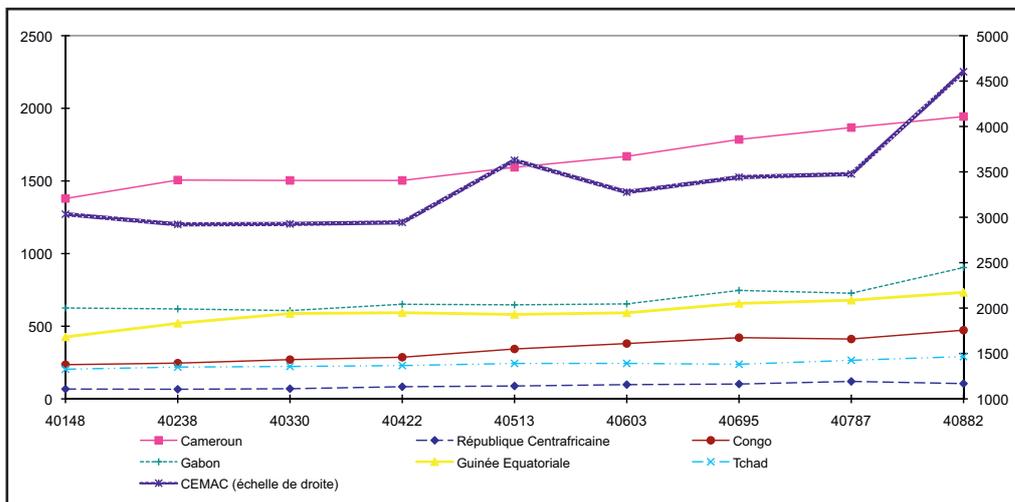
En milliards de FCFA

### EVOLUTION DES CREANCES NETTES SUR LES ETATS



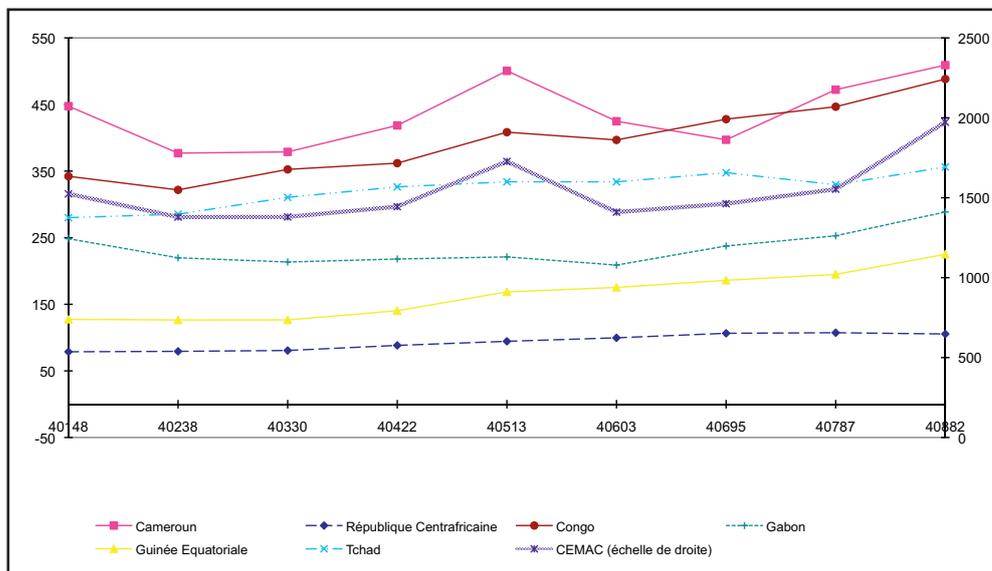
En milliards de FCFA

### EVOLUTION DES CREDITS A L'ECONOMIE



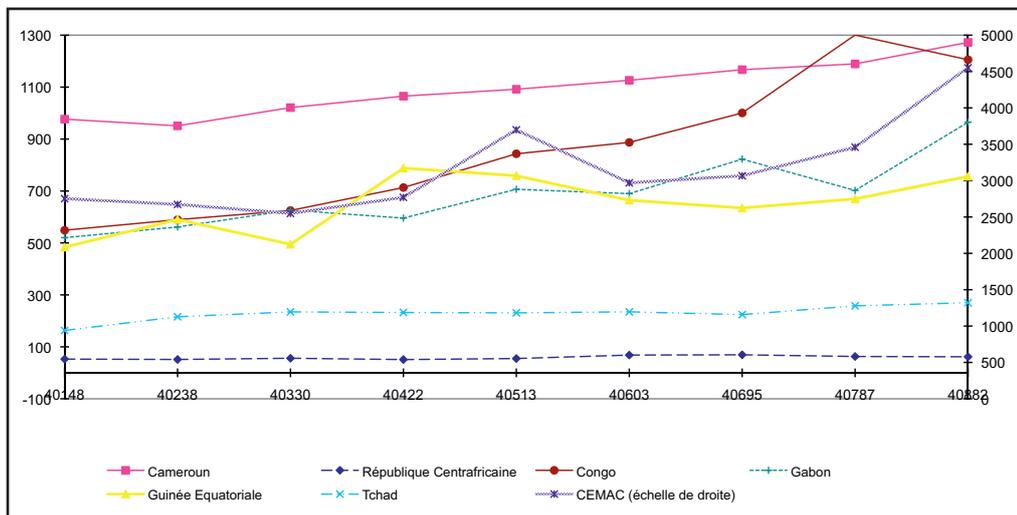
En milliards de FCFA

### EVOLUTION DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE



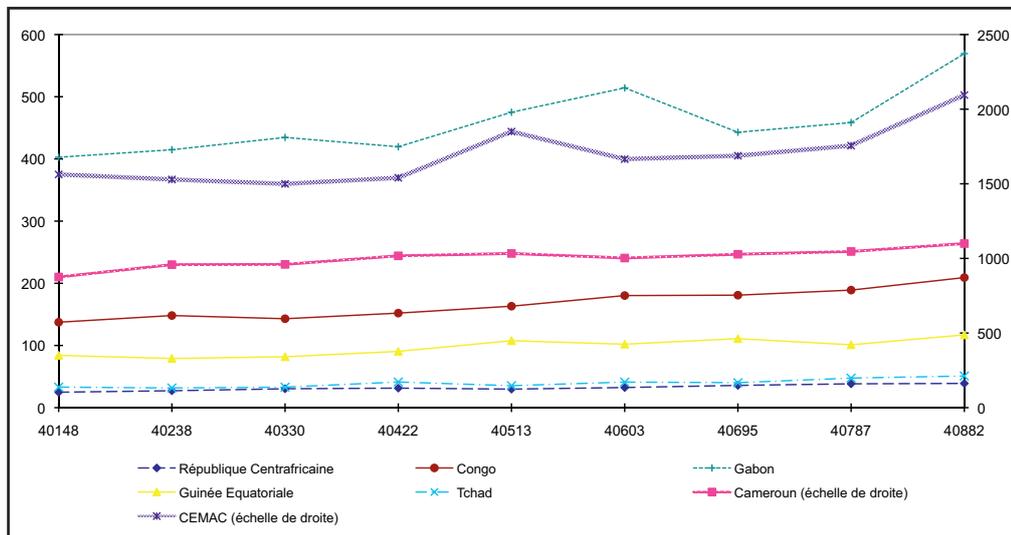
En milliards de FCFA

### EVOLUTION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE



En milliards de FCFA

### EVOLUTION DE LA QUASI-MONNAIE



En milliards de FCFA

# Autres Annexes



## SOMMAIRE DES AUTRES ANNEXES

- Evolution de la circulation fiduciaire par Etat .....	289
- Evolution des versements des banques et des comptables publics.....	289
- Evolution des prélèvements des banques et des comptables publics.....	290
- Encaisses des Etats de la CEMAC par mois .....	291
- Billets de la zone d'émission exportés hors de leur territoire d'émission.....	292
- Evolution des encaisses et de la circulation fiduciaire moyennes .....	292
- Evolution comparée encaisses / circulation fiduciaire moyenne .....	293
- Récapitulation des destructions de billets usés .....	294
- Evolution des effectifs de la BEAC par pays ou centre .....	296
- Structure des effectifs de la BEAC par pays ou centre .....	296
- Répartition du personnel de la BEAC par tranches d'âge et par sexe .....	297
- Evolution des effectifs de la BEAC de 1976 à 2011.....	298

**EVOLUTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE PAR ÉTAT**  
(en millions de FCFA)  
(Au 31 Décembre)

ETATS	Montants						Variations en %	
	31 déc. 09	31 déc. 10	31 déc. 11	2009/2010	2010/2010			
CAMEROUN	582 134	639 164	661 995	9,80 %	3,57 %			
RCA	86 425	98 780	110 801	14,30 %	12,17 %			
CONGO	434 646	483 506	564 028	11,24 %	16,65 %			
GABON	340 442	334 623	403 005	- 1,71 %	20,44 %			
GUINEE EQUATORIALE	143 647	182 936	250 569	27,35 %	36,97 %			
TCHAD	309 996	368 399	400 330	18,84 %	8,67 %			
CEMAC	1 897 290	2 107 408	2 390 728	11,07 %	13,44 %			

**ÉVOLUTION DES VERSEMENTS DES BANQUES ET DES COMPTABLES PUBLICS**

(en millions de FCFA)  
(cumul du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre)

ETATS	BILLETS			PIECES			TOTAL BILLETS ET PIECES			VARIATION en %
	2010	2011	2011	2010	2011	2011	2010	2011	2011	
CAMEROUN	1 385 677 521 000	1 570 807 064 500	1 185 235 955	22 497 400	1 386 862 756 955	1 570 829 561 900	13,3 %			
RCA	54 495 431 000	58 721 277 500	35 118 385	5 250 000	54 530 549 385	58 726 527 500	7,7 %			
CONGO	714 306 024 000	841 909 832 000	42 774	0	714 306 066 774	841 909 832 000	17,9 %			
GABON	550 561 973 000	595 602 420 000	369 111	30 000	550 562 342 111	595 602 450 000	8,2 %			
GUINEE EQUATORIALE	50 069 773 500	105 503 397 500	15 227 309	6 748	50 085 000 809	105 503 404 248	110,6 %			
TCHAD	371 995 296 500	378 743 582 000	66 023 273	6 000 000	372 061 319 773	378 749 582 000	1,8 %			
ZONE EMISSION	3 127 106 019 000	3 551 287 573 500	1 302 016 807	33 784 148	3 128 408 035 807	3 551 321 357 648	13,5 %			

**ÉVOLUTION DES PRELEVEMENTS DES BANQUES ET DES COMPTABLES PUBLICS**

(Cumul du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre)

(En FCFA)

ETATS	BILLETS		PIECES		TOTAL DES BILLETS ET PIECES		VARIATION en %
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	
CAMEROUN	1 162 239 184 500	1 263 561 122 500	196 591 846	115 136 000	1 162 435 776 346	1 263 676 258 500	8,7 %
RCA	115 286 935 500	122 712 989 000	123 325 634	113 160 978	115 410 261 134	122 826 149 978	6,4 %
CONGO	799 051 167 000	949 968 109 500	149 639 971	70 003 077	799 200 806 971	950 038 112 577	18,9 %
GABON	608 745 306 500	712 290 901 000	207 573 286	174 841 000	608 952 879 786	712 465 742 000	17,0 %
GUINEE EQUATORIALE	172 497 913 500	322 863 400 000	101 068 574	21 802 372	172 598 982 074	322 885 202 372	87,1 %
TCHAD	477 156 610 500	592 714 863 000	246 503 714	219 220 160	477 403 114 214	592 934 083 160	24,2 %
<b>ZONE EMISSION</b>	<b>3 334 977 117 500</b>	<b>3 964 111 385 000</b>	<b>1 024 703 025</b>	<b>714 163 587</b>	<b>3 336 001 820 525</b>	<b>3 964 825 548 587</b>	<b>18,8 %</b>

**ENCAISSES DES ETATS DE LA CEMAC PAR MOIS (émises et non émises)**

Exercice 2011

(En FCFA)

MOIS / ETATS	Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	Total CEMAC
Janvier	1 486 773 100 830	294 809 649 018	875 069 281 334	386 824 313 258	234 467 690 705	580 995 421 990	3 858 939 457 135
Février	1 430 283 414 970	291 547 912 930	866 557 684 277	379 299 447 287	252 888 741 957	576 493 259 350	3 797 070 460 771
Mars	1 569 920 010 561	295 648 136 825	861 386 099 219	415 376 438 866	240 183 109 541	784 089 472 802	4 166 603 267 814
Avril	1 511 530 548 181	275 087 735 032	948 051 860 844	427 012 271 068	222 164 353 636	755 460 869 455	4 139 307 638 216
Mai	1 820 467 828 103	245 081 608 465	949 149 665 848	430 657 118 648	232 434 530 339	751 894 470 320	4 429 685 221 723
Juin	2 146 235 665 850	239 726 656 813	943 462 771 650	424 818 884 189	211 401 284 961	992 957 181 525	4 958 602 444 988
Juillet	2 337 573 257 293	291 248 880 139	995 603 104 286	463 340 130 849	196 247 424 883	986 468 555 116	5 270 481 352 566
Août	2 240 698 442 125	282 542 461 255	992 709 153 798	498 916 667 622	204 443 644 034	992 351 759 273	5 211 662 128 107
Septembre	2 278 429 136 356	279 812 068 212	1 000 128 604 130	500 808 660 969	193 779 043 900	991 094 952 555	5 244 052 466 122
Octobre	2 186 119 127 761	276 297 473 149	2 109 158 224 725	532 050 873 163	166 278 032 614	981 763 088 589	6 251 666 820 001
Novembre	2 153 169 470 798	269 813 526 887	1 250 858 133 005	552 088 742 728	150 878 177 711	977 027 708 173	5 353 815 759 302
Décembre	2 048 969 615 030	266 017 859 163	1 206 393 314 515	518 812 939 276	146 651 442 127	969 053 383 809	5 155 898 553 920
<b>Total général</b>	<b>23 210 169 617 858</b>	<b>3 307 633 967 888</b>	<b>12 998 527 897 631</b>	<b>5 529 986 487 923</b>	<b>2 451 817 476 408</b>	<b>10 339 650 122 957</b>	<b>57 837 785 570 665</b>
Circulation moyenne	1 934 180 801 488	275 636 163 991	1 083 210 658 136	460 832 207 327	204 318 123 034	861 637 510 246	4 819 815 464 222
Part de chaque Etat	40,13 %	5,72 %	22,47 %	9,56 %	4,24 %	17,88 %	100,00 %

**BILLETS DE LA ZONE D'EMISSION EXPORTEES HORS DE LEUR TERRITOIRE D'ORIGINE**

(En millions de FCFA)

Situation des stocks au 31 décembre

ETATS	Billets Cameroun		Billets RCA		Billets Congo		Billets Gabon		Billets Guinée Equat		Billets Tchad		Total billets exportés	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
CAMEROUN	0,0	0,0	41 871,5	66 134,5	54 767,5	83 498,0	75 642,5	92 371,0	94 346,0	65 862,5	83 094,0	111 977,0	949 721,5	419 843,0
RCA	5 955,0	9 023,0	0,0	0,0	5 556,5	8 241,5	1 961,0	2 374,0	837,0	1 342,5	1 632,0	2 791,0	15 941,5	23 772,0
CONGO	4 290,0	6 326,0	3 145,5	4 874,0	0,0	0,0	12 263,0	13 444,5	1 419,5	2 409,5	779,0	1 141,0	21 897,0	28 195,0
GABON	4 275,3	6 868,8	1 113,9	1 517,9	4 983,6	6 374,6	0,0	0,0	6 161,4	11 660,4	541,3	681,8	17 075,4	27 103,4
GUINEE EQUATORIALE	7 142,0	7 139,5	1 449,0	1 409,0	1 320,0	1 258,0	14 107,5	8 478,5	0,0	0,0	822,6	813,1	24 841,1	19 098,1
TCHAD	11 720,0	36 110,0	7 297,5	20 370,0	3 412,5	6 208,0	3 845,0	6 723,5	2 044,0	4 639,0	0,0	0,0	28 319,0	74 060,5
TOTAL ZONE	33 382,3	65 467,3	54 877,4	94 305,4	70 040,1	105 580,1	107 819,0	123 391,5	104 807,9	85 913,9	86 868,9	117 403,9	457 795,6	592 062,1

**EVOLUTION DES ENCAISSES (\*) ET DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE MOYENNES**

(En millions de FCFA)

Exercice 2004 à Exercice 2010

ETATS	Exercice 2005		Exercice 2006		Exercice 2007		Exercice 2008		Exercice 2009		Exercice 2010		Exercice 2011	
	Encaisses	Circulation												
CAMEROUN	1 092 867	335 097	830 413	340 377	957 869	389 240	1 475 090	450 519	1 592 780	499 594	1 934 181	545 870	1 628 791	580 795
RCA	336 446	83 269	236 785	85 036	235 422	80 089	357 590	73 159	414 463	77 768	275 636	91 094	321 831	109 501
CONGO	659 271	181 969	518 148	253 564	556 344	292 076	932 363	354 215	1 044 746	408 959	1 083 211	427 270	1 009 625	495 279
GABON	855 784	192 830	715 873	234 991	705 783	262 785	1 036 671	291 220	1 274 441	317 362	460 832	318 883	448 025	351 457
GUINEE EQUATORIALE	284 151	54 740	222 340	66 570	245 335	80 065	368 926	90 778	444 172	116 725	204 318	150 610	170 312	209 471
TCHAD	333 781	154 829	200 777	208 716	489 387	242 689	817 677	308 165	1 081 299	317 538	861 638	341 317	706 445	383 026
TOTAL ZONE	3 562 300	1 002 735	2 724 835	1 189 253	3 190 141	1 346 944	4 987 717	1 568 056	5 851 902	1 737 945	4 819 815	1 875 044	4 285 029	2 129 529

(\*) Billets et Pièces émis et non émis

**EVOLUTION COMPAREE ENCAISSES (\*) / CIRCULATION FIDUCIAIRE MOYENNE**  
(En millions de FCFA)

ETATS	Exercice 2009			Exercice 2010			Exercice 2011		
	Encaisses	Circulation	%	Encaisses	Circulation	%	Encaisses	Circulation	%
CAMEROUN	1 592 780	499 594	318,81 %	1 374 882	545 870	251,87 %	1 628 791	580 795	280,44 %
RCA	1 044 746	408 959	255,46 %	387 352	91 094	425,22 %	321 831	109 501	293,91 %
CONGO	1 274 441	317 362	401,57 %	920 191	427 270	215,37 %	1 009 625	495 279	203,85 %
GABON	444 172	116 725	380,53 %	1 158 708	318 883	363,36 %	448 025	351 457	127,48 %
GUINEE EQUATORIALE	1 081 299	317 538	340,53 %	434 815	150 610	288,70 %	170 312	209 471	81,31 %
TCHAD	414 463	77 768	532,95 %	938 687	341 317	275,02 %	706 445	383 026	184,44 %
<b>TOTAL ZONE</b>	<b>5 851 902</b>	<b>1 737 945</b>	<b>336,71 %</b>	<b>5 214 635</b>	<b>1 875 044</b>	<b>278,11 %</b>	<b>4 285 029</b>	<b>2 129 529</b>	<b>201,22 %</b>

(\*) Billets et Pièces émis

## RECAPITULATIF DES DESTRUCTIONS DE BILLETS USES

CENTRES	2007			2008			2009			2010			2011		
	Nbre billets	Valeur faciale	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale	Valeur faciale
Yaoundé	27 528 000	158 499 000 000	158 499 000 000	11 276 000	35 006 000 000	35 006 000 000	12 503 811	46 731 583 500	46 731 583 500	12 659 024	71 012 000 000	71 012 000 000	0	0	0
Douala	5 206 179	33 712 784 000	33 712 784 000	17 713 000	86 153 000 000	86 153 000 000	9 880 601	43 631 285 000	43 631 285 000	10 699 000	25 699 000 000	25 699 000 000	18 745 000	122 566 000 000	122 566 000 000
Garoua	8 619 439	28 207 932 000	28 207 932 000	0	0	0	11 817 000	43 648 000 000	43 648 000 000	10 654 156	27 654 641 500	27 654 641 500	6 995 000	35 873 500 000	35 873 500 000
Nkongsamba	7 792 755	38 683 403 500	38 683 403 500	0	0	0	8 622 000	18 413 000 000	18 413 000 000	10 274 000	31 262 000 000	31 262 000 000	0	0	0
Limbé	35 444 000	112 464 500 000	112 464 500 000	5 247 000	10 988 500 000	10 988 500 000	3 318 000	10 199 000 000	10 199 000 000	4 412 000	17 544 000 000	17 544 000 000	4 941 000	11 122 500 000	11 122 500 000
Bafoussam	98 713 693	407 041 620 500	407 041 620 500	14 438 000	39 115 000 000	39 115 000 000	23 825 000	79 024 000 000	79 024 000 000	34 022 000	79 998 000 000	79 998 000 000	24 762 000	149 151 000 000	149 151 000 000
<b>CAMEROUN</b>	183 304 066	778 608 640 000	778 608 640 000	48 674 000	171 260 500 000	171 260 500 000	69 966 412	241 646 848 500	241 646 848 500	82 720 180	253 169 641 500	253 169 641 500	55 443 000	318 713 000 000	318 713 000 000
Bangui	73 392 709 500	0	0	13 216 000	22 299 000 000	22 299 000 000	22 626 000	72 787 000 000	72 787 000 000	11 059 000	35 250 000 000	35 250 000 000	0	0	0
Berberati	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>R. C. A.</b>	73 392 709 500	0	0	13 216 000	22 299 000 000	22 299 000 000	22 626 000	72 787 000 000	72 787 000 000	11 059 000	35 250 000 000	35 250 000 000	0	0	0
Brazzaville	18 999 783 000	6 473 169	6 473 169	0	0	0	33 813 000	138 388 000 000	138 388 000 000	0	0	0	11 743 000	105 910 000 000	105 910 000 000
Pointe-Noire	18 904 500 000	31 798 169	31 798 169	15 060 000	38 432 000 000	38 432 000 000	0	0	0	10 741 000	65 521 000 000	65 521 000 000	0	0	0
<b>CONGO</b>	37 904 283 000	38 271 338	38 271 338	15 060 000	38 432 000 000	38 432 000 000	33 813 000	138 388 000 000	138 388 000 000	10 741 000	65 521 000 000	65 521 000 000	11 743 000	105 910 000 000	105 910 000 000
Libreville	4 528 000	22 109 500 000	22 109 500 000	24 127 000	102 649 500 000	102 649 500 000	9 348 000	35 056 000 000	35 056 000 000	27 142 481	111 292 455 000	111 292 455 000	32 332 000	190 446 000 000	190 446 000 000
Franceville	0	0	0	9 631 409	34 503 192 500	34 503 192 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Port-Gentil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Oyem	40 708 000	232 340 000 000	232 340 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>GABON</b>	45 236 000	254 449 500 000	254 449 500 000	33 758 409	137 152 692 500	137 152 692 500	9 348 000	35 056 000 000	35 056 000 000	27 142 481	111 292 455 000	111 292 455 000	32 332 000	190 446 000 000	190 446 000 000
Malabo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 511 000	15 110 000 000	15 110 000 000
Bata	6 404 638	9 815 569 000	9 815 569 000	0	0	0	7 071 000	24 458 500 000	24 458 500 000	0	0	0	0	0	0
<b>GUINEE EQ.</b>	6 404 638	9 815 569 000	9 815 569 000	0	0	0	7 071 000	24 458 500 000	24 458 500 000	0	0	0	1 511 000	15 110 000 000	15 110 000 000
Ndjaména	0	0	0	28 547 000	87 131 500 000	87 131 500 000	15 856 000	87 525 000 000	87 525 000 000	22 328 000	132 411 500 000	132 411 500 000	3 681 000	3 163 000 000	3 163 000 000
Moundou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sarh	36 505 562	123 105 595 000	123 105 595 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TCHAD</b>	36 505 562	123 105 595 000	123 105 595 000	28 547 000	87 131 500 000	87 131 500 000	15 856 000	87 525 000 000	87 525 000 000	22 328 000	132 411 500 000	132 411 500 000	3 681 000	3 163 000 000	3 163 000 000
<b>TOTAL</b>	111 568 442 766	1 166 017 575 338	1 166 017 575 338	139 255 409	456 275 692 500	456 275 692 500	158 680 412	599 861 348 500	599 861 348 500	153 990 661	597 644 596 500	597 644 596 500	104 710 000	633 342 000 000	633 342 000 000

**ACTIVITE DE TRI**  
**Exercice 2011**

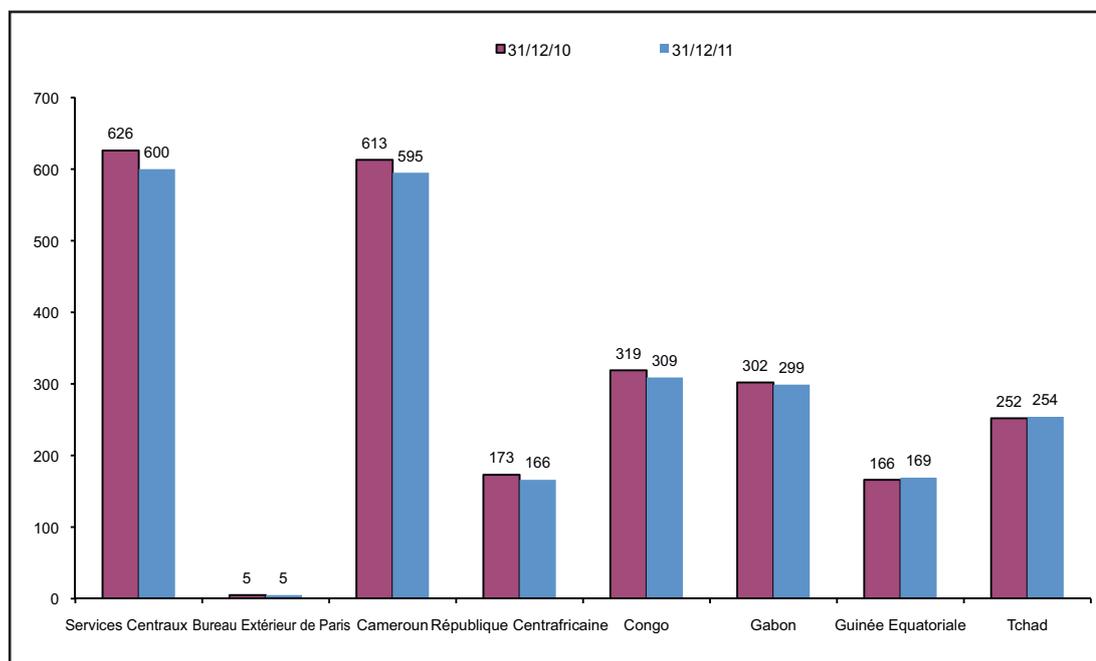
	Dénomination					Volume (en nombre de billets)	Nbre billets
	10 000	5 000	2 000	1 000	500		
<b>Billets des Etats</b>							
valides	219 815 000	61 703 000	19 014 000	7 771 000	6 568 000	314 871 000	2 555 748 000 000
usés	51 723 000	39 358 000	19 232 000	24 513 000	23 621 000	158 447 000	788 807 500 000
<b>Total</b>	271 538 000	101 061 000	38 246 000	32 284 000	30 189 000	473 318 000	3 344 555 500 000
<b>% récupéré</b>	80,95 %	61,06 %	49,72 %	24,07 %	21,76 %	66,52 %	76,42 %
<b>Billets déplacés</b>							
Cameroun	4 487 000	1 074 000	191 000	276 000	325 000	6 353 000	51 060 500 000
Tchad	5 405 000	3 970 000	4 305 000	3 950 000	2 302 000	19 932 000	87 611 000 000
RCA	4 102 000	2 351 000	1 165 000	1 823 000	895 000	10 336 000	57 375 500 000
Congo	3 419 000	1 133 000	174 000	190 000	120 000	5 036 000	40 453 000 000
Gabon	6 609 000	1 673 000	598 000	762 000	318 000	9 960 000	76 572 000 000
Guinée Equato.	11 008 000	5 021 000	3 654 000	3 525 000	1 951 000	25 159 000	146 993 500 000
<b>Total Tri Etat</b>	35 030 000	15 222 000	10 087 000	10 526 000	5 911 000	76 776 000	460 065 500 000
<b>Total Triés</b>	306 568 000	116 283 000	48 333 000	42 810 000	36 100 000	550 094 000	3 804 621 000 000

## EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BEAC PAR PAYS OU CENTRE

Pays ou Centre	Effectifs		Accroissement		Répartition des effectifs au 31/12/2011		
	31/12/2010	31/12/2011	en nombre	en %	en %	Dont cadres supérieurs	
						Effectifs	en %
Services Centraux	626	600	- 26	- 4,2	25,0	141	5,9
Bureau Extérieur de Paris	5	5	0	0,0	0,2	2	0,1
Cameroun	613	595	- 18	- 2,9	24,8	32	1,3
République Centrafricaine	173	166	- 7	- 4,0	6,9	14	0,6
Congo	319	309	- 10	- 3,1	12,9	20	0,8
Gabon	302	299	- 3	- 1,0	12,5	24	1,0
Guinée Equatoriale	166	169	3	1,8	7,1	13	0,5
Tchad	252	254	2	0,8	10,6	18	0,8
<b>Total</b>	<b>2 456</b>	<b>2 397</b>	<b>- 59</b>	<b>- 2,4</b>	<b>100</b>	<b>264</b>	<b>11,0</b>

Source : BEAC

## STRUCTURE DES EFFECTIFS DE LA BEAC PAR PAYS OU CENTRE

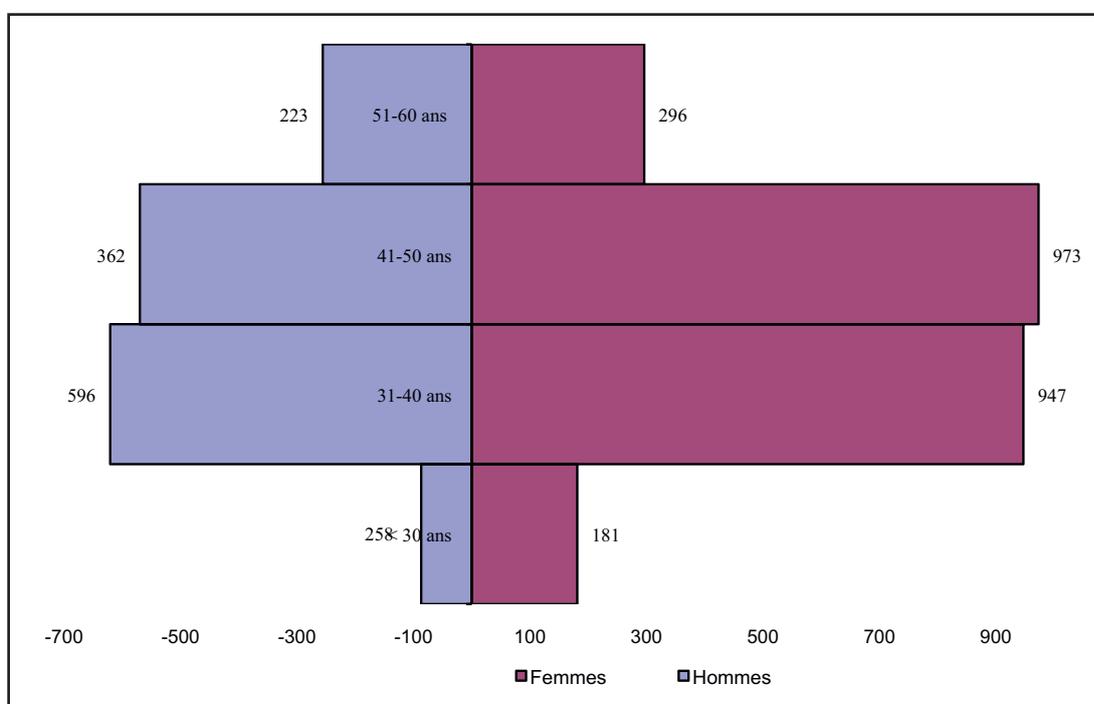


## REPARTITION DU PERSONNEL DE LA BEAC PAR TRANCHES D'AGE ET PAR SEXE

Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	En %
60 ans et +	0	0	0	0,0
51 - 60 ans	256	296	552	14,0
41 - 50 ans	570	973	1543	39,3
31 - 40 ans	621	947	1568	39,9
< 30 ans	87	181	268	6,8
<b>Total</b>	<b>1534</b>	<b>2397</b>	<b>3931</b>	<b>100,0</b>

Source : BEAC

## REPARTITION DU PERSONNEL DE LA BEAC PAR TRANCHES D'AGE ET PAR SEXE

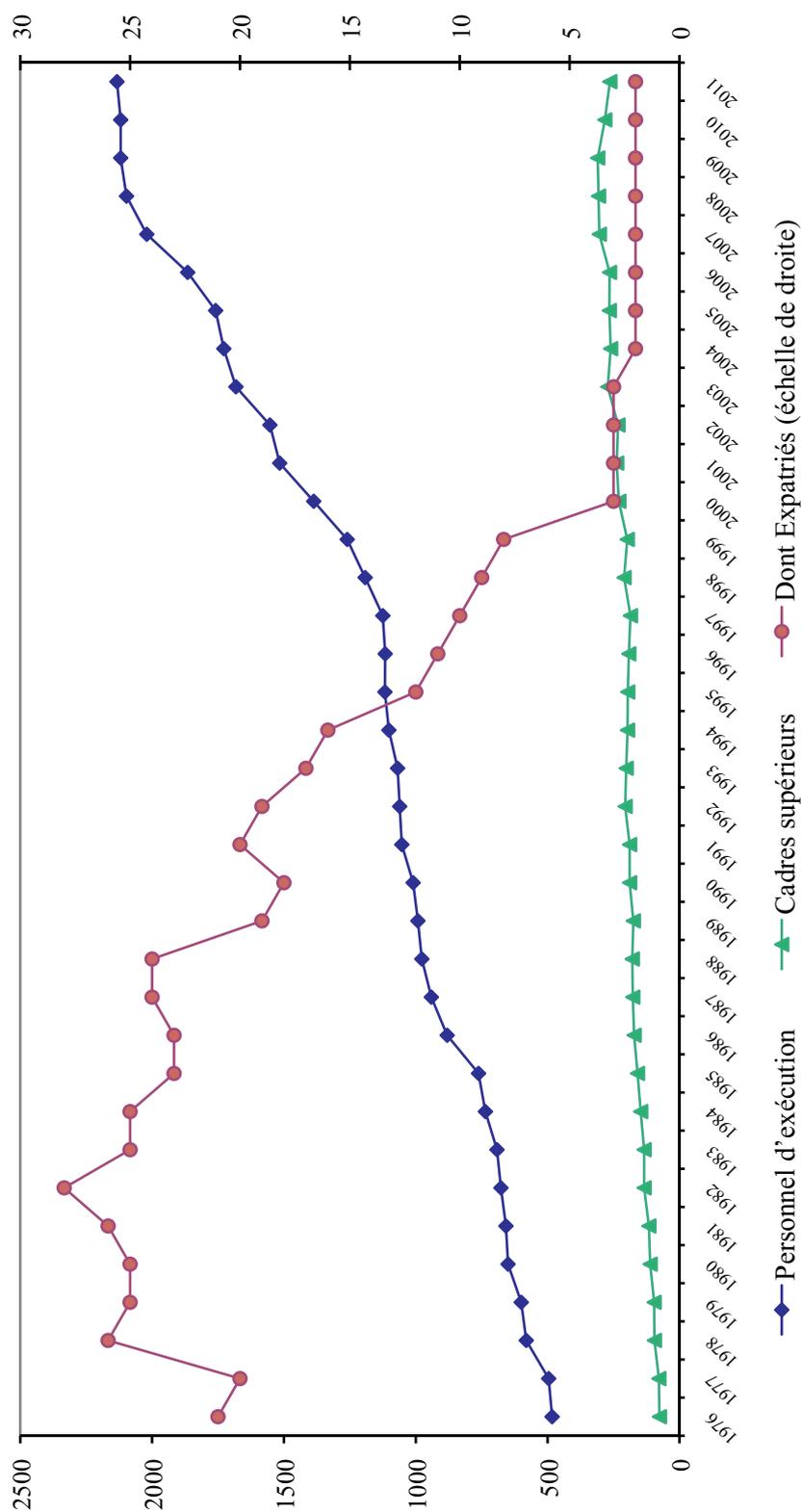


## EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BEAC DE 1976 A 2011

Année	Personnel d'exécution	Cadres supérieurs	Total	Dont Expatriés
1976	483	76	559	21
1977	496	78	574	20
1978	581	95	676	26
1979	600	96	696	25
1980	650	111	761	25
1981	658	116	774	26
1982	677	134	811	28
1983	692	134	826	25
1984	736	147	883	25
1985	762	159	921	23
1986	881	172	1 053	23
1987	941	177	1 118	24
1988	977	179	1 156	24
1989	992	175	1 167	19
1990	1 010	189	1 199	18
1991	1 053	189	1 242	20
1992	1 061	206	1 267	19
1993	1 069	202	1 271	17
1994	1 102	197	1 299	16
1995	1 117	196	1 313	12
1996	1 116	192	1 308	11
1997	1 125	186	1 311	10
1998	1 192	210	1 402	9
1999	1 260	198	1 458	8
2000	1 387	230	1 618	3
2001	1 516	238	1 754	3
2002	1 553	233	1 786	3
2003	1 682	272	1 954	3
2004	1 728	261	1 989	2
2005	1 759	266	2 025	2
2006	1 865	265	2 130	2
2007	2 020	304	2 324	2
2008	2 097	307	2 404	2
2009	2 119	310	2 429	2
2010	2 119	283	2 456	2
2011	2 133	264	2 397	2

Source : BEAC

### EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BEAC EN 2011



Directeur de la publication : Joachim LEMA OKILI  
Directeur Général des Études, Finances  
et Relations Internationales de la BEAC

Rédacteur en Chef : Michel DZOMBALA  
Directeur Central des Études  
de la BEAC

Rédacteur en Chef Adjoint : Aimé Dominique BIDA-KOLIKA  
Adjoint au Directeur Central des Études  
de la BEAC

Conception et réalisation :  
Imprimerie - BEAC